

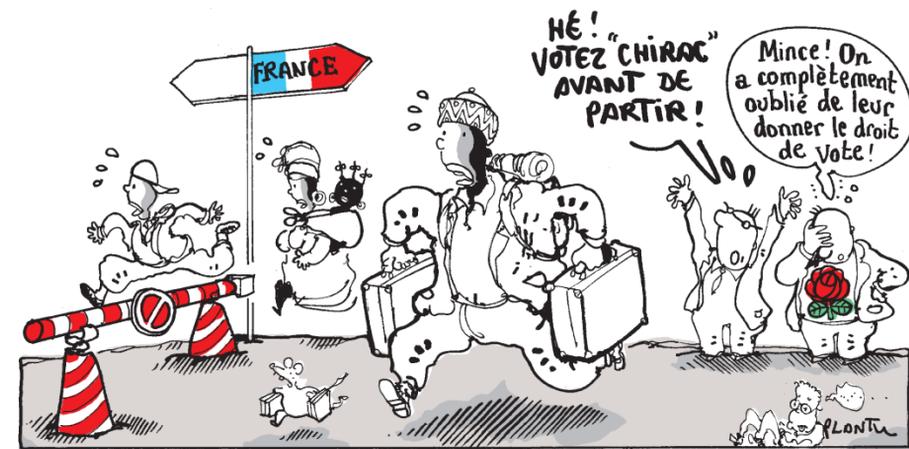
Ce que ferait l'extrême droite si...

Préférence nationale, droit du sang, peine de mort, ségrégation dans la protection sociale, fiscalité favorable aux ménages aisés

SOMMAIRE

Le programme de Le Pen. Contradictions dans les propositions économiques, caractère inégalitaire du projet social. Un entretien avec l'économiste Jean-Louis Levet. La suppression de l'impôt sur le revenu, des droits de succession et de l'ISF favoriserait les ménages aisés. Une forme d'apartheid pour la protection sociale. Abrogation du monopole syndical. La préférence nationale considérée comme un remède au chômage. Interdiction de l'avortement, suppression du pacs. Droit du sang et combat contre l'immigration régulière. Alourdissement systématique des sanctions pénales, peine de mort. La VI^e République « populiste » de Jean-Marie Le Pen. p. 2 à 4

Vu de banlieue. Au Val-Fourré : « Soit on va voter, soit on fait nos valises. » A Lyon, DiverCité refuse de défiler avec la gauche. Les associations entre mobilisation et désillusion. p. 5



L'appel de Jospin. Le premier ministre demande aux Français « d'exprimer par leur vote leur refus de l'extrême droite ». M. Chirac à Dreux. Le XV de France dédie sa victoire aux droits de l'homme. p. 6 et 7

Vu de l'étranger. Un entretien avec Otto Schily, ministre de l'intérieur allemand. L'opinion d'une reine d'Angleterre laconique. Des organisations racistes américaines soutiennent Jean-Marie Le Pen. p. 10

Horizons, chroniques. Points de vue de Alain Badiou, Sylvain Lazarus, Natacha Michel, « Que penser ? Que faire ? », et de Laurent Cohen-Tanugi, « Reconstruire l'avenir ». Médiateur, chroniques. p. 21, 22 et 34

► Tout sur le programme de Le Pen

► Le chef du FN vise « plutôt 51 % que 40 % »

► L'appel de Jospin à voter contre l'extrême droite

► Chirac : « Une période de crise »

► Amertume et inquiétude dans les cités



La France de Le Pen

NÉE en réaction à la Révolution de 1789, l'extrême droite s'est nourrie, depuis le début des années 1980, de l'immigration, du chômage, de l'insécurité. C'est aussi la France des exclus. Qui vote Le Pen ? Radioscopie du FN. Notre dossier.

SUPPLÉMENT
Le Monde
ARGENT
La vie fiscale en couple

ALLEMAGNE
Tuerie au lycée d'Erfurt : 17 morts p. 23

VIVENDI UNIVERSAL
Fraudes à l'AG des actionnaires p. 25

France	2	Entreprises	25
Carnet	12	Aujourd'hui	26
Abonnements	12	Météorologie-Jeux	29
Horizons	13	Culture	30
International	23	Radio-Télévision	33

La déferlante des anti-Le Pen

DE NOMBREUSES manifestations anti-Le Pen étaient prévues, samedi 27 et dimanche 28 avril dans plus de 30 villes de France. Une soixantaine d'associations antiracistes, de syndicats et de partis politiques ont appelé, samedi à Paris, à une « journée nationale de mobilisation citoyenne et républicaine », prélude aux défilés du 1^{er} mai. Un rassemblement « jeunes » devait avoir lieu avant le départ de la manifestation qui devait commencer place de la République et se terminer place de la Nation. Un message de Lucie Aubrac devait y être lu et Robert Créange, président de la Fédération nationale des déportés, internés, résistants et patriotes (Fndirp) devait prendre la parole. Parmi les slogans :



« Chirac, on t'aime pas, mais on votera pour toi » ou « Un charter pour Le Pen ». Parmi les affiches, celles créées par les étudiants de l'Ecole nationale supérieure des arts décoratifs (photo). Une partie des associations d'homosexuel(le)s avaient annoncé leur participation au défilé derrière une banderole « Contre le fascisme, le 5 mai, votons ! » Ces mouvements veulent mettre en garde contre un possible retour de l'ordre moral. Une soixantaine de sans-papiers, partis à pied de Marseille le 23 mars, devaient se joindre à la manifestation dans la capitale où 2000 policiers avaient été mobilisés pour le maintien de l'ordre.

Lire pages 8 et 9

SUPPLÉMENT

« L'humiliation » française vue par « The New York Times »



NOTRE sélection hebdomadaire consacre une page aux résultats de l'élection française, que le quotidien américain qualifie « d'humiliation nationale ». Paul Krugman, éditorialiste, compare la défaite de Lionel Jospin à celle du démocrate Al Gore lors de l'élection américaine de 2000 : deux hommes au « style professionnel » qui pouvaient s'appuyer sur de bons résultats économiques mais qui ont été battus par un électorat qui encourage ceux « qui veulent un retour aux temps plus simples et sont perturbés par la mixité moderne des hommes et des idées ».

Damien Saez, compositeur de « Jeune et con » devenu « Fils de France »

LA NOUVELLE chanson de Damien Saez ne figure pas dans son dernier album *God blessé*, et n'est en vente nulle part. Composée et enregistrée en deux jours au lendemain du premier tour de la présidentielle, *Fils de France* est pour l'instant destiné à vivre et à grandir exclusivement sur Internet. « J'ai vu les larmes aux yeux/Les nouvelles ce matin/20% pour l'horreur/20% pour la peur », dit cet opus à mi-chemin entre l'hymne et la hargne. Loin de l'esprit apparemment désabusé de *Jeune et con*, son premier succès paru en 2000 et vendu à plus de 200 000 exemplaires, Damien Saez a changé. A 24 ans, il vient de prendre « une leçon de civisme et de démocratie » qu'il n'est pas près d'oublier. D'instinct, comme d'autres sont descendus dans la rue, il a fait ce qu'il savait faire, une chanson. « Il n'y a pas eu

de réflexion. Je suis rentré en studio pour enregistrer le morceau sans demander l'autorisation. Je n'ai pas dormi pendant quatre jours, raconte-t-il. Si cette chanson peut pousser ne serait-ce qu'une personne à aller voter, ça sera toujours ça de moins pour l'autre. » « L'autre », bien sûr, c'est Jean-Marie Le Pen. Damien Saez ne le nomme jamais, comme si c'était déjà donné au président du Front national une chance de gagner des voix. Et pour cause. Enfant d'une élection, *Fils de France* est aussi celui d'une frustration, celle de n'avoir pas pu voter. Condamné à six mois de prison ferme et sous mandat de dépôt pour ne pas avoir rempli ses obligations militaires, le jeune rebelle ne pouvait pas, en décembre 2001, s'inscrire sur les listes électorales. Après avoir fait appel, il a finalement été relaxé le 17 avril.

Trop tard pour voter, mais pas pour espérer. « Pour les rêves qu'on a faits/et pour ceux qu'on fera/Pour le poing qu'on a levé/Pour celui qu'on lèvera/Pour un idéal/Pour une utopie/Allons marchons ensemble/Enfants de la patrie », lance-t-il d'une voix rageuse sur fond de guitare saturée. Plus qu'un engagement politique, cet « enfant du métissage », comme il se décrit lui-même, semble surtout vouloir montrer son attachement à la terre sur laquelle il est né. « La France, c'est le pays où va mon cœur », dit-il. Mais il a « honte de ce qui est en train d'arriver ». De ce double sentiment, Damien Saez a tiré un titre à double entente : *Fils de France* comme une insulte, *Fils de France* comme une fierté.

Louise Prothery

CULTURE

Ces artistes qui votent Chirac



« LA BOUE a envahi les urnes », dit Philippe Torreton, appelant à voter Chirac, comme huit autres personnalités dont nous avons publié les portraits avant le 21 avril. Lire page 30

ANALYSE

Le deuxième choc politique

LE 21 AVRIL, la France stupéfaite a connu un grand choc politique avec la qualification de Jean-Marie Le Pen pour le second tour de l'élection présidentielle et une extrême droite frôlant les 20 % des suffrages exprimés. Le 5 mai prochain, elle pourrait bien connaître un deuxième choc politique en découvrant Le Pen rassemblement le vote d'un Français sur trois. Les analystes ont péché en n'envisageant pas sérieusement le duel du second tour. Du moins doivent-ils aujourd'hui prendre la mesure du scrutin qui s'annonce. Le vote de premier tour doit s'interpréter comme un vote de crise. Crise de la politique mais aussi crise de la société. Il y a bien crise de la politique et des institutions quand le vote à l'élection présidentielle ne sert plus à désigner celui

qui doit exercer la charge suprême mais à exprimer un vote d'humeur et de protestation, un vote « anti ». Une majorité d'électeurs ont instrumentalisé leur vote pour adresser un message à « ceux d'en haut ». Selon le sondage sortie des urnes (SU) de CSA, 26 % seulement des électeurs de Le Pen ont voté pour que leur candidat soit élu président de la République, alors que ce pourcentage atteint 70 % parmi les électeurs de Jospin et 73 % parmi ceux de Chirac. Mais il faut savoir que 17 % des électeurs de Besancenot ou 13 % des électeurs de Laguiller voulaient la victoire du candidat pour lequel ils ont voté. Que reste-t-il dans ces conditions de l'élection du président de la République au suffrage universel ?

Aussi grave est la crise de société que la sociologie du vote décryptée par les sondages SU révèle. Le vote protestataire – que l'on peut définir comme le fait de voter pour un candidat ou pour un parti dont on ne souhaite pas au fond de soi-même qu'il gouverne – concerne 35 % des Français (extrême droite, extrême gauche, et « chasseurs »). Selon le sondage sortie des urnes d'Ipsos, ce vote protestataire rallie – fait sans précédent dans notre histoire électorale – la majorité absolue des ouvriers et des chômeurs.

Jérôme Jaffré pour Le Monde

Lire la suite page 22

LA BEUTE AU CŒUR ET LA SANTÉ. L'UNION FAIT LA FORCE.

Lionel Jospin a appelé, par un **SIMPLE COMMUNIQUÉ** de cinq lignes transmis vendredi 26 avril à l'AFP, à faire barrage au Front national. Mais il n'a nommé ni Jacques Chirac ni Jean-Marie Le Pen. Plusieurs

ministres défilèrent le 1^{er} mai sans tenir compte de la consigne du premier ministre de ne pas manifester. M. Le Pen à promis « **UNE GRANDE SURPRISE** » au soir du second tour, où il « *visait plutôt 51 % que*

40 % ». Son programme prévoit notamment la suppression de l'impôt sur le revenu et de l'ISF, l'attribution des allocations familiales **AUX SEULS « NATIIONAUX »** ainsi que l'abrogation des lois sur l'avorte-

ment et le pacs. Une **MANIFESTATION** à l'appel d'une soixantaine d'associations, syndicats et partis politiques devait réunir, samedi 27, plusieurs dizaines de milliers de personnes à Paris.

Le message de Jospin, le programme de Le Pen

Le premier ministre a appelé, vendredi 26 avril, les Français à « exprimer leur refus de l'extrême droite ». Le président du Front national espère entre « 40 et 51 % » des voix au second tour. Son projet économique et social est marqué par de nombreuses incohérences

LE PREMIER MINISTRE est enfin sorti de son silence, vendredi 26 avril. De son côté, Jean-Marie Le Pen affirme que le second tour de la présidentielle pourrait réserver « une grande surprise ». Une manifestation à l'appel d'une soixantaine d'associations, de syndicats et de partis politiques devait réunir, samedi après-midi, plusieurs dizaines de milliers de personnes à Paris.

► **Service minimum pour Lionel Jospin.** C'est à nouveau par un « simple fax », comme l'annonce de sa candidature, mais envoyé cette fois de Matignon, que Lionel Jospin a pris position pour le second tour, vendredi 26 avril à 19 heures. Cinq jours après le premier tour, au lendemain de demandes pressantes de ténors socialistes l'invitant à s'exprimer, le premier ministre appelle les Français, dans un communiqué, à « exprimer (...) leur refus de l'extrême droite » le 5 mai, sans leur demander explicitement de voter pour Jacques Chirac. Daniel Cohn-Bendit juge que c'est « une erreur ». Les ministres, priés de ne pas manifester contre le Front national, le 1^{er} mai, sont divisés. Yves Cochet (Verts) et trois socialistes au moins, Claude Bartolone (fabiusien), Jean-Luc Mélenchon (Gauche socialiste) et Florentine Parly (jospinienne), défilèrent

quand même à Paris. Mais pas Jack Lang, ni Marylise Lebranchu.

► **Ambition maximale pour Jean-Marie Le Pen.** Le président du Front national a d'ores et déjà fixé haut la barre pour le second tour. Il a estimé, vendredi 26 avril, qu'un score de l'extrême droite à 30 %, le 5 mai, serait « un échec cuisant ». M. Le Pen attaque Jacques Chirac et cherche à rallier un électoralat de gauche auquel « on demande aujourd'hui de voter pour Chirac après avoir dit que c'était un voleur, un escroc, un super-meneur ». Il multiplie les provocations, en parlant de « camp de transit » pour les sans-papiers et de « train spécial » pour expulser les immigrés du camp de Sangatte et prépare les législatives, où le FN présentera des candidats dans toutes les circonscriptions, voire avec le MNR.

Son programme économique et social prévoit des réformes radicales : la suppression de l'impôt sur le revenu, des droits de succession, de la CSG et de l'impôt de solidarité sur la fortune ; la création de caisses de sécurité sociale pour les étrangers, le versement des allocations familiales aux seuls « nationaux » et l'attribution prioritaire des emplois et des logements sociaux aux Français. Il préconise aussi « l'inversion des flux



Lundi 22 avril, au lendemain de sa qualification pour le second tour de la présidentielle, le candidat du Front national tient une conférence de presse au siège de son parti, à Saint-Cloud.

migratoires », un renforcement considérable des moyens de la police et de la justice. Il propose enfin, l'abrogation des lois sur l'avortement et le pacs et la création d'un revenu parental d'éducation.

► **Jacques Chirac à Dreux.** Le président-candidat avait choisi, vendredi, de faire campagne à Dreux, « laboratoire » du Front national depuis les années 1980 et reprise par le RPR en 1995. Ecole, impôts, chômage, charges socia-

les, santé, le chef de l'Etat n'a négligé aucun thème, devant un auditoire trié sur le volet. Il n'a évoqué qu'incidemment la situation politique créée par le premier tour, mais a justifié sa visite à Dreux en disant : « Lorsque l'on prend les choses à bras-le-corps, on fait reculer les extrémistes. » Le même jour, en déplacement en Savoie, l'épouse du président, Bernadette Chirac, a averti que « les jeux [n'étaient] pas faits » pour le second tour et

souhaité « un vote sans équivoque » en faveur de son mari.

► **Préparatifs intenses pour les manifestants.** Les initiatives en tout genre se multiplient pour organiser la lutte contre le Front national. Samedi 27 avril, pas moins d'une soixantaine d'organisations, associations, syndicats et partis politiques ont prévu de défilé, à partir de 15 heures, de la place de la République à celle de la Nation, dans le cadre d'une

« journée nationale de mobilisation citoyenne et républicaine ». Avant de prendre place dans ce cortège, lycéens et étudiants doivent se retrouver pour un rassemblement « spécial jeunes », à l'appel notamment de l'UNEF. Une manifestation semblable est prévue à Marseille. La journée de samedi fait d'ores et déjà figure de répétition générale avant les défilés du 1^{er} mai placés cette année sous le signe de la mobilisation anti-Le Pen et qui s'annoncent massifs.

► **L'amertume des banlieues.** Dans la « plus grande ZUP de France », au Val Fourré, à Mantes-la-Jolie (Yvelines), les jeunes se disent amers. Dans cette cité où l'abstention a atteint 32,7 % le 21 avril, beaucoup se sentent oubliés par les hommes politiques. « Ceux qui gouvernent ne s'adressent pas à nous », affirme Paté Konaté, un jeune d'origine malienne qui a voté pour Lionel Jospin au premier tour. D'autres regrettent de s'être abstenus. Ali, lui, a voté Le Pen au premier tour. « C'est la première fois, c'est un coup de délire », explique-t-il. Parce que le leader du Front national est, « pro-palestinien » et qu'il l'a « vu avec Saddam Hussein à la télé ».

Services France et Société

Les mesures économiques préconisées par le FN sont peu cohérentes

« **ECONOMIQUEMENT** à droite » et « **socialement** à gauche » : c'est en ces termes que Jean-Marie Le Pen s'est défini au soir du premier tour de l'élection présidentielle, le 21 avril, qui l'a vu arriver en deuxième position derrière Jacques Chirac. Est-ce à dire que le candidat du Front national a le « cœur à gauche et le portefeuille à droite » ? Indéniablement, M. Le Pen est financièrement à l'aise. Indéniablement, aussi, les mesures qu'il préconise sur le plan fiscal, au premier rang desquelles la suppression de l'impôt sur le revenu (IR) et de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) – dont il est d'ailleurs redevable – favorisent avant tout les catégories les plus aisées dont il fait partie.

De ce point de vue, sans doute, le candidat du FN est « économiquement à droite » et prône des mesures inégalitaires. De même, il se dit « socialement à gauche », comme en témoignent ses promesses de relever les allocations familiales ; mais le fait de les réserver aux seuls Français ne témoigne pas spécialement d'une inspiration « de gauche ».

Pour autant, s'arrêter à cette conclusion serait un peu rapide. Car le programme économique et social de M. Le Pen ne se limite pas à ces

quelques mesures fiscales et sociales. Il avance d'autres propositions qui brouillent son message et font apparaître de nombreuses contradictions. Le responsable d'extrême droite a beau nourrir ses argumentaires de références apparemment solides, n'hésitant jamais à citer tel ou tel rapport du Conseil d'analyse

baisser la pression fiscale, et augmenter de façon considérable certaines dépenses publiques, tout en supprimant les déficits publics ? Le candidat souhaite inscrire dans la Constitution un taux maximum de prélèvements obligatoires rapportés au produit intérieur brut (PIB) de 35 %, contre 44,9 % en 2001. Ce

La CGT décrypte le projet frontiste

Sous le titre « Sept vérités sur le "programme social" du Front national », Jean-Christophe Le Duigou a rédigé un argumentaire destiné aux organisations de la CGT et disponible, depuis le 22 avril, sur l'intranet de la centrale ouvrière. A partir d'une analyse des propositions formulées par Jean-Marie Le Pen en 2002 et par le FN de 1993 à 1997, le spécialiste des questions économiques souligne que le « programme » du FN « ne vise pas à la cohérence » : « Le coût des mesures proposées n'est jamais équilibré par des ressources correspondantes », ce qui permet de « multiplier les promesses ». Ce proche de Bernard Thibault relève, « derrière un parti pris affiché "en faveur des Français les plus modestes" », un « véritable conservatisme ». Il pointe « la déstabilisation des droits sociaux, le parti pris des profits, un repli national menaçant l'emploi, un discours ségrégationniste dissimulant les vraies causes du chômage, le doublement de la TVA, la fin de toute ambition nationale avec le sacrifice des dépenses sociales, une vision réactionnaire de la famille ».

économique (CAE) ou tels travaux des experts du Commissariat général du plan, il ne parvient pas à imprimer à son programme une véritable cohérence.

Il est notamment une question à laquelle le leader du FN ne répond pas : comment fait-il pour, à la fois,

qui, à terme, signifie une baisse des rentrées fiscales et sociales de 150 milliards d'euros par an par rapport à aujourd'hui, soit deux tiers du budget de l'Etat ou encore la moitié des dépenses annuelles du régime général de la Sécurité sociale (retraite, maladie, famille). Un tel choix implique une réduction drastique des dépenses publiques si tant est qu'il doive s'accompagner d'une réduction des déficits.

Par ailleurs, M. Le Pen, qui se refuse à parler en euros, explique dans son programme que, sur dix ans, il compte réduire de 500 milliards de francs (76 milliards d'euros) les dépenses de l'Etat et de 250 milliards de francs (38 milliards d'euros) celles de la Sécurité sociale. Pour cela, affirme-t-il, il faut d'abord que les dépenses publiques ne profitent qu'aux Français.

L'application du principe de la « préférence nationale » permettrait, selon lui, de faire des économies. Il faut aussi, affirme M. Le Pen, limiter le rôle de l'Etat à ses missions régaliennes et ne pas remplacer tous les fonctionnaires qui doivent partir à la retraite (plus de 800 000 dans les dix prochaines années). Mais le leader du FN s'engage aussi à renforcer considérablement les moyens de la police et à doubler les crédits de la justice...

Sans doute conscient de la faiblesse de son raisonnement, il n'hésite pas à avancer des affirmations économiques pour le moins contestables. Ainsi, il estime que la baisse

des impôts favorisera la consommation et dopera les recettes de TVA, compensant ainsi les pertes de recettes fiscales pour l'Etat. De nombreuses études économiques montrent que la réduction de la pression fiscale soutient la consommation quand elle est ciblée sur les catégories les plus modestes. Ce qui n'est pas le choix de M. Le Pen, qui privilégie au contraire les ménages aisés.

Par ailleurs, son programme n'est pas forcément favorable à l'emploi. Il affirme qu'il permettra d'attirer de nombreuses entreprises en France, mais on voit mal comment. Aujourd'hui, un emploi industriel sur quatre dépend d'entreprises étrangères. Comment réagiraient-elles si, conformément aux propositions de M. Le Pen, les produits étrangers franchissaient plus facilement les frontières nationales, si la France sortait de l'Union européenne et abandonnait l'euro pour revenir au franc, ou encore si elle instituait une taxe de 1,5 % sur les sorties de capitaux supérieures à 15 millions d'euros ?

Les grandes entreprises, fussent-elles françaises, trouveront aussi de quoi s'inquiéter dans le programme de M. Le Pen, qui s'affiche comme le défenseur des petites et moyennes entreprises familiales. « Il faut donc instituer des instances arbitrales afin de régler rapidement et efficacement les litiges entre grandes entreprises et PME-PMI » et établir une « charte de la sous-traitance ». Par ailleurs, les PME bénéficieraient d'une fiscalité alléguée, avec un impôt sur les sociétés ramené à 10 %.

Drôle de mélange que ce programme qui veut à la fois lutter contre l'« étatisme », mais qui contient des mesures très protectionnistes. « L'ultra-compétition entre les économies voulue par le libre-échange a pris aujourd'hui dans l'Europe des Quinze a fait néanmoins 50 millions de pauvres ou de chômeurs, c'est-à-dire 50 millions de victimes », écrit M. Le Pen dans son programme, avant d'affirmer : « Contrairement à une analyse artificielle, il y a une profonde filiation entre l'étatisme et le libre-échange : chacun se nourrit de l'autre en une ténébreuse alliance. »

Virginie Malingre

Jean-Louis Levet, économiste

« Le programme de M. Le Pen est profondément antinational »

Quelle est, selon vous, la philosophie économique du programme du Front national ?

Le Front national a pour objectif implicite d'imposer une idéologie et un ordre dont le fondement reste le néofascisme. Il n'a cessé de jouer sur les peurs de la société française : la dénonciation du communisme dans les années 1960, l'immigration dans les années 1980 et, ensuite, le « mondialisme » au milieu des années 1990. Il trouve refuge dans le nationalisme pour sécuriser les gens ; cela induit de « nettoyer » la nation de tout ce qui peut remettre en cause son identité. Mais, paradoxalement, le contenu de son projet est fondamentalement contraire à l'intérêt national et s'inscrit dans une logique ultra-libérale.

Quelles en sont les principales caractéristiques ?

M. Le Pen affirme que l'Etat doit se recentrer sur ses missions régaliennes (police, justice...). Il affirme que le désengagement d'un Etat « spoliateur » doit favoriser une forte baisse des prélèvements obligatoires au niveau de 35 %. La référence implicite est le modèle américain. Cela dit, aux USA, ce taux n'incorpore pas les transferts sociaux qui représentent entre 15 et 20 points. Implicitement, cela signifie la privatisation du système de protection sociale.

Sa remise en cause serait la première retombée directe de l'application de cette logique ?

La suppression des charges sociales sur les entreprises doit, en théorie, selon le FN, permettre de mieux payer les salariés qui assureraient eux-mêmes leur protection avec les organismes de leur choix. C'est évidemment favoriser les salariés les plus élevés dans la hiérarchie et les plus qualifiés au détriment des moins qualifiés. Or ces derniers représentent encore 25 % à 27 % de la population active. Le projet du FN coupe l'économie de la société et du politique. Il n'y a plus aucun principe fédérateur des individus, ce qui risque de se traduire par un choc des égoïsmes. Cette désintégration peut conduire à la guerre civile, parce qu'on ne peut pas imaginer des centaines de milliers de personnes reléguées dans l'exclusion.

Pourtant, des victimes du libéralisme sont sensibles à ce discours.

C'est la contradiction majeure du programme du FN. Sur un fond d'ultralibéralisme, il tient un discours de protection des faibles avec l'application de la préférence nationale. C'est le mythe de la France fortteresse, appliquée à l'emploi, au marché intérieur...

Que vaut aujourd'hui la mise en cause de l'immigration dans le taux élevé de chômage ?

Les immigrés représentent 5 % de la population active, contre 6,5 % à la fin des années 1980. Ils sont de moins en moins nombreux dans l'industrie et de plus en plus dans les services sur des emplois peu qualifiés (entretien, nettoyage, serveurs...) que les Français ne veulent pas occuper. Leur expulsion massive aggraverait les pénuries de main-d'œuvre que nous constatons déjà. Taxer le travail étranger reviendrait à ériger des barrières douanières immatérielles. Quant à la création du revenu parental d'éducation, c'est une immense hypocrisie : il vise à renvoyer les femmes dans leurs foyers pour libérer des emplois. Or, depuis vingt ans, les études démontrent que le travail féminin n'est en rien responsable de la montée du chômage. Les facteurs que le FN met en avant pour vaincre le chômage sont autant d'illusions.

Quels risques fait courir la restauration de mesures protectionnistes ?

Le FN parle de reconquête du marché intérieur, mais dans le sens de la protection par le filtrage des flux commerciaux, notamment en provenance du tiers-monde. D'un côté, il instaure des barrières et, de l'autre, il se propose d'aider les entreprises à attaquer les marchés extérieurs. C'est l'institutionnalisation de la guerre économique entre les Etats. La contradiction est flagrante entre l'ultralibéralisme qui repose sur le libre échange et cette forme de protectionnisme qui signifie le repli sur soi. On casse les échanges, on isole le pays, on prend le risque de voir les entreprises se délocaliser et le processus de création de richesse s'effectuer en dehors des frontières. En apparence, le discours valorise la nation, mais le programme est profondément antinational.

Propos recueillis par Michel Delberghe

“2 villes européennes pour le prix d'une !”

“Faites de votre escale une escapade...”

La compagnie aérienne de confiance

KLM, les Affaires du Ciel, à partir de 200 € TTC*

www.klm.fr

N°Azur 0 810 556 556

PRIX APPEL LOCAL

Madrid, Copenhague, Oslo, Helsinki, Prague... Visitez l'une de nos 17 destinations européennes en promotion à partir de 200 € TTC, et bénéficiez d'une escapade gratuite à Amsterdam pour le même prix ! Départs de Paris, Lyon, Nice et Toulouse. Prix du vol aller-retour TTC, en vente jusqu'au 15 juin 2002, pour des départs effectués jusqu'au 15 juillet 2002. Offre soumise à conditions.

Pour réserver vos vols, contactez-nous ou renseignez-vous auprès de votre agence de voyages. Et profitez des promotions sur nos tarifs négociés : -10% sur des hôtels 3 à 4 étoiles au 0 810 556 556 -15% sur les locations de voiture au 0 825 352 352 avec Europcar (mentionner offre 45690390)

The Reliable Airline KLM

La suppression de l'impôt sur le revenu, des droits de succession et de l'ISF favoriserait les ménages aisés

Le candidat juge qu'une baisse de la pression fiscale doperait l'économie. Pour les entreprises, il cible l'effort d'allègement sur les PME, dont l'impôt sur les bénéfices serait ramené à 10 %

SI L'ÉLECTORAT de Jean-Marie Le Pen est en grande partie populaire, son programme fiscal s'adresse d'abord aux Français les plus riches et s'appuie sur un principe, inscrit en tête de son projet économique : « *Rendre aux Français leurs libertés fiscales* ». Le candidat du Front national promet en effet une baisse massive des prélèvements obligatoires et souhaite inscrire dans la Constitution – après un référendum – le principe selon lequel ces prélèvements ne pourront en aucun cas dépasser 35 % du produit intérieur brut (PIB), alors qu'ils représentent aujourd'hui 44,9 % de la richesse nationale (chiffre 2001). Cette réduction est – pour l'essentiel – orientée vers les foyers disposant des revenus les plus confortables. Ceux qui touchent un salaire supérieur à la moyenne, ceux qui ont une fortune personnelle et ceux qui héritent sont autant de contribuables que M. Le Pen entend gâter.

► **La suppression de l'impôt sur le revenu sur cinq ans.** C'est la première – et la plus spectaculaire – des promesses fiscales du candidat de l'extrême droite. Pour M. Le Pen, cet impôt, qui a été créé peu avant la première guerre mondiale, n'a pas lieu d'exister. Ne serait-ce que parce qu'il est financièrement marginal. Il est vrai qu'il est relativement peu important, en France, dans l'ensemble des recettes fiscales, puisqu'il a rapporté, en 2001, 53,5 milliards d'euros, soit 3,5 % de la richesse nationale, loin derrière la TVA, qui rapporte près de deux fois plus puisqu'elle a fait rentrer dans les caisses de l'Etat quelque 105,2 milliards d'euros en 2001. La contribution sociale générali-

sée (CSG) est également plus rentable : elle a représenté, l'an dernier, 62 milliards d'euros. L'impôt sur le revenu doit d'abord sa faiblesse à une assiette étroite : sur les 32,9 millions de foyers fiscaux français, seuls 17,2 millions y sont assujettis.

Le candidat du FN défend les PME contre les grandes entreprises, illustrant ainsi une vieille thèse poujadiste selon laquelle « les gros écrasent les petits »

Pour justifier sa suppression progressive au cours du quinquennat, les responsables du Front national jugent que « *son effet redistributif est inexistant* ». Qui plus est, estiment-ils, les plus riches y échappent en s'expatriant dans des pays fiscalement plus accueillants. « *Les classes moyennes supportent donc pour l'essentiel sa taxation* », concluent-ils pour expliquer que sa suppression ne profiterait pas aux plus aisés.

Mais les experts frontistes écrivent l'inverse quelques lignes plus loin : l'IR « *est très profondément injuste* », assurent-ils, puisque « *les 50 % les moins imposés n'acquittent que 5 % de l'impôt sur le revenu*. A l'autre bout de l'échelle, les 20 % des contribuables les plus

imposés acquittent environ 80 % de cet impôt ». M. Le Pen le dit bien : l'impôt sur le revenu est concentré sur les contribuables les plus aisés. M. Le Pen prévoit par ailleurs la suppression progressive de la CSG, qui peut être considérée comme un autre impôt sur le revenu, même s'il est affecté au financement des régimes de Sécurité sociale. Quant à la CRDS, créée en 1996 pour apurer les comptes de la Sécurité sociale, elle sera supprimée dès que cette dette aura été remboursée (normalement en 2014).

► **La suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune.** Pour le candidat de l'extrême droite, qui y est d'ailleurs assujéti, cet impôt doit aussi disparaître. « *L'ISF représente aussi un beau trompe-l'œil fiscal* », considère-t-il. L'ISF a rapporté 2,658 milliards d'euros en 2001 et il a été payé par 265 786 contribuables. S'il est économiquement marginal, il est politiquement symbolique et est, avec l'impôt sur le revenu, le seul prélèvement fiscal progressif en France.

► **La suppression totale des droits de succession au sein de la famille.** « *Les droits ne seront perçus, rétroactivement, que lorsque les biens quitteront le patrimoine familial*, développe le Front national dans son programme. « *Pour les transmissions entre non-parents, c'est-à-dire pour à peine plus de 20 000 héritages annuels, un plafond sera fixé pour tenir compte du montant moyen de ces transmissions, assez faible pour ne pas être justement taxable* », ajoute-t-il. Il affirme que cela évitera, notamment, que des entreprises familiales disparaissent en raison d'un désaccord entre les héritiers.

► **De nouveaux avantages fiscaux pour l'épargne.** Le président du Front national veut détaxer totalement ce qu'il appelle l'« *épargne populaire* », c'est-à-dire celle qui est « *située en dessous du montant moyen des patrimoines, en l'occurrence 300 000 francs* ». Ce chiffre moyen masque, en fait, une répartition beaucoup plus dispersée des « *bas de laine* ». En sachant qu'aujourd'hui une partie importante de cette épargne échappe déjà à l'impôt sur le revenu et bénéficie de dégrèvements fiscaux importants, la proposition de M. Le Pen profiterait, une fois encore, aux ménages les plus aisés.

► **La baisse des impôts pour les petites et moyennes entreprises.** Tout comme il veut favoriser leur transmission au sein de la famille, il souhaite ramener leur imposition sur les bénéfices à seulement 10 %. Pour les grandes entreprises, le candidat du FN n'a rien prévu. Dans son programme, il veut défendre les PME contre les grandes entreprises et les petits commerçants contre la grande distribution, illustrant ainsi une vieille thèse poujadiste selon laquelle « *les gros écrasent les petits* ».

► **La simplification et la réduction de la fiscalité locale.** Dans le cadre d'une « *véritable décentralisation* », M. Le Pen préconise de réduire les impôts locaux. « *Le principe de la spécialisation d'un impôt par collectivité locale sera adopté, le nombre de niveaux ramené à deux (communes et province) et les possibilités d'emprunt strictement encadrées* », indique le programme de l'extrême droite.

V. Ma

Le vote des ouvriers a poussé le FN à gauchir son projet social

Il ne préconise plus la suppression du smic

EN MATIÈRE sociale, le Front national a souvent changé de cap. Hors du socle traditionnel qu'il défend en permanence – préférence nationale et anti-égalitarisme – le parti de Jean-Marie Le Pen a modifié ses programmes en fonction de son électoral et des courants internes qui l'ont agité.

Lors de sa création, en 1972, le FN n'a rien d'un parti à vocation ouvrière, milieu où il recrute très peu. Il prône alors un « *capitalisme populaire* » pour ses sympathisants petits-bourgeois. Dans les années 1980, sous l'influence de Bruno Mégret, national-conservateur, c'est l'ultralibéralisme qui va dominer, loin du « *solidarisme* » de l'aile nationaliste-révolutionnaire incarnée par Jean-Pierre Stirbois, originellement situé à gauche. Rebasculé dans les années 1990 : le parti d'extrême droite, qui recrute de plus en plus chez les ouvriers et les chômeurs, change de tactique sociale et adopte un programme dont certaines mesures recourent celles adoptées par les partis de gauche. Le domaine de l'emploi reflète ces allers-retours idéologiques et clientélistes.

► **Salaire.** En 1986, dans le programme « *Pour la France* » (éditions Albatros), Jean-Marie Le Pen propose « *d'accepter la fixation libre du salaire entre l'employeur et l'employé* ». Le salaire minimum est supprimé, car « *bien des jeunes Français préféreraient être payés pour un vrai travail, même moins que le smic, plutôt que de rester au chômage ou de toucher la soupe populaire des TUC* ».

En 2002, dans le programme « *Pour un avenir français* », le FN écrit : « *Nous rejetons absolument*

toute idée de démantèlement de la notion de salaire minimum. » Le smic est donc confirmé et augmenté. Les experts de M. Le Pen expliquent que, dès leur arrivée au pouvoir, le salaire minimum franchirait la barre des 1067 euros net (contre 891 euros actuellement). Proposition est aussi faite – « *la croissance économique aidant* » – de renégocier branche par branche le niveau de salaires « *anormalement tirés vers le bas* ».

► **Précarité.** En 1986, le FN propose « *d'autoriser les contrats à durée déterminée et leur renouvellement ; de libéraliser le travail à temps partiel ; de supprimer les lois, ordonnances et décrets qui freinent le travail temporaire et rendent son exercice difficile* ». En 2002, les experts du Front insistent sur « *la nécessité de créer des emplois correctement rémunérés qui répondent aux aptitudes et à la formation de chacun* ».

► **Temps de travail.** En 1986, la volonté affichée est de « *libérer la réglementation sur les horaires en laissant la plus large souplesse dans la définition des jours et heures d'ouverture des ateliers, des bureaux, des magasins, dans les règles de compensation des heures supplémentaires, dans la mise en œuvre des congés payés* ».

En 2002, l'abrogation des lois Aubry est annoncée officiellement mais, précise-t-on au FN, « *on ne reviendra pas sur les 35 heures quand elles sont déjà appliquées* ». Il faut permettre, via la négociation sociale, « *la conclusion d'accords de branche ou d'entreprise définissant les temps de travail les mieux adaptés* ».

Marie-Béatrice Baudet

Une forme d'« apartheid » pour la protection sociale

Les droits des étrangers pour la retraite et la santé seraient gérés par des caisses spéciales

FAMILLE, retraite, assurance-maladie : la « *préférence nationale* », ce principe doit, pour l'extrême droite, s'appliquer à la protection sociale. Le mouvement de Jean-Marie Le Pen est partisan de confier la gestion des « *droits sociaux des étrangers* » à des caisses particulières. La protection sociale serait ainsi – et très officiellement – à plusieurs vitesses, selon la nationalité de ses bénéficiaires, leur relative richesse ou pauvreté.

La Sécurité sociale entrerait en concurrence avec le privé (mutuelles ou assurances) pour le « *petit risque* ». Prudent sur les retraites, le FN se pose en défenseur du régime par répartition et de la « *liberté de choix* » des assurés. Mais il ne dit quasiment rien du financement de la protection sociale, tout en prévoyant des allègements massifs de charges sociales et une réduction des dépenses sociales de 38 milliards d'euros sur dix ans.

La formation d'extrême droite, qui s'alarme de l'« *hiver démographique français* », de la « *dérive des mœurs* » et de la « *crise de l'institution familiale* », la famille française serait, depuis trois décennies, « *la cible de toutes les attaques* ». Il y aurait donc urgence à se pencher sur elle, ce que fait le FN dans une optique nataliste. Entre autres mesures, il prévoit

un « *statut de la mère de famille* », qui sonne comme une invitation au retour des femmes à la maison, et la création d'un « *revenu parental d'éducation* ». Equivalent à 1,5 fois le smic, il serait versé jusqu'aux 18 ans révolus du dernier enfant pour les familles d'au moins trois enfants. Son financement n'est pas précisé, pas plus que celui du « *statut de la mère de famille* », dont on ne sait à qui il s'adresse.

ASSURANCE-MALADIE UNIQUE

En France, le taux d'activité des femmes n'a cessé d'augmenter : en mars 2000, il était de 48,1 % en moyenne et frisait 80 % chez celles âgées de 25 à 49 ans, qui sont aussi mères de famille. Par ailleurs, les allocations familiales, censées couvrir « *les deux tiers du coût de l'enfant* », seraient « *réservées aux familles françaises* ». Enfin, le « *suffrage universel intégral* » permettrait aux familles nombreuses de peser « *de leur juste poids dans les décisions collectives* », les parents pouvant exercer les droits civiques en lieu et place de leurs enfants mineurs.

Dans un chapitre intitulé « *Fraternité* », le FN propose la création d'« *une caisse autonome d'assurance-vieillesse pour les ressortissants étrangers, alimentée par eux seuls* ». Pour les

autres, il préconise une « *harmonisation progressive* » des différents régimes de base et suggère d'en confier la gestion à l'Etat. La création de régimes complémentaires professionnels d'épargne-retraite serait favorisée. Chaque Français « *fixera librement* » l'âge de sa retraite « *sans pénalisation financière* ». Les aides seraient réservées aux « *nationaux* », et une « *allocation de solidarité nationale personnalisée* » remplacerait le RMI.

Une assurance-maladie unique se substituerait aux différents régimes existants. Le « *gros risque* » (affections de longue durée) serait pris en charge par un organisme placé sous la tutelle de l'Etat. Pour le « *petit risque* », qui peut coûter cher, le libre choix de l'assuré primerait. Par ailleurs, le FN propose d'appliquer « *la préférence nationale dans l'attribution des diplômes médicaux, le recrutement hospitalier et le droit d'établissement* ». A l'heure actuelle, les hôpitaux français auraient les plus grandes difficultés à fonctionner sans la présence de nombreux praticiens étrangers mal payés. Enfin, l'extrême droite propose « *un dépistage national systématique du sida* » et « *le rétablissement du contrôle sanitaire* » aux frontières.

Claire Guélaud

Abrogation du monopole syndical, refonte des fédérations patronales

LE FRONT NATIONAL entend supprimer le monopole syndical au premier tour des élections professionnelles, dont ne bénéficierait que cinq centrales (CGT, CFDT, FO, CFTC, CGC). Il s'agit, selon lui, d'un « *scandale* » et d'une « *escroquerie* » à l'égard d'un monde de travail, qu'il rêve « *affranchi des effets conjoints du capitalisme qui atomise et du socialisme qui collectivise* ».

Une telle réforme favoriserait, à son avis, l'émergence de syndicats « *réellement libres, regroupés en organisations professionnelles paritaires de branche* ». Des fédérations patronales nouvelles se créeraient, plus adaptées, selon l'extrême droite, à la réalité économique d'aujourd'hui. En outre, chaque organisation professionnelle paritaire enverrait des représentants au Conseil économique et social, « *non plus en fonction de leur allégeance idéologique (...), mais en tant que représentant d'une profession déterminée* ».

Le CES deviendrait « *le porte-parole authentique et responsable du monde du travail auprès de l'Etat* », chaque conseil économique et social régional étant constitué de la même manière que l'institution nationale.

Ainsi, le FN cultive une conception du social mêlant l'ancien et le moderne. Ainsi, la suppression du monopole syndical est réclamée par plusieurs organisations, comme la CGT ou l'UNSA, pour mieux asseoir la représentativité syndicale. De même, l'idée d'adapter le périmètre de certaines fédérations n'a rien, en soi, d'incongru. En revanche, le programme frontiste ne fait aucune référence à la démocratie sociale et au dialogue social interprofessionnel. Il en est de même pour l'accent mis sur les « *professions* », qui fait penser à la Charte du travail, cette « *loi sur l'organisation sociale des professions* » adoptée le 4 octobre 1941.

C. Gu.

BREITLING
1884
INSTRUMENTS FOR PROFESSIONALS™

CAPET

64 rue Pierre Charron • 75008 PARIS • Tél. 01 45 61 40 40
WWW.BREITLING.COM

La préférence nationale, remède miracle du FN pour lutter contre le chômage

Ce slogan fait l'impasse sur la réalité démographique

JEAN-MARIE LE PEN prône depuis toujours la préférence nationale en matière d'emploi avec son corollaire : la fermeture des frontières à l'immigration et l'expulsion des travailleurs étrangers. C'est pour le leader du Front national la seule équation qui permettra de supprimer le chômage. Ce programme suppose que « l'emploi disponible en France se doit d'être réservé, par priorité, aux citoyens français ». En cas d'embauche, comme en cas de licenciement, l'intérêt du travailleur français serait donc prioritaire et, en cas de non-respect de cette norme, les entreprises ayant recours à la population étrangère devraient acquitter « une contribution nationale assise sur le salaire versé aux étrangers », destinée « à faire payer aux employeurs les charges induites par l'immigration (logements, écoles, retours) ». « Les chômeurs étrangers en fin de droits devraient retourner chez eux », a précisé Jean-Marie Le Pen, dans une interview télévisée à LCI, le 25 avril, en ajoutant que, dans l'attente de leur expulsion « ils pourraient être placés dans des camps de transit ».

Ce programme ne traduit pas seulement les sentiments de M. Le Pen à l'égard des immigrés, qui, à travers « le développement année après année de colonies de développement (...) [est] pour notre identité nationale une menace mortelle », il méconnaît - volontairement ou non - les réalités du marché du travail et serait donc, de ce seul point de vue, tout simplement inefficace. Sur une population active totale de 26 millions, les étrangers étaient 1,67 million, selon l'enquête emploi de l'Insee de mars 2001 - la dernière à fournir des informations détaillées sur le sujet. Sous l'effet des politiques migratoires restrictives, leur place sur le marché du travail a été ramenée de 7,5 % en 1974, au lendemain du premier choc pétrolier, à 6,1 % aujourd'hui. Le nombre de chômeurs étrangers, toujours selon cette enquête, était de 257 557 en mars 2001, sur un

nombre total de chômeurs de 2,85 millions. L'effet de levier, même en renvoyant tous ces travailleurs étrangers chez eux, serait donc des plus limités pour réduire le chômage en France. Il en serait autrement si M. Le Pen décidait de s'attaquer à tous les immigrés, qui, au sens de l'Insee, englobent les étrangers et les migrants ayant acquis la nationalité française : ils sont environ 4,3 millions selon le recensement de 1999, dont 2,29 millions d'actifs et 503 000 chômeurs. Officiellement, le Front national exclut ce scénario.

FONDS DE COMMERCE

« Le chômage, c'est la faute aux immigrés. » Ce slogan fait partie du fonds de commerce du parti d'extrême droite. Pourtant, aucune étude sérieuse n'a jamais permis d'étayer cette position. « Rien ne permet d'affirmer jusqu'ici que l'immigration a aggravé le chômage de la population autochtone. Il se peut même qu'elle ait eu un effet bénéfique sur l'économie et sur l'emploi dans la mesure où elle est source de flexibilité », démontrent les experts de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) dans leur rapport de novembre 2000 sur les perspectives économiques.

Le projet de M. Le Pen fait par ailleurs l'impasse sur la réalité démographique. Les pénuries de main-d'œuvre observées au plus fort de la reprise économique dans les secteurs du bâtiment ou de l'informatique ont pourtant donné l'alerte. A partir de 2006, la population active commencera à décliner. Au point, assurent la plupart des démographes, qu'il sera nécessaire pour faire tourner l'économie française - et accessoirement pour financer les régimes de retraite - de faire à nouveau appel à la main-d'œuvre étrangère. Et cette réalité n'est pas seulement française. A plus ou moins brève échéance, elle concerne toute l'Europe.

Laurence Caramel

La VI^e République que M. Le Pen appelle de ses vœux

LE CANDIDAT du FN n'entend pas, s'il est élu, abolir la République comme voulait le faire, pour « la Gueuse », l'extrême droite d'avant-guerre. Mais en changer le chiffre, certainement ! « Vive la VI^e République à construire (...) bien sûr [avec] l'approbation du peuple français par référendum », avait-il proclamé à la fête des Bleu-Blanc-Rouge, dès 1994. Sa « République populiste » se fonde avant tout sur l'appel au peuple. D'où la place laissée dans son programme de 2002 aux référendums d'initiative populaire alors qu'il veut, dans le même temps, réduire à la portion congrue celle du Conseil constitutionnel et qu'il n'est pratiquement plus question de l'Assemblée nationale...

Une refonte du territoire et des collectivités locales est prévue, M. Le Pen souhaitant supprimer la région, le département et le canton et y substituer des entités « naturelles et humaines bien identifiées » : les communes, éventuellement regroupées en « pays », ainsi qu'une trentaine de « provinces ».

Le septennat sera rétabli et l'ENA

supprimée. En outre, la déclaration de l'appartenance à des « oligarchies, groupes de pression et autres obédiences maçonniques » sera obligatoire « sous peine de déchéance » pour tout « dépositaire de l'autorité publique », notamment les élus.

Au premier rang des préoccupations constitutionnelles figure la « préférence nationale » (la priorité des Français sur les étrangers « en matière de droits civiques civils et sociaux »), qui doit être intégrée à la loi fondamentale. En janvier 1998, Bruno Mégret, alors délégué général du FN, avait, dans cet esprit, annoncé l'instauration d'une allocation municipale « de naissance » de 5 000 francs (754,5 €) réservée aux parents « français ou européens » de Vitrolles (Le Monde du 23 janvier 1998). Condamnée, en 2000, à deux ans d'inéligibilité pour discrimination raciale, la maire (MNR) de Vitrolles, Catherine Mégret, a vu confirmer ce jugement par la cour d'appel d'Aix, arrêt contre laquelle elle s'est pourvue en cassation.

Nicolas Weill

Interdiction de l'avortement, revenu parental et statut de la mère de famille pour accroître la natalité

Pour l'école, « la scolarité obligatoire ne se justifie plus », les programmes « privilégieront la France et son identité » et « l'avancement au mérite » sera de rigueur chez les enseignants

ESTIMANT que l'institution familiale est en crise, et que l'on assiste à l'« hiver démographique français », Jean-Marie Le Pen regrette que la V^e République ait « progressivement démantelé la politique familiale mise en place entre 1938 et 1947 ». L'école publique devra, quant à elle, « rompre avec l'endoctrinement politiquement correct » et appliquer un principe général de « préférence nationale ».

► Interdiction de l'avortement.

Le « caractère sacré de la vie humaine » sera inscrit dans la Constitution. L'avortement « ne peut être tenu pour légitime », la nation devant « pourvoir à sa continuité dans les temps ». Les lois sur l'IVG seront donc abrogées. Un plan de relance de la natalité sur vingt ans sera mis en place.

► Incitation au retour au foyer.

Un revenu parental d'éducation sera créé, équivalent à une fois et demie le smic, qui permettra « aux mères ou aux pères de famille de choisir librement entre l'exercice d'une activité professionnelle et l'éducation de leurs enfants ». Il sera versé pendant trois ans pour le premier et le second enfant, et jusqu'aux 18 ans de l'enfant pour les familles de trois enfants ou plus. Un statut de mère de famille sera créé : les mères disposeront d'une protection sociale et d'un droit à la retraite personnelle.

► **Le mariage à l'honneur.** « Les dispositions civiles, fiscales et sociales seront revues afin d'avantager les familles légitimes et leurs enfants. »

► **Le divorce en ligne de mire.**



Vendredi 26 avril, M. Le Pen déclarait lors d'une conférence de presse : « Je pense que le divorce par consentement mutuel, la rupture unilatérale des liens du mariage semblent rapprocher nos législations beaucoup plus des législations de république arabe, plutôt que des sociétés plus évoluées et plus respectueuses, en particulier des droits de la femme. »

► **Suppression du pacs.** La loi sur le pacte civil de solidarité sera abrogée car « la loi n'a pas à légiférer

au profit de lobbies organisés prétendant imposer leurs comportements déviants en modèle social normatif ».

► **Droit de vote supplémentaire pour les parents.** Pour « revaloriser la place des familles au sein de la communauté nationale », les parents exerceront les « droits civiques » de leurs enfants jusqu'à la majorité de ces derniers. Une loi instaurera ce « suffrage universel intégral ».

► **Fin de la scolarisation obligatoire.** L'institution du revenu paren-

tal et le développement du système de garde de la petite enfance « permettront d'éviter un recours excessif à la classe maternelle, scolarisation trop précoce ». « La durée de la scolarité obligatoire [actuellement de 6 à 16 ans, ndlr] ne se justifie plus. » C'est « l'aptitude de l'enfant » qui sera prise en compte. En outre, « l'accès à la classe de sixième ne sera possible que si l'enfant démontre une connaissance suffisante de la langue française ».

► **Mise en concurrence.** Une sélection sera effectuée entre les élèves, avec classement systématique et attribution de prix, « l'avancement au mérite » sera introduit pour les enseignants, « l'émulation » encouragée entre les établissements. Ces derniers, devenus autonomes, fixeront librement l'âge minimum d'admission et les conditions de redoublement. La carte scolaire, le collège unique, les zones d'éducation prioritaires seront supprimés. La mixité ne sera plus obligatoire.

► **Création d'un « chèque scolaire ».** Attribué à chaque « famille française », il permettra l'inscription de l'enfant dans l'école, publique ou privée, choisie par les parents.

► **Révision des programmes.** L'histoire et la géographie « privilégieront la France et son identité ». A l'école primaire, des cours de morale seront introduits. « Notre hymne national comme le respect de notre drapeau » seront appris.

Pascal Krémer et Marie-Laure Phélippeau

Le parti d'extrême droite entend combattre l'immigration régulière et instaurer un strict droit du sang

« **RENVERSER** le courant » : sous ces mots anodins, Jean-Marie Le Pen propose une inversion de perspective dans la politique d'immigration. Ce n'est en effet pas l'immigration irrégulière qu'il entend combattre le leader du Front national. Sur ses vingt-cinq propositions, deux seulement visent les étrangers clandestins. Et encore : l'une promet leur « expulsion effective », avec les méthodes existantes ; l'autre envisage de soumettre les touristes à un « contrôle mensuel », mais un tel dispositif, dans un pays qui accueille 75 millions de visiteurs par an, paraît difficilement réalisable.

En réalité, ce sont les immigrés réguliers qu'il érige en principale

cible. Ceux qui veulent entrer en France, bien sûr : « En dehors de cas exceptionnels, l'immigration légale sera interdite » ; quant au regroupement familial, « il est impératif de l'abroger ». Mais surtout, ceux qui sont déjà installés en France. Ainsi, outre les mesures de préférence nationale dans l'accès à l'emploi et au logement, et l'exclusion des étrangers des allocations familiales et des aides sociales, M. Le Pen entend supprimer la carte de résident de dix ans. Celle-ci, qui marque aujourd'hui un premier grand pas sur le chemin de l'installation définitive, serait remplacée par une carte de séjour d'un an, renouvelée sous conditions. Puisque « les immi-

grés en situation irrégulière sont censés résider en France pour y travailler », les chômeurs en fin de droits verraient leur carte devenir « caduque ». Dans le même esprit, le programme propose de faire de la double peine une règle absolue en expulsant « systématiquement » les délinquants étrangers vers leur pays d'origine. « Les forces de police multiplieront les contrôles d'identité pour interpellier les délinquants immigrés présents sur notre sol », ajoute le programme.

Mais M. Le Pen va plus loin en promettant de « refonder la nationalité française ». « Naît français tout enfant né de père ou de mère française » : en instaurant un strict droit du

sang, le FN entend écarter les apports étrangers à la communauté nationale. La double nationalité est interdite ; les binationaux sont sommés de choisir. Quant à l'acquisition de la nationalité, elle ne saurait provenir du mariage ou de la naissance sur le sol français. « La seule procédure désormais reconnue sera la naturalisation », annonce le FN.

PAS ENCORE À L'ABRI

Avec un avertissement : « Cette naturalisation ne pourra être obtenue qu'après vérification de l'assimilation du candidat, c'est-à-dire l'acquisition démontrée, par le candidat et ses proches mineurs, des valeurs spirituelles, des mœurs, de la langue et des usages qui fondent la civilisation française. »

Le programme du FN prévoit que la nationalité ne soit accordée qu'après « avis du conseil municipal de la commune de résidence du requérant ». Le parcours du candidat à l'entrée dans la communauté nationale ne s'arrête pas là : « une période transitoire de longue durée » sera instaurée, « au cours de laquelle le naturalisé devra s'abstenir de toute activité politique, conformément au devoir de réserve, le droit de vote n'étant accordé qu'à l'issue de cette période ». L'étranger ne sera pas encore à l'abri. « Toute personne naturalisée, avertit le FN, pourra être déchu de la nationalité française si elle commet des crimes tels que, notamment, un assassinat, un acte terroriste, une prise d'otages, un rapt d'enfant, un viol, le trafic de drogue. »

Un alourdissement systématique des sanctions pénales

RÉPRESSION maximale : c'est ainsi que pourrait se résumer le programme de Jean-Marie Le Pen en matière de sécurité. Affirmant que « l'insécurité règne en maître en France », le leader du Front national a trouvé les coupables : la criminalité « est majoritairement le fait de l'immigration », mais aussi la conséquence d'un « véritable sida mental », selon lequel « le délinquant serait un malade, la "victime" d'une superstructure socio-économique ». « Toutes les réformes adoptées depuis 1959 ont abouti à désarmer la police, la justice, les citoyens », estime M. Le Pen, qui propose de durcir considérablement le système répressif afin que « la peur quitte le camp des honnêtes gens, pour retrouver celui des malfaiteurs ».

En sus d'un renforcement des moyens de la police et de la justice, la politique du FN se réduit, en réalité, à une réforme du code pénal, afin de revenir sur l'essentiel des acquis des vingt dernières années. Symbole parmi les symboles, le rétablissement de la peine de mort, abolie en 1981, en serait le premier acte fort, immédiatement proposé dans le cadre du premier des

cinq référendums que M. Le Pen envisage d'organiser au cours du quinquennat s'il arrivait au pouvoir. Outre que ce rétablissement placerait la France au ban du Conseil de l'Europe, l'exemple des pays continuant à appliquer la peine capitale prouve que celle-ci n'a eu aucune influence sur le niveau de la criminalité.

Le système pénal dans son ensemble doit aboutir, pour M. Le Pen, « à la neutralisation » des délinquants, notamment par le biais d'une échelle de peines qui, « par la menace qu'elle fait peser, décourage les comportements et les actes délictueux ». L'ensemble des peines seraient ainsi considérablement durcies, mais surtout appliquées dans leur intégralité, c'est-à-dire non « dénatées par l'application des peines ». L'enfermement constitue donc la réponse première à la délinquance, l'extrême droite évaluant à 13 000 le nombre de places à construire en prison, en plus des places libérées par « l'expulsion des ressortissants étrangers ».

Cécile Prieur

Nathaniel Herzberg

A LIRE DANS LE MONDE DOSSIERS & DOCUMENTS

Un numéro spécial pour réviser vos examens

1

Dernier état du monde

2

Dernier état de la France

3

Les clés de l'info : les chantiers du futur président



NUMÉRO DE MAI - 16 PAGES - 2€

Dans la cité du Val-Fourré : « Soit on va voter, soit on fait nos valises »

Une semaine après le premier tour, les jeunes de la « plus grande ZUP de France » (25 000 habitants) disent leur amertume sur le vote Le Pen, mais aussi sur la politique. « Comme la majorité des gens ici, je me sens oublié, ceux qui gouvernement ne s'adressent pas à nous », soupire l'un d'eux

PATÉ KONATE tâte les poches de sa veste, en extrait les deux feuilles où il a consigné ses réflexions au soir du 21 avril, et les déplie avec soin. Les lignes d'écriture sont irrégulières et émaillées de fautes, mais leur contenu frappe davantage que mille éditoriaux. Paté Konate, 21 ans, Français et fils de Maliens, ayant habité toute sa vie dans le quartier du Val-Fourré à Mantes-la-Jolie (Yvelines), s'interroge sur son pays, qui a placé l'extrême droite au second tour de la présidentielle. « La menace fantôme qu'était le FN devient une menace réelle pour notre société. Le drapeau français veut-il encore dire quelque chose ? La France d'en bas a-t-elle accepté le melting-pot ? »

Au premier tour, Paté Konate a voté, « histoire de dire qu'il existe ». Pour Lionel Jospin, comme 26,3 % des habitants du Val-Fourré. Le 5 mai, il glissera le bulletin Chirac dans l'urne. « Je ne l'aime pas, mais c'est un référendum pour limiter les dégâts. » Ce scrutin est le premier de son parcours d'électeur. Jusqu'à cette année, Paté Konate ne se pensait pas « concerné ». « Comme la majorité des gens ici, je me sens oublié. Ceux qui gouvernement ne s'adressent pas à nous. »

Autour de lui, dans ce café situé à deux pas du marché central du Val-Fourré – « la plus grande ZUP de France » avec ses quelque 25 000 habitants –, les clients vont et viennent sans se presser, jouissant d'un bref répit avant d'affronter la pluie battante. Mouloud, 27 ans, ouvrier chez Renault, est attablé avec des copains. Il n'en revient pas d'être interrogé sur la politique, cette activité lointaine et inaudible confisquée par d'autres. « J'ai merdé, lance-t-il sans hésiter.

Je ne suis pas inscrit sur les listes. Je ne savais pas que ça allait finir comme ça, avec Le Pen au deuxième tour. » Mouloud, qui s'est donc abstenu, comme 32,7 % des habitants du Val-Fourré, n'a jamais voté. N'y a jamais cru. Son noëud intérieur, c'est, dit-il, le décalage entre sa carte d'identité et la façon dont on le dévisage. Ses parents sont Marocains ; Mouloud est né en France. « Là-bas comme ici, on m'appelle « l'immigré ».

DAVANTAGE D'AUTORITÉ

La prochaine fois, c'est juré, il s'inscrira sur les listes électorales et votera à gauche, puisque « la droite et l'extrême droite, c'est la même chose, sauf que Chirac cache son jeu ». Mouloud n'est pourtant pas opposé à davantage d'autorité, bien au contraire. Comme tous les autres jeunes interrogés, il souligne le caractère incontrôlable de la nouvelle génération, les 12-15 ans. « Une de mes voisines a été agressée deux fois dans notre hall d'immeuble par deux petits gars, qui l'ont fait tomber sur la tête et lui ont piqué son sac, raconte-t-il. Va savoir, ensuite, pour qui elle a voté... »

A Mantes-la-Jolie, Jean-Marie Le Pen a recueilli 18,2 % des suffrages au premier tour. Dans le quartier du Val-Fourré, ils ont été 14,2 % à se porter sur son nom. Phénomène sans précédent : ses électeurs ne se cachent plus. Demandez donc à Ali. Ali « de Grozny », comme il le clame, goguenard. « Grande gueule », un peu provocateur, il a voté pour Jean-Marie Le Pen. « Je ne suis pas étonné du résultat du premier tour et il me convient », explique ce solide gaillard d'origine tunisienne, âgé de 28 ans. « C'est la première



LAURENCE KOURCIA/REA

fois, c'est un coup de délire, reconnaît-il. Mais Le Pen n'est pas raciste, il est antisémite. » Dans la tête d'Ali, une chaîne invisible de solidarité arabe relie les peuples tchétchène, bosniaque et palestinien, tous victimes et opprimés. Se disant « pro-palestinien », il identifie un ennemi, les Juifs, et c'est à peu près la seule chose claire dans son discours.

« FAIRE UN TRUC À LA DURD »

Le jeune homme explique qu'il a voté pour Jean-Marie Le Pen « parce qu'il est pro-palestinien » et qu'il l'a vu « avec Saddam Hussein à la télé, sur une chaîne arabe ». A ses yeux, Lionel Jospin est un « faux juif », favorable à Ariel Sharon, le premier ministre israélien.

En 1995, Ali avait voté pour M. Jospin, mais il a été déçu. « Avant, je m'y connaissais moins en

politique. On pensait que les socialistes faisaient du social, explique-t-il. Mais moi, j'ai une licence en gestion des entreprises, j'ai travaillé quatre ans comme surveillant dans l'éducation nationale et je suis au chômage. Vous appelez ça du social, vous ? » Le jeune homme précise qu'il a été suspendu de son emploi après avoir insulté sa chef de service, s'estimant victime de racisme. Au ressentiment lié à une situation d'échec personnel s'ajoutent les relents d'un discours sécuritaire. « Il y a trop de violence gratuite, trop d'agressions. Nous, on ne faisait pas ça il y a dix ans, explique Ali. Maintenant, les petits, ils regardent même plus la couleur de ceux qu'ils agressent. Ma mère, elle se fait attaquer. » Au bout du compte, le jeune homme reconnaît la dimension essentiellement contestataire de son vote : « C'est un gros vote de

protestation. Y en a marre, je pète un plomb. C'est ça ou faire un truc à la Richard Durn. »

En ce vendredi matin, à la gare de Mantes-la-Jolie, Farid El Gahda et ses amis de l'association Arc-en-ciel, qui s'occupe d'animation et de médiation au Val-Fourré, ont distribué des tracts pour appeler les électeurs à faire barrage au FN. « Beaucoup ont refusé de prendre le tract, c'est du jamais-vu, raconte le président d'Arc-en-ciel. Le vote de dimanche dernier leur a donné une légitimité. »

Farid El Gahda, lui, votera pour Jacques Chirac sans retenue. Le directeur de l'association Arc-en-ciel, est un « grand frère » typique. Et le grand frère réclame une mise au pas des petits. « Il faut un tour de vis sécuritaire. Souvent, à l'association, on a l'impression de pédaler dans l'eau à cause du laxisme de la

justice et de la police. Il faut être sévère et pédagogique. » Il y a dix jours, alors qu'il était à l'entraînement de foot, Farid s'est fait cambrioler. Plus de blouson, plus de caméscope, plus de chaîne hi-fi, et la porte défoncée en prime.

« COMPRENDRE L'ENJEU »

Au sein de l'association comme au dehors, Farid El Gahda n'a pas de mal à convaincre les jeunes du Val-Fourré inscrits sur les listes électorales d'aller voter contre Jean-Marie Le Pen le 5 mai. Il semble qu'une prise de conscience s'opère parmi les jeunes du Val-Fourré. « Cette fois, ils comprennent l'enjeu, affirme avec un sourire Aziz Senni, 27 ans, brillant fondateur d'une société de transport. Soit ils vont voter, soit ils font leurs valises direction le bled pour voir ce que c'est, la vraie misère ! »

Aziz Senni est un modèle de réussite. Jacques Chirac a posé à ses côtés lors d'une visite récente, comme en témoigne une photo dans son bureau. Fils de Marocains arrivés en France à l'âge de 2 ans – « Je suis un produit d'importation », sourit-il –, Aziz a attendu cinq ans avant d'être naturalisé. Aujourd'hui, malgré le sursaut probable et espéré du 5 mai, il mesure le désert qui sépare les jeunes du quartier de la politique. « J'aimerais qu'on me donne le nom d'un seul jeune issu de l'immigration jouant un rôle au niveau national, plaide-t-il. Ici, les jeunes pensent que le vrai pouvoir, c'est l'argent. Autrement, ils ne sont vus que comme des Blacks et des Arabes. Ils ne se sentent chez eux nulle part. »

Frédéric Chambon et Piotr Smolar

A Lyon, DiverCité refuse de défilé avec une gauche « qui s'est servie du FN »

LYON

de notre correspondante

Ils le disent ou plutôt le crient : « Le Pen au deuxième tour, c'est nous, enfants de l'immigration qui allons payer l'addition. » Malgré tout, les membres de DiverCité, un collectif d'associations contre le racisme et pour l'égalité des droits présent dans les banlieues de l'est lyonnais, ne se sont pas associés à la mobilisation anti-FN qui s'exprime dans les rues de Lyon et de France, contrairement aux lycéens issus des quartiers.

Paradoxe ? Les membres de DiverCité préfèrent parler de cohérence. Pour eux, le succès du FN n'est pas un phénomène nouveau, même si la France découvre brutalement cette réalité depuis le 21 avril. « La lepénisation des esprits traverse déjà la société tout entière, affirme Pierre-Didier Tché Tché Apéa, le responsable de DiverCité. Chaque jour, à La Poste, au guichet de la Sécurité sociale, au boulot, nous sommes confrontés au succès des idées lepénistes. C'est pour nous une donnée quotidienne. »

Mobilisés, disent-ils, depuis près de quinze ans, les membres de DiverCité éprouvent aujourd'hui quelques réticences à apporter leur soutien à la mobilisation contre Le Pen menée depuis le premier tour par des organisations proches de la gauche. Ce collectif aux individualités multiples était en effet unanime, avant les élections présidentielles, pour condamner la politique menée par les socialistes depuis les années Mitterrand. « La gauche, et en particulier le PS, est responsable de l'état des banlieues, constate Pierre-Didier Tché Tché Apéa. La politique de la ville nous lègue quelques acquis intéressants en termes d'expérimentation, mais se révèle globalement un échec. »

Avant de connaître les résultats du premier tour, plusieurs personnalités de DiverCité s'approprièrent à titre individuel à lancer entre les deux tours un appel à voter contre Lionel Jospin. « La gauche s'est servie des banlieues et du FN, affirme un militant de DiverCité, Abdelaziz Chaambi. Elle a joué avec l'extrême droite pour diviser la droite et a utilisé les banlieues comme un réservoir électoral. Pendant des années, on a été les colleurs d'affiches du PS.

Maintenant, c'est fini. » Le contentieux avec la gauche a connu son apogée lors du débat sur la double peine, la sécurité et la Palestine, notamment avec le représentant local du PS, le maire de Lyon. DiverCité reproche à Gérard Collomb une politique « sécuritaire » dont les représentants de la banlieue feraient les « frais » et une « position partisane » sur le conflit proche-oriental : présent au côté du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), absent lors des manifestations en faveur des Palestiniens. DiverCité se rappelle enfin que lors des municipales de 2001, le candidat PS avait refusé d'ouvrir significativement ses listes à des personnalités issues de l'immigration.

RENDEZ-VOUS MANQUÉ

Blessure, frustration, incompréhension : le fossé avec la gauche semble immense. La première manifestation des jeunes contre Le Pen, lundi 22 avril, a été un nouveau rendez-vous manqué. La coordination de vigilance contre l'extrême droite, qui tenait une réunion, avait pris soin de convier DiverCité. Mais lorsque ses représentants sont arrivés, ils ont trouvé porte close. Quand ils ont enfin pu pénétrer à la bourse du travail, les représentants du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), de la Ligue des droits de l'homme, de SOS-Racisme, des Verts, du PS, de la Ligue communiste révolutionnaire et de Lutte ouvrière avaient depuis longtemps commencé leur débat. « L'élite se réunit et les bougnoules restent dehors. Ça fait vingt ans que vous nous insultez », leur a lancé un militant, Boualem Azahoum.

La rencontre s'est finalement solbée par un nouveau contentieux. La coordination de vigilance avait retenu le jeudi 25 avril pour organiser son premier rassemblement anti-Le Pen, à l'heure où DiverCité avait prévu de longue date d'inviter José Bové à Vénissieux au sujet de la Palestine. Pour toutes ces raisons, DiverCité se contentera d'un simple appel à voter Chirac au second tour, sans battre le pavé aux côtés des jeunes anti-Le Pen.

Sophie Landrin

En direct sur Radio droit de cité, « vote mon pote, exprime ton opinion »

IL EST 19 H 30. Adile Farquane, l'animateur de Radio droit de cité (RDC) est au micro : « VOTE mon pote, exprime ton opinion. Émission spéciale élections. » Comme tous les jours depuis le premier tour, la radio locale située au cœur du quartier du Val-Fourré, à Mantes-la-Jolie (Yvelines), organise un débat sur l'élection présidentielle et ouvre son antenne aux auditeurs. Dans l'ancienne salle de classe du collège André-Chénier qui fait office de studio, neuf invités ont pris place : ils sont conseillers municipaux de tous bords, représentants de partis politiques, ou « citoyen de la République » comme se présente l'un d'eux. La plupart sont des jeunes issus de l'immigration. Sur les murs défraîchis du local, un poster du chanteur de raï Cheb Mami côtoie une affiche contre les discriminations raciales et une autre appelant à l'inscription sur les listes électorales.

L'invitée « vedette » n'a pas pu se déplacer, elle est au téléphone. C'est Hélène d'André, conseillère municipale Front national. « Vous

êtes fiers, les politiques, ce soir ? C'est ma première question », lance Adile Farquane, faisant allusion au fort taux d'abstention et à la présence de Jean-Marie Le Pen au second tour. « Je ne pense pas qu'il y ait de quoi être fier, répond Régine Mouchard, du Mouvement des citoyens (MDC). J'espère que ça sera une claque salutaire pour la classe politique. » Hélène d'André, elle, taquine les nerfs des autres participants en évoquant avec gourmandise la surprise du premier tour : « Je n'aurais pas osé l'imaginer, même en rêve. »

Assez vite, les esprits s'échauffent. Ali Elabdi, du Parti socialiste, reproche au FN d'être « antidémocratique » et « antiarabe ». « Il faut appuyer vos dires sur des faits précis. Est-ce qu'on a déjà été pris en flagrant délit de racisme ? », réplique M^{me} d'André. « Et les chambres à gaz, un détail de l'histoire, c'est pas du racisme et du fascisme, ça ? » ajoute M^{me} Mouchard, du MDC. Adile Farquane poursuit. « Pour vous, Hélène d'André, un Mohamed ou un Mamadou sont des citoyens comme les

autres ? », demande l'animateur. « Bien évidemment », assure la représentante du FN, tout en se déclarant opposée au vote des étrangers. « Citoyens, mais chez eux », commente quelqu'un dans le public.

Bientôt, le débat ne porte plus que sur M. Le Pen et l'insécurité. « On est en train de tomber dans le panneau et de faire son jeu, déplore M. Elabdi. Le 5 mai, il s'agit avant tout de se prononcer pour ou contre la démocratie. » Mohamed, un auditeur, appelle à voter contre M. Le Pen. Il se félicite du « sang-froid » des participants face à M^{me} d'André, « une personne inqualifiable ». A la fin de l'émission, les avis sont partagés. « On a manqué de calme et de structure dans le débat », reconnaît un participant. « On voit qu'ils sont dans le système, ils ont déjà la langue de bois », assène un jeune, dans le public. Il est 20 h 40. L'émission a débordé de dix minutes sur l'horaire prévu.

Fr. Ch.

Les associations entre mobilisation et désillusion

La plupart appellent à voter Chirac tout en l'invitant à « sortir de la rhétorique sécuritaire »

NON à Le Pen le 5 mai ? Bien évidemment. Voter Chirac ? C'est moins sûr. Parmi les associations concernées au premier chef par la présidentielle, du fait de leur capacité à mobiliser l'électorat jeune dans les quartiers, les avis divergent, même si personne ne souhaite la victoire du Front national.

A la Fédération nationale des maisons de potes, dépendante de SOS-Racisme, l'heure est à la mobilisation générale. De mensuel, le journal *Pote à pote* est passé hebdomadaire depuis le premier tour. « Tout le monde doit se rassembler et voter Chirac, il n'y a pas d'états d'âme à avoir, martèle Fadela Amara, la présidente de la Fédération. C'est la République contre les fascistes, point. On fait du porte-à-porte et on fait jouer les réseaux associatifs pour appeler à manifester le 1^{er} Mai puis à voter le 5 mai et aux législatives. »

Dans la cité des Tarterêts, à Corbeil-Essonnes (Essonne), l'Association des jeunes appelle également au réveil des abstentionnistes et des égarés. « On est dans le rouge, explique son président, Mustapha Belkedar. Les manifestations des jeunes, c'est bien, chacun crie son refus du Front national à sa manière. Mais l'important c'est d'aller

voter le 5 mai. » Mustapha Belkedar a été choqué par l'attitude d'Arlette Laguiller, qui n'a pas donné de consigne de vote après le premier tour. « C'est clair pourtant : on ne vote pas pour Chirac mais contre Le Pen. Cette fois, on ne veut pas vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué », explique-t-il.

Président du Forum citoyen des cultures musulmanes, Rachid Nekkaz se félicite du refus de Jacques

qui fait peur à la France », poursuit M. Nekkaz.

Un son de cloche discordant provient de l'Union des jeunes musulmans, qui s'illustre rarement par sa modération. Son porte-parole, Yamin Makri, refuse d'appeler à voter Jacques Chirac. Quand il voit les manifestations, il dit avoir l'impression d'assister à « un remake [du mouvement de SOS-Racisme] des années 1980 par les déçus du score de Jospin ». « Beaucoup d'associations maghrébines et musulmanes ont décidé de sanctionner Lionel Jospin à cause des ses positions sur la Palestine, affirme-t-il. Sur ce sujet comme sur les autres, il a voulu faire plaisir à tout le monde. Que ce soit Jospin ou Chirac, on ne se fait pas d'illusion : ils ne veulent pas de Le Pen mais ils veulent son discours. »

Mais c'est au sein du Mouvement de l'immigration et des banlieues (MIB) que les divergences internes sont les plus sensibles, au point qu'aucune position officielle n'a été adoptée. « Entre voter blanc et voter Chirac, c'est du 50-50, résume son porte-parole, Tarek Kawtari. Ceux qui font un front républicain aiment peut-être la République telle qu'elle est, mais on ne va pas se laver de nos péchés en allant simplement voter Chirac le

5 mai. » C'est ce que beaucoup feront de militants du MIB, comme Fatiha Damiche, responsable juridique au Comité national contre la double peine. Elle avait voté Jospin en 1995, elle a voté Mamère cette fois-ci. « On voulait que Jospin sente le problème. Elle ne l'intéresse pas, cette jeunesse des quartiers ? Il la croit perdue ? Ou était-il pendant cinq ans ? Le 5 mai, je vais voter à droite pour la première fois de ma vie sans me poser de question, même si on ne va pas effacer Le Pen d'un revers de main. »

Khari Nouari, 35 ans, « jeune citoyen de France », cadre supérieur et militant au MIB, tient à apporter sa voix à toutes celles qui s'opposent au Front national. Mais il réserve des mots sévères à la gauche, cette famille dont il a le sentiment qu'elle l'a trahi. « Depuis que la gauche est arrivée au pouvoir en 1981, elle a transformé de jeunes citoyens français en beurs. Elle a, d'une certaine façon, été aussi raciste que Le Pen, l'hypocrisie en plus. Maintenant, il faut respecter la voix du peuple et ne pas défilé dans la rue. Ensuite, viendra le temps de s'attaquer aux causes, pas aux conséquences. »

P. Sm.

En cinq lignes, Lionel Jospin appelle les Français à « exprimer leur refus de l'extrême droite »

Par un simple communiqué envoyé à l'AFP, vendredi 26 avril, le premier ministre est sorti de son silence. Il se dit « sans illusion sur le choix qui se présente »

C'EST un communiqué de cinq lignes dont chaque mot a été très soigneusement pesé. A 19 heures, vendredi 26 avril, en utilisant le fax, comme il l'avait fait pour sa déclaration de candidature le 20 février, mais cette fois depuis l'Hôtel Matignon, et non de son domicile, Lionel Jospin est sorti de son silence et a appelé à voter contre le candidat du Front national le 5 mai. « *Soucieux de l'avenir de la France et des fondements de notre démocratie, écrit le premier ministre, et bien que sans illusion sur le choix qui se présente à nos concitoyens le 5 mai, je leur demande d'exprimer par leur vote à l'élection présidentielle leur refus de l'extrême droite et du danger qu'elle représente pour notre pays et ceux qui y vivent.* »

Au soir du premier tour de l'élection présidentielle, après son élimination, M. Jospin avait annoncé son retrait de la vie politique mais s'était abstenu de toute consigne de vote pour le second tour. Le candidat socialiste avait seulement jugé « *très inquiétant* » de « *voir l'extrême droite représenter 20 % des voix dans notre pays et son principal candidat affronter celui de la droite au second tour* ». Mais, s'il avait invité la gauche et les socialistes à se mobiliser pour les élections législatives, il avait fait délibérément l'impasse sur le 5 mai. Le lendemain, devant le bureau national du PS, M. Jospin avait de nouveau, à travers quelques phrases étonnantes, refusé de se prononcer : « *Le choix est difficile. Je ne veux pas peser dans un sens ou dans l'autre. Réfléchissez-y bien. Essayez d'être dans la réalité, pas dans les mythes* » (Le Monde du 24 avril).

Le 23 avril, en faisant ses adieux à son équipe de campagne, il avait encore ironisé sur « *ceux qui hésitaient à voter Jospin dimanche et*



Devant le local du PS, rue de Solferino, le 22 avril, Lionel Jospin (avec François Hollande) déclarait encore : « *Le choix est difficile. Je ne veux pas peser dans un sens ou dans un autre.* » Finalement, cinq jours après son échec, le premier ministre s'est résigné à écouter ceux qui l'ont encouragé à se prononcer clairement pour le second tour.

qui n'hésitent pas à voter Chirac ». Le 25 avril, réunissant ses ministres une dernière fois, et au moment où il abandonnait son mandat de conseiller général de Haute-Garonne, il réaffirmait encore sa volonté de ne pas s'exprimer d'ici au 5 mai. Au sein d'un Parti socialiste, qui avait appelé, dès dimanche soir, et au diapason de François Hollande, Laurent Fabius, Martine Aubry et Dominique Strauss-Kahn, à « *faire barrage à l'extrême droite* » et à voter explicitement pour Jacques Chirac, le trouble est alors monté de plusieurs crans.

« RÉFÉRENDUM »

Dans la seule journée de jeudi, Ségolène Royal, la première à le faire parmi les ministres, puis Vincent Peillon et le premier secrétaire du PS avaient appelé le « *citoyen* » Jospin, toujours premier ministre et membre du conseil national, à sortir de son silence. M. Hollande avait ajouté

qu'il n'avait pas de « *doute* » sur un tel appel contre l'extrême droite « *au moment opportun* ». Vendredi, Pierre Moscovici, ministre délégué aux affaires européennes et un des architectes du programme du candidat, s'était, à son tour, montré pressant face à une situation « *sans précédent depuis la Libération* ». « *Il faut marquer le coup, ce serait bien que Lionel Jospin s'exprime* », a-t-il déclaré sur RFI.

Cinq jours après son échec, vécu très douloureusement, M. Jospin s'est résigné à écouter ses amis. Concentré en une seule phrase, son message est sans ambiguïté sur le sens du vote qu'il appelle de ses vœux au second tour : il demande bien aux Français d'« *exprimer par leur vote à l'élection présidentielle leur refus de l'extrême droite* ». Il s'agit donc bien de déposer dans l'urne un bulletin au nom de Jacques Chirac, la formulation choisie écartant tant l'abstention que les votes blancs ou nuls, non comptabilisés parmi les suffrages expri-

més. A ceci près que le premier ministre s'abstient de nommer son adversaire – ce qui n'est pas une surprise – ou même tout simplement de désigner le seul candidat resté en lice face à Jean-Marie Le Pen. Il reprend ainsi implicitement, en parlant de vote de « *refus* », la thématique du « *référendum pour la République* » du PS. Dans son communiqué, M. Jospin exprime aussi entre les lignes son dépit devant cette élection, dont il s'estime injustement écarté, et sa méfiance totale face à une réélection du président sortant en se déclarant « *sans illusion sur le choix qui se présente à nos concitoyens le 5 mai* ». Ainsi, sans renier son long combat contre l'extrême droite, mais pas davantage son aversion politique pour M. Chirac, M. Jospin peut estimer qu'il a fait son « *devoir* » et répondu aux appels de ses amis, tout en s'en tenant à un strict... service minimum.

Michel Noblecourt

Plusieurs ministres s'apprêtent à outrepasser la consigne du chef du gouvernement et à défilier le 1^{er} mai

AVANT de quitter ses ministres, lors d'un déjeuner, mercredi 24 avril, Lionel Jospin leur avait adressé cette prière : « *J'ai une dernière chose à vous demander comme chef du gouvernement, c'est de ne pas aller aux manifestations du 1^{er} mai car ce n'est pas votre rôle* » (Le Monde du 26 avril.) Déjà, certains ministres de la gauche plurielle ont prévu de descendre dans la rue, comme Yves Cochet (Verts), qui devait participer, le 27 avril, à la manifestation organisée par SOS-Racisme, la Ligue des droits de l'homme et le MRAP, à Paris. Quelques socialistes ont également décidé de s'affranchir de la consigne, avant même que M. Jospin n'ait appelé, vendredi, dans un communiqué, à faire barrage au Front national, lors du second tour de l'élection présidentielle.

« DIFFICILE DE NE PAS Y ALLER »

Le fabiusien Claude Bartoloneo défilera le 1^{er} mai « *à Paris* ». « *Ça me paraît difficile de ne pas y aller. Une partie des militants a déjà du mal à voter au second tour. C'est une période où il faut être attentif aux gestes symboliques* », a déclaré au Monde le ministre de la ville.

« *Ne pas manifester le 1^{er} mai, c'est à peu près aussi criminel que de ne pas avoir voté au premier tour. Celui qui n'est pas là, il doit se poser des questions devant sa glace. Il faut des millions de gens dans la rue ! Ce sera le premier acte de ressourcement à gauche* », tranche

politique. Le débat, dans les jours qui viennent, c'est la manif et foule l'autre (Jean-Marie Le Pen) dehors : le 5 mai, Le Pen, et le 9 juin (premier tour des législatives) Chirac ! », lance-t-il.

Même la jospinienne Florence Parly rejoindra les cortèges, à

M. Chirac doit être « à la hauteur »

La lutte contre le Front national « *ne doit pas s'arrêter le 5 mai au soir* » : dans un communiqué, vendredi 26 avril, le ministre des relations avec le Parlement, Jean-Jack Queyranne, dénonce la présence aux côtés de Jacques Chirac, lors de son meeting à Lyon, de Jacques Blanc, Jean-Pierre Soisson et Charles Millon (Le Monde du 27 avril), qui, en 1998, avaient accepté les voix du FN pour garder la présidence des régions.

Alors que M. Chirac s'est posé en défenseur de « *l'idéal républicain* », M. Queyranne souligne : « *On souscirait d'autant plus à son propos s'il ne s'entourait pas de MM. Millon, Blanc, et Soisson (...). Si M. Chirac veut être à la hauteur de ses responsabilités* », poursuit-il, il doit dire, qu'une fois « *élu* », « *il n'acceptera pas de cautionner des accords explicites ou en sous-main avec le Front* ». « *C'est tout à fait regrettable. Je souhaite que M. Chirac facilite la tâche de ceux qui mènent campagne contre Le Pen* », juge le ministre de l'éducation nationale, Jack Lang.

le secrétaire d'Etat à l'enseignement professionnel, Jean-Luc Mélenchon.

Le chef de file de la Gauche socialiste ajoute : « *J'ai du respect pour Lionel Jospin, mais le 1^{er} mai, c'est une question d'appartenance*

Auxerre (Yonne), où le secrétaire d'Etat au budget se présentera aux élections législatives, en juin, contre le député sortant Jean-Pierre Soisson, symbole des alliances avec le FN.

À CONTRECOEUR

Dans ce département, le candidat du PS s'est effondré, dimanche, en recueillant 13,63 % des voix, loin derrière Jean-Marie Le Pen (20,96 %) et Jacques Chirac (19,99 %). D'autres suivront la consigne, parfois à contrecœur.

Clarisse Fabre

Daniel Cohn-Bendit, député Vert européen

« Chirac a instrumentalisé, avec la sécurité, les thèmes et les peurs du FN »

Pensez-vous que Lionel Jospin a tardé à demander aux Français d'« *exprimer par leur vote (...)* leur refus de l'extrême droite », sans nommer Jacques Chirac ?

Que Lionel Jospin ait mis du temps à reprendre ses esprits et à assumer sa défaite personnelle, cela je le comprends. Mais qu'il n'appelle qu'implicitement, en catimini, loin dans son bunker de Matignon, à un « *refus de l'extrême droite* », c'est une erreur. Car prendre ses responsabilités, c'est appeler explicitement et publiquement, à la radio à la télévision et dans la rue, à voter Jacques Chirac. Il n'a pas encore tout à fait retrouvé le chemin de la raison. De plus, je suis outré qu'il ait demandé à ses ministres de ne pas manifester le 1^{er} mai contre le Front national. C'est non seulement choquant, mais absurde et même idiot. Personne ne pense que le fascisme va prendre le pouvoir demain, mais une réaction physique, politiquement aussi saine que celle que nous voyons aujourd'hui dans les rues de France, ne peut qu'être soutenue par tous ceux qui croient en la démocratie.

Dans une tribune à Libération, le 26 avril, vous dites que vous auriez voté Jospin au premier tour si vous aviez pu prévoir le résultat. Est-ce à dire que les idées des Verts ne méritaient pas d'être portées au premier tour ?

Si, puisque j'ai soutenu Noël Mamère pendant sa campagne. C'est une réaction de cœur. La raison politique me poussait à soutenir Noël, mais l'émotion, en voyant que Lionel Jospin n'était pas au second tour, m'amène à dire aujourd'hui que j'aurais voté pour lui. La vraie question est : pourquoi le PS n'est-il pas parvenu à mobiliser son électorat ? Les 200 000 voix nécessaires pour être au second tour, les 500 000 voix nécessaires pour être en position de remporter la présidentielle, Lionel Jospin pouvait les trouver lui-même en mobilisant ses troupes.

Vous ne considérez pas, comme d'autres, que le grand nombre de candidats à gauche a fait perdre M. Jospin ?

On a mis la charrue avant les bœufs. Si le PS, il y a deux ans, avait décidé d'introduire une dose significative de proportionnelle pour les législatives, une candidature unique de la gauche plurielle pour la présidentielle aurait été envisageable et probablement souhaitable. A partir du moment où les partis politiques ne peuvent démontrer leur différence et mesurer leur audience réelle dans la société, le premier tour de la présidentielle devient logiquement l'alternative à la proportionnelle.

Le mode de scrutin favoriserait aussi l'extrême droite...

Je suis un démocrate. On ne peut

pas refuser un système plus démocratique, au prétexte qu'un parti que je déteste et que je combats en profiterait aussi. Le constat est là : le scrutin majoritaire, les institutions de la V^e République n'ont pas empêché la France de sombrer dans la situation que nous connaissons. Après que François Mitterrand a instrumentalisé le Front national pour diviser la droite, Chirac a instrumentalisé, avec la sécurité, les thèmes et les peurs du FN, pour diviser la société française et marginaliser la gauche.

Les manifestations se multiplient dans la rue. Assiste-t-on à un « *Mai 1968 à l'envers* » ?

On assiste à un sursaut citoyen en 2002. C'est trente-quatre ans après Mai 1968, plus de cinquante après la fin de la seconde guerre mondiale. Laissons les dates historiques à l'histoire et prenons la réalité comme elle est.

Comment voyez-vous la suite si M. Chirac est élu avec un score écrasant ?

Le rêve serait que le second tour se termine par 90 % de votes contre le couperet, la haine, l'intolérance,



« *Les institutions de la V^e n'ont pas empêché la France de sombrer dans la situation que nous connaissons* » DANIEL COHN-BENDIT

le racisme, l'antisémitisme, la cancérisation, un acrostiche qui se lit Chirac. Cela démontrerait que la France a relevé la tête. Ce résultat dépasserait largement la droite, et donnerait aux Français le pouvoir de rééquilibrer la République aux législatives. Car il faut bien comprendre qu'après son putsch excluant les centristes et créant un parti unique le RPR aura, si la droite gagne les élections, le contrôle de toutes les institutions de la V^e République. Du Conseil constitutionnel, en passant par le CSA, le Sénat et Matignon, pour arriver à l'Elysée. Le tout pour un parti qui ne regroupe que 19,8 % des électeurs. Ce danger déséquilibrerait la démocratie, et beaucoup de Français, de façon intolérable. Pour qui connaît le sens de la révolte en France, cela ne présage pas un quinquennat bien tranquille.

Cinq nouvelles années de cohabitation, est-ce pour autant une hypothèse plausible ?

J'avoue que cela nécessiterait un sursaut politique très difficile. La gauche devrait réapprendre, à la vitesse grand V, à se mettre à l'écoute de la société tout en gérant, à réinventer un réformisme libéral qu'elle a perdu.

Propos recueillis par Béatrice Gurrey

CORRESPONDANCE

Une lettre de Marc Blondel

Le dessin de Plantu, paru en « *une* » de nos éditions du 24 avril, représentant Marc Blondel, secrétaire général de Force ouvrière (FO), paisiblement assoupi au pied du candidat du Front national, Jean-Marie Le Pen, face à une foule de manifestants appelant à voter Jacques Chirac, nous a valu de très nombreuses protestations de la part des différents syndicats et unions départementales FO ainsi que la mise au point suivante de M. Blondel :

Mis en cause d'une façon inadmissible par le dessin de Plantu le représentant passif et hilare au côté de Jean-Marie Le Pen, Marc Blondel dénonce le caractère

volontairement diffamatoire de ce croquis. Notamment, le port d'un brassard tel qu'il figure sur ce dessin ne peut que provoquer les plus fâcheuses résonances historiques. C'est donc non seulement le secrétaire général de Force ouvrière lui-même qui s'estime gravement insulté, mais également l'ensemble du syndicat qu'il anime. Après avoir subi dans le passé des attaques d'un Minute et de quelques autres organes de presse d'extrême droite confidentiels mais du même acabit, il déplore qu'un journal comme Le Monde, volontiers donneur de leçons et qui se veut objectif et libéral, utilise les mêmes procédés.

INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES DE PARIS

L'atout indispensable pour une carrière internationale

MBA

SCIENCES PO

- Un programme bilingue intensif sur 9 mois, allié à la tradition culturelle de Sciences Po.
- Un corps professoral de notoriété internationale.
- Un diplôme accrédité AMBA.

Réunion d'information le jeudi 16 mai 2002 à 18h30 dans nos locaux

Contact : Secrétariat du Pr. Jean-Jacques Rosa

174, Bd Saint-Germain 75006 PARIS - Tél. : 01 45 44 87 43 - Fax : 01 45 44 88 92

Website : <http://mba.sciences-po.fr> - E-Mail : mba@sciences-po.fr

BAC + 1

RÉORIENTEZ-VOUS VERS UNE GRANDE ÉCOLE DE COMMERCE

L'AFIG

(ANNÉE DE FORMATION INITIALE À LA GESTION)

VOUS PRÉPARE À INTÉGRER L'INSTITUT SUPÉRIEUR DE GESTION

Contactez Marion Maury : 45, rue Spontini - 75116 Paris

Tél. 01 56 26 26 10/26

ÉTABLISSEMENT PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Formation supérieure aux affaires internationales

Ecole Internationale de Montpellier

Un programme en 4 années après le bac

Un degré international : le BBA Honours

www.supdeco-montpellier.com

EIM@supco-montpellier.fr

Tel : 04 67 10 26 26

C.C.I. de Montpellier

Jean-Marie Le Pen « vise plutôt 51 % que 40 % » et promet « une grande surprise » au second tour

Le président du FN assure qu'il n'a qu'un seul allié : le peuple ». Aux législatives, il n'exclut plus catégoriquement des accords avec le MNR de Bruno Mégret.

JEAN-MARIE LE PEN affiche tranquillement ses ambitions : « Pour moi, 30 % des suffrages le 5 mai serait un échec cuisant. Je me bats pour beaucoup plus. Je vise entre 40 et 51 % et plutôt 51 que 40 », a-t-il expliqué au Monde, vendredi 26 avril. Quelques instants auparavant, lors d'une conférence de presse organisée au siège du FN à Saint-Cloud, il avait mis en garde les journalistes contre les sondages donnant Jacques Chirac gagnant au second tour. « Il ne faut pas vendre la peau de l'ours avant de l'avoir mis à terre. Je crois pouvoir vous dire que ce scrutin, qui a réservé une petite surprise au premier tour, peut parfaitement en réserver une bien plus grande », a-t-il affirmé, avant de présenter ce second tour comme un combat entre les « bons et les méchants », entre « le syndicat général des mafias, des lobbies, des politiciens et associations économiques, culturelles de tout poil » et lui, qui « n'a qu'un seul allié, mais un allié de poids : le peuple français ».

En attendant, il doit convaincre. « Moi, je parle au nom de ceux qui ne sont pas satisfaits de l'évolution politique française, en particulier dans le domaine économique et social », lance-t-il à tous ceux qui éprouvent un quelconque malaise. Et, à l'adresse des électeurs de droite, il exploite le soutien d'une partie de la gauche à la candidature de M. Chirac et lance « un appel à un véritable rassemblement national contre le front populaire ». Un « front que Jacques Chirac essaie de mettre en place pour se sauver et échapper aux juges qui l'attendent et qui souhaiteraient parler avec lui d'un certain nombre de problèmes en dehors de son immunité présidentielle », insiste-t-il avant de poser une nouvelle fois en victime. « Je

suis dénoncé comme le péril, celui qui va détruire la République ! Oui, mais pas n'importe quelle République, la République des camarades, des copains et des coquins qui se partagent depuis des années le pouvoir dans ce pays. »

Le président du FN n'oublie pas l'électeur de gauche qui hésite à se prononcer en faveur du chef de l'Etat. « J'ai de l'estime pour mes compatriotes même quand ils votent à gauche, mais je ne voudrais pas être à leur place. Jamais les électeurs n'ont été aussi méprisés et aus-

S'il est battu le 5 mai, M. Le Pen n'écarte pas la possibilité de se présenter aux législatives

si bafoués par leurs dirigeants que ceux à qui on demande aujourd'hui de voter pour Chirac après avoir dit ne pas voter pour lui, un escroc, un supermoteur », dit-il, en ajoutant qu'« il va y avoir là aussi un certain nombre de surprises ».

Car le candidat d'extrême droite est persuadé, comme il l'a confié au Monde, que des électeurs de gauche préféreront « Le Pen qui va secouer la baraque vermoulue », plutôt que « Jacques Chirac ». « C'est affreux, un pays qui en est réduit à reconduire massivement un homme qui a eu moins de 20 % des suffrages lors de son compte rendu de mandat. Ce serait un PDG, il partirait au trou ! »

Le représentant de l'extrême droite française a également évoqué, vendredi, les élections législa-

tives pour rappeler que son parti présentera des candidats dans toutes les circonscriptions. Selon Carl Lang, secrétaire général du FN, lui-même n'écarterait plus la possibilité de se lancer dans la compétition si, bien évidemment, il n'est pas élu le 5 mai. En ce qui concerne le second tour, M. Le Pen explique que son mouvement « a toujours été partisan d'accords de désistement ou de retrait avec les candidats qui sont les plus proches de lui ». Y compris le Mouvement national républicain (MNR), présidé par Bruno Mégret ? « Y compris le MNR », répond-t-il, en ajoutant cependant que « c'est à voir, je ne sais pas ». On est loin du refus catégorique qu'il opposait il y a encore quarante-huit heures.

M. Le Pen ne se fait guère d'illusions sur l'accueil de ses propositions d'accords avec le RPR. « L'équilibre socio-politique en France rend la gauche structurellement minoritaire, 45-55, analyse-t-il. Théoriquement, la droite devrait gagner toutes les élections. Sauf que M. Chirac depuis quinze ans rejette de façon méprisante les 15 % d'électeurs du FN, ce qui conduit la droite à se faire battre. »

Christiane Chombeau

L'équipe de France de rugby prend position contre l'extrême droite

Elle dédie leur victoire aux « droits de l'homme »

SAMEDI 6 AVRIL, il leur avait fallu 80 minutes pour semer la joie dans le Stade de France et se hisser vers les sommets du rugby européen. Cinq matches, cinq victoires et le premier grand chelem de l'histoire du Tournoi des six nations. Trois semaines après leur fabuleux exploit sportif, ils ont choisi de s'exprimer sur un autre terrain. Vendredi 26 avril, ils ont adressé ce message au Monde.

« Alexandre Albouy, Alexandre Audebert, David Auradou, Olivier Azam, David Bory, Serge Betsen, Olivier Brouzet, Yannick Bru, Sébastien Bruno, Nicolas Brusque, Jean-Jacques Crenca, Fabien Galthié, Xavier Garbajosa, François Gelez, Steven Hall, Imanol Harinordoquy, Raphaël Ibanez, Nicolas Jeanjean, Sylvain Marconnet, Jimmy Marlu, Tony Marsh, Frédéric Michalak, Pierre Mignoni, Olivier Milloud, Fabien Pelous, Thibault Privat, Aurélien Rougerie, Damien Traille, Pieter de Villiers ; ces joueurs de l'équipe de France de rugby, immigrés de première, deuxième, ou troisième génération pour 13 d'entre eux, ont été fiers d'offrir le grand chelem 2002 au pays des droits de l'homme. »

C'est Serge Simon, président de Provala, l'union des joueurs de rugby professionnels, leur syndicat, lui-même immigré de deuxième génération, qui est à l'origine de cette déclaration. « Par ce geste, nous tenons à affirmer haut et fort notre position contre l'extrême droite », a-t-il expliqué au Monde. L'ancien pilier international, champion de France avec Bègles en 1993 et avec le Stade Français en 1998, a d'abord soumis son idée au capitaine du XV de France, Fabien Galthié, lequel a immédiatement manifesté son enthousiasme.

« POSITION ÉTHIQUE »

Puis Bernard Lapasset, président de la Fédération française de rugby (FFR), et Jo Maso, manager de l'équipe de France, ont exprimé leur soutien à cette initiative. « Pour moi cela se passe de commentaires. Il n'est pas besoin d'en rajouter », indique Serge Simon. Loin de vouloir s'immiscer dans le débat politique, chacun conserve sa propre opinion, pour le XV de France, il s'agit simplement d'une « position éthique ».

Yves Bordenave

A Dreux, Jacques Chirac évoque « une période de crise »

DREUX (Eure-et-Loir)
de notre envoyé spécial

Devant un panel de gens triés sur le volet, Jacques Chirac, accompagné de son hôte Gérard Hamel, député (RPR) et maire de Dreux, a exposé les grandes lignes de son programme. Durant près de trois heures, pas un sujet n'a été négligé : l'école, les impôts, le chômage, les charges sociales, la santé, la revalorisation du travail manuel, la formation, la famille, la violence, l'insécurité et les discriminations. Jacques Chirac s'est appliqué à répondre une à une à toutes les questions des participants de cette rencontre, organisée vendredi 26 avril au centre sportif Violette-Courtois de Dreux. D'une phrase il a stigmatisé les « discriminations » qu'il faudrait « sanctionner plus sévèrement ». Il n'a oublié ni les personnes âgées ni les quartiers difficiles. « J'y vais souvent depuis longtemps, a-t-il affirmé. On y trouve

L'épouse du président appelle à un vote « sans équivoque »

« Le deuxième tour n'est pas acquis. Les jeux ne sont pas faits. Je suis inquiète des réflexions que j'entends du côté de ceux qui ne veulent pas voter le 5 mai », a déclaré Bernadette Chirac en déplacement en Savoie, vendredi 26 avril, à l'invitation d'Hervé Gaymard, député (RPR) et président du conseil général. Devant 400 militants et sympathisants des comités de soutien à Jacques Chirac, réunis en fin de journée dans un hôtel-restaurant proche de Chambéry, l'épouse du chef de l'Etat a souhaité « un vote sans équivoque » en faveur de son mari. « Il a la capacité et la volonté de rassembler les Français sur l'essentiel, sur les valeurs de la démocratie et de la République », a-t-elle précisé, avant de souhaiter qu'une majorité issue des élections législatives « lui permette de gouverner pleinement et de tenir ses engagements ».

« La France a rendez-vous avec elle-même et Chirac avec son destin », a indiqué de son côté M. Gaymard.

parfois le pire – la seule chose que les médias mettent en exergue –, mais aussi le meilleur. »

Ce n'est qu'après plus d'une heure et demie de discussion que le chef de l'Etat a évoqué la situation politique née du premier tour de l'élection présidentielle. Encore ne l'a-t-il fait qu'incidemment, au détour d'un développement sur la famille. « Dans les périodes de crise – et depuis dimanche nous y sommes – il faut retrouver ses repères. Et la famille est un de ces repères essentiels », a-t-il souligné. Loin de l'onde de choc qui bouleverse actuellement l'Hexagone, loin du ton de gravité adopté mardi 23 avril à Rennes et loin du discours prononcé jeudi 25 avril à Lyon, Jacques Chirac a choisi une posture proche de la vie quotidienne et empreinte de sérénité. Juste avant de se lever pour serrer les mains de tous ses interlocuteurs, il a indiqué qu'il n'avait « aucune critique » à formuler au sujet des manifestations actuelles. Mais il a tout de même noté que « quand il y (en) a trop, il peut y avoir des dérives ».

« À BRAS-LE-CORPS »

Cette étape de campagne n'a pas été choisie au hasard. D'ailleurs Jacques Chirac l'a précisé : « Je suis venu à Dreux parce que l'action de Gérard Hamel apporte la démonstration que, lorsqu'on prend les choses à bras-le-corps, on fait reculer les extrémistes. » Dreux, qui fut dès 1982, à l'occasion d'une élection cantonale, l'une des villes laboratoires du Front national, devint un an plus tard lors des élections municipales la première cité dans laquelle une liste de droite avait accueilli des candidats FN. Durant toutes ces années et jusqu'en 1995, cette localité accorda régulièrement des suffrages records aux partisans de Jean-Marie Le Pen, particulièrement à Marie-France Stirbois, qui, en 1993, obtint 39,5 % des voix.

Depuis, les scores du FN se sont effrités. Au premier tour de la présidentielle, le 21 avril, Jean-Marie Le Pen a rassemblé 18 % des suffrages, se classant deuxième, à quatre points derrière Jacques Chirac.

Yves Bordenave

OPÉRATION NOUVEAUTÉS
Voici à peu près tout ce que votre nouveau téléphone aura en commun avec le précédent.

Jusqu'au 26 mai 2002
dans votre Agence France Télécom.

• • • Nouvelles fonctions, son numérique, services simplifiés, design séduisants : venez découvrir la nouvelle génération de téléphones. De plus, pensez à des services comme la Présentation du Nom ou Top Message sur votre téléphone fixe, ou encore sur votre mobile au 740 pour effectuer vos recherches sur le WAP ou au 20220 pour recevoir des invitations. Préparez-vous à communiquer comme vous ne l'avez jamais fait.

Pour connaître l'ensemble des conditions de nos services, rendez-vous dans votre Agence France Télécom.

Agence France Télécom
Il y a une vie après l'achat.

Débats et effervescence pour une manifestation « 100 % anti-Le Pen »

La protestation contre l'extrême droite devait franchir un nouveau cap samedi 27 avril. Les défilés prévus à Paris à l'appel d'une soixantaine d'associations, syndicats et partis politiques réuniraient plusieurs milliers de personnes avant la mobilisation géante attendue pour le 1^{er} mai

L'ORDRE de défilé a été fermement discuté. Au final, la soixantaine de sans-papiers, qui achèvent à leur marche à pied Marseille-Paris commencée le 23 mars, devaient se placer juste derrière le « carré de tête », constitué d'un représentant par association appelant à manifester. Devaient venir ensuite le pôle « jeunes », puis, dans l'ordre, les pôles associatif, syndical et politique. Au total, une bonne soixantaine d'organisations qui comptent bien rassembler plusieurs dizaines de milliers de personnes, avant la manifestation géante du 1^{er} mai.

L'UNEF, qui dès le lendemain du 1^{er} tour, avait annoncé sans l'avoir vraiment ficelé « un rassemblement unitaire de toute la jeunesse » pour ce samedi, aura beaucoup œuvré pour que l'identité « jeunes » soit conservée à cette manifestation élargie. Deux réunions avec notamment le MRAP et la Ligue des droits de l'Homme auront été nécessaires pour tomber d'accord. Un rassemblement spécial jeunes a été maintenu à 14 heures, une heure avant le départ du cortège. Un message de Lucie Aubrac devait y être lu et Robert Créange, président de la Fédération nationale des déportés, internés, résistants et patriotes (Fndirp), devait prendre la parole. Les slogans sont prêts : « Chirac, on t'aime pas mais on votera pour toi » ou « Un charter pour Le Pen ».

La démarche unitaire des mouvements de jeunesse ne va pas sans anicroche. Vendredi midi 26 avril, lors de l'ultime rencontre entre tous les signataires de l'appel « jeunes » pour finaliser la préparation de la manifestation du lendemain, des délégués de la Confédération nationale du travail (CNT) se sont présentés pour participer. Non invitée car, selon l'UNEF, elle n'a pas de « structure étudiants nationale », la CNT a été priée de quitter les lieux. Les représentants de SUD-Etudiants ont préféré repartir avec elle. « Toutes les bonnes volontés sont les bienvenues », dira à l'adresse de l'UNEF, le représentant des Jeunes Verts.

Hormis cet incident, la volonté de travailler ensemble « pour faire barrage au Front national » semble s'ancre. Après des hésitations, la Fédération des associations générales étudiantes (FAGE), a finalement rejoint le groupe, qui compte notamment, outre l'UNEF et les deux syndicats lycéens FIDL et UNL, les sections jeunes du PS, des Verts, du PCF et de la LCR. Vendredi midi, un nouvel appel à manifester à destination des lycéens et des étudiants a en effet été décidé. Non sans avoir vaincu quelques résistances, à cause des débordements possibles. « Qu'on appelle ou pas, il y aura des manifestations car c'est la reprise des cours en Ile-de-France, assure Tania, de l'UNEF. Alors,



PHOTOS : FRÉDÉRIC ACHOU / JURBA IMAGES

autant les encadrer.» L'organisation du « SO », le service d'ordre, est d'ailleurs l'une des préoccupations majeures. Pour samedi, un « SO » commun à tout le défilé est assuré par la CGT, l'UNSA et la FSU. Les jeunes s'occupent seulement de sécuriser leur pôle. Pour certains, comme la FIDL, l'UNL ou la FAGE, dont les structures légères n'offrent que peu de bras, la tâche est ardue. Il est décidé de diffuser

Consigne de « fermeté » du procureur de Paris

Le procureur de la République de Paris, Jean-Pierre Dintilhac, a demandé, mercredi 24 avril, à l'ensemble des magistrats de faire preuve de « la plus grande fermeté (...) vis-à-vis des auteurs de violences contre les personnes, tout particulièrement lorsque les auteurs ont fait usage d'armes ». Le magistrat a indiqué que « le fait de se rendre à une manifestation avec une arme, ou de s'en emparer au cours de celle-ci, constituant non seulement une infraction en soi mais également un danger potentiel volontairement assumé, il convient également, sauf situation particulière, de faire procéder au déferement systématique des personnes concernées ». Cette note sur « le traitement judiciaire des infractions commises à l'occasion des manifestations de rue » intervient à la veille des rassemblements à Paris, samedi 27 avril, pour lesquelles 2 000 membres des forces de l'ordre sont mobilisés, et surtout avant les manifestations du mercredi 1^{er} mai.

un tract pour rappeler quelques consignes importantes aux manifestants : se disperser dès la fin du défilé, partir en petits groupes. Cette « charte » sera donnée lundi aux lycéens, moins habitués aux rassemblements.

Ces préparatifs chez les jeunes se doublent d'une effervescence semblable chez leurs aînés. Côté nouveaux mouvements sociaux, on est convaincu d'être désormais face à

une situation à l'italienne. Et, toute la semaine, assemblées générales, conseils syndicaux extraordinaires se sont succédés. Une peu partout, à SUD, chez Attac, dans les associations de chômeurs, de mal-logés, chez Act-Up, à la Confédération paysanne, à la CGT-Finances, on a planché sur des initiatives, multiplié les rencontres les uns avec les autres.

« LA MORT DANS L'ÂME »

Dès le lendemain du premier tour, tout le monde s'est retrouvé pour des sortes d'états généraux d'urgence dans une salle du 13^e arrondissement de Paris. Et, à nouveau mardi, à l'occasion de la réunion hebdomadaire d'Act-Up. Jeudi soir, ce sont plus de quatre cents personnes qui assistent à une assemblée générale, à la bourse du travail à Paris. La représentante du Centre gay et lesbien vient, « la mort dans l'âme », comme Act-Up, d'appeler à « voter Chirac ». « T'imagines la tête de Bernadette »

« Ne perdez pas votre voix. » A Paris, le Quartier latin se mobilise. Près du Panthéon, les élèves graphistes des Arts Déco, l'Ecole nationale supérieure des arts décoratifs, ont investi l'atelier de sérigraphie et produisent leurs affiches. Bon nombre sont déjà collées sur les murs de la faculté des sciences de Jussieu et d'autres sont prêtes à partir à Nantes, Marseille, Strasbourg pour illustrer les thèmes de la mobilisation : liberté bâillonnée, vote anti-FN, appels à ne pas voter blanc.



rigole-t-on dans les travées. Deux lycéens demandent la parole. « Vite car on doit repartir en manif », précise Raphaël et Medhi qui se sont auto-organisés avec une bande de copains dans un groupe baptisé « Mouvement spontané ». La CGT-Ile-de-France qui tient une réunion plénière à deux pas de là a dépêché l'un de ses militants, Giuseppe. « Il faut montrer que le monde du travail est antifasciste. Il faut réfléchir à une grande journée d'action avec des arrêts de travail », propose-t-il. « Sur les licenciements, sur la défense des retraites, la gauche n'a rien fait, la droite va continuer à casser. C'est cela qui fait Le Pen », ajoute-t-il sous les applaudissements. « Il faut s'adresser aux catégories sociales qui ont souffert des politiques libérales, réhabiliter l'espoir », déclare Pierre Tartakowsky d'Attac, qui, la veille, a indiqué dans un communiqué « que le terrain des urnes ne pouvait être déserté » et qu'« il importait que le score de l'extrême droite fascisante soit le plus bas possi- »

ble ». Pour ces syndicats et associations, « être à 100 % contre Le Pen c'est aussi mobiliser à 100 % sur les questions sociales » comme chacun le souligne tout au long de la soirée. « Ne laissons pas Le Pen s'affirmer comme l'alternative aux problèmes des chômeurs, des précaires, des salariés », indique Annick Coupé du Groupe des dix-solidaires. « Les mouvements sociaux sont la seule solution », estime Anne Tristan de l'association Ras l'Front. Droit au logement (DAL), Act-Up et le réseau Samizdat annoncent qu'ils organisent le 30 avril au soir, un grand forum public, place de la Bourse à Paris. José Bové a été contacté et devrait s'associer à cette démarche. Auparavant, toujours le 30 avril, une street-parade défilera à Paris. « C'est curieux, c'est un peu l'atmosphère de 1995. Le danger Le Pen, en plus », résume un participant.

Caroline Monnot et Marie-Laure Phelippeau

Homosexuels et féministes aux avant-postes

Ils veulent mettre en garde contre un possible retour de l'ordre moral

UN AVANT-GOÛT de Gay Pride : la manifestation du samedi 27 avril devait réunir derrière une banderole « Contre le fascisme, le 5 mai, votons » une bonne part des associations d'homosexuel(le)s qui animent habituellement, à la fin juin, la marche de la fierté homosexuelle.

Depuis les résultats du premier tour, ces associations sont sur le pied de guerre. Dès le 21 avril au soir, le Centre gay et lesbien (CGL) et l'Interassociative lesbienne, gaie, bi et trans, organisatrice de la Gay Pride, appelaient, dans un texte commun, à « contenir la poussée fasciste » : « Le succès dans les urnes de cet ennemi déclaré des minorités sexuelles et de l'émancipation des femmes provoque l'effroi chez tous les défenseurs des droits de la personne. » Dans les jours suivants, bien des associations, y compris celles qui ont récemment fleuri sur les campus et dans les grandes écoles, y sont allées de leur communiqué de presse, rappelant que le leader du FN souhaite supprimer le pacs et considère l'homosexualité comme « un vice répugnant, une maladie mentale », les homosexuels comme des « pervers qui ne vivent que par eux-mêmes et

par leur plaisir », les lesbiennes comme des « créatures fémininoïdes offrant toutes les tares », les malades du sida comme des « lépreux modernes », des « sidatiques » qu'il convient d'enfermer au plus vite dans des « sidatoriums ».

« UNE CERTAINE DÉSILLUSION »

L'événement a réuni « au-delà des guéguerres habituelles », constate le président du CGL, Jérôme Kirch. Il a « relancé l'engagement politique », complète le président de l'Interassociative lesbienne, gaie, bi et trans, René Lalement : « Nous étions dans une certaine désillusion par rapport à Lionel Jospin. Même si un dialogue positif s'était instauré, on trouvait ses engagements tièdes, frileux. Dans les réunions, depuis dimanche, nombreux ont été ceux qui ont exprimé leur volonté de contribuer à reconstruire la gauche. » Tout en appelant à voter pour Jacques Chirac, les associations organisatrices de la Gay Pride, qui avaient choisi leur mot d'ordre (« Egalité, pourquoi pas nous ? ») pour le défilé du 29 juin, envisagent désormais de le modifier pour dénoncer un possible retour de l'ordre moral.

Aussi inquiètes que les homo-

sexuels, les féministes devaient former, samedi 27 avril, un long cortège contre le sexisme. Le Collectif national pour les droits des femmes, la Cadac (Coordination des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception), Mix-cité, les Chiennes de garde, notamment, ont appelé à manifester contre Jean-Marie Le Pen, candidat, selon elles, de l'inégalité naturelle entre les sexes, du retour des femmes au foyer, de l'interdiction de l'avortement.

« Nous craignons que ne soient remis en cause les acquis obtenus par nos luttes au cours de ces dernières années - tout particulièrement la loi du 4 juillet 2001 sur le droit à l'avortement et à la contraception, note le Collectif national pour le droit des femmes. Une politique familialiste et nataliste, sexiste et lesbophobe, porteuse de tous les stéréotypes concernant le rôle des femmes, risque de revenir en force, accompagnée d'une précarisation touchant des catégories de plus en plus larges de la société. Les plus exposées sont les femmes immigrées, qui cumulent, elles, toutes les discriminations. »

Pascale Krémer

Les associations de chômeurs retrouvent l'envie d'en découdre

Leur ligne : « Lutter contre le fascisme, c'est lutter contre la misère »

LEUR SLOGAN, étreint dans la rue depuis plusieurs années, disent-elles, n'a jamais été autant d'actualité : « Qui sème la misère récolte la colère. » Les associations de chômeurs, AC!, Apeis, MNCP, qui avaient été à la pointe du mouvement de l'hiver 1997-1998 avec les comités CGT-chômeurs, seront, cette fois encore, de toutes les manifestations. Pas seulement pour « faire barrage » à une extrême droite qu'elles abhorrent, comme l'ensemble de la gauche mouvementiste dont elles font partie, mais aussi pour rappeler leurs revendications. « Si on en est arrivé là, c'est bien parce que la gauche a oublié de prendre en compte les réalités sociales », affirme Marc Moreau, porte-parole d'AC! « Les discours sur la baisse du chômage ont été pires que tout. Ils ont contribué à stigmatiser ceux qui sont toujours ou qui vivent mal », renchérit Philippe Villechalane, président de l'Apeis.

Alors que ces associations éprouvaient, ces derniers temps, du mal à mobiliser, le vote du 21 avril leur a redonné l'envie d'en découdre. Une semaine avant le premier tour, un collectif local de « Chômeurs et

chômeuses en lutte » avait décidé d'occuper le hall de la mairie de Brest. Partis pour « laisser place au vote » le samedi matin, la poignée de militants est aussitôt revenue s'installer, dès le lundi suivant, pour une « occupation à durée indéterminée ». Les défilés du 1^{er} mai, pas plus que le second tour de l'élection présidentielle ne constituent, pour ces associations, un point d'achèvement de leur mobilisation. « Nous serons très présents pour les élections législatives », prévient Jean-François Yon, délégué national du MNCP, en évoquant l'une des motions votées par son association réunie en congrès vendredi 26 avril. En témoignage aussi les autocollants et les tracts préparés par l'Apeis : « Chirac t'auras mon bulletin, pas ma voix », ou bien encore : « Chirac, tu perds rien pour attendre ». AC!, en revanche, n'a pas souhaité donner une indication de vote tout en réaffirmant son dégoût pour l'extrême droite.

Mais toutes sont sur la même ligne : « La vraie lutte contre le fascisme, c'est la lutte contre la misère », proclame un tract tiré à 20 000 exemplaires par l'Apeis. Fondée en

1987, par des responsables du PCF, cette association a pris aujourd'hui ses distances avec le parti de Robert Hue, accusé d'avoir oublié la classe ouvrière, même si plusieurs de ses responsables, comme Malika Zediri, sont toujours membres du PCF. « Dans les cités, les gens nous disent voter Le Pen. C'est la première fois que l'on voit des dizaines et des dizaines de personnes sortir du bois sur ce terrain. Il y a quelque chose de revanchard », déclare M. Villechalane (Apeis). « Le FN, Le Pen et sa clique bénéficient du désert idéologique actuel où la désespérance et la soumission sont plus portées que la lutte collective », souligne M. Moreau (AC!), pour qui « le développement des inégalités » et celui de « la précarité », pendant les cinq années de législature du gouvernement Jospin, ont fait des ravages. Dans un autre tract baptisé « L'insécurité sociale en question », le MNCP s'en prend vivement à cette campagne sécuritaire, à droite comme à gauche, « un peu comme si on nous suggérait d'élire un vigile ».

Isabelle Mandraud

Face au « tremblement de terre » du premier tour, les sans-papiers refusent de « baisser les bras »

Partis à pied de Marseille le 23 mars, ils devraient se joindre à la manifestation parisienne de samedi

LA TRISTESSE. L'angoisse. Le désespoir. La colère. Et l'envie de se battre contre l'extrême droite. Le résultat obtenu par Jean-Marie Le Pen lors du premier tour a provoqué un « tremblement de terre » parmi la soixantaine de sans-papiers partis à pied de Marseille le 23 mars qui devaient achever leur marche à Paris, samedi 27 avril. Symboliquement, ils ont prévu de rejoindre la manifestation organisée le même jour contre le FN. Ils figureront en tête du cortège, précédés des représentants des associations et des syndicats à l'origine du défilé.

« En attendant que Le Pen passe au second tour, j'ai tremblé de toutes mes forces », raconte Aminata, la porte-parole des sans-papiers, en effectuant les derniers kilomètres de marche entre Saint-Denis et Aubervilliers. « J'ai tremblé mais je ne l'ai pas montré pour ne pas décourager mes camarades », ajoute-t-elle. A ses côtés, les « marcheurs » n'ont pas dormi, pas mangé, beaucoup parlé. « Une catastrophe », raconte Laïd, un Algérien de 35 ans. « Les femmes ont pleuré. Les hommes ont versé des larmes à l'intérieur d'eux-mêmes », ajoute Youssouf, un demandeur d'asile originaire de Guinée.

Ils se sentent en première ligne. Mais pas seuls : « Il n'y a pas que les sans-papiers. Il y a les immigrés, tous les Français, et l'Europe aussi, qui doivent se sentir concernés », explique Youssouf. Ils veulent croire dans cette solidarité. Les manifestations spontanées du dimanche soir, la mobilisation des lycéens le lendemain, celle des étudiants, des salariés, des syndicats, des associations les ont rassurés.

Provisoirement. Car « Le Pen est un nazi, souffle Kouceïla, 28 ans, un Algérien en attente de papiers depuis dix mois. Et comme Hitler, il peut d'abord être élu démocratiquement. »

« Nous les Algériens, on connaît l'histoire de Le Pen. On sait ce qu'il a fait pendant la guerre », ajoute Mohammed, lui aussi originaire d'Algérie. Le projet du candidat d'extrême droite de créer des

« Il n'y a pas que les sans-papiers. Il y a les immigrés, tous les Français, et l'Europe, qui doivent se sentir concernés »

camps de transit pour les immigrés sans papiers est vécu comme une réplique des « camps de concentration ». « Le Pen veut nous virer », disent les sans-papiers. « C'est Le Pen qu'il faut virer », répliquent-ils en chantant, avec quelques militants de la Ligue communiste révolutionnaire, de Lutte ouvrière ou de la CGT, dans les rues de Saint-Denis.

Parmi ces « marcheurs » fatigués qui veulent tous arriver à Paris, personne ne s'explique vraiment comment la France a pu choisir de placer Le Pen en deuxième position. « La France ! Vous vous rendez compte ! La France, pays des droits de l'homme, de la liberté », s'exclame Nouaour, demandeur d'asile algérien de

33 ans. « Chirac a fait sa campagne sur l'insécurité. Jospin est tombé dans le piège et l'a suivi. Les deux ont fait campagne à la place de Le Pen », analyse Kouceïla, pour qui le candidat socialiste a mérité sa défaite en se fourvoyant dans une surenchère sécuritaire. Et a oublié ses promesses et tous ses engagements envers les sans-papiers. L'amalgame entre immigration et insécurité a fait le reste. « Sur l'insécurité, Le Pen n'a pas tort : l'Etat ne fait rien contre des petits gars qui font des problèmes. Mais ça n'a rien à voir avec l'immigration », souligne Nouaour. Pour lui, « on touche là au racisme, à l'esclavage ».

L'avenir est sombre. Ils étaient partis de Marseille pour replacer le thème de la régularisation des sans-papiers dans la campagne électorale. Ils arrivent à Paris en craignant qu'un président d'extrême droite soit élu. « De toute façon nous n'avons pas le choix. On ne doit pas baisser les bras », affirme Tayeb. Il faudra d'abord inciter les électeurs à voter Chirac. Parce que c'est le dernier rempart contre « le mal », malgré le souvenir des politiques conduites par Charles Pas-

qua ou Jean-Louis Debré. Il faudra ensuite mobiliser, mobiliser encore toutes les forces de la démocratie. « Il n'y a pas mille solutions. Du courage, du courage, du courage », souligne Aminata, qui s'est improvisée porte-parole et qui maternelle « ses » marcheurs. Sur la route, entre Marseille et Paris, les sans-papiers ont trouvé des soutiens. Peu d'opposants déclarés. Ils y voient un signe d'espoir dans un océan de doute.

« Je me battraï jusqu'à la dernière seconde », affirme Saïd. Un autre se déclare prêt à de nouvelles occupations symboliques, comme celle de l'église Saint-Bernard en 1996. Un troisième parle de grève de la faim. « On ne repartira pas », clame Aminata au mégaphone alors qu'une délégation attend d'être reçue par le maire d'Aubervilliers. « Le Dieu est avec nous », se rassure Mohammed, qui refuse d'envisager, comme ses camarades, que les Français puissent finalement choisir d'élire un représentant d'extrême droite. « Le Pen ne mérite pas la France », ajoute-t-il pour se convaincre.

Luc Bronner

Les jeunes du RPR privés de manifestation

Ils souhaitent se comporter en « pédagogues de la démocratie » et redoutent les « dérives »

ALORS QUE Jacques Chirac semble avoir compris le mouvement d'indignation qui se manifeste chez les jeunes depuis une semaine dans de nombreuses villes, le RPR-Jeunes reste prudemment à l'écart. Mercredi 24 avril, sur Europe 1, Edouard Balladur avait été le premier à mettre en garde les jeunes manifestants anti-Le Pen à la fois contre les risques de dérapages et contre l'exploitation que ne manquerait pas d'en faire le président du Front national. Depuis, tous les dirigeants du RPR relaient ce même message.

Vendredi 26 avril, lors d'un meeting organisé dans la banlieue de Bordeaux, Alain Juppé a ainsi lancé cet avertissement : « Ce n'est pas dans la rue qu'on gagne la bataille politique, c'est dans les urnes. » Michaël Bullara, secrétaire national du RPR chargé de la jeunesse, ne dit pas autre chose : « La politique ne se fait pas uniquement dans la rue, elle se fait en allant voter massivement le 5 mai. » Conseiller municipal de Fréjus, âgé de 30 ans, M. Bullara est certes l'invité, lundi 29 avril, des étudiants de l'Institut d'études politiques de Strasbourg, mais la ren-

contre était prévue bien avant l'annonce des résultats du premier tour de l'élection présidentielle.

Alors qu'il revendique très précisément 23 400 adhérents, le RPR-Jeunes n'a pris aucune initiative d'envergure - ni tracts ni affiches - pour s'adresser directement à la jeunesse. La direction nationale du mouvement encourage simplement ses sections étudiantes à se comporter en « pédagogues de la démocratie » en multipliant les débats et en engageant les jeunes à aller voter lors du second tour. « Le vote du 5 mai doit être un vote pour la démocratie, mais aussi un vote d'adhésion autour de Jacques Chirac », affirme M. Bullara. « Le Pen, c'est tout ce que la jeunesse rejette », ajoute-t-il, mais son premier communiqué, le 22 avril, s'en prenait exclusivement à la gauche « responsable de la montée de l'insécurité ». Comme leurs aînés, les jeunes du RPR s'inquiètent des « dérives » qui pourraient accompagner les manifestations, notamment celle du 1^{er} Mai à Paris, et qui risqueraient de « faire monter encore le score du Front national ».

Jean-Louis Saux

Moussa Sissoko, le dernier gréviste de la faim de Saint-Bernard, encore clandestin

MOUSSA SISSOKO a gardé les traces physiques de sa longue bataille pour obtenir des papiers. Des 52 jours de grève de la faim qu'il a menée avec neuf autres sans-papiers dans l'église Saint-Bernard, à l'été 1996, il a gardé une silhouette fragile, une démarche hésitante, des douleurs aux articulations et des problèmes de digestion. Six ans plus tard, ce Malien de 38 ans demeure le seul du « groupe des dix » à attendre sa régularisation. Toujours dans la clandestinité, comme le dénonce son avocate, Anne Brémaud.

L'actualité avait attiré l'attention sur ce jeune homme timide, photographié allongé dans les travées de l'église Saint-Bernard. Il s'était engagé dans le mouvement des sans-papiers après une interdiction du territoire pour infraction au séjour. Comme ses camarades, il avait occupé l'église parisienne « pour obtenir des papiers et la dignité », raconte-t-il aujourd'hui. Comme eux, il avait été hospitalisé de force, relâché puis expulsé de l'église par les CRS. A l'époque, les images avaient provoqué un vaste mouvement de solidarité. Mais Jean-Louis Debré, ministre de l'intérieur, avait refusé toute régularisation.

Après avoir bénéficié d'une autorisation de séjour de six mois pour des soins, Moussa Sissoko avait été expulsé, comme deux autres camarades, le 10 janvier 1997, « ficelé avec du Scotch et bâillonné ». A Bamako, la capitale du Mali, il avait attendu, comme le lui conseillaient ses soutiens en France, raconte M^{re} Brémaud. Ils espéraient que la procédure « pour violences policières et non-assistance à personnes en danger » engagée contre la préfecture de police après l'hospitalisation d'office des grévistes aboutirait à une régularisation. Le 14 avril 1997, il avait été convoqué par le juge d'instruction à Paris pour être entendu mais la demande de visa avait été refusée.

Le 14 août 1997, il avait été invité à se rendre à la préfecture de police pour l'examen de sa demande de régularisation dans le cadre de la circulaire publiée par le nouveau

ministre de l'intérieur de Lionel Jospin, Jean-Pierre Chevènement. Nouvelle demande de visa, nouveau refus. Le 15 juin 1999, le nouveau juge chargé de l'instruction de la plainte contre la préfecture de police l'avait reconvoqué. En vain.

Après quatre ans d'attente, le Malien est finalement revenu clandestinement en France avec un faux passeport. En septembre 2001, son avocate a demandé une régularisation sur la base de la loi Chevènement qui accorde un titre de séjour à tout étranger présent sur le territoire depuis plus de dix ans. Elle a été refusée car M. Sissoko « ne justifie pas de dix ans de présence continue ». « Et pour cause ! S'il n'était pas là pendant quatre ans, c'est parce que les autorités françaises l'ont maintenu de force hors du territoire ! », s'empare M^{re} Brémaud, qui a déposé un recours devant le tribunal administratif de Paris.

INCOMPRÉHENSION

Trois personnalités - le député socialiste Julien Dray, le député européen de la Ligue communiste révolutionnaire Alain Krivine et la secrétaire nationale des Verts Dominique Voynet - ont tenté d'obtenir sa régularisation. Sans résultat. M. Sissoko vitote aujourd'hui dans un foyer d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis). Des petits boulots clandestins dans le bâtiment lui permettent de survivre. « Ça va un peu », assure-t-il. Seules ses mains qui s'agitent trahissent le contraire.

Il continue à participer aux réunions du collectif de sans-papiers de Saint-Bernard mais ne comprend pas pourquoi on lui refuse des papiers. « J'avais pensé que, dès que je rentrerais, je serais régularisé comme les autres. Tous mes copains l'ont eu. Moi j'ai fait la grève de la faim, et rien. » « La préfecture ne lui a pas envoyé de nouvel arrêté de reconduite à la frontière. Ils le laissent juste sans titre de séjour », explique son avocate, convaincue qu'« ils essaient de refiler le bébé au gouvernement suivant ».

Sylvia Zappi

NE PAS REGARDER LES PRÉSIDENTIELLES DE CANAL+ PEUT ENTRAÎNER UN PRÉSIDENT GRAVE.

LES PRÉSIDENTIELLES DE CANAL+
Le Vrai Journal des Présidentielles de Karl Zéro à 19H40, Les Guignols de l'Info à 19H55. Du lundi au vendredi en clair.

CANAL+
ET TELLEMENT + ENCORE

Otto Schily, ministre fédéral de l'intérieur allemand

« Il y a des liens entre l'extrême droite en Allemagne et Le Pen »

Berlin s'inquiète de la montée des courants populistes en Europe

Le courant populiste est représenté aujourd'hui dans plusieurs gouvernements en Europe. Dans ce contexte, quelles conséquences l'élection présidentielle française peut-elle avoir pour l'Union ?

Le succès électoral de Le Pen est, pour nous, choquant. Le fait qu'il ait pu reléguer à la troisième place le candidat socialiste est grave. Qu'une personne qui se positionne ouvertement contre l'Union européenne, qui en demande le retrait de la France, qui exprime des positions clairement xénophobes et racistes, ait pu arriver si loin dans une élection est un événement dramatique qui nous inquiète tout particulièrement parce qu'il se produit dans le pays qui est notre plus proche partenaire en Europe : la France. Nous observons malheureusement des évolutions comparables dans d'autres Etats.

Nos deux pays ont une responsabilité particulière dans l'Union. La situation en France ne risque-t-elle pas de susciter en Allemagne une méfiance qui pourrait être gênante pour leur coopération ?

J'espère que ce qui se passe ne va pas rendre plus difficile cette coopération. L'élection présidentielle française n'est pas encore jouée. Je suppose que le président Chirac va gagner cette élection avec une grande avance. S'il en était autrement, cela compliquerait la situation.

On a vu en Allemagne que le succès de Le Pen est aussi dû à la forte abstention, à l'éclatement de la gauche. L'effet sera passager si les résultats



FETHI BELAÏD/AFP

tats du deuxième tour de l'élection présidentielle, puis des législatives, marquent le retour à une situation plus normale. Je vois en revanche pointer des problèmes si des groupes d'extrême droite en Europe se sentent encouragés par le succès de Le Pen. Il y a des liens entre l'extrême droite en Allemagne et Le Pen ; il peut y avoir un risque d'évolution dangereuse et nous devons tout faire pour l'empêcher.

Comment expliquez-vous que votre pays soit épargné par ce phénomène populiste qui touche tous ses voisins : l'Autriche, le Danemark, la France, les Pays-Bas aussi ?

Les thèmes que Le Pen a pu exploiter, comme l'immigration illégale, la violence, ne sont pas aussi sensibles actuellement chez nous qu'ailleurs. Peut-être parce que nous avons veillé à ne pas laisser d'autres accaparer les craintes des gens sur des questions comme l'immigration. Il faut que les immigrés

soient bien traités, que les choses se passent de manière raisonnable, mais il faut bien voir que c'est un sujet qui provoque des tensions, des conflits. Si on ne s'en préoccupe pas, on court le danger de voir l'extrême droite s'en saisir, avec les conséquences qui en découlent.

Vous venez de faire adopter une nouvelle législation sur l'immigration qui a suscité beaucoup de débats avec la droite. Mais vous avez aussi été critiqué, à gauche, pour être trop dur...

Je me sens conforté à la fois dans ma politique et ma conviction qu'une démocratie doit être capable de se défendre, que l'Etat doit être fort, qu'il ne doit pas avoir peur de prendre les mesures qu'il faut contre la criminalité. En matière d'immigration, une bonne politique pour les étrangers doit être aussi une bonne politique pour les gens du pays d'accueil. Il faut être ouvert à l'immigration légale et contrôlée, adapter si nécessaire la législation, dans le cadre de la Constitution, mais il faut aussi que les gens qui viennent respectent strictement nos lois. Si ce n'est pas le cas, il faut en tirer les conséquences et leur demander de repartir. C'est la politique que nous avons toujours suivie et elle est aujourd'hui un élément-clé du programme de gouvernement social-démocrate en prévision des législatives de septembre.

Tony Blair dit toujours que « law and order » [la loi et l'ordre] sont des thèmes travaillistes. Cela se décline aussi en allemand. Nous avons un ordre à maintenir, sur la base de notre Constitution, et c'est aussi la tâche que s'est donnée l'UE,

qui s'est définie comme un espace de liberté, de droit et de sécurité. La sécurité ne doit pas être oubliée.

Un des leaders de votre opposition, Roland Koch, ministre-président chrétien-démocrate de Hesse, exige de remettre votre loi en discussion. Il affirme que l'Allemagne ne peut se permettre « une situation à la française »...

Sa proposition a reçu peu d'échos. Notre concept a un soutien très large dans la société. A l'exception des ex-communistes du PDS, qui bénéficient dans les régions de l'Est d'un sentiment nostalgique mais ne peuvent être en aucun cas un partenaire dans un gouvernement fédéral, la gauche a su, en Allemagne, s'unir sur une ligne de centre gauche social-démocrate. Nous ne nous laisserons pas imposer nos thèmes de campagne pour les élections de septembre.

Cette montée du populisme en Europe pèse-t-elle sur les travaux des ministres de l'intérieur des Quinze ?

Tous les ministres de l'Union européenne savent ce qui est à l'ordre du jour. Il y a des différences d'accent. Certains ont encore des conceptions plus idéalistes que d'autres. Mais on voit apparaître une prise de conscience plus aiguë de ces problèmes.

Il n'y aura pas de renationalisation des politiques européennes dans vos domaines ?

Je l'espère. Ce serait un grave retour en arrière.

Propos recueillis par Henri de Bresson

L'Elysée aurait aidé M. Le Pen à recueillir des parrainages

UN COLLABORATEUR de Jean-Pierre Soisson – le président du conseil régional de Bourgogne, élu grâce aux voix du Front national – affirme que l'Elysée a aidé Jean-Marie Le Pen à recueillir ses 500 parrainages d'élus. Selon ce témoin, la décision a été prise lors d'une réunion qui rassemblait, quelques jours avant Pâques à Paris, des francs-maçons de plusieurs obédiences. Un membre du cabinet de Jacques Chirac aurait demandé à ses « frères » de « sauver le soldat Le Pen ». Selon ce témoin, un haut fonctionnaire du ministère de l'intérieur, « chiraquien notoire », participait également à cette réunion. « On s'est réparti la tâche dans les régions, raconte-t-il. En dix jours nous avons fait remonter les 90 à 95 signatures manquantes. » Contacté par téléphone, ce témoin a confirmé les faits et souhaité garder l'anonymat. C'est Pierre Jaboulet-Vercherre, chef de file du Front national en Bourgogne, qui a divulgué cette information au détour d'une conférence de presse, vendredi 26 avril, à Dijon. – (corresp.)

Les « premiers ministrables » de droite autour d'Alain Juppé

ALAIN JUPPÉ a réuni à dîner, vendredi 26 avril, après un meeting de 2 000 personnes à Villeneuve-d'Ornon (Gironde), Nicolas Sarkozy, Philippe Douste-Blazy et Jean-Pierre Raffarin, les trois « premiers ministrables » de droite. Ce dernier l'avait qualifié publiquement, peu auparavant, de « grand frère autour duquel se construit l'union pour la majorité présidentielle ».



MICHEL GANGNE/AFP

Dans une ambiance détendue, ils ont fait mine de parier 20 euros chacun sur le nom de l'heureux élu.

Lors du meeting, l'ordre de passage des orateurs avait été minutieusement négocié. La présence de deux invités supplémentaires, Christine Boutin et Gilles de Robien, ancien directeur de campagne de François Bayrou, venus tous deux apporter un soutien sans faille à la candidature de Jacques Chirac, a finalement permis d'éviter les querelles de susceptibilité. M. de Robien a d'ailleurs pris soin de lancer un avertissement : « Messieurs les futurs premiers ministres, les Français n'attendent pas un nom mais un véritable programme d'action. »

Le PDG de Publicis « choqué » par le silence des patrons

PREMIER INDUSTRIEL à intervenir clairement, Maurice Lévy, PDG de Publicis, se dit « un peu surpris », voire « choqué », que « les patrons ne s'expriment pas de manière plus claire » sur le second tour de l'élection présidentielle. « Le patronat devrait prendre une position très claire en appelant à voter Chirac », a-t-il déclaré vendredi 26 avril sur LCI. Le président du Medef, Ernest-Antoine Seillière, a prévu de s'exprimer, lundi, à l'issue de la réunion de son bureau. Pour le moment, les patrons des principaux groupes français refusent de « commenter l'actualité politique ». La Confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME) s'est implicitement prononcée pour le vote en faveur du candidat Chirac. L'Union professionnelle artisanale (UPA) a réaffirmé son « attachement aux valeurs qui fondent notre République ».

Le CSA précise les règles du temps de parole

LE CONSEIL SUPÉRIEUR de l'audiovisuel (CSA) a publié, vendredi 26 avril, un premier décompte, pour la période du lundi 22 au mercredi 24 avril, des temps de parole des candidats. En tenant compte des interventions sur les cinq chaînes de télévision (TF1, France 2, France 3, Canal+ et M6), Jean-Marie Le Pen et ses soutiens ont bénéficié globalement d'un léger avantage de temps de parole au détriment de Jacques Chirac et de ses alliés de droite. Le CSA demande aux médias audiovisuels d'accorder une égalité du temps de parole à chacun des candidats et une égalité du temps de parole à leurs soutiens. Cela a conduit RTL à revoir sa grille. La radio a en effet décidé, vendredi, de déprogrammer un débat entre M. Le Pen et Bernard Tapie.

Deux détenus mineurs meurent à la prison de Lyon

DEUX DÉTENU, âgés de 17 ans, sont morts, vendredi 26 avril, dans l'incendie de la cellule qu'ils partageaient à la prison de Saint-Paul, à Lyon, après avoir mis le feu à leur matelas. « Ils n'avaient rien dit ni fait qui permette de penser à une intention suicidaire », a déclaré Christian Hassenfratz, procureur de la République, qui a ouvert une enquête préliminaire. L'un des jeunes prisonniers, condamné, avait exprimé son souhait d'être rapproché de Grenoble, sa ville d'origine. L'autre avait été placé en détention provisoire pour une affaire de vol aggravé. Vingt-sept jeunes gens étaient détenus dans le quartier des mineurs de la prison Saint-Paul, pour une capacité théorique de treize places. Le Syndicat de la magistrature (SM) a jugé « inadmissible que la sécurité physique des détenus ne soit pas assurée ». Patrick Marest, délégué de l'Observatoire international des prisons (OIP), a estimé que « la responsabilité de la direction est totalement engagée », soulignant que le confinement de deux mineurs dans une même cellule est contraire à la réglementation. – (corresp.)

DÉPÊCHES

■ **CROISSANCE** : le produit intérieur brut (PIB) a progressé de 1,9 % en 2001, alors que de précédentes estimations faisaient état d'une hausse de 2,0 %, selon les chiffres publiés, vendredi 26 avril, par l'Insee. En 2001, l'activité s'est infléchiée dès le premier trimestre, avant de baisser au quatrième trimestre. Pour ce seul trimestre, le PIB français a reculé de 0,3 %, contre 0,1 %, chiffre initialement prévu.

■ **JUSTICE** : la cour d'assises des Alpes-Maritimes a acquitté, vendredi 26 avril, Alain Verrando, un maçon de 53 ans, accusé d'avoir assassiné Pierre Leschiera, un berger de 33 ans, le 17 août 1991 à Castellar, près de Menton. L'avocat général avait requis vingt ans de réclusion criminelle, demandant aux jurés, s'ils excluaient la participation directe d'Alain Verrando « faute de preuves suffisantes », de retenir au moins la complicité d'assassinat.

Patrice de Beer

La reine d'Angleterre trouve la situation politique française « difficile »

LONDRES

de notre correspondant

De la reine Elizabeth II, on entend surtout vanter le souci de ne pas s'ingérer dans les affaires publiques en faisant connaître son opinion. Son silence légendaire à propos des errements de la classe politique de son propre pays ne vaut-il pas tous les discours du Trône ? D'où la surprise quand, devant un groupe de représentants de la presse française, la souveraine a murmuré, à propos de l'issue du premier tour de l'élection présidentielle : « Il s'agit d'une situation difficile »...

Notre interlocutrice aurait-elle franchi la « ligne jaune » au cours de la réception pour les médias que la reine a offerte, le 26 avril, au château de Windsor, à l'occasion de la célébration de ses cinquante ans de règne ? Sa Majesté s'est éclipse vers d'autres invités, le sourire de circonstance accroché au visage, le regard bleu et direct scrutant l'infini.

L'intérêt de ce bref propos tient à sa spontanéité. Il est interdit de poser des questions à Elizabeth II, qui vous adresse toujours la parole

la première. Généralement, la conversation se limite à des interrogations sur le pays d'origine de l'expatrié, du jugement qu'il porte sur son royaume et ses sujets. Même si, en bonne Anglaise, l'hôtesse se fiche « royalement » de l'opinion de son visiteur. Pour les « buckinghamologues » avertis, il ne s'agit donc pas d'un pur hasard de la conversation. A les écouter, la percée de Jean-Marie Le Pen ne peut qu'inquiéter le chef de l'Etat, de l'Eglise anglicane et de l'Empire, aujourd'hui Commonwealth.

GRACIEUSE REMARQUE

En effet, cette gracieuse remarque a été indirectement confirmée devant les mêmes journalistes par son époux, le duc d'Edimbourg. Réputé pour son franc parler, ce dernier a évoqué en ces termes le score du président du Front national : « Ah ! Les Français ! Ils s'abstiennent et manifestent ensuite pour critiquer les résultats. » Le prince s'est même tapé le front en signe d'incompréhension.

Beaucoup de bruit pour rien dans les appartements d'Etat ? La petite phrase d'Elizabeth II

serait-elle une nouvelle preuve indéniable de son amour pour la France ? A moins que cette « sortie » ne soit la conséquence du tête-à-tête hebdomadaire de la reine avec son premier ministre, deux jours auparavant, au cours duquel le scrutin français n'a pas manqué d'être évoqué. Depuis le 21 avril, son premier ministre, Tony Blair, a répété à qui voulait l'entendre que les idées de Jean-Marie Le Pen lui étaient « répugnantes ».

La réception se donnait dans la principale résidence des souverains d'Angleterre depuis Guillaume le Conquérant. Elizabeth II, à l'évidence, se sent bien dans ses murs, au milieu de ces armures, armes à feu et souvenirs qui rappellent que, durant des siècles, les victoires anglaises furent des défaites françaises. Le drapeau bleu, blanc, rouge flottant dans la salle des gardes, par laquelle on sort de Windsor Castle, en est le symbole. Il s'agit en effet d'une bannière capturée par Wellington à la bataille de... Waterloo.

Marc Roche

Des organisations racistes américaines soutiennent le FN

Sur Internet, les partisans de la suprématie blanche affichent leurs liens avec le chef de l'extrême droite

QUAND il parle des Etats-Unis, Jean-Marie Le Pen a souvent des mots très durs. « La France n'est pas un protectorat américain », déclarait-il ainsi récemment. Mais il ne s'agit apparemment pas de tous les Américains. Ainsi, l'organisation extrémiste et raciste qu'est le Conseil des citoyens conservateurs (CCC) a-t-elle modifié son site sur la Toile, mercredi 24 avril, pour y titrer « Bravo Le Pen » illustré d'une affiche « Le Pen prési-

dent ». « Tremblez et mourez, bolcheviks ! Le grand patriote et homme d'Etat français pourrait bientôt sauver la France d'une vague d'immigration non blanche et de l'explosion de la criminalité. Le Pen a mis en garde depuis longtemps contre un multiculturalisme qui détruit les caractéristiques nationales de la France », peut-on y lire.

Le CCC, qui cite le FN comme un de ses liens sur Internet, a pour président Tom Dover, photographié

au côté du leader du FN, auquel il a remis un drapeau sudiste. Le CCC participe régulièrement au banquet organisé lors de la fête des Bleu-Blanc-Rouge ; 17 de ses membres y ont réservé une table en 2001. Dans sa propagande, il dénonce « les attaques raciales contre les Blancs » par des « hordes de Noirs ».

CROIX CELTIQUE

Le raciste sudiste David Duke publie également sur son site – illustré de la fameuse croix celtique longtemps affectée par l'extrême droite française – sa photo au côté de Jean-Marie Le Pen, qui lui pose affectueusement la main sur l'épaule. Dans un article expliquant comment « La Russie est la clé de la survie des Blancs » il affirme que la race blanche est menacée d'une « catastrophe génétique » assimilée à un « génocide » : « Chaque nation blanche est saturée de propagande égalitariste véhiculée par des médias et un monde des spectacles dominés par les juifs ».

Loin de manifester une sympathie pour l'Etat d'Israël – comme M. Le Pen le fait de nos jours – David Duke dénonce « la haine et l'hypocrisie supraciste des juifs », « qui essaient de détruire toutes les autres cultures ». Il accuse Israël d'être coresponsable des attentats du 11 septembre 2001 et appelle à

un boycottage des produits israéliens. « La différence entre Blancs et Noirs est bien plus profonde que la couleur de la peau », a-t-il écrit dans un article intitulé « Pouvez-vous accepter la vérité ? » cité par l'organisation antiraciste américaine Anti-Defamation League. « Ces différences incluent la partie la plus importante de notre anatomie, celle qui fait de nous des êtres humains : le cerveau lui-même. N'importe quel expert médico-légal peut faire la différence entre un cerveau blanc ou un cerveau noir. Parmi les races humaines, les différences s'étendent jusqu'à l'âme ».

David Duke est un personnage sulfureux : fondateur de l'Alliance des jeunes Blancs, des Chevaliers du Ku-Klux-Klan et de l'Association pour la promotion des Blancs, il avait été élu en 1989, en tant que républicain, au Parlement de Louisiane, avant d'être battu de peu à une élection au Sénat fédéral avec 43,5 % des voix en 1990 et d'obtenir 700 000 voix lors de l'élection au poste de gouverneur de son Etat. Depuis, il doit se contenter d'un poste obscur d'élu local républicain et il se consacre à sa croisade anti-Noirs et antijuive. Lui aussi indique le site présidentiel du Front national dans ses liens sur Internet.



MEDECINE - PHARMACIE
Prépa. annuelle aux concours de 1ère année

PARAMÉDICAL
CARRIERES SOCIALES
Prépa. annuelle aux concours

DROIT - SCIENCES PO.
Prépa. annuelle et d'été aux concours

BTS OPTICIEN LUNETIER
Prépa. à l'examen national

PROFESSEUR DES ECOLES
Prépa. au concours du CRPE

Direction : Docteur JF PONCET

Etablissement d'enseignement supérieur privé déclaré auprès des Rectors régi par la loi du 12 juillet 1875.

COURS GALIEN • Site internet : www.cours-galien.fr
Paris : 92 rue de Rennes 75006 Tél. 01 53 63 00 22
Lyon : 10 rue Antoine Lumière 69008 Tél. 04 78 00 06 20
Dijon : 32 rue Chabot Charney 21000 Tél. 03 80 66 26 00
St Etienne : 31 rue du 11 novembre 42100 Tél. 04 77 43 95 00
Montpellier : Pitot Bât. E - Place Mirouze 34000 Tél. 04 67 61 95 42
Grenoble : 18 rue Aimon de Chissé 38000 Tél. 04 76 03 15 99
Clit Ferrand : 4 avenue Marx Dormoy 63000 Tél. 04 73 29 32 32
Strasbourg : Ouverture mi juin 2002 - Tél. 04 78 00 06 20

DISPARITIONS

Naranjito de Triana

Le dernier des chanteurs flamencos complets

LE CHANTEUR FLAMENCO Naranjito de Triana est mort d'une crise cardiaque dans sa ville natale de Séville, mardi 23 avril, à l'âge de 68 ans. Il avait fait ses adieux à la scène en 1998. Garde municipal, son père vivait aussi du ramassage des oranges (*naranjas*), d'où le surnom de Naranjito dont hérita son fils.

Né José Sanchez Bernal en 1933, Naranjito de Triana - Triana, le quartier flamenco et gitan de l'autre côté du Guadalquivir (aujourd'hui quartier plus ou moins branché) - se produisit vers l'âge de 8 ans à Cora del Rio. Il suit plusieurs compagnies, dont Los Chavales de España, et cesse de chanter pendant trois ans, après une opération des cordes vocales (1947). On le retrouve dans les meilleures troupes (Pepe Pinto, Marifé de Triana pour son spectacle *La emperadora*, Antoñita Moreno) et dans les *tablaos* de Séville et de Madrid les plus courus. Commence alors une carrière internationale, qui le conduit au Canada, en Europe, à New York et au guitariste Sabicas.

En 1967, Naranjito de Triana participe à l'enregistrement de *Festival à Mairena*, avec Antonio Mairena et ses frères, Manolo, Curro, plus les sœurs Fernanda et Bernarda de Utrera. Il participe à la *Messe flamenco* enregistrée par Mairena, dont le buste est désormais installé sur les rives du Guadalquivir côté Maestranza (la *plaza de toros*). Il se produit aux Brujas de Madrid avec

la danseuse Esperanza Vargas (son épouse à la ville). Il visite plusieurs fois le Japon et Hawaï, rafle les prix des festivals andalous et les récompenses nationales.

PUISSANCE ENCYCLOPÉDIQUE

De la génération des Chocolate, Fosforito, El Lebrijano, il est le plus « large », celui qui couvre la connaissance du plus grand nombre de styles et de formes (les *palos*). Le plus grand nombre de périodes aussi, remontant au plus haut. La transmission que suppose le *cante* se fonde sur la mémoire et la façon. Des *peteneras* dont il était l'un des derniers exécutants de profondeur aux *martinetes* et *fandangos* (formes les plus anciennes), il portait avec exactitude les interprétations et les plus violentes dans l'esprit. Assurant tout aussi bien le répertoire du Levant que les styles tragiquement intransigeants (*solea* et *seguriya*).

Curieusement, Calixto Sanchez,

son cadet de quinze ans, s'en est triste après sa mort (*El País* du 24 avril) ; on lui reprochait l'étendue de ses possibilités, de sa connaissance et l'excès de sa voix. C'est un assez mauvais procès, sans doute explicable par cette puissance encyclopédique de l'art dont on croit qu'elle masque un manque de profondeur. Vigoureux rayonnement de Naranjito dont il était si évident, dès la Biennale de Séville (1986), qu'il avait déjà commencé à manquer : il ne se reproduira plus, ni sous cette forme ni sous cette espèce (le maintien rare de la frontière entre l'art gitan et l'art *payo*). On pourra toujours méditer ce secret perdu au cimetière San Fernando, où reposent les gens de Séville, ses chanteurs immenses et disparus, ses danseuses et les plus grands toreros (Belmonte, Joselito, Sanchez Mejias, Paquirri).

Francis Marmande

■ **VICTOR WEISSKOPF**, physicien américain qui fut l'un des artisans de la bombe atomique avant de se faire l'avocat du contrôle des armes nucléaires, est mort dimanche 22 avril, à Cambridge (Massachusetts), à l'âge de 93 ans. Né le 19 septembre 1908 à Vienne (Autriche), diplômé de l'université de Göttingen, Victor Weisskopf devient citoyen américain en 1943 et participe à Los Alamos (Nouveau-Mexique) au projet Manhattan destiné à mettre au point la bombe A. Mais,

dès 1944, il prend part à la création d'une fédération de chercheurs prônant un usage pacifique de l'atome. Après la guerre, il enseigne au Massachusetts Institute of Technology (MIT), avant de prendre, de 1961 à 1965, la direction générale du Centre européen de recherche nucléaire (CERN) de Genève. Victor Weisskopf termine sa carrière en dirigeant, jusqu'en 1973, le département de physique du MIT. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages théoriques sur la mécanique quantique.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Sylvie LESNÉ, Patrick CLASTRES sont heureux d'annoncer la naissance de

Lyse,

« petite-sœur lumière »,

le 16 avril 2002.

6, rue de la République, 45000 Orléans.

Anniversaires de naissance

- Bon anniversaire,

Clara.

Dans ma prison bleue
Je chante et je souris
A tes rêves pleins d'étoiles
Dans ma prison bleue.

Rayane,

tu as vingt ans, ce samedi 27 avril 2002.

Yasmine, Resline, Eric,

Malou, Michèle et Ghazi

te souhaitent longue vie et épanouissement dans un monde tolérant.

Décès

- Anne Biquard et Pascale Werner ont la douleur d'annoncer le décès de leur mère,

Cécile BIQUARD, née RICZER,

survenu à Paris, le 20 avril 2002, dans sa quatre-vingt-dix-septième année.

L'inhumation a eu lieu en présence de sa famille et de ses amis, le 25 avril, au Père-Lachaise.

- Le proviseur, Et tous les membres du personnel du lycée Gustave-Monod et du Greta d'Enghien-les-Bains (Val-d'Oise) ont la tristesse de faire part du décès de

M. Roland BIRÉ, CASU,

chevalier des Palmes académiques.

Les obsèques auront lieu le mardi 30 avril 2002, à 14 h 15, en l'église de Soisy-sous-Montmorency.

- Canterbury. Les Abyemes. Paris. La Grande-Motte.

Patrick Mollon et Raphaëlle, François Mollon, ses petits-enfants, Achille, Joséphine, Alice et Léonard, ses arrière-petits-enfants, M. et Mme Edouard Beral, son beau-frère, sa sœur, Ainsi que leurs enfants, Les familles Gervaise, Gros-Desormeaux, Numa, Adélaïde Merlande, ont la douleur de faire part du décès de

Josette GROS-DESORMEAUX, née GERVAISE,

survenu le 31 mars 2002, dans sa quatre-vingt-quatorzième année.

Les obsèques religieuses et l'inhumation de l'urne au cimetière du Montparnasse ont eu lieu dans l'intimité familiale, les 8 et 9 avril.

Greenlaw, 7, Ealham Close, Canterbury, Kent, CT4 7BW, Grande-Bretagne. Bellance Déravinière, 97139 Les Abyemes, F.W.I.

- Odile, sa femme, Sophie et Matthieu, ses enfants, Louis et Blanche, ses petits-enfants, Françoise, Christine et Katia, ses sœurs, Sa famille et ses amis, ont le chagrin d'annoncer la mort, le 26 avril 2002, de

Richard LAFAURIE.

On se réunira le 30 avril, à 9 h 20, au funéraire du Père-Lachaise.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- Marie-Louise Leguay, née Joly, son épouse, Jean-Pierre et Geneviève Leguay, Gilbert et Sylvette Leguay, Jacques Leguay, dit Quentin, et Maurice-Pierre Layac, ses enfants, Ses petits-enfants et ses arrière-petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

Pierre LEGUAY,

survenu le lundi 22 avril 2002, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

Les obsèques ont été célébrées, dans l'intimité familiale, en l'église Saint-Martin de Chevreuse.

24, rue Lecourbe, 75015 Paris.

- Nathalie Mahon, sa compagne, et Pauline,

M. et Mme Bernard Momméja, ses parents,

Laurent et Marie-Paule Momméja, Renaud et Cécile Momméja, ses frères et ses belles-sœurs,

Alice, Thibaut, Clémence, Zoé, Louis, ses neveux,

ont la douleur de faire part du décès soudain de

Olivier MOMMÉJA,

le 23 avril 2002, à l'âge de quarante-quatre ans.

Le service religieux sera célébré le lundi 29 avril, à 12 heures, en l'église réformée de l'Etoile, 54-56, avenue de la Grande-Armée, Paris-17^e.

Ni fleurs ni couronnes.

« Confie-toi en l'Eternel de tout ton cœur, Et Il aplanira tes sentiers. » Proverbes, ch. 3

- Le professeur Claude Huriet, président du conseil d'administration, Le professeur Jean-Pierre Camilleri, directeur de la section médicale, La commission médicale d'établissement, L'équipe de direction et l'ensemble du personnel de l'Institut Curie, ont la tristesse de faire part du décès, le jeudi 25 avril 2002, dans sa quatre-vingtième année, du

docteur Jacques PILLERON, chef de service de chirurgie de 1953 à 1987 à l'Institut Curie,

où chacun a pu apprécier ses grandes qualités humaines et professionnelles.

Ils s'associent à la douleur de ses proches, auxquels ils expriment leurs vives condoléances.

- Mme Hélène Robert, son épouse, Olivier et Christine Robert, ses enfants, Mme Jeanne Lesage, sa tante, Sa famille, Et tous ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Christian ROBERT, chevalier de l'ordre national du Mérite,

survenu le 25 avril 2002, à l'âge de cinquante-quatre ans.

Son corps repose à la chambre funéraire des Batignolles, 10, rue Pierre-Rebière, Paris-17^e.

La levée de corps aura lieu le mardi 30 avril, à 11 heures.

La crémation aura lieu le même jour au crématorium du Père-Lachaise, 16, rue du Repos, Paris-20^e.

Un hommage lui sera rendu dès 14 h 15, en la salle de la coupole du crématorium du Père-Lachaise.

Centre hospitalier Perray-Vaucluse, 91360 Epinay-sur-Orge.

- Danièle Sallénave, sa fille, Michel et Danielle Gélineau, Carole, Laurent, Florence et Samuel, Claude et Danièle Gélineau, Cyril et Virginie, ses neveux, nièces, petits-neveux et arrière-petit-neveu, Mme Lucienne Péricat, Ses anciennes élèves, Ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Georgette SALLENAVE née GÉLINEAU, institutrice honoraire,

survenu le 24 avril 2002, dans sa quatre-vingt-onzième année.

20, boulevard de la Bastille, 75012 Paris.

- M. et Mme Daniel Videau, ses parents,

M. Philippe Videau, M. et Mme Laurent Videau, ses frères et sa belle-sœur,

M. et Mme Nicolas Refait, M. Julien Videau, Noémie, Antoine, Julia Videau, ses neveux et nièces,

Les familles Videau, Boudière, Blunden, ont la douleur de faire part du décès de

M. François VIDEAU,

survenu le 25 avril 2002, à l'âge de cinquante-cinq ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 30 avril, à 14 h 30, en l'église Notre-Dame d'Auteuil.

21, rue François-Gérard, 75016 Paris.

Anniversaires de décès

- De la part de Marthe qui n'a pas oublié

Georges BLANC, 24 avril 1925 - 29 avril 1987, Lou ANTELME, 6 juillet 1920 - 29 septembre 1947.

Vos voix se sont tues ; pourtant, par la magie du souvenir, vous serez vivants tant que je serai vivante...

« Mais quand mes yeux je sentirai tarir, Ma voix cassée et ma main impuissante, Et mon esprit, en ce mortel séjour, Ne pouvant plus donner signe d'amante, Prierai la Mort noircir mon plus clair jour. » Louise Labé.

Colloques

Le Consistoire israélite de France et le Consistoire israélite de Paris organisent une soirée d'hommage à la mémoire des grands rabbins, rabbins et ministres officiels déportés, le mardi 30 avril 2002, à 19 h 30, à la grande synagogue, 44, rue de la Victoire, Paris-9^e.

Conférences

LE MOUVEMENT JUIF LIBÉRAL DE FRANCE (MJLF)

vous invite à une conférence de

Ilan Greilsammer, professeur de sciences politiques à l'université de Bar Ilan,

sur le thème :

« La paix est-elle encore possible ? »

avec l'intervention du rabbin Daniel Farhi,

le lundi 29 avril 2002, à 20 h 30, au MJLF, 11, rue Gaston-de-Caillavet, Paris-15^e. Métro Charles-Michel. Participation aux frais.

- Conférences de l'Etoile : cycle public de formation théologique.

Six mardis de suite, à 12 h 30, avec les pasteurs A. Houziaux et L. Pernot. 30 avril : La création du monde, Dieu ou le Big Bang ? 7 mai : Si Dieu est bon, pourquoi le mal ? 14 mai : La foi, l'espérance et l'amour. 21 mai : Faut-il croire aux miracles ? 28 mai : La Bible est-elle la Parole de Dieu ?

4 juin : Peut-on encore prier ? A l'église protestante de l'Etoile, 54, avenue de la Grande-Armée, Paris-17^e. Libre participation aux frais.

Conférences-Débats

- Le CNAM propose un cycle de deux conférences animées par Wendell Cox, membre de la commission Amtrak Reform Council, et Jean-Claude Ziv, professeur CNAM.

Mardi 23 avril 2002 : « Les transports publics aux Etats-Unis ».

Mardi 30 avril : « Vers le démantèlement d'Amtrak ? »

CNAM, amph Abbe-Grégoire, de 18 h 15 à 20 heures, 292, rue Saint-Martin, Paris-3^e, M^o Arts-et-Métiers ou Réaumur-Sébastopol.

L'entrée est libre, dans la limite des places disponibles. Renseignements au 01-53-01-80-60. E-mail : ziv@cnam.fr ou duthion@cnam.fr

Soirées-débats

« L'internement des Juifs de France »,

par Denis Peschanski,

à l'occasion de la publication de son ouvrage :

La France des camps, l'internement de 1938 à 1946,

Editions Gallimard, Paris, 2002, le lundi 29 avril 2002, à 19 h 30,

CDJC, locaux provisoires, 37, rue de Turenne, Paris-3^e. Tél. : 01-42-77-44-72.

CARNET DU MONDE

TARIFS année 2001 - 2002 TARIF à la ligne

DÉCÈS, REMERCIEMENTS, AVIS DE MESSE, ANNIVERSAIRES DE DÉCÈS

22 € - 144,31 F TTC

TARIF ABONNÉS 18,50 € - 121,35 F TTC

NAISSANCES, ANNI. DE NAISS., MARIAGES, FIANÇAILLES, PACS

FORFAIT 10 LIGNES

120 € - 787,15 F TTC

Ligne suppl. : 12 € - 78,71 F TTC

TARIF ABONNÉS 100 € - 655,96 F TTC

La ligne suppl. : 10 € - 65,60 F TTC

THÈSES - ÉTUDIANTS : 13,35 € - 87,55 F TTC

COLLOQUES - CONFÉRENCES :

Nous consulter

01.42.17.39.80 + 01.42.17.38.42 Fax : 01.42.17.21.36 e-mail : carnet@mondepub.fr

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées.

A LIRE EN LIGNE

Retrouvez sur le site Internet du Monde (www.lemonde.fr/carnet) le détail des nominations, l'essentiel des lois, décrets et décorations parus au Journal officiel, ainsi que les adresses des sites publiant des documents significatifs.

JOURNAL OFFICIEL

Au Journal officiel du vendredi 26 avril sont publiés :

● **Election présidentielle** : une décision du Conseil constitutionnel relative à la liste des candidats habilités à se présenter au second tour de l'élection présidentielle.

● **Constitution** : un décret portant création de la commission des archives constitutionnelles de la V^e République.

● **Internet** : un décret relatif à la délivrance du label « école de l'Internet ».

DOCUMENTS OFFICIELS

Le ministère de l'Agriculture a mis en ligne les données du recensement agricole 2000.

http://www.agreste.agriculture.gouv.fr/ra2000/catalogue/default.asp?rub=catalogue_ra&cat=inv Le Conseil supérieur de la coopération publie son rapport sur le mouvement coopératif en France.

http://www.social.gouv.fr/economie-solidaire/economie/chantiers/rapdies_01.pdf

Le Monde initiatives

Le constat est économique, la réalité est sociale.

DOSSIER

Le nouveau visage de l'immigration

MENSUEL N° 7 3,8 €

Pour agir sur l'économie emparez-vous du social

Chaque vendredi

LE MONDE TELEVISION

avec Le Monde DATÉ SAMEDI

Abonnez-vous au Monde pour 26,35 € (172,84 F) par mois

Bulletin à compléter et renvoyer accompagné de votre relevé d'identité bancaire ou postal à : LE MONDE, Service Abonnements - 60646 Chantilly Cedex

Oui, je souhaite recevoir Le Monde pour 26,35 € (172,84 F) par mois par prélèvement automatique.

M. Mme Prénom : Nom :

Adresse :

Code postal : [] [] [] [] [] [] Localité :

Offre valable jusqu'au 30/06/2002 en France métropolitaine pour un abonnement postal. 201MQPAE

Autorisation de prélèvements

N° NATIONAL D'ÉMETTEUR

N° 134031

Organisme créancier : Société Editrice du Monde

21 bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05

TITULAIRE DU COMPTE A DÉBITER

Nom Prénom

N°rue Ville

Code postal [] [] [] [] [] []

NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT

DU COMPTE A DÉBITER (votre banque, CCP ou Caisse d'épargne)

N°rue Ville

Code postal [] [] [] [] [] []

DÉSIGNATION DU COMPTE A DÉBITER

Code Etablissement Code Guichet N° de compte Clé RIB

IMPORTANT : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal, à votre autorisation. Il y en a un dans votre chèque.

Pour tout renseignement concernant le portage à domicile, le prélèvement automatique, les tarifs d'abonnement, etc : Téléphonez au 01.42.17.32.90 de 8h30 à 18h du lundi au vendredi.

Pour un changement d'adresse ou une suspension vacances, un numéro exclusif : 0 825 022 021 (0,15 € TTC/min)

Le Monde (USPS=009729) is published daily for \$ 892 per year *Le Monde* 21, bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05, France, periodicals postage paid at Champlain N.Y. US, and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to IMS of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 12919 1518

Pour les abonnements souscrits aux USA : INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23-451-2983 USA - Tél. : 800-428-30-03

LE GRAND DOSSIER



AMBROISE TEZENAS/EDITING

Dimanche 21 avril. Une permanence du Front national après l'annonce des résultats du premier tour de l'élection présidentielle.

LA FRANCE DE JEAN-MARIE LE PEN

LA France de Jean-Marie Le Pen, celle qui vote pour le Front national, s'inquiète de l'insécurité et se mobilise contre l'immigration, est d'abord une France du refus. Cette attitude ne date pas d'aujourd'hui. L'extrême droite est née en France, il y a un peu plus de deux siècles, du refus de la Révolution. Elle cultive depuis cette date son héritage contre-révolutionnaire. Elle s'est opposée pendant longtemps à la République et, même si elle a fini par s'y rallier, le discours de ses dirigeants contredit les principes de liberté, d'égalité et de fraternité.

A la fin du XIX^e siècle, elle s'est incarnée dans le boulangisme, par hostilité au parlementarisme, puis dans l'antisémitisme, par haine des juifs et volonté de faire face au complot « judéo-maçonnique ». Au XX^e siècle, elle a pactisé avec le régime de Vichy, par réaction contre les valeurs de la République défunte, ressurgi dans l'après-guerre par opposition à la décolonisation et à l'Algérie indépendante.

C'est encore au nom du refus que s'est créé en 1972 puis développé dans les années 1980 le Front

national, sous l'autorité de Jean-Marie Le Pen. Refus du « système » qui gouverne la France et laisse de côté des petites gens. Refus de la « bande des quatre », ces partis qui se partagent le pouvoir, à droite et à gauche. Rejet des gouvernements successifs, incapables de résoudre la crise économique et d'enrayer le chômage. Rejet des élites, des politiques, des intellectuels, des journalistes, qui ne pensent qu'à défendre leurs intérêts et négligent ceux du peuple. Rejet des étrangers, des immigrés, des délinquants, qui portent atteinte à la cohésion de la nation et à la tranquillité des Français.

Peur de la modernité, de l'Europe, de la mondialisation, qui sont autant de menaces pour l'identité de la France. Peur de l'Autre, peur de quiconque se veut différent. Révolte de « ceux d'en bas » contre « ceux d'en haut », qui ne savent pas les entendre ni répondre à leurs demandes. Révolte des laissés-pour-compte contre les privilégiés, des oubliés de la croissance contre les profiteurs de l'expansion, des pauvres contre les riches, des exclus contre les nantis.

Ces angoisses, ces fantasmes, ces intolérances, les électeurs du Front national les transforment en un vaste cri de protestation contre le monde tel qu'il est, appliquant une logique de bouc émissaire à l'égard des responsables présumés

de leurs malheurs. L'effondrement des grandes croyances collectives, le communisme, le catholicisme, a donné libre cours à l'expression d'un désespoir qui ne trouve d'autres exutoires que le ressentiment amer et le repli rageur. Enfermés dans le ressassement de leurs rancœurs et de leurs phobies, les Français qui se reconnaissent dans le discours de Jean-Marie Le Pen disent à leur manière leur désir de reconnaissance et de revanche.

Qui sont donc ces quelque 20 % de votants qui forment depuis le 21 avril le « peuple d'extrême droite », ces quelque cinq millions et demi de personnes qui ont accordé leurs suffrages, au premier tour, à Jean-Marie Le Pen et à Bruno Mégret, ces myriades de citoyens en colère qui s'apprennent, au second tour, à renouveler leur soutien au président du Front national ?

Toutes les enquêtes le montrent, tous les sondages le confirment : ce sont, pour l'essentiel, les milieux populaires – ouvriers, employés, petits commerçants et artisans, chômeurs – qui manifestent ainsi leur sentiment d'exclusion, de mise à l'écart, d'abandon par le reste de la société. Comme si la « fracture sociale » qu'avait diagnostiquée naguère Jacques Chirac, à partir des analyses de l'historien et anthropologue Emmanuel Todd, s'était encore élargie. Com-

Depuis 1789, l'extrême droite n'a cessé d'entretenir une culture du refus. La France de Le Pen, c'est aussi la France des exclus, celle de la crise

me si l'extrême droite avait su, mieux que les autres, s'en servir pour asseoir son influence.

C'est la France des grandes concentrations urbaines et des fortes zones d'immigration qui vote Le Pen, comme le rappelle Pascal Perrineau, directeur du Centre d'études de la vie politique française (Cevipof). C'est aussi la France la plus touchée par la délinquance et donc la plus sensible aux campagnes sur l'insécurité qui sont depuis plusieurs années au cœur du débat politique. C'est une France dont la population est au bas de l'échelle des revenus mais également de celle des savoirs. C'est enfin une France plus masculine que féminine, qui met en scène, selon Pascal Perrineau, « une crise de l'identité masculine ».

Mais, au-delà de ce socle d'électeurs fidèles, le vote Le Pen s'est encore élargi le 21 avril. D'abord il touche désormais des gens de tous âges, sa pénétration restant égale, c'est-à-dire importante, chez les jeunes et se renforçant chez les Français d'âge mûr ou du troisième âge. Ensuite, des zones rurales naguère épargnées par le phénomène sont à leur tour atteintes, attestant dans ces régions une crise de l'identité rurale.

C'est bien une France en crise qui veut faire entendre sa voix.

Thomas Ferenczi

SOMMAIRE

ORIGINES

De la contre-révolution au Front national en passant par l'Action française, le boulangisme et la collaboration, l'extrême droite française se retrouve sur quelques thèmes fondateurs. p. 14 et 15

IMPLANTATION

Les correspondants du Monde ont enquêté dans les dix-sept départements où le chef de l'extrême droite a recueilli plus de 20 % des suffrages. p. 16 et 17

ORGANISATION

Parti militant qui n'a jamais réussi à devenir un parti de masse, le FN a pâti du départ de Bruno Mégret. Depuis dix ans les intellectuels du mouvement mettent à jour son idéologie. p. 18 et 19

ENTRETIENS

Pour le politologue Pascal Perrineau, Jean-Marie Le Pen « se met à l'avant-garde du camp de la société fermée ». L'anthropologue Emmanuel Todd estime, quant à lui, que le Front national est né « de la désintégration des grandes croyances collectives ». p. 20

Née en réaction à la Révolution de 1789, l'extrême droite s'est nourrie au fil de son histoire de différents courants. Discréditée après Vichy, elle a profité des drames de la décolonisation avant de trouver une assise électorale au début des années 1980

Une idée vieille



1934 : l'Action française défile pour la fête de Jeanné d'Arc. De gauche à droite, Charles Maurras, Gaston Pujot et Léon Daudet.

Des origines multiples

Aux sources de l'extrême droite française : populisme, contre-révolution et fascisme

Le 6 avril 1995, Jean-Marie Le Pen affirmait dans *National Hebdo* qu'il représentait « à la fois la tradition populaire et la tradition contre-révolutionnaire ». L'extrême droite française plonge de fait ses racines dans le terreau du populisme et de la contre-révolution.

C'est par celle-ci qu'il faut commencer. La Révolution a vu naître la droite et la gauche, mais la droite, d'emblée, est double. La droite libérale accepte 1789, en a été parfois à l'origine, et veut remplacer la monarchie absolue par une monarchie à l'anglaise : ces libéraux ou « monarchiens » ont été éliminés, avant de reprendre force, notamment sous la Restauration. L'autre droite, extrême ou absolue, est celle du refus total de la Révolution ; elle nourrit l'émigration au lendemain du 14 juillet 1789 et une tradition intellectuelle, dont les meilleurs auteurs se nomment Joseph de Maistre et Louis de Bonald. Elle aura sa revanche après la défaite napoléonienne, inspirant les ultras (ultraroyalistes) sous Louis XVIII et plus encore sous Charles X, avant d'être balayée par les Trois Glorieuses de juillet 1830.

Ce courant contre-révolutionnaire n'avait pas dit son dernier mot. Il

se perpétue sous la forme du légitimisme, ayant pour but la restauration des Bourbons. Le légitimisme et la contre-révolution seront peu à peu réduits à l'état de folklore et de nostalgie. Une fois la République solidement installée, le pape Léon XIII conseillera aux catholiques le ralliement aux institutions (sinon à l'idéologie) républicaines, ce qui, à la longue, aura pour effet d'amenuiser la base sociale du royalisme.

Cependant, dans les années 1880, prend forme la droite populiste, seconde source historique de l'extrême droite. Deux mouvements, d'abord étrangers l'un à l'autre, puis plus ou moins convergents, la caractérisent : l'antisémitisme et le boulangisme. Le premier est lancé en 1886 par *La France juive* d'Edouard Drumont, un best-seller qui persuada de nombre de Français que leurs maux viennent de « l'invasion juive » : les catholiques, qui subissent les lois laïques de la République franc-maçonne, les ouvriers, victimes des financiers, les petits commerçants, ruinés par les grands magasins. Pour donner une assise politique à ses idées, Drumont fonde un quotidien, *La Libre Parole* (« *La France aux Français !* ») et lance la Ligue antisémitique, dont la

direction est confiée au marquis de Morès, avant qu'elle ne devienne, sous la férule de Jules Guérin, le Grand Occident de France.

Le boulangisme, lui, est plus explosif et plus fugitif : de 1887 à 1889, il rassemble, sur une base républicaine (bientôt enrichie des monarchistes et des néobonapartistes), les adversaires de la République parlementaire, qu'il mobilise aussi bien dans les cantons ruraux que dans les villes ouvrières. Une partie de l'extrême gauche (des blanquistes) adhère au mouvement, dans l'espoir de le canaliser vers une révolution socialiste. Un ancien communiste, Henri Rochefort, éditeur du quotidien *L'Intransigeant*, redoublé de démagogie en faveur du fameux général Boulanger. En 1888, il réclame tout net l'expulsion des 500 000 Italiens travaillant en France. Les autres républicains, socialistes, radicaux, modérés, sauront taire leurs querelles et unir leurs forces pour barrer la route au boulangisme, par les poursuites judiciaires autant que par la voie électorale.

Une dizaine d'années plus tard, l'extrême droite ressurgit à l'occasion de l'affaire Dreyfus. Contre le régime en place, prenant la défense de l'armée et animées presque toutes d'antisémitisme, concourent plu-

sieurs ligues, dont la plus active, la mieux organisée est la Ligue des patriotes, dirigée par Paul Déroulède et soutenue intellectuellement par Maurice Barrès. L'idée est d'établir une république plébiscitaire en rendant au peuple le pouvoir confisqué par les politiciens.

Une des conséquences notables de l'affaire Dreyfus est la naissance de l'Action française, autre ligue à laquelle Charles Maurras donne le corps doctrinal le plus élaboré. Nourri de l'influence de Drumont et de Barrès, Maurras se convainc peu de temps avant l'Affaire que la meilleure solution politique à donner à ce qu'il estime la « décadence » française est la restauration monarchique. La greffe du nationalisme sur la vieille contre-révolution va faire l'originalité de l'Action française. L'ennemi, l'« anti-France », est désigné par Maurras sous l'appellation des « quatre Etats confédérés » : les protestants, les juifs, les francs-maçons et les métèques. Au-delà du programme, l'AF parvient à exercer une sorte d'hégémonie intellectuelle sur une grande partie de la droite et du monde catholique, tandis que les « camelots du roi » investissent le quartier Latin.

L'AF connaît une apogée au lendemain de la grande guerre, mais,

condamnée par le pape Pie XI en 1926, elle subit une perte d'audience dans les milieux catholiques. Cependant, la crise des années 1930 relance le mouvement maurrassien et d'autres ligues d'extrême droite. C'est l'Action française qui, par ses appels inlassables, prépare la journée d'émeutes du 6 février 1934, à laquelle participent les Jeunesses patriotes de Taittinger, la Solidarité française de François Coty, divers mouvements d'anciens combattants (y compris l'ARAC, d'obédience communiste, séparément), ainsi que les Croix-de-Feu, auxquelles leur chef, le colonel de La Rocque, interdit de forcer les portes de l'Assemblée, scrupule de légalité qui vaudra à La Rocque la haine tenace des autres ligues. Les émeutiers les plus décidés ne parviennent pas à abattre la République ; du moins la journée provoque-t-elle la démission du président du conseil, Edouard Daladier.

Au cours des années 1930, les exemples étrangers enrichissent la tradition française d'extrême droite. L'Italie de Mussolini puis, à partir de 1933, l'Allemagne hitlérienne deviennent pour certains des exemples à imiter. Des intellectuels chantent leurs vertus, tels Pierre Drieu La Rochelle, Robert Brasillach et l'équipe de *Je suis partout*, mais aussi de grands hebdomadaires comme *Gringoire*. La formation du Front populaire réveille les énergies ; la guerre d'Espagne les stimule. A côté des groupuscules fascistes qui marchent au pas, une nouvelle formation, de plus en plus fascisante, prend de l'ampleur à partir de 1936, le Parti populaire français de l'ancien communiste Jacques Doriot, que rejoignent des intellectuels comme Drieu, Alfred Fabre-Luce, Bertrand de Jouvenel, Ramon Fernandez.

Malgré cette effervescence, il est notable que l'extrême droite des années 1930, non plus que celle de la crise dreyfusienne, n'a jamais réussi à unir ses légions et ses chefs. Toutefois, ce bouillon de culture, où s'agitent l'antisémitisme, le racisme, la haine de la démocratie, l'anticommunisme obsessionnel et le pacifisme face à Hitler, fournira à Pétain en 1940 une bonne partie de ce que les maîtres de Vichy ont appelé par antiphrase leur « Révolution nationale ».

Michel Winock

★ Historien, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, Michel Winock a publié notamment *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France* (Seuil, « Points-Histoire », 1990) et dirigé une *Histoire de l'extrême droite en France* (Seuil, « Points-Histoire », 1994).

60 ans après, Vichy reste une référence

La diversité des sources et des références de l'actuel Front national, qui fut créé pour affronter les législatives de 1973, rend difficile de distinguer dans son idéologie et dans sa rhétorique ce qu'il reprend en langue originale, non seulement de l'héritage de Vichy, des ligues d'avant-guerre, du « nationalisme chrétien » inspiré du Bermanos de la *Grande Peur des bien-pensants* (son ouvrage de 1931 consacré à l'éloge du pamphlétaire antisémite Edouard Drumont), mais aussi du poujadisme des années 1950 ainsi que du passif et des frustrations de la décolonisation...

Parmi les hommes qui se sont penchés alors sur le berceau du FN, on retrouve un certain nombre de personnalités qui, par leur passé, font le lien avec les « années noires ». En bonne place figure un ancien milicien, François Brigneau, pétainiste de toujours, Gabriel Jean-tet, ancien cagoulard, lui aussi pétainiste. François Duprat (1941-1978), maître à penser d'Ordre nouveau, se trouvait être un des auteurs favoris des Sept couleurs, la maison

d'édition fondée par Maurice Bardèche, beau-frère du rédacteur en chef de *Je suis partout*... Robert Brasillach. Le même Maurice Bardèche, qui s'ingéniait à faire passer la tradition des intellectuels fascistes des années 1930 dans le monde d'après la Libération, tout en guidant les premiers pas du négationnisme dans son ouvrage de 1948, *Nuremberg ou la terre promise*.

Si les nostalgiques de Vichy vieillissent irrémédiablement, Jean-Marie Le Pen lui-même ne manque pas de se référer à eux en reprenant pour l'essentiel le contenu de leurs plaidoyers d'après-guerre. Voici, par exemple, comment, lors de la fête des Bleu Blanc Rouge de septembre 1994, M. Le Pen parlait du chef de l'Etat français (tel était le nom que s'était donné le régime né de la défaite de juin 1940) : « Je n'ai jamais cru que le maréchal Pétain était un traître, et j'ai pensé, naïvement peut-être, mais sincèrement, comme l'immense majorité des Français, que le général de Gaulle et le maréchal Pétain étaient d'accord dans leur effort patriotique, l'un pour

être le bouclier, l'autre pour être l'épée de la France. » Il y reviendra souvent.

Au soir du premier tour de la présidentielle, dimanche 21 avril, M. Le Pen évoque encore la période de l'Occupation, mais cette fois au travers de l'hommage à une militante, décédée le jour même, Rolande Birgy, ancienne résistante « qui avait reçu le titre de "Juste" », rappelle-t-il. Quelque jours plus tôt, le président du Front national avait accordé une interview au quotidien israélien *Haaretz* (daté du 21 avril). Il y expliquait que Vichy constituait un cas à part et que le gouvernement y était aux ordres de l'occupant. Quant à la déclaration de Jacques Chirac au Vél'd'Hiv, le 16 juillet 1995, reconnaissant la responsabilité de l'Etat français dans la persécution des juifs, c'est peu de dire qu'elle inspire à M. Le Pen les plus vives réticences. Pour lui, le pays occupé n'étant pas maître de ses choix, la France n'a aucune responsabilité dans une politique menée contre les juifs – qu'il qualifie de « criminelles ». La déclaration de Jacques Chi-

rac n'aurait été inspirée que par des calculs électoralistes visant à capter les sympathies de certains milieux juifs, ajoute-t-il.

Sur ce point, Jean-Marie Le Pen reproduit une version des plus édulcorées de l'histoire de Vichy – celle du « double jeu ». Une version qui convenait non seulement aux rescapés de la collaboration, mais également à ceux qui voulaient croire la France entièrement résistante. Ce mythe a été ébranlé à la fois par l'historiographie et par la mémoire publique à dater des années 1970. Il réémerge à de rares occasions. Notamment dans la stratégie de la défense de Maurice Papon, lors de son procès d'assises à Bordeaux en 1997-1998.

En réalité la plupart des historiens s'accordent pour reconnaître que le statut des juifs – la loi Raphaël Alibert, du nom du garde des sceaux de 1940 – fut promulgué le 3 octobre 1940 (il y en aura un autre, le 2 juin 1941) avant même qu'aucune demande expresse de l'occupant ait été formulée. L'attitude de Vichy sur « la question juive »

facilitera la tâche aux Allemands, efficacement secondés par la police française, politique qui aboutira à la déportation et à l'assassinat dans les camps d'extermination de plus de 76 000 juifs de France, hommes, femmes, enfants.

La théorie exculpatoire de Vichy fait par ailleurs bon marché de la tentative faite par les hommes arrivés au pouvoir à la faveur de la débâcle de mettre en œuvre, en l'absence de tout contrôle parlementaire, par la voie d'une administration aux mains d'experts devenus rois, une transformation complète de la société par l'Etat baptisée « révolution nationale », en l'occurrence inspirée par un rejet de l'idéologie des Lumières.

A sa manière, le projet politique d'une « République populiste » cher à M. Le Pen où le référendum compte plus que le Parlement n'est pas si éloigné de la situation concrète prévalant dans une période où, sur les pièces de monnaie, la semouse avait été remplacée par le profil du chef.

Nicolas Weill

de deux cents ans



RENÉ DAZY



KENSTONE

A gauche, Jacques Doriot, leader du Parti populaire français, en 1936, lors d'un meeting. A droite, Alger, 1962. Affiches OAS.

Les soldats de l'Algérie française

La décolonisation va donner un nouvel élan à une extrême droite déconsidérée

AU lendemain de la seconde guerre mondiale, les furieux combats de la III^e République pour la restauration de la monarchie, puis contre la république parlementaire sont anachroniques, outre qu'ils sont marqués au sceau de l'infamie en raison des extrémités auxquelles ils ont conduit sous le régime de Vichy. Le parlementarisme triomphe, en se réclamant des aspirations issues de la Résistance, fût-ce contre l'avis de De Gaulle. L'héritage monarchiste ne perdure guère que dans les photos des familles royales publiées par les magazines en couleurs, alors en plein essor, la télévision balbutie, et l'idéologie de l'Action française ne débord pas des modestes tirages de quelques publications : *Aspects de la France*, *La Nation française*, de Pierre Boutang, puis *La Nouvelle Action française*, en 1957.

Pour retrouver un terreau fertile, les germes de l'extrême droite devront attendre la résurgence de

thèmes porteurs : l'histoire douloureuse de la décolonisation de l'ancien empire français leur en fournira un avec, en 1954, la perte de l'Indochine qui, bien que prévisible, survient comme une catastrophe nationale. L'Algérie prend aussitôt le relais, dans le même climat d'aveuglement politique. De tels chocs historiques étaient de nature à heurter le patriotisme traditionnel et, au-delà, à conforter le sentiment d'un déclin inéluctable de la nation pour peu que fût refusée la mutation politique qu'appelaient, parallèlement, le cours de l'histoire et le choix de la nouvelle vocation européenne de la France. Suivant cet état d'esprit, qui était celui d'une nouvelle extrême droite, il s'agissait alors, sinon de restaurer l'ordre ancien, du moins de provoquer un sursaut pour stopper un processus funeste.

Le phénomène poujadiste n'a pas participé de cette construction : il ne fut qu'un épisode propice et décalé, une parenthèse. Sociologiquement, il exprimait

l'effacement d'une catégorie jusque-là fortement structurée, celle des petits commerçants et travailleurs indépendants. Politiquement, il remettait au goût du jour les vieux réflexes de l'antiparlementarisme (« *Sortez les sortants* »), du patriotisme replié sur lui-même et d'une certaine xénophobie. Pas étonnant, donc, de voir apparaître, parmi les 52 députés de la vague poujadiste des élections législatives de 1956, le visage de Jean-Marie Le Pen, tout jeune élu de Paris. Avec quelques autres activistes nationalistes, il sera vite écarté du mouvement corporatiste et populiste de Pierre Poujade.

En 1956, un autre tribun de l'extrême droite, Jean-Louis Tixier-Vignancour, ancien notable du régime de Vichy, ténor du barreau de Paris, revient au Parlement. Il avait patienté dans l'inéligibilité en accompagnant l'émergence du mouvement Jeune Nation, créé par les frères Pierre, Jacques et Henri Sidos. On le retrouvera à l'élection présidentielle de 1965

qui ouvre à l'extrême droite l'opportunité d'une campagne légale ; il y rassemble 5,19 % des suffrages exprimés. Jeune Nation incarnait, sous l'emblème de la croix celtique, un néonationalisme s'affirmant contre la menace du communisme et l'emprise de l'impérialisme américain, mais aussi, parce qu'on ne change pas vraiment, contre la République et les partis et pour l'éviction des « *métèques* ». Ce groupe de militants activistes fut interdit lors de l'imbroglio de mai 1958, sous sa première appellation puis sous celle de Parti nationaliste (cela n'empêcha point la IV^e République de succomber sous la pression des militaires et des Français d'Algérie qui en avaient appelé au recours du général de Gaulle).

A partir de 1958, les mois et les années passant, d'abord dans l'ambiguïté puis dans la perspective de l'indépendance de l'ancienne colonie, la tension ne cesse de monter dans les milieux nationalistes forts du soutien des partisans irréductibles de l'Algérie française

et d'une grande partie de l'encadrement militaire volé de ce qu'il pensait être sa victoire sur le terrain. L'OAS (Organisation armée secrète) naît de cette conjonction à la veille de l'indépendance algérienne. Fondée en 1961 à Madrid, par des factieux en fuite, cette organisation prétend poursuivre à sa manière le combat pour l'Algérie française, contre le FLN et contre ceux qui se prêtent à la négociation avec les nationalistes algériens (les accords d'Évian datent de mars 1962).

Attentats, exécutions, coups de main, sabotages, le terrorisme des uns s'inspire de celui des autres sous la houlette du général putschiste Raoul Salan, puis, après son arrestation, sous celle de Georges Bidault, ex-ministre, ancien président du Conseil national de la Résistance. C'est à la suite d'une manifestation populaire de protestation contre l'OAS que huit personnes périsent au métro Charonne le 8 février 1962. Tandis que Tixier-Vignancour met son talent d'avocat et sa voix de bron-

ze au service des « soldats perdus », en particulier Salan et Bastien-Thiéry, auteur de l'attentat du Petit-Clamart contre de Gaulle, les réseaux se reforment, les agitateurs complotent, les groupuscules se reforment aussitôt qu'ils sont dissous. Ce sont, par exemple, Europe-Action, Occident, Ordre nouveau : on y retrouve les mêmes noms, tels ceux de Sidos, de Dominique Venner, de François Duprat, qui rejoindra Le Pen au Front national et périra dans un attentat en 1978, de journalistes de *Minute* et de *Rivarol* ; d'autres visages plus nouveaux, aussi, ceux d'Alain Madelin, de Patrick Devedjian, de Gérard Longuet, de William Abitbol, qui militaient à Occident, interdit en novembre 1968. Ces derniers se feront, plus tard, un nom au sein de la droite classique, les autres s'effaceront ou rallieront le Front national, lorsqu'il apparaîtra plus gratifiant d'occuper le terrain électoral.

André Laurens

Dreux, le coup de tonnerre des années 1980

EN onze ans d'existence, jamais le Front national n'avait été à pareille fête. Le 4 septembre 1983, à Dreux (Eure-et-Loir), une liste frontiste conduite par son secrétaire général, Jean-Pierre Stirbois, obtient 16,72 % au premier tour d'une élection municipale partielle. Une semaine plus tard, la gauche est défaite par une liste d'alliance RPR-UDF-FN dans cette sous-préfecture symbole de la vague rose des municipales de 1977, suscitant une vague de réprobation dans toute la France. Trois militants d'extrême droite entrent à la mairie. En cette fin d'été, l'événement fait l'effet d'un coup de tonnerre. Le Front national n'a-t-il gagné qu'un strapontin ou Dreux sera-t-elle pour lui un tremplin ?

Jean-Marie Le Pen veut le croire. En mars, lors des élections municipales, il a déjà créé la surprise dans le XX^e arrondissement de Paris. Sa liste a obtenu 11,26 % des suffrages au premier tour sur un programme simple : « *Immigration, insécurité, chômage, fiscalisme, laxisme moral, ras-le-bol !* » En cet automne 1983, deux autres élections partielles indiquent que sa traversée du désert touche à sa fin. A Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), où une liste FN obtient 9,32 % des suffrages. Enfin,



Jean-Pierre Stirbois, lors des municipales partielles, à Dreux.

en décembre, à l'élection législative partielle du Morbihan, Jean-Marie Le Pen, obtient 12,02 %. L'ancien député poujadiste tient sa revanche. L'élection européenne de juin 1984 confirme qu'il dispose bien d'une audience nationale. En lui accordant 10,95 % des voix, les électeurs envoient dix députés FN à Strasbourg.

La décennie avait pourtant mal commencé. En 1980, le Front national, en sommeil, ne compte que 270 adhérents, pour l'essentiel des

maurassiens, des nostalgiques de Vichy ou de l'Algérie française, des poujadistes et des nationalistes révolutionnaires. Les troupes du Comité Le Pen, créé pour l'élection présidentielle, sont à peine plus fournies. Dépit de n'avoir pas recueilli les 500 signatures nécessaires à sa candidature, Jean-Marie Le Pen appelle à voter Jeanne d'Arc, le 10 mai 1981. La percée des élections européennes ne signifie pas pour autant que le FN existe et fonctionne en tant que parti. Au printemps 1984, il

ne comptait pas plus de 2 500 adhérents. Désormais, l'afflux de nouvelles têtes contraint la direction du mouvement à repenser son organisation. Comment élargir l'audience du mouvement tout en maintenant son identité et sa spécificité ? Car, au noyau d'extrême droite qui composait le mouvement à ses origines, viennent s'amalgamer des transfuges du RPR et de l'UDF, des catholiques traditionalistes comme des militants formés à l'école de la nouvelle droite, au sein du Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne (Grece) ou du Club de l'horloge.

Jean-Marie Le Pen a besoin de candidats. Il doit faire la preuve que le FN n'est pas qu'un feu de paille. En pleine phase de modération, Jean-Marie Le Pen prend ses distances avec les franges militantes les plus radicales et offre des investitures à ces nouveaux venus, les monnaie parfois, au grand dam de militants plus anciens. Après les cantonales, où, présent dans 1 520 cantons, soit les trois quarts des cantons renouvelables, le FN peut faire croire à un enrachement important, les ralliements s'accroissent. Aux législatives et aux régionales, qui vont se jouer à la proportionnelle, le FN est assuré d'avoir des élus :

Jean-Yves Le Gallou, Michel de Rosoltan, Jean-Claude Martinez, François Bachelot, Yvon Briant, Pascal Arrighi, Bruno Mégret... contribuent à donner au Front un visage plus avenant. Mais si les nouveaux venus sont facilement investis et élus quand, en mars 1986, avec 9,9 %, le FN envoie 35 députés au Palais-Bourbon et fait entrer 137 des siens dans les conseils régionaux, ils trouvent plus difficilement place à la direction du FN.

Cette distance mise entre le parti et ses représentants dans les assemblées nationale et régionales permet à la direction frontiste de circonscrire les crises qui, en 1987 et 1988, agitent le mouvement. Jean-Marie Le Pen, en butte à l'intransigeance de Jacques Chirac, qui refuse de composer avec lui, rompt avec sa stratégie de respectabilité à l'œuvre depuis 1984, et ouvre une phase de onze années de radicalisation. Le 13 septembre 1987, il déclare que les chambres à gaz sont un « *détail* » de la seconde guerre mondiale. Dans un premier temps, cette déclaration le fait chuter dans les sondages, mais ne l'empêche pas, sept mois plus tard, de rassembler 14,4 % des voix à l'élection présidentielle. La leçon sera retenue.

Méthodiquement, le président du

FN va s'appliquer à lever les tabous à coups de mauvais jeux de mots - « *Durafour crématoire* » - ou de déclarations d'un autre âge. En 1989, il assure que « *l'internationale juive joue un rôle non négligeable dans la formation [d'un] état d'esprit antinational* ». Des élus le quittent, mais la base militante acquiesce. Et les électeurs sont toujours là. Le 3 décembre 1989, à Dreux, Marie-France Stirbois, qui a repris le flambeau de son mari, est élue députée avec 61,3 %, tandis qu'à Salon-de-Provence Philippe Adam devient conseiller général. L'affaire des foudrards a boosté l'extrême droite. C'est dans ce climat euphorique que le FN organise à Nice, fin mars 1990, un congrès qui parachève l'organisation du mouvement et consacre l'influence grandissante de Bruno Mégret. En sept ans, du XX^e arrondissement de Paris au congrès de Nice, le Front national a fait la démonstration qu'il n'avait rien d'un feu de paille. Que si le mode de scrutin proportionnel lui était le plus favorable, il pouvait l'emporter aussi dans un scrutin majoritaire. Qu'il pouvait gagner des adhérents sans passé politique pour en faire de bons soldats de l'extrême droite.

Michel Soudais

L'analyse des résultats du 21 avril montre notamment que le leader d'extrême droite a accentué son enracinement dans les couches populaires. Des raisons intrinsèques expliquent aussi son succès dans les dix-sept départements où il a recueilli plus de 20 % des suffrages

Qui vote

La géographie électorale du FN

La carte du vote Front national ne ressemble que très partiellement à celle de l'insécurité

LE portrait-robot de l'électeur de Jean-Marie Le Pen est facile à dessiner. C'est un ouvrier au chômage, alarmé par l'immigration et l'insécurité, et habitant dans une zone périurbaine de la France industrielle du Nord-Est. Encore le profil des plus typés des supporters du Front national ne doit-il pas occulter leur diversité croissante. Un succès électoral, comme celui que Le Pen a engrangé le 21 avril, s'accompagne généralement d'un élargissement géographique et sociologique. Certaines caractéristiques demeurent certes immuables. La séduction lepéniste opère toujours incomparablement plus auprès des hommes que des femmes. Mais d'autres phénomènes sont nouveaux. Le Pen semble avoir recueilli des scores comparables dans toutes les tranches d'âge. Jusqu'à présent, les personnes âgées – majoritairement fidèles à la droite classique – échappaient à son emprise. Les enquêtes réalisées par les instituts de sondage le jour du scrutin divergent sur la proportion de jeunes qui auraient voté FN, mais son public a incontestablement vieilli par rapport à ce qu'il était il y a sept ans.

Le phénomène Le Pen est également devenu « interclassiste ». Dans les années 1980, le FN a d'abord effectué une percée dans des milieux aisés de droite radicalisés par l'arrivée de la gauche au pouvoir. Il a ensuite prolétarisé ses soutiens au fur et à mesure que les

socialistes s'embourgeoient. Désormais, le démagogue milliardaire de Saint-Cloud s'offre des performances dans les couches populaires (particulièrement auprès des ouvriers) tout en progressant chez les agriculteurs, artisans et commerçants, où son audience est désormais supérieure à sa moyenne nationale. Autre symptôme éclairant, pour la première fois, le FN fait jeu égal dans les secteurs privé et public. On est loin d'un vote « poujadiste » anti-fonctionnaires...

L'analyse géographique du vote Le Pen confirme cette nouvelle donne. Reprenons la comparaison entre les résultats obtenus dans le 16^e arrondissement de Paris et dans le Pas-de-Calais auquel a procédé le politologue Pierre Martin dans sa *Note de la Fondation Saint-Simon* (novembre 1996) consacrée au « vote Le Pen ». Dans le bastion de la bourgeoisie parisienne, le FN captait 16,6 % des suffrages exprimés aux européennes de 1984 pour descendre régulièrement jusqu'à un modeste 7,5 % à la présidentielle de 1995. Dimanche, Le Pen y est remonté à 9,7 % des voix. Simultanément, dans le département très ouvrier du Pas-de-Calais, Le Pen a continué de grimper : 6,7 % en 1984, 15,2 % en 1995 et 19,4 % en 2002.

La géographie départementale du FN se caractérise d'abord par sa permanence. C'est la France industrielle du Nord-Est, le couloir rhodanien et la façade méditerranéenne qui lui accordent constamment ses

meilleurs scores. La Bretagne de tradition catholique et les zones rurales du Centre-Ouest ainsi qu'une partie du Sud-Ouest résistent toujours le mieux à ses sirènes. On constate peu de différences entre la carte Le Pen de 1995 et celle de 2002. Les échelles prenant en compte sa progression, cela signifie que le FN s'enracine progressivement dans tous les points du territoire. Le Pen a ainsi recueilli 11,75 % des voix en Vendée, un département qui ne semble pas envahi par les immigrés ni dévasté par l'insécurité, mais où il a récupéré une notable fraction de l'électorat villégiériste.

Dans le détail, on constate cependant une certaine nationalisation de l'audience de l'extrême droite. C'est dans ses zones de faiblesse traditionnelles qu'elle progresse le plus par rapport à 1995, tout particulièrement dans le Sud-Ouest de tradition radicale-socialiste. Si le vote Le Pen stagne pratiquement en région parisienne et dans plusieurs de ses fiefs méridionaux, il progresse spectaculairement dans des départements moyens comme la Saône-et-Loire (17,77 % contre 13,24 % en 1995). Le FN ne recule que dans une partie de l'Alsace et de la Lorraine ainsi qu'en Seine-Saint-Denis, où il avait atteint des sommets.

La carte du vote Le Pen ne ressemble que très partiellement à celle de l'insécurité. Les deux phénomènes ne se superposent, au niveau départemental, pratiquement que dans le Sud-Est. On notera aussi que le FN

ne gagne pas spécialement du terrain, loin s'en faut, dans les zones au plus fort taux de criminalité. Le lien géographique est autrement plus frappant avec la carte de l'immigration extra-européenne. En dépit de sa généralisation relative, le vote Le Pen demeure fortement corrélé avec cette implantation immigrée. De quoi conforter la thèse de Pierre Martin selon laquelle « l'hostilité aux immigrés est la pierre de touche du vote FN ». Sur la question de l'immigration, les motivations de vote des électeurs de Le Pen se distinguent nettement plus de celles de l'ensemble des Français (60 % contre 18 % selon Ipsos) que concernant l'insécurité (respectivement 74 % et 58 %).

Ce fort lien géographique entre lepénisme et immigration a donné lieu à bien des interprétations. Certains politologues l'ont contesté en remarquant qu'il était moins prégnant à une échelle locale. Pierre Martin leur a répliqué qu'il était logique que les zones à plus forte pro-

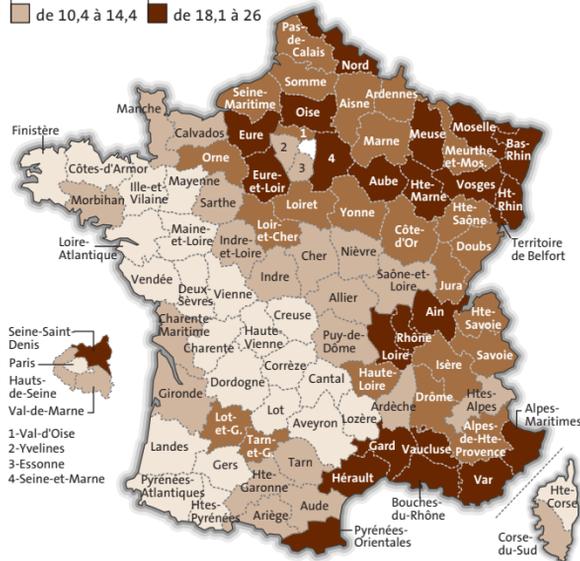
portion d'immigrés et de Français d'origine immigrée votent moins Le Pen que les secteurs environnants où se sont fréquemment réinstallés les Français « de souche ». Selon lui, c'est bien la présence d'immigrés maghrébins et turcs qui, pris comme boucs émissaires de leurs problèmes par une partie des couches populaires sur fond de xénophobie française, explique le vote Le Pen. Plus fréquemment au contact des immigrés, les plus pauvres sont particulièrement enclins à appuyer le FN. Ce prolétariat désorienté, qui a perdu la représentation valorisante du « mouvement ouvrier », est une proie facile pour les démagogues. Mais cette réalité ne peut faire oublier les ratés de l'intégration qui ont transformé des pans entiers du territoire national en ghettos. L'analyse du vote Le Pen renvoie à des tares de la société française qui ont trop longtemps été dissimulées.

Eric Dupin

LE VOTE J.-M. LE PEN À L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DE 1995

Répartition par quartile*, en % des suffrages exprimés

de 4,5 à 10,4 de 10,4 à 14,4 de 14,4 à 18,1 de 18,1 à 26

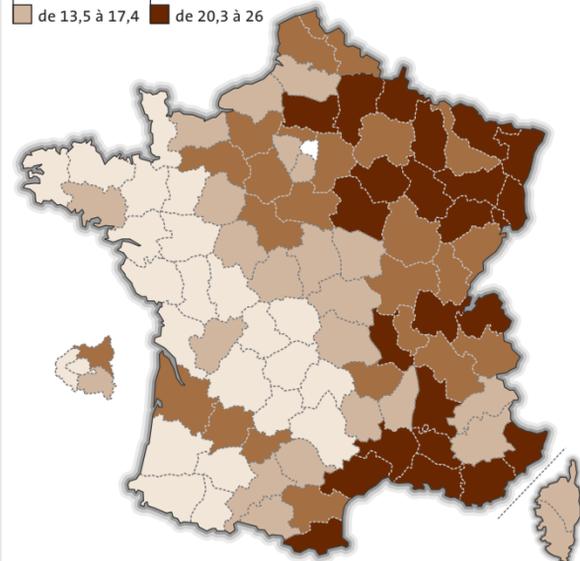


* un quartile = le quart du nombre de départements (soit 24 par quartile)

LE VOTE J.-M. LE PEN À L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DE 2002

Répartition par quartile*, en % des suffrages exprimés

de 8,8 à 13,4 de 13,4 à 17,4 de 17,4 à 20,1 de 20,1 à 26



ÉVOLUTION DE LA SOCIOLOGIE DU VOTE LE PEN DE 1988 À 2002

en pourcentage	1988 (1)	1995 (1)	2002 (2)
ENSEMBLE	14,5	15,5	17,2
Sexe			
Hommes	18	19	21
Femmes	11	12	13
Age			
18-24 ans	16	18	16
25-34 ans	17	18	17
35-44 ans	17 (3)	15 (3)	16
45-59 ans	11 (4)	17 (4)	19
60-69 ans	12 (5)	9 (5)	18
70 ans et plus			15
Profession de l'interviewé			
Agriculteurs	13	16	20
Artisans, commerçants	27	14	19
Prof. libérales, cadres sup.	19	7	8
Professions intermédiaires	13 (6)	16 (6)	14
Employés			16
Ouvriers	12	30	30
Statut de l'interviewé			
Salariés du privé	17	21	17
Salariés du public	11	15	17
Travailleurs indépendants	21	11	17
Chômeurs	12	25	38
Étudiants			15
Retraités	12 (7)	11 (7)	16
Dernier diplôme obtenu			
BEPC/CAP/ Cert. d'ét. primaires	15	14	22
Baccalauréat	13	17	22
Enseignement supérieur	12	9	8
Électeurs proches de :			
Extrême gauche	2	6	13
Gauche	5	9	7
Droite	13	13	12
Extrême droite	53	36	84 (8)
Aucun parti	18	24	19

(1) Sondages postélectorales réalisés par la Sofres et cités dans le livre *Le Front national à découvert*, sous la direction de Nonna Mayer et Pascal Perrineau, Presses de Sciences-Po, 1996.

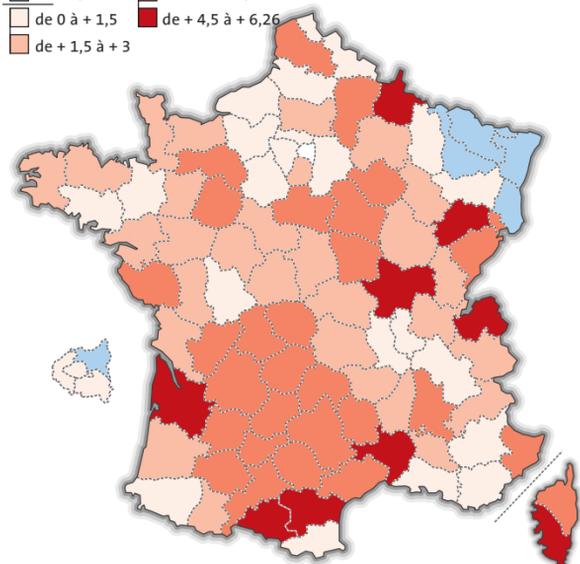
(2) Sondage Ipsos réalisé le 21 avril 2002 auprès de 4 344 électeurs pour Vivazi, *Le Figaro*, France 2, Europe 1 et *Le Point*.

(3) 35-49 ans. (4) 50-64 ans. (5) 65 ans et plus. (6) Cadres moyens et employés

ÉVOLUTION DU VOTE J.-M. LE PEN ENTRE 1995 ET 2002

Écarts, en points

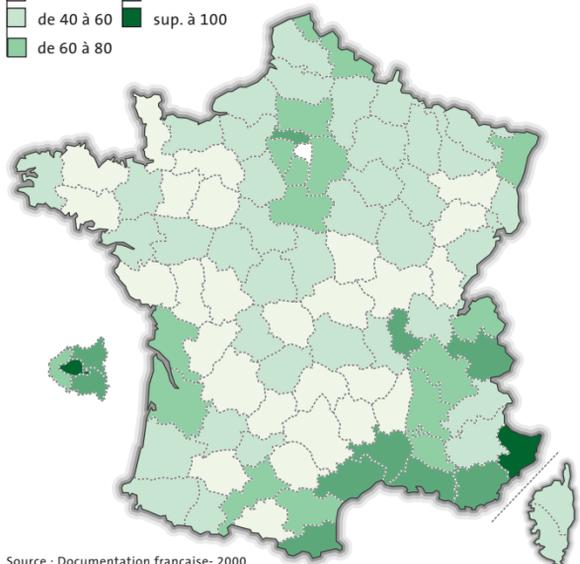
de -2,45 à 0 de 0 à +1,5 de +1,5 à +3 de +3 à +4,5 de +4,5 à +6,26



CRIMINALITÉ EN 2000

Taux de criminalité pour 1 000 habitants

inf. à 40 de 40 à 60 de 60 à 80 de 80 à 100 sup. à 100

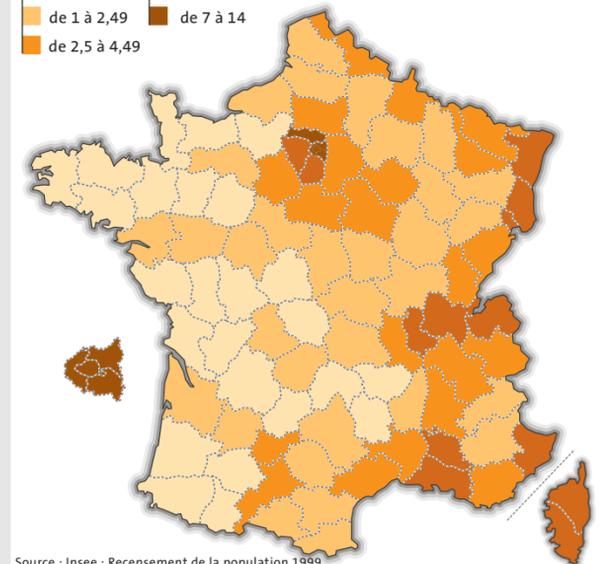


Source : Documentation française - 2000

NOMBRE D'ÉTRANGERS HORS UNION EUROPÉENNE

en % de la population de chaque département

moins de 1 de 1 à 2,49 de 2,5 à 4,49 de 4,5 à 6,99 de 7 à 14

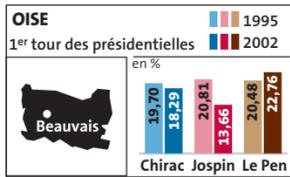


Source : Insee - Recensement de la population 1999

pour Le Pen ?

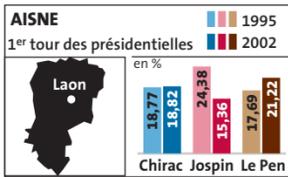
■ INSÉCURITÉ.

Les difficultés de la vie en grande banlieue semblent concentrées dans ces franges de l'Ile-de-France. En allant travailler chaque jour en région parisienne, de nombreux habitants du sud de l'Oise sont confrontés à l'ambiance tendue dans les trains qui desservent la capitale. Le soir, ils retrouvent les difficultés de la vie quotidienne dans des villes comme Montataire, Nogent-sur-Oise et Creil, qui comptent une très forte concentration de logements sociaux, et où le score de l'extrême droite dépasse largement 25 %, bien au-dessus de la moyenne départementale. Dans les villes, la délinquance a augmenté de près de 5 % en 2001. Mais si la hausse de l'insécurité a été de 8 % sur le département en 2001, après plus de 15 % en 2000, cela provient surtout d'une extension de la délinquance aux zones rurales. Les chiffres de la gendarmerie indiquent d'ailleurs une augmentation des délits hors agglomération de plus de 10 % en 2001, après une hausse de 17 % en 2000. Sur l'ensemble du département, un véritable sentiment d'impuissance se manifeste pour apporter des solutions aux problèmes posés par une jeunesse en grande difficulté.



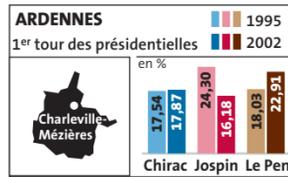
■ HÉCATOMBE AGRICOLE.

Après avoir dit non à Maastricht et s'être mobilisé contre deux projets de troisième aéroport francilien, l'Aisne a basculé du côté de l'extrême droite. Les mauvais résultats de la gauche lui permettent de devenir la première force d'un département présidé par le PS Yves Daudigny. La disparition progressive du tissu industriel, avec la fin du textile à Saint-Quentin, les menaces qui pèsent sur 1 500 emplois à Soissons, expliquent sans doute le score du FN dans un département replié sur lui-même et qui ne voit à moyen et à long terme aucun signe de renaissance économique. Pays de grandes invasions, de Jules César à Napoléon, et qui a vu le général de Gaulle tenter de s'opposer à l'avance allemande en mai-juin 1940, l'Aisne reste hostile à toute forme d'immigration, même si celle-ci est aujourd'hui relativement peu importante. Dans les zones rurales, où une exploitation agricole disparaît tous les deux jours, le vote pour l'extrême droite traduit une forte défiance vis-à-vis de la politique européenne. Fièvre de son passé culturel glorieux, l'Aisne vit également très mal le prochain transfert des cendres d'Alexandre Dumas de Villers-Cotterêts au Panthéon.



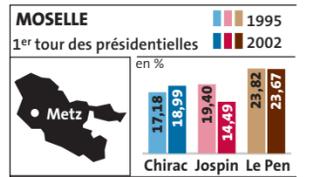
■ DÉSPÉRANCE.

Les Ardennes viennent de passer de la gauche à l'extrême droite. L'attitude des 150 ouvriers licenciés de Cellatex, une filature de rayonne de Givet, qui voulaient faire sauter leur usine à l'été 2000, avait montré l'état de désespérance d'un département déjà traumatisé par la désindustrialisation des années 1980, avec, en particulier, la « casse » des Acieries de la Chiers, dans la vallée de la Meuse. La fermeture de Cellatex a détruit autant d'emplois que la ville avait réussi à en créer pendant les trois années précédentes. Ce traumatisme, ajouté au sentiment d'abandon de la part de l'Etat, ne semble pas près de guérir dans ce département de moins de 300 000 habitants, qui en perd plus de 1 000 par an. Le sentiment d'insécurité, dont cette région éloignée des grands centres urbains pensait se préserver, a fini par atteindre les petites villes. Des voitures ont été récemment incendiées à Rethel. Avec 118 voix pour M. Le Pen sur 292 suffrages exprimés, le petit village de Sommeville établit une sorte de record. « Si ce vote signifie le rejet des immigrés, c'est curieux, parce que le seul citoyen d'origine étrangère ici, c'est moi », s'étonne le maire, Yonel Bonnafé.



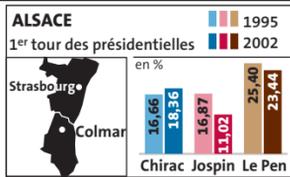
■ BESOIN D'AUTORITÉ.

Importante dans les zones rurales et le bassin minier ainsi que près de l'Alsace, l'influence du FN est en train de gagner le bassin sidérurgique, où le PC et le PS ont longtemps été influents. Il profite aussi de l'affaiblissement des deux forces politiques traditionnelles, les gaullistes et les démocrates-chrétiens, de Pierre Messmer et Robert Schuman. « Les habitants de ces régions perçoivent un déficit d'autorité de la part des formations politiques. Par ailleurs, leur attachement aux valeurs de la République n'est pas aussi ancré qu'ailleurs », commente François Roth, professeur d'université. La conjonction a aussi joué un rôle. En Moselle, comme ailleurs, l'Europe effraie parfois. Et les deux accidents industriels récents – licenciements de 500 des 800 employés des chaussures Bata, menaces de fermeture de certains établissements lorrains du coréen Daewo – ont pesé. Ainsi à Rechicourt-le-Château et à Mousse, où résident les salariés de Bata, le vote pour l'extrême droite a progressé, respectivement, de près de 4 et 8 points par rapport à 1995, alors qu'il est stable sur l'ensemble du département. Le score d'Arlette Laguiller y a aussi progressé.



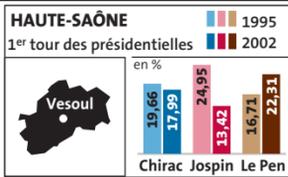
■ NOSTALGIE.

Dans le Bas-Rhin et le Haut-Rhin, l'audience de l'extrême droite, d'abord fortement ancrée dans les milieux ruraux du nord, a gagné l'ensemble de la région. « D'un vote protestataire on est passé à une homogénéisation du vote pour le FN, auquel désormais aucun canton n'échappe », constate l'historien Alphonse Irjud. Mais bizarrement on ne rencontre jamais aucun Alsacien pour reconnaître qu'il a voté Le Pen. » Comme ailleurs, l'insécurité a joué un rôle. Même si à Strasbourg, malgré les voitures brûlées, M. Le Pen n'est arrivé que troisième le 21 avril. Dans le Bas-Rhin, la présence d'une forte immigration turque, très structurée et qui pratique peu l'intégration, influe aussi sur les comportements électoraux. Dans cette région riche, l'emploi des 60 000 frontaliers est mieux protégé que celui des habitants des environs de Saverne, touchés par la crise de la chaussure. L'osmose entre le régionalisme alsacien et le FN contribue aussi au succès de ce dernier. « Il existe en Alsace une tradition d'extrême droite à la fois française avec les Croix de Feu et de nostalgie de l'ordre germanique », explique Richard Kleinschmager, professeur de géographie à l'Université.



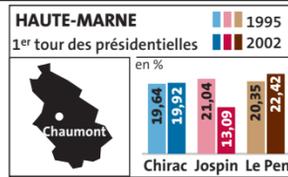
■ ROMPRE LE CONSENSUS.

De 1974 à 1995, la Haute-Saône a toujours voté comme la France. Mais, le 21 avril, elle a porté en tête Jean-Marie Le Pen. L'insécurité est presque inexistante ici et les difficultés économiques relativement peu nombreuses – le chômage ne dépasse pas les 7 %. Cette « terre d'équilibre », comme aime à la définir ses habitants, possède un tissu industriel actif autour de Vesoul : grâce à Peugeot, la préfecture est forte d'une agglomération de 30 000 habitants. Alors faut-il se tourner vers le monde agricole, qui a souffert ces dernières années de nombreuses crises ? Impossible à dire : en Haute-Saône, comme ailleurs, le vote FN est rarement revendiqué. En fait, ses électeurs semblent avoir voulu briser un consensus local marqué par un soigneur équilibré des forces politiques traditionnelles. Ainsi, de 1998 à 2001, le conseil général, présidé par Marc Roussel (PRG), comptait 16 conseillers de la majorité et 16 de l'opposition. Certains jugeaient qu'une telle situation paralyse toute initiative politique. Depuis mars 2001, Yves Krattinger (PS) dirige un conseil général à la composition à peine infléchie : 17 conseillers de gauche et 15 de droite.



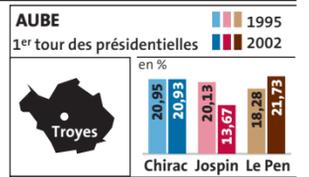
■ DÉCLIN.

La première place de M. Chirac le 21 avril à Colombey-les-Deux-Églises n'est qu'un faux symbole : la réalité politique est ailleurs, dans le maintien du score du FN. Même en perdant quelques voix, M. Le Pen passe de la deuxième à la première place. Cet enracinement s'inscrit dans un paysage de déclin, très proche de celui de l'Aube voisine, elle aussi marquée par un vote Le Pen à plus de 21 % (lire ci-contre). La Haute-Marne a perdu 16 000 habitants en vingt ans. Elle ne compte plus, au recensement de 1999, que 195 000 âmes. A une densité humaine faible (31 hab./km²) s'ajoute un tissu urbain peu dense. Saint-Dizier, la plus grande ville, compte moins de 40 000 habitants. Forte d'une vieille tradition métallurgique, la Haute-Marne traverse depuis quinze ans une grave crise. Le sort de l'entreprise de Saint-Dizier, aujourd'hui connue sous le nom de MC Cornick et spécialisée dans la construction de matériel agricole, illustre cette situation. Ce site industriel fut longtemps l'un des plus importants de la région Champagne-Ardenne, avec plus de 3 000 ouvriers à la fin des années 1970. Aujourd'hui, il ne tourne plus qu'avec 500 personnes.



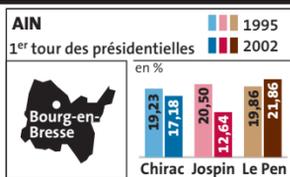
■ DÉLINQUANCE RURALE.

Longtemps porté par le dynamisme de son activité textile, l'Aube souffre depuis une quinzaine d'années : Fort hier de quelque 30 000 emplois, ce secteur ne regroupe plus aujourd'hui que 12 000 personnes. Cet effondrement n'est pas compensé par l'indéniable succès des magasins d'usine de l'agglomération de Troyes. A ce ralentissement économique s'ajoute un manque de dynamisme démographique, même si le département a gagné 3 000 habitants par rapport à 1990. La densité est faible (49 hab/km²), bien loin des 108 hab/km² de la moyenne nationale), et avec ses 128 945 habitants, Troyes est la seule agglomération à voir sa population augmenter. Le département tend à se replier sur lui-même. François Baroin (RPR), qui fut, avant la dissolution de 1997, le porte-parole du gouvernement Juppé, est la seule personnalité politique locale d'envergure. Ce vide profite sans doute à M. Le Pen, arrivé en tête le 21 avril. Ce département apparaîtrait presque sans « histoires » sans l'augmentation, en 2001, de plus de 15 % de l'ensemble des délits qui affectent en premier lieu le milieu rural, où ils ont progressé de 27 %.



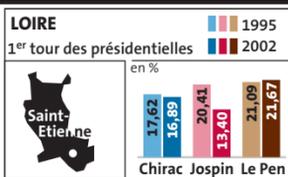
■ PERMÉABILITÉ.

A priori, rien ne devrait justifier l'importance de l'extrême droite dans l'Ain, l'un des départements les plus dynamiques. La croissance démographique est forte et la beauté des paysages ne doit pas faire oublier que l'Ain est aussi très industriel, au sixième rang national. Depuis longtemps, le chômage est l'un des plus faibles de l'Hexagone. Devenu « urbain » par la force d'attraction et la qualité de son espace disponible, mais sans ville majeure, ce territoire ouvert sur Rhône-Alpes, la Bourgogne, la Franche-Comté et la Suisse a toujours été soumis aux flux migratoires et à l'influence des grandes cités voisines, en particulier les métropoles lyonnaise et genevoise. C'est cette « perméabilité » qui peut expliquer que le FN ait pris racine ici. Avec 8,7 % du total, la part de résidents étrangers est, en outre, supérieure à la moyenne et surtout concentrée dans la « Plastics vallée oyonnaise » : les étrangers y comptent pour plus de 40 % de la population. L'Ain est aussi le lieu de passage des gens du voyage, avec leur cortège de peurs. En deçà de la moyenne française, la délinquance progresse cependant, surtout dans la proche région lyonnaise ou les campagnes.



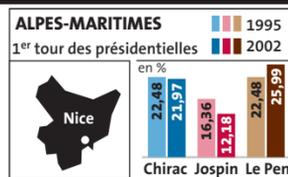
■ RECONVERSIONS.

Depuis dix ans, le FN est enraciné dans les vallées ouvrières du Gier et de l'On-daine, et dans l'agglomération stéphanoise, gravement touchées par la fermeture des houillères et les restructurations de la sidérurgie et du textile. La baisse sensible du chômage depuis trois ans n'a guère eu d'impact dans les urnes. M. Le Pen reste en tête à Saint-Etienne et dans de nombreuses villes périphériques marquées par des situations de pauvreté et de précarité. Phénomène plus récent : il prospère dans l'agglomération roannaise où plusieurs entreprises ont fermé ou sont inquiètes pour leur avenir. Le vote FN n'est pas toujours indexé sur les chiffres de la délinquance. En effet, les crimes et délits ont baissé de près de 10 % en 2001 à Saint-Etienne et de 15 % à Firminy, ancien bastion communiste pourtant. M. Le Pen fait 20,66 et 24,57 % des voix ! La fermeture de classes et la suppression de postes d'instituteurs – près de 50 en deux ans – dans certaines communes contribuent à renforcer un sentiment d'abandon. La découverte de quatorze cas d'ESB et l'abattage massif de troupeaux ont été vécus comme des punitions collectives par des éleveurs.



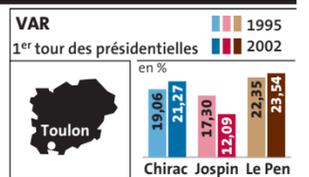
■ ATTRAPÉ-TOUT.

M. Le Pen est arrivé en tête dans les 9 circonscriptions des Alpes-Maritimes, contre 4 en 1995, en faisant le plein de voix dans la plupart des communes de l'arrière-pays niçois à municipalités PC aussi bien que dans les grandes villes de la Côte d'Azur, où la droite était majoritaire. M. Le Pen a mordu sur tous les électors, en premier lieu grâce au socle de sympathisants dont il dispose depuis 1984. Au surplus, les Alpes-Maritimes sont le département le plus crimino-gène après Paris, avec 115 crimes et délits pour 1 000 habitants. Dans les villages du haut pays où l'insécurité est réduite – mais où son écho arrive –, M. Le Pen réalise aussi de très bons résultats, avec un record absolu à Roquesteron : 50,95 %, 27 voix sur 53 suffrages exprimés. Il semble aussi que le vote protestataire corresponde à une mosaïque d'électors : pieds noirs – nombreux dans les Alpes-Maritimes –, nostalgiques de l'Algérie française, retraités, petits commerçants dans une région où les grandes surfaces sont surimplantées, personnes âgées... Enfin, M. Le Pen atteint des sommets dans les quartiers populaires où les abstentionnistes sont les plus nombreux.



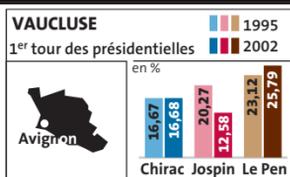
■ RAPATRIÉS.

L'implantation de l'extrême droite dans le Var, où M. Le Pen est arrivé avec un gain de 1,22 point par rapport à 1995, tient autant à l'histoire qu'aux mœurs politiques locales : consensus politique « mou » pendant des décennies, puis affaires politico-mafieuses, découvertes après l'assassinat de la députée FN Yann Piat, en février 1994. La lassitude des électeurs se traduit notamment par la victoire du FN à Toulon en 1995 avec 37,02 % des suffrages. Autres paramètres : chômage (12,3 %), pourcentage élevé de personnes de plus de 60 ans (26,6 %), électoral de rapatriés de plus de 10 %, dont une partie n'est pas guérie de l'indépendance de l'Algérie. De plus, le Var a perdu 20 000 emplois industriels au cours des 15 dernières années « d'où une forte érosion des luttes syndicales ou politiques qui se sont transformées en amertume », note Robert Alfonsi, secrétaire fédéral du PS. Néanmoins, Toulon semble avoir tiré les leçons de l'expérience de 1995-2001. Encore sous le choc d'une gestion municipale désastreuse du FN, qui s'est soldée notamment par une dette équivalente au budget de la commune, les électeurs toulonnais ont préféré M. Chirac à M. Le Pen.



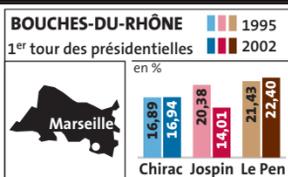
■ ENRACINEMENT.

Le vote d'extrême droite s'enracine dans la Vaucluse. Sur les 151 communes du département, 113 ont voté Le Pen, dont bien sûr Orange gérée par le maire FN Jacques Bompard réélu en 2000. Sorgues arrive en tête du classement. Ancienne ville communiste, elle est administrée depuis 1983 par Alain Milon, transfuge RPR qui a rallié le RPF de Charles Pasqua. Depuis douze ans, le score du FN y est supérieur à 30 %. Le chômage (10,4 %) baisse très légèrement alors que les courbes régionale et nationale continuent leur décroissance. En ce qui concerne l'insécurité, l'affaire de la « super-mamie » d'Avignon a frappé les esprits et des voitures brûlent quotidiennement dans les villes et même en campagne. La Provence peine à vendre sa production agricole, concurrencée par l'Espagne et le Maroc. Les paysans sont dépossédés de leur terre et de leur maison. L'immobilier de loisirs a considérablement fait grimper les prix. Mais ce score du FN s'explique aussi par le ras-le-bol de la classe politique. Certains militants socialistes qui n'ont pas digéré la défaite et la désertion d'Elisabeth Guigou à Avignon ont voté Le Pen et s'apprêtent à recommencer le 5 mai.



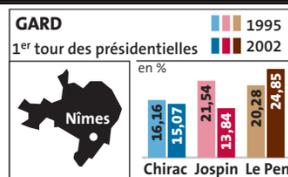
■ ANCIENNETÉ.

La progression de l'extrême droite dans les Bouches-du-Rhône est ininterrompue depuis une quinzaine d'années. La réélection en 2001 des maires MNR de Vitrolles et Marignane, où l'extrême droite a respectivement obtenu, 35 % et 39,8 % a contribué à donner l'image de partis capables de gérer. « Jean-Marie Le Pen a fait de Marseille la ville symbole de la reconquête », commente Vincent Geisser, chercheur au CNRS. D'ailleurs, le seul meeting de l'entre-deux-tours du candidat à la présidentielle se tiendra ici. Marseille et le département offrent le visage parfait du caractère transversal de l'électorat d'extrême droite : une droite bourgeoise radicalisée et un fort électoral populaire. Dans les quartiers nord de la ville – une zone d'habitat social avec un fort taux de chômage, où l'extrême droite a dépassé la barre des 32 % dans les 15 et 16^e arrondissements –, les scrutins s'apparentent, selon M. Geisser, à « un face-à-face entre un électoral issu de l'immigration qui dissémine ses voix sur l'échiquier politique et un électoral d'origine italienne, corse, juive sépharade et rapatriée qui vote globalement à l'extrême droite ».



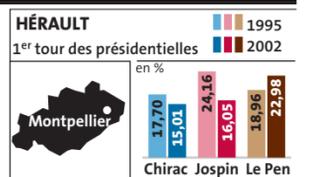
■ EXTENSION.

Dans le Gard, le FN sort des fiefs où il s'était longtemps cantonné, comme la Petite Camargue et les zones périurbaines au sud de Nîmes. Il gagne des voix à Beaucaire, à Saint-Gilles, et s'installe à Nîmes (tenue par le RPR) en passant devant Jacques Chirac. Le parti d'extrême droite gagne également des suffrages en zone rurale. « Le vote Le Pen progresse vers l'ouest du département et commence à toucher les Cévennes », commente le conseiller général de Quissac, Christophe Bouchet (PRG). C'est dans les villages situés entre Nîmes et Alès que le FN a réussi à engranger des résultats inattendus. A Gailhan, il a recueilli 31 voix sur 80 exprimées. Le maire de cette commune, Jean-Marie Trémoulet, évoque l'insécurité qui se déplace des villes dans les campagnes ou encore un vote de contestation des viticulteurs. « Il existe peut-être chez une minorité un réflexe poujadiste. Certains vigneronns sont exaspérés par l'Europe et mis au bord de la ruine par la mondialisation, mais cela ne peut pas être une explication unique », commente un responsable viticole.



■ ERREUR.

« Arrêtons de diaboliser le FN et le nombre de ses voix baissera automatiquement », croyait pouvoir expliquer en substance Jacques Blanc (DL) à propos de sa réélection en 1998 à la présidence du conseil régional de Languedoc-Roussillon grâce au soutien des élus d'extrême droite. Aujourd'hui, les résultats montrent que les maires qui depuis quatre ans soutiennent cette « cogestion » controversée voient dans leurs villes les scores de M. Le Pen croître fortement : c'est le cas de Raymond Couderc (DL) à Béziers, mais aussi de Jean-Paul Fournier (RPR) à Nîmes et de Max Roustan (DL) à Alès. Dans chacune de ces cités, le nombre de voix obtenues par Jean-Marie Le Pen et Bruno Mégret est en augmentation de 15 % par rapport aux scores d'il y a sept ans. « C'est plutôt une évolution contraire à celle que préconisait Jacques Blanc qui se vérifie, soutient Emmanuel Negrier, chercheur au CNRS, responsable du centre d'études politiques de l'Europe latine (Cépe) à Montpellier. Les élus qui ont pris leurs distances avec les conditions dans lesquelles s'était faite l'élection à la région résistent mieux à la poussée d'extrême droite. »



Vidé
d'une partie
de ses cadres
par la
dissidence
de Bruno
Mégret,
le Front
national n'a
jamais réussi
à devenir
un véritable
parti de masse.
Même ravalée,
son idéologie
reste
porteuse
des thèmes
classiques
de la droite
ultra

Radioscopie



Bruno Mégret
aux côtés
de Jean-Marie
Le Pen,
le 1^{er} mai 1995,
à Paris.

« Un seul numéro, le numéro un »

La vie du Front national se singularise par l'absence de débats politiques

Le Front national est une organisation politique au sein de laquelle le pouvoir de décision a toujours été confisqué par Jean-Marie Le Pen. Ce parti de militants n'a jamais réussi à devenir un parti de masse. Son bureau politique en constitue l'instance principale. Le comité central, élu lors des congrès, est censé se réunir deux à trois fois par an. La gestion quotidienne est assurée par un appareil qui comprend : le « cabinet du président » « les services rattachés au président », le « secrétariat général », la « délégation générale » et les « autres services ».

Ces services sont regroupés dans un long bâtiment appelé « le Paquebot ». A quelques minutes à pied, située sur les hauteurs de Saint-Cloud, la villa de Montretout, où vit Jean-Marie Le Pen, domine, en une

sorte de symbole topographique, le siège du parti. Dans chaque département, le secrétaire départemental dirige la fédération. Des cercles nationaux assurent l'action du front soit dans des secteurs professionnels, soit sur des thématiques particulières. La plupart d'entre eux sont en sommeil et n'ont jamais mené d'activité militante régulière.

A ses débuts, de 1972 à 1982, le FN ne comptait guère plus d'un millier d'adhérents. Le flux d'adhésions qui a accompagné la percée du Front national en 1984 en a multiplié le nombre, qui a atteint près de 50 000 au cours des années 1990. Mais, comme l'a souligné Jean-Marie Le Pen lui-même, les adhérents ne représentaient guère qu'un électeur sur cent. Si le FN a compté plusieurs milliers d'adhérents dans les Alpes-Maritimes, le Var, ou les Bouches-du-Rhône, son effectif en

Bretagne ou dans le Limousin est resté squelettique.

Pour gérer sa rapide « transcoissance », le FN s'est construit une culture d'organisation que reflète la collection de brochures intitulées « Le Guide du responsable ». Ces outils de facture très professionnelle abordent tous les aspects de la vie du parti. Ils apportent en plus des 1 200 pages un succédané d'expérience militante. Les responsables locaux y trouvent des indications pour toutes les circonstances : tenue des réunions, techniques de prise de contact, organisation des manifestations, assurance des locaux. Tout est prévu, du bouquet de fleurs (bleu blanc rouge) offert à l'orateur principal des meetings jusqu'à l'expulsion des perturbateurs. Exemples : ne jamais utiliser de lacrymogènes dans une salle, « à l'égard des individus dangereux préférer les appareils

déclenchant une décharge électrique », prendre en photo des contre-manifestants...

La vie du Front national se singularise par l'absence de débat politique. Il se distingue sur ce point non seulement des autres partis français, mais aussi de la plupart des mouvements d'extrême droite étrangers. L'explication tient d'abord au rôle de Jean-Marie Le Pen. D'autre part, le mouvement fédère différentes cultures politiques d'extrême droite. Les passages de l'une à l'autre sont peu probables. En revanche, chaque sensibilité exprime une culture politique différente et dispose, mais indépendamment des structures du FN, de ses propres publications et structures de formation.

Au sommet, « il n'y a qu'un seul numéro, le numéro un, élu à l'unanimité par le congrès », affirme Jean-Marie Le Pen. Le bureau politique n'a jamais été qu'une chambre d'enregistrement des décisions du chef. Celui-ci consulte parfois, en tête à tête ou par téléphone, il s'informe de l'avis de ses interlocuteurs, mais ne discute pas pour autant avec eux. Une école de formation a fonctionné plusieurs années, où cadres et proches compagnons de route s'employaient à parfaire la formation politique des militants. Le Front national a construit un appareil technique efficace, capable d'éditer et d'envoyer du jour au lendemain les tracts et les affiches. Le FN dispose des moyens matériels et financiers de mener des campagnes politiques.

Le FN rassemble ses militants deux fois par an, à Paris. En septembre, à l'occasion de la fête des Bleu-blanc-rouge. Elle réunissait des dizaines de milliers de personnes. Depuis la scission, la fréquentation a chuté, les stands des fédérations se limitent à la vente des frites et saucisses, alors qu'ils reflétaient précédemment la vie des fédérations en présentant les bulletins et tracts départementaux. Le 1^{er} mai, les fédérations de tous les départements viennent à Paris défilant devant la statue de Jeanne d'Arc.

La presse du parti se limite à *National Hebdo*, vendu en kiosque, et à *Français d'abord*, servi tous les quinze jours aux adhérents. La revue théorique *Identité* a cessé de paraître après la scission de 1998. Les bulletins locaux ne dépassent pas le statut soit de bulletin interne, soit de tracts périodiques. Seul celui du Var

a été un temps diffusé en kiosque. Le FN a perdu avec Mégret plusieurs de ses éditorialistes, en particulier Martin Peltier et François Brigneau, de *National Hebdo*.

Toutes les générations militantes de l'extrême droite sont représentées dans l'encadrement. Des militants formés dans les partis collaborationnistes, voire d'anciens SS, contribuaient à l'encadrement du premier FN aux côtés d'anciens poujadistes et de la génération encore très présente aujourd'hui des guerres coloniales.

La sociologie de l'encadrement du Front ne coïncide pas avec celle de son électeur. L'encadrement est assuré par des petits patrons, des commerçants et des cadres. Les jeunes militants sont tous passés par les courants les plus radicaux de l'extrême droite. En revanche on n'y trouve quasiment pas d'ouvriers ni de militants venus de la gauche.

Le Front national ne dispose pas de relais militants. La construction de structures pseudo-syndicales dans les entreprises, en 1996 et 1997, s'est soldée par un échec complet. Le FN n'anime aucun courant d'organisations de masse, et il n'a pas réussi à construire les siennes. Les structures professionnelles ou thématiques n'existent que sur le papier. Le Cercle national des combattants est surtout actif dans le Sud-Est, le Cercle national des femmes d'Europe mène une activité épisodique, et le service d'ordre, la Direction protection sécurité, est une structure très active présente dans tous les départements. Le Front national de la jeunesse n'a pu s'imposer dans les universités. Enfin le FN compte dans ses rangs très peu de notables, à l'exception de l'imprimeur Fernand Le Rachinel en Normandie, du négociant en vin Pierre Jaboulet-Vercherre en Bourgogne et du maire d'Orange, Jacques Bompard.

Le FN est un parti sans autonomie, un appareil radical coincé entre un Le Pen qui l'ignore et l'a cassé et une base avec laquelle il n'a pas su nouer de liens étroits. Il n'est pas pour autant un parti fragile. Car il est à la fois l'émulation contemporaine d'une droite révolutionnaire séculaire et d'une attitude de révolte xénophobe alimentée par une crise durable de la confiance en la capacité de la société française à progresser.

1998 : exit Bruno Mégret

QUELLE bronca ! Ce 5 décembre 1998, le huis-clos qui entoure les travaux du conseil national du Front national ne peut empêcher les journalistes d'entendre les clameurs, éclats de voix et huées qui s'échappent du premier étage de la Maison de la chimie. Le licenciement quelques jours plus tôt de deux collaborateurs de Bruno Mégret en est la cause immédiate. Les contestataires dénoncent les prémices d'« une purge annoncée », « la démégrétisation » du mouvement. Interrompu, critiqué, sifflé, Jean-Marie Le Pen voit son autorité contestée pour la première fois. « Lepénistes » et « mégrétistes » manquent d'en venir aux mains.

La crise, souterraine depuis des mois, a atteint un point de non-retour. Elle s'est nouée au début de l'été, quand Jean-Marie Le Pen, menacé d'inéligibilité, a suggéré de confier à sa femme Jany la tâche de conduire la liste du FN aux élections européennes. Mais cette candidature était surtout un chiffon rouge destiné à pousser à la faute Bruno Mégret, que le président du FN appelle, en privé, « le petit ». « Ce serait un comble que certains veuillent profiter des coups qui me sont portés pour se promouvoir dans le parti », avait-il averti. Fin août, le

piège à Mégret commence à se refermer. « Ce n'est pas une bonne idée », estime publiquement Bruno Mégret. Sans égard pour la base militante, sensible à l'argument avancé par Bruno Mégret, « lorsque le chef est empêché, c'est son second qui le supplée », Jean-Marie Le Pen corrige aussitôt l'impétrant en place publique : « Il n'y a qu'un seul numéro au FN, c'est le numéro un », martèle-t-il à Toulon.

Depuis 1997, la popularité croissante du délégué général, auréolé de sa victoire à Vitrolles, irrite le président. Au congrès de Strasbourg, en mars 1997, il assiste impuissant à l'ascension des mégrétistes, élus largement en tête au comité central, alors que sa fille Marine y échoue. Jugeant son autorité atteinte, Jean-Marie Le Pen est décidé à porter l'estocade.

Il va s'y employer tout au long de l'automne. Comme l'explique crûment Dominique Chaboche, premier vice-président du FN, le 8 octobre aux conseillers régionaux FN de Haute-Normandie médusés, il veut « une rupture avec Bruno Mégret, ses hommes, ses techniques, ses méthodes ». Jean-Claude Martinez, opposant résolu au délégué général, qu'il critique publiquement avec l'onction de M. Le Pen, se voit con-

fier la direction de la campagne européenne. Un climat de suspicion règne au « Paquebot », où les services gérés par des proches de Bruno Mégret sont placés sous contrôle ou privé de moyens. Jean-Marie Le Pen lui-même réunit le personnel pour exiger de ne plus voir qu'une seule photo, la sienne. « Les photos de ses amis, on les met dans son portefeuille », lâche-t-il.

C'est dans ce climat détestable que se réunit le conseil national. Deux jours auparavant, *Libération* a publié le fac-similé d'un embryon de liste européenne. Bruno Mégret y est mentionné en dixième position assorti de la mention « sauf si exit ». « C'est un faux », s'insurge Jean-Marie Le Pen, sans convaincre. Les contestataires de la Maison de la chimie, comme la base du FN, réclament un « ticket Le Pen-Mégret ». En vain. Le 6 décembre, Jean-Marie Le Pen dénonce, au micro du « Grand Jury RTL-*Le Monde* » un « pu-putsch » mené par « une minorité extrémiste, activiste » et même « raciste ».

Dès lors, tout va très vite. Le 7 décembre, Serge Martinez, membre du bureau politique et secrétaire national aux fédérations, qui ne passe pas pour être mégrétiste, propose la tenue « d'urgence » d'un « con-

grès de l'unité ». Pour cela, il faut que 20 % des adhérents en fassent la demande. Il est aussitôt démis de toutes ses fonctions par Jean-Marie Le Pen pour qui cette demande est « un crime contre la France ». Seize mille adhérents sur quarante mille signent pourtant cette demande de congrès, à laquelle Bruno Mégret se rallie le 9 décembre. Les exclusions se multiplient. Déterminé à rester seul maître à bord, Jean-Marie Le Pen use de tout son verbe pour vilipender « une poignée de lieutenants et de quartiers-maîtres félons » appuyés, assure-t-il, par « de très puissants capitalistes proches de l'Elysée ». Le 11 décembre, à Metz, il se compare à César à ce détail près qu'il clame en mimant la scène : « Moi, je sors mon épée et je tue Brutus, avant qu'il ne me tue. »

La contre-attaque réussit, mais l'hémorragie est importante. Plus de la moitié des cadres ont suivi Bruno Mégret et fondé, à Marignane, les 23 et 24 janvier 1999, ce qui allait devenir le Mouvement national républicain. Parmi eux, plus d'une centaine de conseillers régionaux, dont le départ s'est cruellement fait sentir quand Jean-Marie Le Pen était à la recherche de ses 500 parrainages.

Michel Soudais

René Monzat

du Front national

Un aggiornamento en trompe-l'œil

En dépit de la reformulation de son vocabulaire, l'idéologie reste celle des droites radicales

IX ans durant, le Front national a été, parmi les formations politiques françaises, celle qui a attaché le plus d'importance aux questions idéologiques. Ce parti a en effet mené, malgré l'ostensible désintérêt de son chef pour tout ce qui est intellectuel, une entreprise méthodique de mise à jour de son héritage politique et idéologique. Ses « intellectuels organiques » se sont mobilisés pour cette tâche, en particulier au sein du « conseil scientifique » du Front national, ainsi que dans les colonnes de la revue *Identité*, dont les 25 numéros sont parus entre mai 1989 et novembre 1998. Leur travail a donné au Front national de la fin des années 1990 une identité idéologique et politique très différente de celle qui était la sienne au début des années 1980. La mutation s'est accomplie au rythme des défis politiques auxquels ce courant s'est trouvé confronté : chute du mur de Berlin et effondrement du bloc de l'Est, guerre du Golfe, construction européenne.

D'autre part les cadres de ce parti se sont réappropriés, en l'adaptant, l'héritage idéologique des extrêmes droites européennes. Ils ont fait adopter à leur parti une identité idéologique très proche de celle de la droite révolutionnaire d'entre les deux guerres. Ils ont, à l'occasion de cette mise à jour, réussi à faire fusionner des apports provenant de cultures politiques, a priori incompatibles, qui composent le FN. En particulier catholique intégriste et néopaienne. Ce travail a facilité plusieurs évolutions majeures du mouvement. Le premier réajustement est géopolitique. Le FN se pensait avant la chute du Mur comme le meilleur allié du monde libre dans sa lutte contre le communisme. L'épouvantail soviétique disparaissant, l'ennemi devient américain. Et

l'opposition du mouvement à la guerre du Golfe est venue sceller ce retournement. Sur le plan économique, il a basculé du libéralisme à l'antilibéralisme. En 1985, le FN entendait « entreprendre une révolution libérale » et Jean-Marie Le Pen s'est plusieurs fois défini comme un « Reagan français ». Aujourd'hui, il refuse le libéralisme comme le dirigisme, il pourfend « le libre-échange destructeur » et a réclamé un « nouveau protectionnisme ».

La synthèse de ces deux évolutions permet au FN d'affirmer que l'antagonisme principal est désormais celui qui oppose les peuples enracinés au système mondialiste. Désormais, à ses yeux, le clivage politique majeur n'oppose plus la vision libérale à la conception marxiste, mais la vision identitaire au projet mondialiste. En matière sociale, le FN a su opérer un tournant radical en 1992, pour éviter que la gauche joue de la contradiction entre les aspirations sociales de l'électorat populaire que le FN avait gagné à lui et son programme économique, qui avait été conçu pour séduire des petits patrons.

Parallèlement à ces évolutions très spectaculaires, le FN s'est attelé à une entreprise de reformulation de son vocabulaire et à une redéfinition des principaux concepts politiques. Il a ainsi euphémisé son vocabulaire sur l'immigration en adoptant la thématique de la « préférence nationale ». Thématique articulée avec son nouveau discours économique. Quand le conseil scientifique du FN consacre un colloque aux origines de la France, il marque une rupture avec la conception républicaine de la nation. Jean-Marie Le Pen reprend à son compte les conclusions de ce travail : « Nous défendons une certaine idée de la France. Elle n'est ni de gauche ni de droite, ni d'hier ni de demain. Elle est substantielle à notre devenir. Elle est indis-

solublement liée à notre sang, à notre sol, à notre mémoire. » Il poursuit : « Pour qu'il y ait politique, il faut donc que se combinent trois éléments fondamentaux : un peuple homogène, vivant sur le territoire dont il a hérité de ses pères, et vivant en accord avec sa tradition. »

Jean-Marie Le Pen qui réaffirme : « Oui, il y a inégalité des races comme il y a inégalité des civilisations », se défend aussitôt de tout racisme pour évoquer à nouveau les « facteurs biologiques », la « substance biologique », la mémoire qui sourd « dans nos veines ». Il est par ailleurs probable qu'il a lu un texte écrit par d'autres. Mais le programme de gouvernement du Front national édité en 2001 s'inscrit dans la continuité de cette rupture avec la conception républicaine : « La France est une nation "venue du fond des âges" et sa population est pour l'essentiel fixée depuis plus de deux millénaires. Elle

est principalement issue de la fusion de trois composantes européennes : celte, latine, germanique. » « Mais, poursuit le texte, l'intégration massive de millions de ressortissants immigrés détruit cette identité. Il faut donc inverser le courant de l'immigration. »

Un travail comparable a été mené à terme pour subvertir la notion de peuple, redéfini lui aussi sur des bases ethniques ; même la devise républicaine *Liberté Egalité Fraternité* a été retournée en affirmant que la fraternité est le sentiment que se portent les frères et sœurs, donc de même sang. Et non que les citoyens doivent adopter entre eux l'attitude qui est naturelle entre frères et sœurs ! Une vraie république ou une vraie démocratie ne pourrait dès lors exister qu'entre personnes de la même origine.

Les intellectuels organiques du FN ont mobilisé pour cette entrepri-

se un outillage intellectuel éclectique issu de différents courants, allant de l'antilibéralisme catholique du XIX^e siècle aux théoriciens de la droite révolutionnaire française, de la révolution conservatrice allemande, c'est-à-dire de l'extrême droite prénazie, jusqu'au traditionalisme fasciste d'un Julius Evola. Cet outillage, ces références sont familiers à des centaines de cadres de l'extrême droite française en général et du FN en particulier. En revanche les électeurs du FN, et même les militants de base, ne soupçonnent pas leur existence. Le Pen lui-même a toujours montré une souveraine indifférence devant les questions intellectuelles et théoriques. La culture intellectuelle et politique de la droite révolutionnaire pourrait ne concerner qu'un courant en marge de l'extrême droite. Elle a, en fait, forgé la personnalité politique et intellectuelle des principaux cadres

du FN. C'est de cette culture que relèvent les auteurs de référence que Jean Mabire, semaine après semaine, présente dans *National Hebdo*, c'est elle que diffusent les librairies dont les publicités paraissent dans toutes les publications du FN. Un univers culturel négligé par la science politique universitaire.

Identité a consacré en janvier 1994 un numéro à « La modernité du Front national ». Pierre Sirgue y explique : « Beaucoup de valeurs sacrées, morales, identitaires ou nationales que défend le mouvement national ont été dans le passé prônées par des mouvements ou des penseurs contre-révolutionnaires, antirépublicains ou antidémocratiques. La force du Front national consiste précisément à rendre possible la renaissance de ces valeurs à l'aube du XX^e siècle dans le cadre de la République et du principe démocratique de souveraineté populaire. En ce sens, le Front national, grâce à cette conception nouvelle de "démocratie organique" ou de "république naturelle", se révèle comme un mouvement capable d'assurer la réconciliation définitive de la France d'aujourd'hui avec celle d'hier et de féconder son avenir par ses valeurs les plus anciennes et ses traditions les plus profondes. »

L'appareil du FN est soudé par une idéologie qu'il s'est forgée, une culture d'une droite radicale opposée aux valeurs que partage le reste du champ politique. Elle est en particulier radicalement antagonique avec les valeurs fondamentales de la droite gaulliste ou libérale. L'idéologie des cadres du FN n'exprime pas un durcissement des idées de la droite républicaine. Elle est au contraire issue d'une tentative consciente de les éliminer en leur substituant le corpus idéologique modernisé des droites radicales ou droites révolutionnaires.

René Monzat



1^{er} mai 1997. Le leader du Front national, à Paris, à la fête de Jeanne d'Arc.

Anti-européens sans complexe

Considérés comme « fréquentables » par leurs collègues, les élus du FN font peu parler d'eux au Parlement de Strasbourg

DEPUIS le début de la législature, le Front national paraissait relativement éteint au Parlement européen. Les eurodéputés fraîchement élus en 1999 n'ont ainsi pas eu l'occasion d'entendre Jean-Marie Le Pen pousser un de ces « coups de gueule », assorti d'attaques *ad hominem*, dont il était coutumier lorsqu'il présidait le groupe des Droites européennes, et qu'il comptait dans ses rangs l'ancien Waffen SS Franz Schönhuber.

Le Front national a pourtant continué de défendre des thèses antieuropéennes, mais sans se faire remarquer : il faut dire que, pendant les sessions plénières, son temps de parole est limité à une minute envi-

ron, en raison de sa faible représentation (5 députés sur 626). En commission, ce temps est illimité, mais les députés FN ne sont guère assidus. « Quand ils sont là, ils ont un discours tellement invraisemblable qu'on se contente de hausser les épaules », indique Danielle Auroi, députée Verte qui siège à la commission de l'agriculture : « Jean-Claude Martinez nous explique par exemple que les musulmans sont responsables de la propagation de la fièvre aphteuse, parce qu'ils ont fait venir des moutons pour l'Aid el-kébir ! »

Les élus du FN ne sont systématiquement présents qu'en session plénière, aux séances de vote, où ils s'expriment « en toute indépendan-

ce », selon Carl Lang. Ils ont ainsi, comme la gauche française, refusé la libéralisation de l'électricité, parce que « l'électricité est un instrument de l'indépendance nationale auquel les lois du marché ne doivent pas s'appliquer ». Les députés du FN se sont prononcés « systématiquement sur tous les sujets qui concernent l'immigration », pour rappeler qu'ils veulent « le rétablissement des contrôles aux frontières ». En matière institutionnelle, ils se sont opposés à tout élargissement des compétences du Parlement, ont soutenu le droit de veto des Etats, ont mis en garde contre l'élargissement et exprimé leur refus de l'adhésion de la Turquie. Lorsque Jacques Chirac

est venu présenter les priorités de la présidence française, en juillet 2000, c'est un petit-fils du général de Gaulle qui s'est chargé de lui dire qu'il incarnait le « parti de l'étranger ». « Il y a un seul droit que je ne lui reconnais pas, c'est celui de parler au nom du général de Gaulle », a répondu Jacques Chirac.

Les députés du Front national semblent avoir totalement disparu de la scène parlementaire en octobre 2001, lorsque le tribunal de Luxembourg a prononcé la dissolution du groupe factice qu'ils avaient constitué avec les radicaux d'Emma Bonino. Cette alliance de circonstance, non fondée sur des affinités politiques, avait scandalisé le Parlement, parce qu'elle était destinée à obtenir des avantages matériels, comme le droit de déposer des textes écrits et de disposer de collaborateurs pour les rédiger. Pendant deux ans, les élus du FN, muselés à l'oral, ont assuré une intense présence écrite : ils ont déposé d'innombrables propositions de résolution qui n'ont jamais été reprises dans des versions de compromis, et d'aussi innombrables amendements qui n'ont jamais été votés, en raison de leur positionnement idéologique : « Nous défendons l'Europe des patries dans un Parlement fédéraliste », résume M. Lang.

Bien qu'ils s'expriment de façon abrupte dans l'Hémicycle, les députés du FN sont jugés « courtois », « polis », « cultivés », « aimables », et « modérés dans leur expression », bref « fréquentables » par ceux qui les côtoient. Même un socialiste belge comme Jean-Maurice Dehousse, ancien maire de Liège, ne peut que difficilement critiquer Bruno Gollnisch, membre comme lui de la délé-

gation pour les relations avec le Japon, dont il apprécie « le fait qu'il parle couramment japonais ». « Il est d'autant plus dangereux qu'il est intelligent », ajoute-t-il toutefois. Eduqués, les députés frontistes parlent des langues étrangères, ce qui leur permet de communiquer avec leurs collègues, comme les conservateurs britanniques, ce qui n'est guère le cas, par exemple, des chasseurs français. C'est d'ailleurs par principe seulement que M. Le Pen ne s'exprime que dans sa langue maternelle. Lorsqu'il a voulu faire comprendre à l'Hémicycle qu'il n'était pas homme à se laisser démettre de son mandat par la justice française sans ferrailer auprès des tribunaux, il a ainsi lancé un martial : « I will come back ! » (je reviendrai).

Les députés du Front national envisagent de reconstituer un groupe politique après les élections de 2009. Aujourd'hui, cela paraît impossible, dans la mesure où le seul dénominateur commun à toutes les droites extrêmes est le refus de l'immigration. Le nationalisme prôné par Jean-Marie Le Pen ne peut longtemps s'entendre avec le séparatisme défendu par le Vlaams Blok ou l'autonomisme régional que revendique la Ligue du Nord. L'Alliance nationale italienne de Gianfranco Fini a rompu avec le Front national quand il s'est allié aux Republikaners allemands de M. Schönhuber. Quant au FPÖ autrichien de Jorg Haider, il est soucieux de sa respectabilité. « Ces attitudes pourraient bien changer au vu des résultats du premier tour de la présidentielle », pronostique-t-on toutefois au Front national.

Rafaële Rivais

Rock et littérature

POUR séduire la jeunesse, le « rock identitaire français » (RIF), soutenu par le FN comme le MNR, emprunte aux courants de la scène musicale alternative. Le CD *Anti-Mondial*, 16 groupes en rage contre la mondialisation se veut une arme de guerre culturelle. Il reflète un discours anticapitaliste et anti-américain. « On se prend à rêver de révolution », « Le système capitaliste assassine les peuples », « Le mur de Berlin est tombé, l'oncle Sam peut enfin commettre ses méfaits ». Mais les dénonciations du « brassage ethnique », du « chaos ethnique », la défense de « notre peuple » ou de « l'identité » renvoient à un autre univers idéologique. L'éditeur du CD souligne : « En diffusant des Compact Discs, nous plaçons progressivement une partie de la jeunesse sous notre influence. Une fois que certaines phrases types sont assimilées par nos sympathisants (ex : "sionistes=assassins" ou "politiciens de droite et de gauche=corrompus"), ces derniers sont perdus pour le système. »

Jean Mabire est le principal guide dans la dimension littéraire d'une extrême droite qui lit peu. Il officie depuis 1990 à *National Hebdo*, hebdomadaire du Front national. Ses chroniques présentent l'œuvre littéraire ou politique d'auteurs décédés et insistent plus sur leur idéologie que sur leur écriture. Jean Mabire a consacré des dizaines d'ouvrages, grand public ou apologistes, aux divisions SS. Il a collaboré à l'ouvrage d'hommage à l'ancien officier politique des SS français Saint-Loup. Il tente de perpétuer un paganisme dont les rites et les objets de culte étaient ceux de l'entourage de Himmler. Partisan d'une Europe des régions, il influence les régionalistes d'extrême droite, et participe à la nouvelle droite.

R. M.



15 décembre 1998. Charles de Gaulle et Jean-Claude Martinez, députés FN, au Parlement européen.

Pour Pascal Perrineau, la France lepéniste reste celle des grandes concentrations urbaines. Emmanuel Todd insiste sur la fracture culturelle avec le reste de la société.

« Le Pen se met à l'avant-garde du camp de la société fermée »

Comment définissez-vous la France de Le Pen ?

Partons des cartes. Celle de 2002 est à peu près la même qu'en 1995. Elle nous montre une France qui ne cesse de nous étonner depuis des années. Ce n'est pas une carte de droite, ce n'est pas non plus une carte de gauche, ce n'est même pas une carte de l'extrême droite telle qu'on l'a connue dans le passé, au temps du boulangisme à la fin du XIX^e siècle, des Ligues dans l'entre-deux-guerres ou du poujadisme il y a près d'un demi-siècle. C'est un autre type de carte, qui n'a pas de cohérence politique, mais plutôt une cohérence sociale.

Quels en sont les contours ?

Cette France lepéniste, elle se situe à l'est d'une ligne Le Havre-Valence-Perpignan. C'est d'abord la France des grandes concentrations urbaines : on voit bien comment Jean-Marie Le Pen et le Front national se sont implantés sur le terrain des inquiétudes urbaines. C'est également la France des départements dans lesquels la délinquance est la plus élevée, qu'il s'agisse de la bordure méditerranéenne, de l'agglomération lyonnaise ou, bien sûr, de la région parisienne ou le vieux Sud de la gauche républicaine. Le vote Le Pen mêle des traditions politiques différentes.

Venons-en au profil sociologique de l'électeur lepéniste.

Ce profil n'a pas fondamentalement changé, même si les lignes se sont un peu déplacées. L'électorat du Front national est d'abord plus masculin que féminin. La surreprésentation des hommes dans l'électorat d'extrême droite est un trait qui se retrouve partout en Europe. Le vote Le Pen s'articule probablement sur une certaine crise de l'identité masculine, en particulier chez les jeunes qui ne sont pas intégrés par le travail, qui connaissent des situations de galère, qui ont un faible niveau de diplômes et donc peu de moyens de comprendre ce qui change dans leur environnement, non seulement en termes économiques et sociaux, mais aussi en matière de mœurs et de rapport à l'autre, en particulier à l'autre sexe.

Ensuite, Le Pen fait un tabac dans les couches populaires. On peut considérer, même si les sondages varient, qu'environ un quart des ouvriers qui sont allés voter ont voté pour Jean-Marie Le Pen. C'est le premier électorat ouvrier, mieux que Chirac ou Jospin. En revanche, c'est dans la catégorie des cadres supérieurs et des professions libérales



PASCAL PERRINEAU, politologue, est professeur à l'Institut d'études politiques de Paris et directeur du Centre d'études de la vie politique française (Cevipof). Il a publié notamment *Le Front national à découvert* (collectif, 1989) et *Le Symptôme Le Pen : radiographie des électeurs du Front national* (1997).

tains départements de la région parisienne ou le vieux Sud de la gauche républicaine. Le vote Le Pen mêle des traditions politiques différentes.

Ensuite, Le Pen fait un tabac dans les couches populaires. On peut considérer, même si les sondages varient, qu'environ un quart des ouvriers qui sont allés voter ont voté pour Jean-Marie Le Pen. C'est le premier électorat ouvrier, mieux que Chirac ou Jospin. En revanche, c'est dans la catégorie des cadres supérieurs et des professions libérales

que Le Pen fait ses plus mauvais scores : avec 9 %, c'est la seule catégorie dans laquelle il est en dessous de 10 %, comme en 1995, mais en recul par rapport à 1988, où une partie de la bourgeoisie de droite votait pour lui.

Et il y a toujours les commerçants et artisans.

C'est ce que j'ai appelé jadis l'alliance de la boutique et de l'atelier. La force électorale de Le Pen, c'est d'avoir réuni le monde de la boutique, qui a toujours été le réservoir des formations d'extrême droite, et le monde ouvrier, où il a réussi à s'implanter. Cette alliance était là hier, on la retrouve aujourd'hui, légèrement renforcée.

ne, un petit plus dans le milieu des ouvriers et des employés, un petit plus dans les revenus modestes, un petit plus parmi ceux qui ont un faible niveau d'études. C'est la même structure, mais aplatie, molle. Contrairement à ce qu'on croyait, Bruno Mégret n'a pas permis la percée de l'extrême droite dans les milieux bourgeois. Ce n'est pas de Villiers, la structure de son électorat n'est pas celle de l'électorat de Philippe de Villiers en 1995.

Nous avons vu ce qui n'a pas changé par rapport à 1995. Qu'est-ce qui a bougé ?

Le premier changement, outre le renforcement du score de l'extrême droite, qui rassemble tout de même plus de 900 000 électeurs supplémentaires, c'est un début de vieillissement de cet électorat. Le Pen reste à un niveau confortable chez les 18-25 ans, avec une moyenne de 16 %, qui monte à 18 % avec Mégret. Il est en tête chez les jeunes. Mais il semble qu'il n'y ait plus de dynamique. Les jeunes qui votent pour Le Pen sont ceux que l'on ne voit pas, ni dans les médias ni dans les enquêtes, qui sont souvent en galère. Le Pen donne l'impression d'avoir fait le plein de cette jeunesse en difficulté. Aujourd'hui, ça patine. En revanche, il y a une augmentation dans les catégories d'âge supérieures, à partir de 40 ans. Il y a

Le Pen et le vote anti-Maastricht ?

Oui. Sur les 25 départements dans lesquels la poussée de l'extrême droite est la plus forte, 21 sont des départements qui ont voté non à Maastricht. Je crois qu'au-delà du clivage droite-gauche se met en place un clivage entre partisans d'une société ouverte et partisans d'une société fermée, c'est-à-dire entre des milieux qui considèrent que, quels que soient les dégâts de la transition, ils ont tout à gagner à l'ouverture économique, culturelle, institutionnelle, du pays et des milieux qui pensent qu'ils ont tout à y perdre. Le non à Maastricht, qui a atteint près de 49 % des suffrages, n'était pas un vote de droite ou de gauche, c'était un vote de droite et de gauche. C'était le vote de l'électorat du PC, de la minorité chevènementiste du PS, d'une partie de l'électorat d'extrême gauche, de l'immense majorité de l'électorat d'extrême droite, de la moitié de l'électorat RPR. C'est pourquoi Le Pen se dit que le meilleur moyen de sortir du ghetto de l'extrême droite, c'est de se mettre à l'avant-garde du camp de la société fermée, du camp du non à Maastricht. Et ce n'est pas pour rien qu'il s'est adressé, au soir du premier tour, aux abstentionnistes, aux chasseurs, aux électeurs de Robert Hue et d'Arlotte Laguiller. Il sait très bien que ce message correspond à une réalité qui dépasse le clivage droite-gauche et qui s'exprime déjà confusément dans la dynamique du premier tour.

Peut-on dire la même chose de l'électorat de Bruno Mégret ?

L'électorat de Bruno Mégret est une pâle déclinaison de celui de Jean-Marie Le Pen. On y trouve en effet, par rapport à sa moyen-



Fête des Bleu-blanc-rouge, en 1996, à Paris.

Propos recueillis par Thomas Ferenczi

« La désintégration des grandes croyances collectives »

Qui sont les électeurs du FN ?

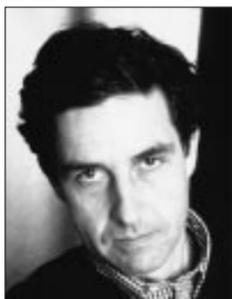
Ce qui me frappe d'abord, c'est qu'ils sont là depuis longtemps. Il y a désormais un socle de 15 % de gens qui votent FN. Ce socle, en particulier dans sa composante ouvrière, n'a pas bougé. On connaît son implantation géographique. Elle correspond pour l'essentiel aux zones de forte immigration d'origine maghrébine. Cela va du Nord au littoral méditerranéen, en passant par l'Est. C'est toujours la même carte. Après chaque élection, on nous parle d'une forte percée du Front national, mais c'est parce que, dans la période précédente, les sondages nous ont fait croire qu'il était retombé à 10 %.

Il y a tout de même une progression de 15 % à plus de 19 %.

Non, c'est une erreur de perspective, due à la montée de l'abstention. Si on calcule en pourcentage des inscrits pour éliminer l'effet abstention, on constate que la proportion d'électeurs votant pour Jean-Marie Le Pen est passée de 11,8 % en 1995 à 12,1 % en 2002. Si on y ajoute l'électorat de Mégret, on arrive à 13,8 %. Il y a donc une augmentation de deux points. Ce n'est pas négligeable. Ce n'est pas un raz de marée.

Quelle est la composition sociologique de ce « socle » ?

Un ressort principal est l'aliénation des milieux populaires. Mais il est important de noter qu'il n'y a pas eu, le 21 avril, de progression du vote Le Pen dans le monde ouvrier, ou une progression infime. La véritable percée s'est produite entre 1988 et 1995, où Le Pen est passé de 16 % à 27 % dans l'électorat ouvrier. Aujourd'hui, le chiffre se situe, selon les sondages, entre 25 % et 30 %. S'il y a une progression, elle est margina-



EMMANUEL TODD, historien, anthropologue, est chercheur à l'Institut national d'études démographiques (INED). Il a notamment publié *Le Destin des immigrés* (1994) et *L'Illusion économique* (1999).

le. Non, le phénomène nouveau, en 2002, dans les milieux populaires, c'est la poussée de l'extrême gauche et l'aspiration qu'elle exprime. Je suis le premier à reconnaître que les programmes économiques de Lutte ouvrière ou de la LCR sont ineptes, mais, en termes de valeur, leur percée est plutôt positive. Le vote Le Pen représente en effet une corruption des ouvriers par les valeurs d'inégalité qui ravagent la société capitaliste. Les classes moyennes ont renoncé à l'objectif d'égalité. Leur mépris pour le peuple s'est répercuté en milieu ouvrier contre les immigrés. Le vote d'extrême gauche, c'est la redécouverte des valeurs d'égalité.

Il y a aussi, dans le vote Le Pen, les effets de l'insécurité

L'analyse géographique du vote montre que l'insécurité des banlieues n'a pas été le déterminant fondamental de la progression de l'extrême droite. Depuis six mois, la télévision nous abreuve d'images violentes, mettant en scène des grandes villes et des banlieues pourries. Le plus souvent, les nouvelles rapportées ne sont pas statistiquement significatives. La France n'est pas un pays violent, le taux d'homicide y est l'un des plus faibles du monde. La carte des départements où la progression de l'extrême droite a été la plus forte ne donne pas une importance particulière aux grandes villes, et en particulier à l'agglomération parisienne. On observe même une baisse en Seine-Saint-Denis. On ne constate pas non plus une progression importante dans les départements ouvriers du Nord et de l'Est, où la déconfiture socialiste s'explique plutôt par la poussée de l'extrême gauche.

Quels sont les autres éléments de ce socle ?

Il y a, à côté de cette composante sociologiquement de gauche, une composante sociologiquement de droite, celle des petits commerçants et artisans. Si on compare ces deux composantes, on voit qu'elles ont en commun, pour une large part, le fait de n'avoir pas fait d'études. On pourrait parler, à cet égard, de fracture culturelle pour caractériser leur rapport avec le reste de la société. C'est cette combinaison entre une population formée de gens aux revenus modestes (ouvriers, employés, petits commerçants, petits artisans), touchée de plein fouet par le choc de la modernité économique, et des territoires où l'immigration d'origine maghrébine est forte qui assure la base électorale de Jean-Marie Le Pen.

Et dans les beaux quartiers ?

Au départ, lorsqu'il a émergé, le FN gardait une trace du vote d'extrême droite ancien, qui incluait en partie les beaux quartiers. Il n'était pas localisé de la même façon dans les milieux populaires. Mais petit à petit il en est venu à s'identifier à l'aliénation populaire. Aujourd'hui, voter FN, c'est se définir comme un paumé. Hors de tout antiracisme véritable ou de toute considération morale, un bourgeois ne peut pas donner sa voix au Front national parce que ce serait pour lui se définir comme un exclu du système.

Il y a eu, semble-t-il, une poussée dans des départements ruraux

On constate en effet une hausse d'environ 2 points (en pourcentage des inscrits) dans une série de départements plutôt ruraux, qui n'ont pas été dévastés par les grands ensembles ni touchés par l'immigration. Les sociétés régionales les plus paisibles, les plus traditionnelles, du Limousin, du sud de l'Auvergne et de la région Midi-Pyrénées ont été saisies d'une petite fièvre. Leurs populations sont âgées, tranquilles, c'est un monde d'employés et de petits-bourgeois qui vivent dans des petites villes, un monde qui conserve quelques paysans. Ce sont les régions de France où on vit le plus vieux. Tout cela ne colle pas vraiment avec l'image de banlieues encore plus détraquées que d'habitude.

Comment expliquez-vous cette progression ?

Il faut revenir à l'interprétation historique générale du vote Le Pen. A l'origine, ce qui a ouvert un espace idéologique au Front national, c'est l'effondrement des grandes croyances collectives qui structu-

raient les mentalités françaises et dont les plus puissantes étaient, à gauche, le Parti communiste et, à droite, l'Eglise catholique. Le PC et l'Eglise étaient des contre-sociétés qui donnaient un sens à l'existence et sécurisaient les individus. Leur reflux a produit des effets différentiels en haut et en bas de la structure sociale. En haut, cette évolution a été perçue comme une sympathique montée de l'individualisme, porteur de libertés nouvelles, dont un portefeuille bien garni permet de profiter ; en bas, où les portefeuilles sont moins épais, elle a créé un désarroi, dont s'est nourri le vote FN. On vient peut-être d'assister à la dernière étape de cette désintégration, qui a fini par toucher les zones les plus conservatrices. Dans ces zones, il est possible - même si ce n'est pas mesurable - qu'un deuxième phénomène ait joué : la décomposition parallèle de deux autres croyances collectives, l'idéologie nationaliste, relayée par le gaullisme, et le vieux socialisme, dont on vient peut-être de vivre, dans ces régions, la phase terminale.

Vous parlez de la dernière étape de cette désintégration. Cela veut-il dire que Le Pen n'a plus de marge de progression ?

Je parle de phase terminale parce que la pratique religieuse est à zéro, que le PC n'existe plus, et le vieux socialisme non plus. Si Le Pen n'avait pas atteint le deuxième tour, j'aurais tendance à dire, en effet, que le pire est passé. Mais on ne peut pas exclure un effet dynamique du second tour, qui relance le FN dans une autre logique.

Propos recueillis par T. F.

Que penser ? Que faire ?

par Alain Badiou, Sylvain Lazarus et Natacha Michel

CE qui s'est passé est avant tout l'effondrement électoral de Jospin, et la très faible performance de Chirac. Voilà ce dont il faut partir, parce que le score de Le Pen n'en est qu'une conséquence.

Dira-t-on alors (« séisme », « honte », etc.) que c'est un événement stupéfiant ? Imprévu, oui. Mais non pas extravagant. Le Pen est depuis vingt ans un professionnel des grandes élections, et il n'a pas fait beaucoup plus de voix que d'habitude.

Que ceux qui sont ravagés par l'étonnement, les peurs et les pleurs, considèrent ce point : le parlementarisme est une façon de concevoir la politique ou un quart des gens trouvent qu'on peut voter pour Le Pen tout aussi bien que pour n'importe qui d'autre. C'est certainement que Le Pen est homogène aux autres, par nombre de points, et non pas visiblement excentrique. Le Pen est un homme important du parlementarisme français, voilà la vérité. La seule nouveauté est qu'il parvienne au deuxième tour d'une élection présidentielle. C'est de ce point, uniquement, qu'il faut examiner les causes.

Les partis, d'abord. Le RPR, le PS, la gauche plurielle. Chirac et Jospin. Faut-il les absoudre ? Faut-il oublier ? Faut-il rallier leur panache, soudain blanchi par le succès du vieux vichyste, du vieux raciste, du vieil antisémite ?

Quant à nous, nous savons que face à l'abaissement des consciences, aux effets délétères des peurs, des communautarismes et des lâchetés, il n'y a, en politique, que la fermeté sur les principes.

Qu'appelons-nous « principe politique » ? Que, sur les points considérés comme fondamentaux de la situation faite aux gens, on tienne jusqu'au bout, sans défaillance, quelques maximes. Qu'on fasse inflexiblement de ces maximes la règle d'une pensée et d'une action organisées. Qu'à leur propos, on livre bataille, au sens d'un processus collectif décidé à changer la situation.

Nous devons bien dire que nous ne voyons aucun signe d'une quelconque fermeté sur les principes dans aucune des composantes de la gauche plurielle, pour ne rien dire du RPR.

Ce que nous voyons depuis quinze ans, c'est que l'absence de principes fait le lit de l'abaissement des consciences, et que Le Pen n'est que celui qui récolte, dans le cadre officiel des élections et du parlementarisme, ce qui, par les gouvernements successifs, fut invariablement semé.

Donnons des exemples précis. 1. Sous Mitterrand, Mauroy, Fabius, avec la complicité du PCF, on s'est acharné à détruire toute référence politique au mot « ouvrier ». On lui a ouvertement substitué le mot « immigré ». On a dit que Le Pen « posait les vrais problèmes ». Toute prononciation ouvrière, toute considération des usines, a été rejetée, et l'opinion de la bourgeoisie moderne est devenue l'alpha et l'oméga de tous les discours politiques confondus.

Bérégozovoy a plus libéralisé le système financier que tous ses prédécesseurs de droite. Jospin a plus privatisé d'entreprises que Juppé. Tous ont taillé en pièces les services publics. Tous ont modernisé à tout va. Aucun n'a tenu le moindre compte de la vie des gens, encore moins de leur possible pensée. Il y a alors quelque bêtise à pleurnicher sur un retour de bâton « populiste ». Quand vous en êtes-vous soucié, chers gouvernants déconfits, du peuple, et de son épine dorsale ouvrière ? A cette indifférence bourgeoise, à ce culte de la finance camouflé en « modernisation », opposons le

principe : pas de politique progressiste moderne sans une référence refaite, repensée, à une figure ouvrière. C'est pour avoir liquidé ce principe, et ce dès mai 1968, que le PCF vient de disparaître. C'est à la réinvention pratique de la figure ouvrière qu'il faut s'atteler.

2. Il y a en France des centaines de milliers de gens d'origine étrangère, qui travaillent et vivent ici, et dont la très grande majorité sont des ouvriers. Sous Mitterrand, Mauroy, Fabius, Rocard, Bérégozovoy, Balladur, Chirac, Juppé, Jospin, avec l'accord de toute la gauche plurielle, on a fait de la question de la régularisation par l'Etat de tous ces ouvriers une question de sécurité et de police. On a parlé de « clandestins ». On a créé des camps d'internement. On a réduit le droit d'asile à rien. On a sévèrement limité le regroupement fami-

liar. On a voté la loi Chevènement, qui, pour donner un simple papier permettant d'aller et de venir librement, demande des « preuves » officielles, nécessairement introuvables, de dix ans (dix ans !) de présence continue sur le territoire français ! Et après on vient se plaindre des succès du Front national ? Commençons donc par ne pas faire sa politique ! A tout cela, il faut opposer les principes qui depuis cinq ans sont ceux du rassemblement des collectifs des ouvriers sans papiers des foyers et de l'organisation politique : celui qui vit et travaille ici est d'ici. Les foyers ouvriers, c'est bien. Régularisation sans condition de tous les ouvriers sans papiers.

Ce que nous voyons depuis quinze ans, c'est que l'absence de principes fait le lit de l'abaissement des consciences, et que Le Pen n'est que celui qui récolte ce qui, par les gouvernements successifs, fut invariablement semé

3. Qui a fait tomber Juppé ? Qui a amené Jospin au pouvoir ? Ce sont d'un côté le grand mouvement gréviste et populaire de décembre 1995, de l'autre, l'action énergique des ouvriers sans

me tous les candidats officiels, la sérénité sécuritaire. A cela il faut opposer les principes : la ville pour tous. Un enfant = un élève. Des horaires de travail lisibles et stables.

On doit pouvoir vivre dignement de son salaire.

4. Tous les gouvernements successifs depuis Mitterrand ont invariablement soutenu les Américains dans des aventures de plus en plus violentes, impériales et cruelles. La guerre contre l'Irak, la guerre contre la Serbie, la guerre contre l'Afghanistan. Nous demandons : qu'en est-il d'un principe minimal d'indépendance nationale et de justice internationale ? Nous sommes ravis de voir aujourd'hui d'aussi farouches défenseurs des libertés pulluler contre le vieux vichyste. Mais nous aimerions qu'ils élargissent leur sollicitude à un horizon un tout petit peu plus vaste.

Il n'est guère cohérent de lever contre Le Pen l'étendard de la révolte des âmes, si la même âme approuve sans complexe la guerre d'un Bush (aussi réactionnaire, sur toutes les questions, que le Front national) ou celle d'un Sharon (aussi brutal dans sa guerre coloniale que le fut dans la sienne,

ALAIN BADIOU est philosophe.
SYLVAIN LAZARUS est anthropologue.
NATACHA MICHEL est écrivain.

en Algérie, le parachutiste Le Pen). Faut-il penser que les délicates et délicieuses libertés sont bonnes chez nous (sauf pour les ouvriers sans papiers, naturellement), mais qu'ailleurs la chiourme militariste est de rigueur ? Contre tout cela, proclamons les principes : indépendance complète au regard des aventures américaines. Dissolution de l'OTAN. Sympathie attentive pour le processus politique en cours au Chiapas. Une terre et un Etat pour les Palestiniens.

Il n'y a pas de mystère : sans le respect de ces quelques principes, sans de grandes batailles politiques organisées en toute indépendance autour de ces principes, la vie politique est sinistre, et l'abaissement continu. L'abjection n'est jamais loin. Elle est seulement aujourd'hui un peu plus palpable. Et son lien au système des élections et du parlementarisme est de plus en plus manifeste.

Nous croyons qu'aucun principe de réelle politique démocratique ne peut être mis en œuvre de façon suivie par quelque parti ou groupe parlementaire que ce soit. Ces principes démocratiques règlent, en toute indépendance, notre propre action, c'est la politique sans parti. C'est ce que nous appelons : la politique faite à partir des gens, et non à partir des positions de pouvoir.

Donner puissance à une telle politique est certainement, dans les temps troubles qui s'ouvrent - que Chirac et Jospin ont ouvert - le seul moyen durable et efficace de s'engager contre le pire. Les sanglots, les « j'ai honte », les « Le Pen t'es foutu », les tremolos républicains, sont parfaitement inutiles. Donner une vie, de pensée, d'action, d'organisation, à une politique entièrement différente est la grande affaire. Possible ? Sans problème. Immédiatement.

Reconstruire l'avenir

par Laurent Cohen-Tanugi

APRÈS le choc des résultats du premier tour, et sans cesse de s'en indigner, il est urgent de remonter la pente et de reconstruire l'avenir. Celui-ci commence le 5 mai, où la France entière doit se mobiliser, comme Dominique Strauss-Kahn a été le premier à le dire, pour que le score du président du Front national soit le plus faible possible. Cela signifie que tout démocrate qui se respecte doit appeler à voter Jacques Chirac, sans état d'âme ni ambiguïté, l'abstention s'apparentant en la circonstance à la politique du pire. Ce qui semblait une évidence au soir du funeste scrutin doit être aujourd'hui réaffirmé, au vu des prises de position de quelques apprentis sorciers dont l'irresponsabilité fait dresser les cheveux sur la tête.

S'il est un reproche que nul ne peut adresser à l'actuel président de la République, c'est bien de s'être jamais compromis sur les terres de prédilection de l'extrême droite. Il a au contraire clairement affirmé, à maintes reprises, son rejet viscéral du racisme, de l'antisémitisme et de la xénophobie, devenant ainsi la cible privilégiée de son adversaire du 5 mai. Après l'évolution vers l'Europe et la réaffirmation de la solidarité atlantique au soir du 11 septembre, la gravité et la sobriété de son allocution du 21 avril ne peuvent que confirmer la solidité des engagements du président sur l'essentiel.

Il est impératif que le vainqueur de Jean-Marie Le Pen dispose d'une majorité permettant au futur gouvernement de conduire efficacement le changement

Moins dramatique, mais beaucoup plus délicate car le consensus républicain risque d'y voler en éclats, est l'échéance suivante, celle des législatives. Pourtant, s'il est une leçon à retenir du scrutin du 21 avril, c'est le caractère désastreux pour le pays de la cohabitation dans le cadre des institutions de la V^e République, *a fortiori* lorsqu'elle se double d'une coalition hétéroclite à l'Assemblée et au gouvernement.

Cela n'est pas une découverte : nombreux sont les responsables et les commentateurs politiques de

droite comme de gauche qui ont dénoncé depuis longtemps les méfaits de la cohabitation, de la dévalorisation de la fonction présidentielle à la paralysie de l'action gouvernementale, en passant par l'affaiblissement de la voix de la France dans le monde. Or la brutalité de l'avertissement sorti des urnes

LAURENT COHEN-TANUGI est avocat et essayiste.

du premier tour signifie que les Français exigent désormais de leurs responsables politiques des actes, des résultats, du sens et de la cohérence. Il est donc impératif que le vainqueur de Jean-Marie Le Pen au soir du 5 mai dispose d'une majorité permettant au futur gouvernement de conduire efficacement le changement ou, pour le dire autrement, que le pays ne se retrouve pas précisément dans la configuration politique que les Français viennent de si durement sanctionner.

Cette réalité est évidemment difficile à accepter pour la gauche, spoliée de sa participation au second tour, et ce, quand bien même les résultats d'ensemble du premier tour semblent avoir laissé peu de chances à Lionel Jospin de l'emporter, eût-il été présent le 5 mai. Même sans esprit de revanche, il est naturel que la gauche souhaite, sinon retourner la situation, du moins équilibrer la position artificiellement hégémonique du nouveau président et de son parti.

Pourtant, tout comme la droite, la gauche doit entendre le message des électeurs et tirer les leçons d'un échec inscrit dans les contradictions de la « majorité plurielle » et de la politique du « ni-ni ». Les 35 heures, le flirt poussé avec les activistes antimondialisation et quelques autres errements ont aliéné au gouvernement le soutien des milieux économiques, tandis qu'il restait sourd ou sans réponse aux préoccupations des Français les plus exposés à l'insécurité montante et au chômage.

A cela s'est ajoutée l'absence de tout travail pédagogique sur l'adaptation du socle idéologique de la gauche au monde moderne. Le socialisme de gouvernement est donc à reconstruire sur des bases plus solides, mais, pour l'heure, il doit à ses propres idéaux de composer avec la droite républicaine pour lui permettre de réduire les extrémismes en gouvernant efficacement.

La responsabilité citoyenne ne pouvant toutefois s'exercer à sens unique, il revient au chef de l'Etat de lui faciliter la tâche en constituant un gouvernement dont au moins une partie de l'électorat socialiste soit susceptible de s'accommoder.

La politique de ce gouvernement devra conjuguer la restauration de l'autorité de l'Etat républicain et la réforme en direction d'une France à la fois plus sociale, pour répondre aux inégalités et aux inquiétudes, plus libérale, pour redynamiser notre économie, plus décentralisée pour changer les structures et les mentalités, et, enfin, plus européenne, car c'est principalement dans et à travers une Europe forte que la France peut aujourd'hui compter dans le monde. Cela suppose un certain renouvellement du personnel politique, susceptible de conduire le changement tout en favorisant le dialogue entre droite gouvernement et gauche opposition qu'appelle la gravité de la situation.

« La République est entre vos mains », a très justement déclaré aux Français le président-candidat. Elle est aussi entre les mains des responsables politiques des deux bords, qui doivent désormais, au-delà du 5 mai et des batailles partisans, choisir leur camp : celui qui conservera à la France son esprit de noblesse parmi les nations.

arts plastiques, audiovisuel, cinéma, cirque, danse, édition, musique, radio, théâtre

L'ART ET LA CULTURE CONTRE L'EXTREME DROITE

Vitrolles, Marignane, Toulon, Orange, Languedoc-Roussillon, Rhône-Alpes... : partout où il est ou a été directement ou indirectement au pouvoir, le Front National a mis en place ou tenté de mettre en place son dispositif de « guerre culturelle ».

Cette « guerre » passe par des actes de censure, la désignation de boucs émissaires, la fermeture d'établissements culturels. Elle incite à la xénophobie, à l'intolérance et à l'exclusion.

L'histoire de l'humanité en atteste : de telles politiques conduisent toujours au bâillonnement de la création, de la production artistique et à la désertification culturelle.

CONTRE TOUTES LES FORMES D'OBSCURANTISME ET DE FASCISME ET POUR DIRE NON A L'EXTREME DROITE, L'ENSEMBLE DU MONDE DES ARTS ET DE LA CULTURE, DANS TOUTE SA DIVERSITE, APPELE A UN GRAND RASSEMBLEMENT LE

DIMANCHE 28 AVRIL 2002 A 17 HEURES AU ZENITH

211 AVENUE JEAN JAURES 75019 PARIS

METRO : PORTE DE PANTIN / PORTE DE LA VILLETTE

Nous appelons chacune et chacun à un sursaut citoyen et républicain en faisant clairement barrage à l'extrême droite.

Nous appelons chacune et chacun à se mobiliser pour relever l'image de notre pays et mettre en échec l'extrême droite notamment lors des échéances électorales à venir.

Listes des organismes professionnels signataires :

ACID - ADAMI - AFPAC - Amicale des directeurs de théâtre - ABF - ACCN - ADDOC - ACRIF - ACCES - ADEF - AFIJMA - AFAA - AFCAE - AFO - ANAE - ANDDMD - ANDEA - ARP - ATLF - CFT - CNT - CPDD - CSCAD - CSPEFF - Club des Producteurs Européens - Collectif Liberté Culture - Collectif Culture - Collectif Musique - Comité Europe Afrique - CNLR - CIPAC - EAT - Etats Généraux de la Culture - FTILAC/CFDT - FDIAC - FEVIS - FFCB - FNSAC/CGT - FICAM - FASAPIFO - FSTP - Groupe 25 Images -

Groupe des Vingt - Hors les Murs - SPEDIDAM - ADAGP - SAIF - SACEM - SADC - SCAM - Société des comédiens français - SGDL - SRF - SDTP - SDI - SELF - SYNPTAC/CGT - SFCC - SFA/CGT - SGTIF/CGT - SYNDEAC - SNEP - SNES - SNAM/CGT - SNAP/CGT - SNAC/CGT - SNM/FO - SYNPASE - PRODIS - SYNOLYR - SUD CULTURE - SNTR/CGT - SNDTV - SNEAC - SPI - SPFA - EPA/SFU - TECHNOL - UGS - UGC - USSAC - UPF - UPFI - USPAOC/CGT - USPA - Zone Franche - Zéro pour Cent

Cet appel a également été signé par de nombreuses personnalités artistiques et d'institutions culturelles.

Le Monde
ÉDITORIAL

Jénine et Grozny

C'EST UNE TRADITION et elle a été respectée. Chaque année, la commission des droits de l'homme de l'ONU bat des records d'hypocrisie. Sa session annuelle à Genève voit certains des Etats qui piétinent le plus massivement les droits de l'homme – la Chine et la Russie, par exemple – échapper à toute condamnation. Ils brandissent le même bouclier : pas touche au sacro-saint principe de la souveraineté des Etats. Il n'y a d'atteintes aux droits de l'homme que dans la mesure où Moscou et Pékin consentent à les dénoncer. C'est la défense des droits de l'homme la plus conditionnelle et la plus misérable. Et on vient de voir une répétition de ce pitoyable exercice.

Premier acte : la commission se penche sur l'offensive israélienne en Cisjordanie. Elle vote le 15 avril, avec le soutien de la France, un texte stigmatisant Israël pour « les tueries massives » perpétrées contre le peuple palestinien. Moscou et Pékin sont au premier rang de l'offensive. Deuxième acte : quatre jours plus tard, vendredi 19, la commission rejette toute condamnation de la Russie pour la situation en Tchétchénie. Dans ce dernier vote, la Chine, qui a échappé à l'évocation de la situation au Tibet ou au Xinjiang, a apporté son soutien à Moscou, au nom de la « lutte antiterroriste » et de la défense de l'intégrité territoriale de la Fédération de Russie.

Pour justifier leur vote, certains Etats ont fait valoir une affaire de date. La destruction d'une partie du camp de réfugiés de Jénine en Cisjordanie (sans doute de 50 à 80 morts) a eu lieu en avril, alors que

l'anéantissement total (plusieurs dizaines de milliers de tués) de la capitale tchéchène, Grozny, une ville de 450 000 habitants, par les Russes remonte à 1999. L'argument relève de la chicanerie. Car, sans diminuer en rien les souffrances de la population palestinienne et sans atténuer en rien la condamnation de la politique d'Ariel Sharon, force est de constater que la situation en Tchétchénie est chaque jour plus tragique. Elle ne connaît aucune amélioration. L'armée poursuit une politique de l'horreur que confirment toutes les sources.

Mi-avril, l'ONG Human Rights Watch mentionnait la disparition de 87 personnes depuis le début de l'année à Grozny : enlevés contre rançon par les forces russes ou retrouvés morts, exécutés d'une balle à bout portant, le corps portant souvent la marque de tortures. Dans le reportage que nous avons publié, « Les disparus de Grozny » (*Le Monde* du 24 avril), notre envoyée spéciale confirmait ces agissements. Les forces russes entendent terroriser, afin de le soumettre, un peuple qui a déjà connu un calvaire : peut-être 150 000 morts depuis la dernière offensive, celle de 1999, alors que seuls 300 000 à 400 000 Tchétchènes vivraient encore à l'intérieur du pays, sur une population d'environ 1 million de personnes avant la guerre. Les autres ont été forcés à l'exil dans les Républiques voisines.

En refusant de dénoncer ce drame permanent, la commission de l'ONU a perdu encore un peu de sa crédibilité.

CHRONIQUE DU MÉDIATEUR

PAR ROBERT SOLÉ

Courrier des électeurs

ET vous, les journalistes, qui commentez avec tant d'assurance les erreurs des uns et des autres, n'avez-vous rien à vous reprocher ? La question revient assez souvent dans le flot de courrier que reçoit *Le Monde* depuis le choc du 21 avril. « Il serait vain d'espérer l'ébauche de l'esquisse d'une autocritique de la part de tous les journaux, y compris le vôtre, qui nous expliquaient avec aplomb depuis six mois que les deux participants du second tour étaient connus sans l'ombre d'un doute », écrit le docteur Elie Arié (Paris-12^e). « Comment la presse n'a-t-elle pas su tirer la sonnette d'alarme, pousser un cri d'alerte dans les jours qui précédaient ce dimanche funeste ? », demande pour sa part Emmanuel Jeangirard, de Blois (Loir-et-Cher). Comment des analystes patentés n'ont-ils pas su alerter d'un danger que de modestes citoyens ont vu venir ? Je le dis sans agressivité mais avec beaucoup d'amertume : les journaux n'ont pas été à la hauteur de leur rôle. Sauront-ils en débattre ? »

Essayons au moins de réunir les éléments du débat, en nous en tenant au *Monde*, car il est toujours trompeur de parler des médias en général. *Le Monde* n'est pas suspecté par exemple, contrairement aux grandes chaînes de télévision, d'avoir accordé trop de place à l'insécurité au cours de cette campagne, même si son approche de la question est devenue plus réaliste : on y aborde désormais ouvertement le climat insupportable qui règne dans des quartiers sinistrés, sans le réduire à un « sentiment d'insécurité » ou à du « racisme »...

Il est, en revanche, reproché au *Monde* d'avoir fait... comme tout le monde une analyse erronée de la situation. « D'après les sondages, que vous avez très généreusement relayés, cette élection était jouée d'avance », remarque Jean-Jacques Grasset, du Chambon-Feugerolles (Loire). « Les sondages ont bon dos, ajoute Sabine Dullin, maître de conférences à Paris-I. On sait depuis des années leur manque de fiabilité. On a continué pourtant à citer des pourcentages bien ronds là où seules des fourchettes auraient eu un sens. Et puis, il n'est écrit nulle part que les analyses politiques doivent se fonder uniquement sur des sondages. Ne peut-on

attendre d'un journaliste qu'il aille sur le terrain ? Il y a bien un début d'explication, plutôt désagréable, mais dont on ne peut faire l'économie : c'est l'agaçant parisianisme des médias... »

Un lecteur de Strasbourg, Jean Haas, souligne que dans le numéro daté 21-22 avril (week-end du vote) les pages sur l'élection présidentielle étaient introduites par ce gros titre : « Quatre mois d'une campagne dominée par le duel Chirac-Jospin ». Et il commente : « Si le duel Chirac-Jospin a dominé quelque chose, ce n'est pas la campagne, mais la couverture de cette campagne. Le traitement médiatique de l'événement a pris le pas sur l'événement lui-même, avec le brillant résultat que l'on sait. » Jean-Michel Baudouin (Genève) va dans le même sens, remarquant que « les larmes d'Arlette ou la gifle de Bayrou ont été transformés en événements ». Il critique non seulement le quotidien mais *Le Monde* 2 d'avril, dont la couverture présentait « un mixte surnois des traits de Jospin et de Chirac, suggérant visuellement que c'est un peu du pareil au même, et que de toute façon les jeux étaient faits. »

LES surprises de l'élection de 1995 incitaient cette fois à la prudence. *Le Monde* n'a pas manqué de rappeler les limites et les incertitudes des sondages d'opinion dans un dossier de huit pages, publié le 18 mars. Cela ne l'a pas empêché d'appuyer ses analyses, tout au long de la campagne, sur ces photographies de l'électorat. Impossible de les ignorer, mais comment les relativiser ?

Souignons que *Le Monde* ne commande pas de sondages sur les intentions de vote : il se contente d'analyser les résultats publiés par d'autres médias. Une manière de faire des économies, mais aussi de ne pas attacher trop d'importance aux indications d'un seul institut. Le journal, associé à TF1 et RTL, a demandé, en revanche, à la Sofres des enquêtes thématiques sur les jeunes, les femmes et la participation électorale. Au cours de cette campagne présidentielle, il a également innové en publiant les résultats du premier sondage politique effectué en France par Internet : sur la base d'un échantillon de 5 500 person-

nes, l'institut Novatris a mesuré le nombre, la dispersion et les motivations des électeurs indécis.

Si *Le Monde* avait surévalué le phénomène « black-blanc-beur » lors de la Coupe du monde de football en 1998, puis sous-évalué les incidents du match France-Algérie en octobre 2001, il n'a pas manqué de mettre en évidence cette année, avant d'autres, la menace potentielle de l'extrême droite : « Comment Jean-Marie Le Pen veut devenir respectable », titrait-il le 4 février. Cette manchette, parfois mal comprise sur le coup, traduisait bien la nouvelle tactique du leader du Front national, qui soignait son image sans changer d'idéologie.

PEUT-ON dire pour autant que *Le Monde* a vu venir le « séisme » du 21 avril ? Un lecteur de Saint-Georges-sur-Baulche (Yonne), Robert Timon, « remercie le journal de lui avoir permis de modifier au dernier moment son vote, grâce à un point de vue de Michel Broué et Bernard Murat ». Ceux-ci écrivaient dans le numéro du 19 avril : « Êtes-vous devenu fou ? *Le Pen talonne Jospin dans certains sondages.* » Ce même jour, en première page, Jérôme Jaffré soulignait « la montée des extrêmes », mais en analysant des sondages qui attribuaient à l'extrême droite « 12 à 14 % des suffrages exprimés ».

C'est en lisant *Le Monde* de la veille (daté du jeudi 18 avril) qu'un lecteur de Grenoble, Jean-Louis Desmazières, a eu « la chair de poule » et renoncé au « vote protestataire » qu'il envisageait. « Ce qui me permet aujourd'hui », écrit-il, « de ne pas avoir de regrets – maigre consolation car je vais devoir voter au second tour pour un guignol. » Dans ce numéro, *Le Monde* comptait un titre inattendu en première page, qui avait alors choqué plus d'un lecteur : « L'extrême droite au second tour ? » Il ne s'agissait cependant que d'un titre de milieu de page, et non de la manchette, qui était consacrée, elle, pour le deuxième jour consécutif, aux ennus du patron de Vivendi Universal : « Canal+ appelle à la révolte contre Jean-Marie Messier ».

Avec le recul, on se dit qu'un titre plus gros et plus affirmatif aurait été vraiment prémonitoire. Mais *Le Monde* pouvait-il se le permettre ? Cela risquait de lui valoir de vives critiques : on l'aurait accusé de faire le jeu de l'extrême droite, ou de travailler pour le PS, ou de vouloir vendre du papier à n'importe quel prix... Il a donc coupé la poire en deux, ne faisant de cette hypothèse qu'une demi-manchette interrogative. De quoi donner la chair de poule à M. Desmazières et sans doute à d'autres lecteurs, mais pas assez pour faire sonner le tocsin.

Le Monde

Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux.

Directeurs généraux adjoints : Edwy Plenel, René Gabriel
Secrétaire général du directoire : Pierre-Yves Romain

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel

Directeurs adjoints : Thomas Ferençzi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomet

Secrétaire général : Olivier Biffaud ; déléguée générale : Claire Blandin

Directeur artistique : François Lolicton

Chef d'édition : Christian Massol ; chef de production : Jean-Marc Houssard
Rédacteur en chef technique : Eric Azan ; directeur informatique : José Bolufer

Rédaction en chef centrale :

Alain Deboue, Eric Fottorino, Alain Frachon, Laurent Greilsamer, Michel Kajman,
Eric Le Boucher, Bertrand Le Gendre

Rédaction en chef :

François Bonnet (*International*) ; Anne-Line Roccati (*France*) ;
Anne Chemin (*Société*) ; Jean-Louis Andréani (*Régions*) ; Laurent Mauduit (*Entreprises*) ;
Jacques Buob (*Aujourd'hui*) ; Franck Nouchi (*Culture*) ;
Josyane Savigneau (*Le Monde des Livres*) ; Serge Marti (*Le Monde Economie*)

Médiateur : Robert Solé

Directrice des projets éditoriaux : Dominique Roynette

Directeur exécutif : Eric Pialoux ; directrice de la coordination des publications : Anne Chaussebourg
Directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la Société Editrice du Monde (SAS)

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 145 473 550 €. Actionnaires directs et indirects : Le Monde SA, Le Monde et Partenaires Associés, Société des Rédacteurs du *Monde*, Société des Cadres du *Monde*, Société des Employés du *Monde*, Fonds commun de placement des personnels du *Monde*, Association Hubert-Beuve-Méry, Société des Lecteurs du *Monde*, Le Monde Entreprises, Le Monde Europe, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude-Bernard Participations, Société des Personnels du *Monde*.

www.lemonde.fr édité par Le Monde Interactif.

Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani. Directeur général : Bruno Patino

Courrier
INTERNATIONAL

Le Pen et les droites extrêmes en Occident

MALAISE DANS LA CIVILISATION

EN KIOSQUE CHAQUE JEUDI, 3 €

Le Monde est édité par la Société Editrice du Monde (SAS). La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437

ISSN 0395-2037

Imprimerie du Monde
12, rue Maurice-Gunsbourg
94852 Ivry cedex



Le Monde
SOCIÉTÉ ÉDITRICE DU MONDE

Président-directeur général : Dominique Alduy
Directeur général : Stéphane Corre

21 bis, rue Claude-Bernard - BP218
75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

PRINTED IN FRANCE

Le deuxième choc politique

Suite de la première page

Cinquante-cinq pour cent des ouvriers ont voté en ce sens, dont 33 % pour les deux candidats d'extrême droite ; 51 % des chômeurs ont fait de même, dont 40 % portant leur suffrage vers l'extrême droite. Il ne faut pas s'y tromper : le vote de la « fracture sociale », qui avait permis la remontée des enfers de Chirac en 1995, s'est déplacé en 2002 vers Jean-Marie Le Pen. Aux socialistes si fiers de leur bilan et proclamant que « la France va mieux », première phrase de leur projet, beaucoup de Français, surtout dans les catégories populaires, ont opposé l'angoisse de leur propre avenir.

Pour le deuxième tour de scrutin, une lecture simpliste pourrait conduire nombre de citoyens à pronostiquer un succès à 80/20 pour Jacques Chirac puisque, hormis Bruno Mégret, personne n'appelle à voter Le Pen. Mais ce rapport de forces signifierait que tous, vraiment tous les électeurs de gauche, d'extrême gauche, chasseurs, et des candidats de droite éliminés, iraient voter Chirac, ce qui bien sûr est invraisemblable, sans aller jusqu'à voter Le Pen, pouvant s'abstenir ou voter blanc.

DEUX TIERS/UN TIERS

A l'autre extrémité des évaluations possibles, si Chirac ne ralliait que les voix de Bayrou et de Madelin, sans compter aucun autre apport, le rapport de forces s'établirait à 61/39 pour le président sortant. Tout ce que Chirac fera au-delà de ces 61 % donnera la mesure du rassemblement anti-extrême droite qui s'opérera dans le pays le 5 mai. Deux précédents aident à situer le champ du vraisemblable.

Au second tour des élections législatives de 1993 – période de très basses eaux pour la gauche –, la droite modérée a affronté en duel le Front national dans 81 circonscriptions métropolitaines. Le rapport de forces s'y est établi à 68/32 en faveur de l'UPF

(nom à l'époque de l'alliance RPR-UDF). Dans chacune de ces 81 circonscriptions, le candidat UPF l'a emporté, parfois d'extrême justesse, comme dans la deuxième circonscription d'Eure-et-Loir (dont M^{me} Stirbois était la députée sortante). Entre les deux tours, le FN est passé de 19 % à 32 % des suffrages exprimés. En électeurs inscrits, il a gagné 4,6 % du corps électoral, ce qui, transcrit aujourd'hui au plan national, représenterait près de 2 millions de suffrages supplémentaires pour Le Pen le 5 mai, le hissant, avec l'appoint de Mégret, à 7,5 millions de voix.

On peut considérer, tout au moins sur le papier, qu'en 1993, dans ce type de duels, les deux tiers des électeurs de gauche ont voté pour le candidat UDF-RPR. Entre les deux tours, l'abstention a progressé de 4,5 points et les blancs et nuls de 7 points par rapport aux inscrits.

En 1997 – période de meilleures eaux pour la gauche –, on a tout de même compté au second tour 31 duels droite modérée/Front national. Il est frappant de constater que, malgré la différence de conjoncture politique, ils ont abouti au même résultat exactement qu'en 1993 : 68 % pour les candidats RPR-UDF, 32 % pour ceux du Front national. Là encore, la droite modérée l'a emporté dans chacune des 31 circonscriptions, avec des scores s'échelonnant de 56 % à 79 %. Représentant 23 % des suffrages exprimés au premier tour, le FN est monté à 32 % au second. Par rap-

port aux électeurs inscrits, son gain est de 3,6 points – ce qui, transcrit au plan national, représenterait le 5 mai une avancée de 1,5 million de voix. Sur le papier, on peut considérer que dans ce type de duels 70 % des électeurs de gauche ont voté pour le candidat RPR-UDF. La mobilisation anti-FN observée alors aboutit à une stabilité de l'abstention entre les deux tours, mais le pourcentage de blancs et nuls, calculé par rapport aux inscrits, progresse de 5,8 points.

À SAVOIR AVANT DE VOTER

Ces deux précédents permettent de considérer comme plausible un partage deux tiers/un tiers des suffrages exprimés entre Chirac et Le Pen le 5 mai. Tout dépendra en fin de compte de la mobilisation chiraquienne des électeurs de gauche. Beaucoup, devant un choix aussi éloigné de leurs idéaux, après avoir tant fait le procès du président sortant, peuvent être tentés par l'abstention ou le vote blanc. Au moins doivent-ils savoir avant de voter que ce choix équivaut à donner la moitié de leur suffrage au candidat d'extrême droite.

L'exemple suivant permet de le comprendre. Sur 10 millions de voix, si Chirac en obtient 7 et Le Pen 3, la proportion en suffrages exprimés est de 70/30 pour le président sortant. Si, en revanche, parmi ces électeurs, 2,5 millions d'électeurs de gauche s'abstiennent ou votent blanc, Le Pen garde ses 3 millions de voix mais Chirac n'en compte plus que 4,5. En suffrages exprimés, la proportion n'est plus que de 60/40. Le Pen ne gagne pas une voix mais son pourcentage, lui, progresse de 10 points !

Le résultat alors est radicalement différent, les conséquences politiques incalculables, l'image de la France profondément affectée. Pour tous nos partenaires européens, qui n'entreront pas dans les subtilités des calculs électoraux, l'extrême droite sera passée en quinze jours de 20 % à 40 % des voix... Chacun dans le monde entier sera persuadé que 2 Français sur 5 partagent une idéologie raciste et xénophobe. Est-ce aujourd'hui le visage de la France ?

Jérôme Jaffré pour *Le Monde*

Delete PAR PASCAL COLRAT



Un LYCÉEN D'ERFURT (Est de l'Allemagne), âgé de 19 ans, a TUÉ 16 PERSONNES, vendredi 26 avril, avant de se donner la mort. Il avait été RENVOYÉ de l'école en 2001. Il a tué méthodiquement 13 ensei-

gnants, 2 élèves et 1 policier. « Je veux qu'une fois tout le monde me connaisse », aurait-il dit à une ancienne élève de l'établissement, le lycée Johann-Gutenberg. Il s'était vêtu de noir de la tête aux pieds, portant gants

et couvre-chef, dans une volonté apparente de mise en scène. L'Allemagne s'interroge sur son SYSTÈME SCOLAIRE. Tragique coïncidence, au moment du drame, les DÉPUTÉS débattaient de la LÉGISLATION sur

les armes. Le syndicat de la police s'inquiète de l'existence d'un vaste MARCHÉ CLANDESTIN. En février, à Freising (Bavière), un jeune homme avait tué 3 personnes dans un centre scolaire.

Un lycéen allemand se livre à une tuerie dans son ancienne école

Le pays est sous le choc après le drame d'Erfurt (Est) dans lequel un jeune homme, âgé de 19 ans, a assassiné au fusil à pompe treize enseignants et deux élèves du lycée Johann-Gutenberg, ainsi qu'un policier. La presse fait le parallèle avec la tragédie de Littleton (Colorado), en avril 1999

BERLIN

de notre correspondant

L'Allemagne n'a balbutié qu'un seul mot : « stupéfaction ». « Je suis stupéfait », a dit le chancelier Schröder ; Otto Schily, le ministre de l'intérieur, l'était aussi. Tout comme les responsables politiques. « Stupéfaits », les chefs des partis ; « stupéfait », le ministre-président de Thuringe, Bernhard Vogel ; « stupéfait », le président de la République, Johannes Rau. Tous incrédules devant le bilan de la tuerie perpétrée par un tueur fou, Robert Steinhäuser, un garçon de 19 ans dont *Bild* publie, samedi 27 avril, le portrait en « une » et qui s'est donné la mort avec un pistolet après l'avoir sauvagement semé au fusil à pompe, dans une école du centre d'Erfurt, dans l'est de l'Allemagne, vendredi, entre 11 heures et midi. Treize professeurs, deux élèves et un policier l'ont précédé dans la mort. Un type d'événement qu'on associait plutôt à l'Amérique où, chroniquement, des adolescents fous tirent sur leurs condisciples.

C'est vers 11 h 05, vendredi, que les services d'urgence de la police d'Erfurt, dans le Land de Thuringe, ont reçu le premier appel. Il émanait du concierge du lycée Johann-Gutenberg, établissement fréquenté par 750 élèves. « Ça tire dans l'école », criait l'homme dans le combiné. Une patrouille de police s'est aussitôt dirigée vers le lycée. Lorsque les policiers ont poussé la

porte, ils ont immédiatement été accueillis par une volée de balles. L'un d'entre eux s'est écroulé, mort sur le coup. Il avait 42 ans et, ce jour-là, sa fille fêtait son anniversaire.

Les hommes des unités d'élite sont rapidement arrivés en renfort. Alors que leurs collègues délimitaient autour du bâtiment un périmètre infranchissable, ils pénétraient prudemment dans l'école. De la rue, on pouvait apercevoir, placardée sur une vitre du dernier étage, une feuille de papier où quelqu'un avait écrit « Hilfe » (A l'aide !). Grâce à son téléphone portable, une élève venait de prévenir : durant une épreuve de mathématiques comptant pour le bac, un garçon s'était brusquement dressé, avait crié qu'il ne participerait pas à l'examen, puis s'était mis à tirer. Ceux qui l'avaient pu s'étaient enfuis ; les autres s'étaient réfugiés au dernier étage.

MISE EN SCÈNE

Pendant de longues heures, tout le monde a attendu. Les premières informations faisaient état de trois ou quatre morts, dont une policière, et de deux assassins. Mais, vers 15 heures, des informations plus inquiétantes ont commencé à couler, bientôt confirmées lorsque le chef de la police d'Erfurt, Manfred Grube, s'est adressé à la presse : il y avait en fait 17 morts, dont l'assassin, qui, barricadé au premier éta-



Des adolescentes se recueillent lors d'une cérémonie religieuse organisée dans l'église Saint-Andreas, à Erfurt, vendredi 26 avril en fin de journée, en hommage aux victimes de la tuerie du lycée Johann-Gutenberg.

CHRISTIAN SEELING/AP

ge, s'était suicidé lorsque les policiers avaient progressé dans sa direction.

« Il y a des corps dans les couloirs, dans les salles de classe, dans les toilettes », a expliqué, blafard, le policier, sous le regard anéanti des ministres de la justice et des cultes du Land de Thuringe, qui assistaient à la réunion. « L'assassin est un élève de 19 ans qui avait été renvoyé de l'école l'année dernière, a poursuivi le policier ; il a agi avec un fusil à pompe et une arme de poing avec laquelle il s'est finalement suicidé. Nous continuons à

fouiller le bâtiment, mais nous n'avons trouvé aucune trace d'un éventuel deuxième homme. »

La fouille des alentours n'a pas donné de meilleurs résultats. Plusieurs élèves ont cependant formellement fait état de deux tireurs. Une jeune fille a aussi expliqué que celui qui était mort était habillé de noir de la tête au pied, portant gants et couvre-chef de même couleur. Une volonté manifeste de mise en scène.

Une ancienne élève de l'établissement, qui connaissait le jeune tueur, a déclaré sur une chaîne de

télévision allemande : « Un tel acte ne correspond pas du tout à l'image que j'ai de lui. En classe, il avait souvent des relations difficiles avec ses professeurs, mais il était joyeux, intelligent, et était apprécié de ses camarades. » Un jour, il lui aurait dit : « Je veux qu'une fois tout le monde me connaisse. »

L'Allemagne, désormais, s'interroge. Sur la sécurité, sur son système scolaire, sur le mal-vivre d'adolescents immatures aux pulsions meurtrières, sur la facilité qu'il y aurait à se procurer des armes. Durant des heures, psychiatres,

policiers, sociologues et responsables politiques de toutes tendances se sont succédé devant les caméras pour tenter d'apporter un peu de logique à cette incompréhensible tuerie. Mais comment éclairer l'inexplicable ? « Il faut se demander ce que dit de notre société une telle agressivité », déclarait gravement le ministre de l'intérieur, Otto Schily, qui, sans craindre le saugrenu, en profitait pour affirmer qu'en dépit de meilleurs résultats scolaires apparents le Japon comptait beaucoup plus de suicidés que l'Allemagne. Sur la chaîne voisine, un psychologue de la police tentait de définir ce qu'était réellement un tueur fou ; le professeur de psychiatrie qui l'a remplacé ne s'est guère montré plus pédagogue. « Faut-il installer des portiques de sécurité dans les écoles ? », s'est, un peu plus tard, demandé un journaliste en interrogeant un enseignant.

La presse, unanimement, fait la comparaison avec la tuerie de Littleton, au Colorado, où, en avril 1999, deux adolescents avaient abattu au pistolet mitrailleur douze élèves et un professeur, puis s'étaient donné la mort. Plus récemment, à Freising, en Haute-Bavière, un jeune homme avait tué trois personnes dans un centre scolaire. Puis, comme ses « collègues » américains, il s'était suicidé. Ce n'était qu'en février.

Georges Marion

Les précédents depuis 1996

- **Mars 1996** : un homme armé fait irruption dans une école primaire de Dunblane, en Ecosse, et tue 16 enfants et leur instituteur avant de se donner la mort.
- **Avril 1999** : deux élèves du lycée Columbine de Littleton (Etats-Unis) ouvrent le feu sur leurs camarades, tuant 12 d'entre eux et un professeur, avant de retourner leurs armes contre eux.
- **Novembre 1999** : un élève, âgé de 15 ans, tue un professeur à coups de couteau dans un lycée de Meissen, dans l'est de l'Allemagne.
- **Mars 2000** : à Brannenburg, en Bavière, un élève de 16 ans d'un lycée privé tire sur un professeur

avant de retourner son arme contre lui. L'enseignant succombe à ses blessures.

- **Septembre 2001** : 14 membres du Parlement et du gouvernement local du canton de Zoug (Suisse) sont tués et une dizaine de personnes blessées, par un déséquilibré qui se donne la mort.

- **Février 2002** : dans une ville de Bavière proche de Munich, un ancien élève exclu d'une école de commerce tue trois personnes avant de se suicider.

- **27 mars 2002** : Richard Durn ouvre le feu sur les membres du conseil municipal de Nanterre (Hauts-de-Seine), tuant 8 personnes. — (AFP, Reuters.)

Au Bundestag, les députés débattaient de la législation sur les armes...

BERLIN

de notre correspondant

Les polémiques sur la circulation des armes individuelles, à l'occasion de faits divers sanglants dans le pays ou à l'étranger, reviennent régulièrement en Allemagne mais ne sont guère significatives. Le pays n'est pas l'arsenal que les Etats-Unis donnent l'impression d'être. Selon les estimations officielles, 7,3 millions d'armes y circulent légalement, détenues par des sportifs ou des chasseurs, mais aussi par des particuliers qui les ont achetées ou héritées avant la loi sur le port d'arme de 1972.

Tragique coïncidence : la question était à nouveau, ces jours-ci, à l'ordre du jour du Parlement allemand. Au moment même du drame d'Erfurt, les députés discutaient, au Bun-

destag, à Berlin, jeudi 25 avril, d'une proposition de loi visant à renforcer la législation et à durcir les pénalités pour possession illégale d'arme individuelle.

MARCHÉ CLANDESTIN

Au dire de ses rédacteurs, la nouvelle loi, ratifiée grâce aux sociaux-démocrates, aux Verts et aux chrétiens-démocrates, a pour ambition de réformer un texte « compliqué, plein de lacunes et difficile à comprendre ». Entre autres dispositions, elle étend l'obligation du port d'arme aux pistolets d'alarme ou de défense, tels les pistolets à grenaille ou à gaz. Elle agrandit aussi le champ des armes soumises à déclaration préalable et interdit le port de toute une série de couteaux et d'instruments tranchants.

Ce nouveau texte n'a pas satisfait le puissant syndicat de la police, qui estime que les problèmes rencontrés proviennent essentiellement des armes illégales qui circulent, nombreuses, sur le marché clandestin. Aucune indication officielle n'a pour l'instant été donnée sur l'origine du fusil à pompe et du pistolet utilisés par l'assassin d'Erfurt. Mais, compte tenu de leurs caractéristiques qui n'en font ni des armes de chasse ni des armes de sport, il est possible qu'elles aient été obtenues illégalement. A en croire un élève du lycée où s'est déroulé le drame, ce ne serait pas trop difficile de se procurer de telles armes à Erfurt. On pourrait même en acheter dans la zone piétonne du centre-ville. Pour 250 euros.

G. M.

Au Mali, vingt-quatre candidats se disputent la succession du président Konaré

DAKAR

de notre correspondante

C'est un record. Vingt-quatre candidats se présentent à l'élection présidentielle malienne, dimanche 28 avril. Et ce scrutin s'annonce véritablement ouvert. Le président Alpha Oumar Konaré, qui a incarné, ces dix dernières années, la démocratie malienne, n'est pas de la bataille. Il achève son second mandat qui est aussi le dernier, conformément à la Constitution.

Soucieux de quitter le pouvoir par la grande porte, le chef de l'Etat a fait de la transparence du scrutin son leitmotiv. Il a appelé à la « neutralité » les responsables de l'administration locale, tout en brandissant la menace de « sanctions ».

Le message a été entendu par le ministre de l'administration territoriale, organisateur du scrutin. « Cette présidentielle doit être une élection réparatrice », a-t-il déclaré. Car le souvenir de l'année 1997 est resté vif. L'opposition, qui contestait la validité du fichier électoral, avait alors boycotté les élections législatives, puis le scrutin présidentiel, qui avait débouché sur un triomphe sans gloire pour M. Konaré. Face à un adversaire unique, le chef de l'Etat avait été réélu avec 97 % des voix tandis que son parti, l'Alliance pour la démocratie au Mali (Adéma), remportait l'écrasante majorité des sièges à l'Assemblée nationale.

Depuis, le processus électoral a été remanié et agréé par l'ensemble de la classe politique, même si quelques tentatives de fraude ont été signalées.

Cette fois, des figures emblématiques de l'opposition briguent la magistrature suprême. Il y a l'avocat Mountaga Tall, qui appartient à une famille de chefs religieux, et Choguel Maïgua, qui se présente comme un héritier de l'ancien parti unique du président Traoré, et Soucieux de quitter le pouvoir par la grande porte, le chef de l'Etat a fait de la transparence du scrutin son leitmotiv

lequel a été condamné à la prison à perpétuité. L'opposition s'est en outre élargie à Ibrahim Boubacar Keita, ancien premier ministre de M. Konaré, qui a quitté l'Adéma pour créer son propre parti.

La question de la laïcité de l'Etat, dans ce pays musulman, n'a pas fait l'objet d'un débat au cours de la campagne, davantage marquée par la personnalité des candidats que par des divergences dans les programmes. Ainsi, le dévelop-

pement est une nécessité reconnue par tous. Et Soumaïla Cissé, le candidat du parti au pouvoir, ne fait pas exception en proposant d'« investir dans le capital humain » et de « transformer sur place les produits de base » — le coton et l'or, les deux principales ressources du pays.

Pour convaincre les électeurs, l'ancien ministre du président Konaré dispose de l'appareil de l'Adéma, mais le parti est aujourd'hui fragilisé par des querelles internes.

Autre élément de nature à accélérer la recomposition du paysage politique, le retour du général Amadou Toumani Touré (surnommé « ATT »), dont le prestige, pour avoir contribué à la chute du président Traoré et remis le pouvoir aux civils en 1992, est toujours intact. Menant campagne sur le thème du « rassemblement », « ATT » s'est prononcé pour la disparition des « réflexes du parti unique ».

Nul ne se hasarde à faire des pronostics quant à l'issue du scrutin. Mais le comédien Habib Dembélé, plus connu sous son nom de scène de Guimba, qui s'est présenté à la présidentielle pour « faire rire les gens », verse volontiers dans la provocation. « Attention, nous sommes à l'ère des surprises », dit le Coluche malien, faisant allusion au score de Jean-Marie Le Pen en France.

Brigitte Breuillac

BANGKOK

de notre correspondant en Asie du Sud-Est

Les Philippines, « deuxième front » de la lutte américaine contre le terrorisme ? Près de 4 000 soldats américains se trouvent actuellement aux Philippines, soit le deuxième contingent américain, après celui en Afghanistan, affecté à la lutte à l'étranger contre le terrorisme. 2 700 d'entre eux participent dans le Nord, pendant deux semaines, à des manœuvres dont l'objectif est d'aguerrir les Philippines aux combats de jungle ainsi qu'aux vols tactiques de nuit et aux opérations amphibies. Le reste participe indirectement à la lutte, dans le Sud, contre Abu Sayyaf, un groupe islamiste qui s'est reconverti, ces dernières années, dans les prises d'otages contre rançon et détient encore, sur la petite île de Basilan, un couple d'Américains et une infirmière philippine.

A Basilan, les 160 membres des forces spéciales américaines qui « conseillent » l'armée philippine depuis début mars ont été rejoints le 20 avril par 320 soldats du génie et 20 fusiliers marins disposant d'un matériel lourd pour la construction de ponts, la réfection de chaussées et l'aménagement d'un héliport. Plus de 600 militaires américains assurent leur appui logistique à partir du complexe aéroportuaire voisin de Zamboanga, sur la grande île de Mindanao, et de l'aéroport militaire de Mactan, à Cebu,

dans le centre de l'archipel. Washington et Manille estiment que l'intervention américaine, qui s'accompagne d'une aide militaire de plus de 100 millions d'euros, est payante. A Basilan, Abu Sayyaf, qui a entretenu des liens avec Al-Qaïda au début des années 1990, ne compterait plus que quelques dizaines d'hommes à bout de souffle, réparés en deux groupes. Les enlèvements ont cessé.

BANDES LOCALES

D'autre part, les attentats du week-end, qui ont fait 15 morts et 71 blessés à General Santos, à Mindanao, souligneraient le désarroi croissant des armées musulmanes. Ville de 800 000 habitants, à majorité chrétienne et nichée au fond d'une baie protégée, General Santos abrite un ensemble aéroportuaire que convoitent les Américains depuis leur expulsion en 1991 du complexe de Subic et de Clark, à Luçon, dans le Nord, où les manœuvres conjointes se déroulent actuellement.

Toutefois, si l'intervention militaire américaine est populaire parmi les 85 % de chrétiens des Philippines, elle suscite la méfiance dans le Sud islamisé et tend à y brouiller les cartes. La police éprouve du mal à établir à quelle mouvance appartiennent les cinq musulmans arrêtés après les attentats de General Santos, où l'état d'urgence a été décrété. Elle affirme même avoir trouvé chez deux d'entre eux des

documents du Front démocratique national (FDN), d'obédience communiste, et de son bras armé, la Nouvelle Armée du peuple (NAP), qui compterait une dizaine de milliers de partisans.

Au cours de trois décennies passées, l'insurrection musulmane dans le Sud a entretenu des liens étroits avec le Proche-Orient puis le Pakistan et l'Afghanistan. Le soutien sans réserve de la présidente Gloria Macapagal Arroyo à la campagne antiterroriste américaine a contribué à geler ces relations et à mettre un frein à un embryon de terrorisme régional. Mais, avec un œil sur l'élection présidentielle de 2004 et sous la pression de l'armée, M^{me} Arroyo a suspendu les négociations avec le FMLN (Front moro islamique de libération), qui regroupait plus de 10 000 combattants dans le Sud. L'accord de cessez-le-feu conclu en août 2001 entre les deux parties en serait même menacé.

Un autre mouvement musulman armé, le FMLN (Front moro de libération nationale), qui gère depuis 1996 une région musulmane semi-autonome, semble de son côté désarçonné. En règle plus générale, la présence militaire américaine contribue à rapprocher ces mouvements ou à favoriser l'émergence de bandes locales sans commandement, et donc sujettes à manipulations.

Jean-Claude Pomonti

Le Kremlin veut imposer un général des services secrets à la tête de l'Ingouchie

Le second tour de l'élection présidentielle a lieu sous présence militaire russe renforcée

NAZRAN

de notre envoyée spéciale

De nouvelles tensions sont apparues dans le Caucase du Nord, à l'approche du second tour de l'élection présidentielle, dimanche 28 avril, dans la république d'Ingouchie, qui borde la Tchétchénie. La peur s'est répandue de voir le conflit tchétchène, qui dure depuis deux ans et demi sans qu'aucun processus de négociation se dessine, déborder sur le petit territoire d'Ingouchie, dont la population a pratiquement doublé avec l'afflux de réfugiés tchétchènes fuyant les violences des militaires.

L'Ingouchie était à l'époque soviétique rattachée à la Tchétchénie en une seule république, qui éclata au moment de la déclaration d'indépendance tchétchène en novembre 1991. Les Ingouches (200 000 personnes environ) et les Tchétchènes (un million en 1989) sont des peuples proches, de tradition musulmane, appartenant au même groupe linguistique. Ils partagent un douloureux passé commun : leur déportation massive vers l'Asie centrale, en février 1944, par wagons à bestiaux, sur ordre de Staline.

Le scrutin de dimanche pourrait marquer un tournant pour toute la région, car le Kremlin tente d'imposer à la tête de l'Ingouchie un général des services secrets (FSB), Mourat Ziakikov, activement soutenu par les forces armées déployées en Tchétchénie. De nombreuses irrégularités ont entouré le premier tour du scrutin, le 7 avril. Le principal opposant au général Ziakikov a été écarté des élections par une décision impromptue de la Cour suprême de Russie, survenue deux jours avant le vote et fondée sur des motifs essentiellement administratifs.

L'homme qui l'a remplacé au pied levé sur la liste des candidats, Alikhan Amirhanov, a été menacé lui aussi d'être éliminé de la course par une décision judiciaire, alors qu'il avait recueilli 32 % des voix au

MENACES D'EXTENSION DE LA GUERRE TCHÉTCHÈNE



premier tour (contre 19 % pour Mourat Ziakikov). Des accusations de corruption et d'« achats » de voix ont été portées contre lui. Le siège de sa campagne électorale a été perquisitionné par « des policiers et des hommes armés, certains masqués par des cagoules noires », raconte un témoin. Mi-avril, lorsqu'une fusillade entre clans rivaux, dans un village non loin de Nazran, fit trois morts, la crainte était vive que d'autres incidents armés puissent éclater.

GARANT DE LA « STABILITÉ »

La situation en Ingouchie, république auparavant décrite comme un îlot de stabilité dans le Caucase du Nord, s'est brusquement dégradée après la démission, en décembre 2001, de son président, en poste depuis neuf ans, le modéré Rouslan Aouchev. Il aurait été poussé au départ par le Kremlin, qui n'appréciait guère ses prises de positions répétées favorables à des négociations avec les indépendantistes tchétchènes pour mettre fin à la guerre. Il se serait aussi rendu impopulaire auprès de la hiérarchie militaire russe en dénonçant la situation des quelque 200 000 réfugiés tchétchènes, dont la présence en Ingouchie prouve que la

situation en Tchétchénie est loin d'être sous contrôle, comme le prétend Moscou.

Ces dernières semaines, le pouvoir russe a dépêché en Ingouchie des centaines d'hommes armés, rattachés au FSB et aux forces spéciales de la police. Cette présence policière renforcée a accru l'inquiétude des réfugiés tchétchènes, qui racontent que des soldats russes ont multiplié les descentes musclées dans des logements, emportant vers des centres de détention secrets en Tchétchénie des hommes soupçonnés de « terrorisme ».

Le nouveau déploiement des forces de l'ordre en Ingouchie est perçu par la population comme une menace sourde, une pression incitant à voter en faveur du candidat ouvertement soutenu par le pouvoir central, ce dernier agissant par le biais du représentant spécial de Vladimir Poutine dans la région, le général Viktor Kazantsev. Mourat Ziakikov, dont les banderoles électorales, accrochées dans de nombreux villages d'Ingouchie, proclament qu'il est le garant de « la stabilité et la paix dans le Caucase du Nord » (laissant entendre que sa défaite aux élections serait lourde de conséquences), est l'un des adjoints du général Kazantsev.

Les militaires russes ont accru leur pression sur l'Ingouchie, où ils souhaiteraient être en mesure de se déployer plus largement et de dicter les événements politiques. La 58^e armée, l'une des forces russes envoyées en Tchétchénie, n'est que partiellement présente en Ingouchie et en Ossétie du Nord.

RÉUNIFICATION ?

Dans leur quartier général à Nazran, les partisans de Rouslan Aouchev décrivent ainsi le scénario que caresseraient les militaires : « Le général Kazantsev a soumis une proposition à Poutine en novembre dernier, face à l'impasse en Tchétchénie. Il suggère de réunifier l'Ingouchie et la Tchétchénie en une seule république, où seraient ensuite instaurées des mesures de sécurité spéciales. Kazantsev a affirmé que des milliers de combattants tchétchènes se cachent en Ingouchie. De plus, en cas de réunification, les réfugiés tchétchènes perdraient leur statut de personnes déplacées, ce qui permettrait à Moscou de faire disparaître ce problème, sur le papier. »

Pour Oussam et Pétimat, un couple de réfugiés vivant avec des dizaines d'autres familles dans un hangar agricole désaffecté, dans le hameau de Malgobeg, au nord de l'Ingouchie, tous ces développements n'arguent rien de bon. Comme des milliers de déplacés tchétchènes, ils ne reçoivent aucune aide humanitaire des autorités russes, qui depuis des mois ont donné la consigne à l'administration ingouche de ne plus enregistrer les nouveaux arrivants. « Sur le papier, nous n'existons pas ! » s'écrient ces démunis qui ont fui leur village de Tsotsin Iourt à cause des récentes rafles aveugles menées par l'armée russe. Ces Tchétchènes suivent de près les élections en Ingouchie : « Si Ziakikov est porté au pouvoir, il nous faudra sans doute reprendre la route. Mais où pourrions-nous aller ? »

Natalie Nougayrède

Tchétchénie : des images du cadavre de Khattab

MOSCOU. Des images du cadavre de Khattab, un des chefs de guerre en Tchétchénie, ont été diffusées, vendredi 26 avril, par la chaîne russe RTR. Prises par ses compagnons d'armes et récupérées par les services secrets (FSB, ex-KGB), elles montrent le Saoudien Omar Ibn Al-Khattab sous plusieurs angles,



sans traces de blessures, avec sa main gantée sans phalanges bien visible. Le FSB avait annoncé cette semaine avoir tué le chef des « wahhabis » en Tchétchénie, au mois de mars, affirmation mise en doute, y compris par le président Vladimir Poutine lui-même, car de telles annonces avaient déjà été faites plusieurs fois depuis deux ans. Selon le commentateur de la vidéo, c'est dans la nuit du 19 au 20 mars que le corps de Khattab a été lavé par son garde du corps et enterré dans les montagnes tchétchènes. Le FSB n'a pas expliqué pourquoi il a gardé le silence un mois avant d'annoncer ce qui est présenté comme une « grande victoire russe », résultat d'une « opération spéciale » ayant duré un an, qui s'est « appuyée sur les divisions internes entre les combattants » et dont « tous les détails ne seront pas révélés ». - (AFP, Reuters.)

La croissance américaine bondit à 5,8 % au premier trimestre

WASHINGTON. L'économie américaine a connu, au premier trimestre, son taux de croissance le plus fort en plus de deux ans, grâce à la vigueur des dépenses des ménages et à l'atténuation des réductions de stocks observées depuis un an, d'après les premières estimations publiées, vendredi 26 avril, par le département du commerce. Le produit intérieur brut a atteint une croissance annualisée de 5,8 % après 1,7 % au quatrième trimestre 2001. Mais la confiance du consommateur, en avril, a accusé une chute. L'indice définitif publié par l'Université du Michigan le montre en recul à 93 contre 94,5 en mars. Les économistes mettent ce recul sur le compte de la hausse du chômage, qui devrait continuer à monter jusqu'au second semestre et aux inquiétudes suscitées par le conflit au Proche-Orient. Selon les chiffres publiés jeudi par l'Organisation de coopération et de développement économiques, la croissance américaine devrait atteindre 2,5 % en 2002.

DÉPÊCHE

■ ARGENTINE : le président Eduardo Duhalde a désigné, vendredi 26 avril, son nouveau ministre de l'économie, Roberto Lavagna, en remplacement de Jorge Remes Lenicov, qui avait démissionné en début de semaine ainsi que le reste du cabinet. Bien que d'origine péroniste (parti au pouvoir), M. Lavagna (60 ans), économiste orthodoxe, a occupé plusieurs postes au sein de gouvernements de l'opposition radicale et était, depuis deux ans, ambassadeur auprès de l'Union Européenne et de l'Organisation mondiale du commerce. Par ailleurs, le président Duhalde est parvenu, le 24 avril, à un accord avec les gouverneurs des provinces stipulant que l'Argentine ne pouvait se permettre de se retirer du contexte économique mondial. Cet accord prévoit d'assainir le système financier dans les 90 prochains jours et de protéger les investissements étrangers. - (Corresp.)

A la demande d'Israël, l'ONU diffère d'un jour le départ d'une mission d'information à Jénine

ACCÉDANT à une requête israélienne, le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, a accepté de différer au dimanche 28 avril, c'est-à-dire de 24 heures, l'arrivée au Proche-Orient de la mission d'information de l'ONU sur le camp de réfugiés palestiniens de Jénine, en Cisjordanie. M. Annan a répondu favorablement à une demande en ce sens du chef de la diplomatie israélienne, Shimon Pérès, qui a fait valoir que ce délai permettrait à son gouvernement de discuter de la mission avant l'ar-

rière, pour la plupart des « terroristes ».

Le président américain, George W. Bush, a appelé une nouvelle fois, vendredi, Israël à achever son retrait des territoires palestiniens, tout en soulignant que l'Amérique maintiendrait ses relations privilégiées avec lui. La veille, M. Bush avait reçu le prince héritier saoudien, Abdallah Ben Abdel Aziz, qui, selon le porte-parole de la Maison Blanche, Ari Fleischer, a remis à M. Bush un document en huit points pour relancer le proces-

se en œuvre de la résolution 242 du Conseil de sécurité de l'ONU, sur le retrait israélien des territoires arabes occupés.

Washington diverge sur un point au moins avec Ryad, en s'opposant au déploiement d'une force multinationale. La Maison Blanche n'est favorable qu'à l'envoi d'observateurs, mais avec l'accord des parties, a rappelé M. Fleischer.

« UNE RELATION UNIQUE »

De son côté, interrogé sur la mise en garde des dirigeants saoudiens, qui ont averti que l'Amérique perdrait toute crédibilité au Proche-Orient si elle n'adoptait pas une attitude plus ferme avec Israël, le président a déclaré : « J'ai dit au prince héritier que nous avons une relation unique avec Israël et qu'une chose dont le monde peut être sûr, c'est que nous ne permettrons jamais l'écrasement d'Israël. » « Je pense que c'est une déclaration importante à faire. C'est l'un des aspects de notre politique étrangère. (...) Les Saoudiens me comprennent », a ajouté M. Bush. « Les Israéliens comprennent ma position (...) Il y a eu des progrès, mais le temps est maintenant venu de partir complètement et d'y mettre fin », a-t-il dit. « Nous verrons ce qui va se passer mais je sais qu'ils (les dirigeants israéliens) m'ont entendu. »

En dépit de l'appel de M. Bush, les forces israéliennes ont lancé une nouvelle incursion, vendredi matin, dans la ville autonome de Kalkiliya, ainsi que dans trois villages du nord de la Cisjordanie. Elles ont tué Raed Nazzal, chef local du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), et arrêté 46 personnes dans les localités environnantes. La brama militaire du FPLP a juré de venger la mort de son responsable, affirmant dans un communiqué qu'elle s'en prendrait dorénavant aux civils israéliens. Dans la soirée, l'armée a annoncé son repli sur des positions proches de la ville de Kalkiliya. - (AFP, Reuters.)

Négociations sans relâche sur Bethléem

Les négociations sur le siège de l'église de la Nativité à Bethléem progressent, a affirmé, vendredi soir 26 avril, un porte-parole de l'armée israélienne, le capitaine Joe Leyden. Les négociateurs israéliens et palestiniens sont en contact « 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 » et le chef de la délégation palestinienne, Salah Al-Taamari, a obtenu l'autorisation de rencontrer, samedi, le président Yasser Arafat dans le complexe présidentiel palestinien assiégé de Ramallah, a-t-il ajouté. M. Leyden a indiqué qu'Israël n'écartait pas pour autant « une option militaire ».

Dans la journée, « des soldats ont essuyé des coups de feu venant de l'église, ils ont riposté et blessé deux terroristes activement recherchés par Israël, qui se sont rendus et qui ont été pris en charge sur le plan médical », a ajouté le porte-parole. Des sources palestiniennes avaient indiqué plus tôt que deux Palestiniens blessés par balles avaient été évacués par ambulance, et que quatre autres s'étaient rendus. - (AFP.)

rivée de ses membres, a précisé vendredi Kieran Prendergast, secrétaire général adjoint de l'ONU chargé des affaires politiques.

« Nous espérons que cette fois le programme sera respecté », a commenté l'ambassadeur russe Sergueï Lavrov, actuel président du Conseil de sécurité. Ce dernier a ajourné ses consultations sur le Proche-Orient mais pourrait les reprendre dimanche si, selon l'ambassadeur russe, « des développements contraires à ce qui a été dit se produisent ». Les Palestiniens accusent Israël d'avoir perpétré un « massacre » dans le camp de Jénine. Les organisations non gouvernementales font état de « crimes de guerre ». Israël dément, affirmant avoir tué des dizaines de

sus de paix israélo-palestinien. M. Fleischer a indiqué que le président avait jugé ce plan « constructif », les grandes lignes pouvant être un « outil utile » pour accélérer les discussions avec toutes les parties de la région.

Le plan préconise le retrait israélien des territoires autonomes palestiniens, la levée du siège de Ramallah, la création d'une force multinationale, la reconstruction des zones palestiniennes endommagées, une renonciation à la violence, une intégration plus poussée des discussions sécuritaires (plan Tenet) et politiques (plan Mitchell), ainsi que l'arrêt de la construction de colonies de peuplement israéliennes et un rôle moteur des Etats-Unis dans la

La Commission des droits de l'homme neutralisée

A Genève, la 58^e session s'achève sur des résolutions « timorées »

GENÈVE

de notre envoyée spéciale

Une coalition de pays africains, asiatiques et musulmans a réussi, avec le soutien actif de Washington, à faire de la dernière session de la Commission des droits de l'homme de l'ONU (CDH) « un chèque en blanc pour les oppresseurs », permettant à plusieurs pays d'échapper à toute condamnation de la Commission.

A la suite de six semaines de travaux chaotiques, qui se sont achevés, vendredi 26 avril, à Genève, la Russie, pourtant déjà condamnée deux années de suite, a pu cette année éviter une résolution condamnant les exactions en Tchétchénie. Une résolution européenne sur l'Iran a été rejetée de justesse, ce qui permet à Téhéran d'être rayé, pour la première fois depuis 1984, de la liste des pays montrés du doigt par la Commission.

En conséquence, le mandat en Iran du représentant spécial de la CDH n'a pas été renouvelé, tout comme celui du représentant spécial en Guinée-Equatoriale, alors que ce pays était sous examen de la Commission depuis 1976. Pour sa part, menacé, pour la première fois, par une résolution hostile, le Zimbabwe a également échappé à une condamnation grâce aux pays africains, à l'exception du Cameroun, qui ont su bloquer le texte de l'Union européenne.

La Chine, quant à elle, n'a même pas eu à se défendre du fait de l'absence même d'une résolution lors de cette 58^e session de la CDH. « Ce soir à Moscou et à Pékin, c'est la fête, mais pas à Grozny ou à Lhassa... », résumait-on, à la fin de la réunion, le bilan accablant de la Commission au cours de laquelle les témoins directs des violations, à savoir les rapporteurs spéciaux et les organisations non gouvernementales, ont vu leur temps de parole considérablement limité par des contrain-

tes budgétaires imposées par l'Assemblée générale.

Les activistes ont été particulièrement consternés par « l'ultime échec » de la CDH qui n'a pas pu adopter une résolution sur la protection des droits de l'homme dans le cadre de la lutte antiterroriste. Le texte, présenté par le Mexique et soutenu par l'Union européenne, demandait au haut-commissaire, Mary Robinson, un rapport sur les violations constatées par les Etats sous prétexte de la guerre contre le terrorisme.

Les témoins directs des violations, à savoir les rapporteurs spéciaux et les ONG, ont vu leur temps de parole limité par des contraintes budgétaires

Exerçant, dès le début de la session, une énorme pression contre le projet de résolution mexicain, considéré comme un texte pouvant « conduire à des critiques de la politique américaine », les Etats-Unis et les pays musulmans - menés par l'Algérie - ont présenté des amendements inacceptables pour l'Union européenne et pour le Mexique, qui l'a retiré.

Dans un communiqué, la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) a amèrement dénoncé cet échec qui, selon elle, « confirme que les Etats auteurs des plus graves violations ont désormais achevé de prendre possession du principal organe de défense des droits de l'homme des Nations unies ». Selon la FIDH, la Com-

mission « n'est désormais plus qu'une plate-forme pour les porte-parole des régimes autoritaires ou liberticides ».

Pour Rory Mungoven, de l'organisation non gouvernementale Human Rights Watch, l'incapacité de la Commission à répondre à des dispositifs antiterroristes adoptés par les gouvernements est « un signal très, très dangereux, qui signifie que, dans la guerre contre le terrorisme, tout est possible ».

Les résolutions consensuelles qui ont néanmoins pu être adoptées, dont celles sur la Birmanie, la République démocratique du Congo, la Colombie, l'Irak ainsi que celle condamnant Cuba ont aussi été décevantes pour les ONG qui les ont trouvées « timorées ». A l'issue de longs débats opposant des pays islamiques et les Occidentaux, Israël a été condamné cinq fois mais a refusé le projet du haut-commissaire de se rendre dans les territoires occupés et en Israël, obligeant M^{me} Robinson à se contenter d'un rapport sur les violations des droits de l'homme au Proche-Orient.

Par ailleurs, parlant pour la dernière fois à la Commission, M^{me} Robinson, dont le mandat s'achève en septembre, a déploré « une certaine érosion du rôle de protection » de la Commission. Le haut-commissaire a exhorté les Etats à « une réflexion sérieuse sur les méthodes de travail de la CDH pour qu'elle puisse rester fidèle à sa vocation de forum pour les victimes ».

En revanche, salué comme une « percée historique », un protocole à la Convention sur la torture instaurant des visites régulières dans les lieux de détention a pu, malgré les pressions de Washington, être approuvé par la CDH par 29 voix pour, 14 abstentions et les votes négatifs de 10 pays, dont la Chine, l'Arabie saoudite et la Syrie.

Afsané Bassir Pour

ENTREPRISES

COMMUNICATION

VIVENDI UNIVERSAL (VU) a créé la surprise, vendredi 26 avril en fin de journée, avec la publication d'un communiqué qui dénonce la « manipulation des votes » lors de l'assemblée générale des actionnaires

du mercredi 24 avril. Au cours de cette assemblée, deux des dix-huit résolutions n'avaient pas obtenu le quota de voix nécessaire à leur adoption, notamment celle prévoyant un plan, très décrié, d'attribu-

tion de **STOCK-OPTIONS**. Après avoir réalisé des sondages auprès de ses grands actionnaires comme Saint-Gobain, le groupe affirme avoir découvert que leurs intentions de vote favorables s'étaient transfor-

mées, lors de l'AG, en **ABSTENTION**. VU soupçonne ainsi un piratage des votes électroniques. Colette Neuville, présidente de l'ADAM, se demande « *s'il n'y a pas une autre cause que le piratage* ».

« Piraté », Vivendi Universal reconvoque ses actionnaires

Le groupe de Jean-Marie Messier a déclenché un nouveau coup de théâtre en annonçant, vendredi 26 avril, l'annulation de sa dernière assemblée générale, soupçonnant le détournement du vote électronique. La résolution sur l'attribution des stock-options avait notamment été rejetée

VIVENDI UNIVERSAL (VU) a créé la surprise, vendredi 26 avril en fin de journée, avec la publication d'un communiqué qui dénonce la « manipulation des votes », lors de l'assemblée générale des actionnaires qui s'est tenue mercredi 24 avril. Ces « dysfonctionnements » ont conduit le groupe à décider de convoquer une nouvelle assemblée générale. Quelques heures plus tard, le PDG de VU, Jean-Marie Messier, précisait à l'AFP qu'elle se tiendrait le 3 juin.

Mercredi, près de 5 000 actionnaires s'étaient retrouvés au Zenith, à Paris, pour assister à cet événement très attendu. Sous le feu roulant des critiques, exacerbées par l'affaire Canal+ et le limogeage de son PDG Pierre Lescure, M. Messier avait réussi son double examen de passage, d'abord devant le conseil d'administration qui lui a renouvelé sa confiance par la voix de l'un de ses membres, Marc Viénot, puis devant les actionnaires. Seule ombre au tableau, parmi les dix-huit résolu-

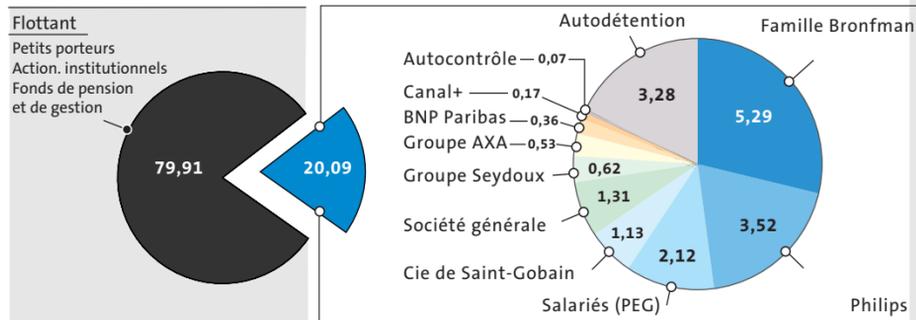
tions soumises au vote, deux n'obtenaient pas le quota de voix nécessaire à leur adoption.

Deux résolutions d'importance, puisqu'il s'agissait d'une part du plan, très décrié, d'attribution de stock-options aux salariés du groupe et d'autre part d'une augmentation de capital avec abandon du droit de souscription préférentiel. Dans les deux cas, les votes favorables n'ont pas dépassé la barre fatidique des deux tiers, alors que les abstentions, comptabilisées avec les votes contre, étaient comprises entre 17 % et 20 %. Cette très forte abstention est considérée comme exceptionnelle par Vivendi Universal, qui évoque un taux habituel de 3 % à 4 %. Étonnante aussi, la résolution concernant la destitution de M. Lescure, ajoutée à l'ordre du jour suite à la demande écrite fort opportune d'un actionnaire, a recueilli 55 % des voix, ce qui a suffi à son adoption, mais n'a suscité aucun vote contre et un taux d'abstention record de 44 %.

Quelque peu interloqué par ces

UN ACTIONNARIAT DISPERSÉ

Pourcentage du capital de Vivendi Universal au 31/12/2001



La famille Bronfman, ancienne propriétaire de Seagram racheté par Vivendi, est devenue le premier actionnaire privé.

Source : Vivendi Universal

résultats, Vivendi Universal a procédé à des sondages auprès de ses grands actionnaires comme Saint-Gobain, et il dit avoir découvert que leurs intentions de vote favorables s'étaient transformées, lors de l'AG, en abstention.

TROIS BOUTONS

« Devant l'ensemble de ces anomalies – tous les votes des gros actionnaires présents dans la salle transformés en abstention pendant l'AG et aucun vote de la salle enregistré (contre) la révocation de Pierre Lescure – il y a un faisceau d'indices nous faisant craindre qu'il y ait eu manipulation frauduleuse de ces votes, un piratage intervenant entre le signal envoyé par le boîtier et sa

réception dans la centralisation des votes », a déclaré M. Messier à l'AFP. « Cet incident dépasse largement Vivendi Universal puisqu'il est de nature à jeter un doute sur le vote électronique », a-t-il ajouté.

Chaque actionnaire reçoit à l'entrée de l'AG, un boîtier électronique disposant de trois boutons, correspondant aux votes – pour, contre ou abstention – qu'il exercera. Toutes ces informations sont transmises ensuite à un ordinateur qui centralise les votes et les comptabilise. A priori, la banque BNP Paribas est chargée d'organiser l'AG et s'occupe de toutes les convocations, mais c'est Vivendi Universal qui a signé le contrat avec le prestataire technique qui met à dis-

position le matériel. M. Messier a indiqué que son groupe a fait procéder vendredi par deux huissiers à la vérification du bon fonctionnement des systèmes de vote et que tous les tests se sont bien déroulés. L'hypothèse aujourd'hui retenue est celle d'un piratage du système durant l'AG. Vivendi Universal se dit prêt à déposer plainte lundi 29 avril pour faire la lumière sur cette affaire.

« MICRO BROUILLÉ »

« Il se peut que les résolutions qui n'ont pas été adoptées l'auraient été sans ces détournements de votes », a indiqué M. Messier qui espère bien cette fois obtenir l'adhésion des actionnaires aux deux résolu-

tions qui ont été repoussées.

Le rejet de la résolution sur le plan de stock-options en particulier posait problème. « Il faudra trouver un moyen d'y revenir. Nous avons besoin d'attirer les talents », avait déclaré le PDG de Vivendi Universal, à l'issue du vote défavorable.

Les dysfonctionnements du vote pointés du doigt par le groupe lui permettent donc d'espérer obtenir l'assentiment des actionnaires sur ce projet lors de la prochaine assemblée. « Nous avons pris la décision de convoquer une assemblée générale qui se tiendra le 3 juin à Paris, dont l'unique objet sera que tous les actionnaires qui le souhaitent pourront réexprimer leur vote effectif », affirme M. Messier.

Reste à apporter les preuves de cette affaire de piratage qui ajoute à la tension qui a entouré cette AG pas comme les autres. Pierre-Henry Le Roy, de la société Proxinvest, société de conseil aux investisseurs en matière de vote aux assemblées générales, témoigne : « Pendant un moment, le micro de Guillaume Hannezo, directeur financier a été brouillé. J'ai pensé à la présence d'un gars qui intervenait sur les ondes courtes. Il me paraît donc plausible qu'il y ait eu piratage lors de la transmission radio des votes. Mais je pense que M. Messier prend des risques en soumettant les mêmes résolutions contestées au vote des actionnaires. »

Laurence Girard

Un projet de stock-options exceptionnel

La seizième résolution, consacrée aux stock-options et rejetée par la dernière assemblée générale, avait pour objet « d'autoriser, pour une durée de vingt-six mois, le conseil d'administration à mettre en place des plans d'options d'achat de souscriptions d'actions, dans la limite de 5 % du capital social ». Cette attribution, d'un montant exceptionnellement important, est prévue « au bénéfice de mandataires sociaux, de cadres dirigeants, de cadres supérieurs ou, exceptionnellement, de salariés non cadres du groupe Vivendi Universal ». Depuis la création de Vivendi Universal, trois plans d'options d'achat d'actions ont été mis en place selon le rapport annuel 2001, représentant au total un potentiel de 2,71 % du capital.

TROIS QUESTIONS À COLETTE NEUVILLE

1 Vous êtes présidente de l'Association des actionnaires minoritaires (ADAM), quel est votre sentiment à la suite de l'annonce de piratage à l'assemblée générale de Vivendi Universal (VU) ?

N'y a-t-il pas une autre cause que le piratage ? Est-ce que l'on va recommencer le vote jusqu'à ce que celui-ci soit agréable à Jean-Marie Messier ? On dirait des enfants. Ils jouent et quand ils perdent, ils disent que c'est de la triche. De plus, je ne comprends pas qu'ils annulent si vite. Ils ont porté plainte auprès de la justice alors attendons que la justice se prononce sur une fraude éventuelle avant d'annuler le vote. Imaginons que nous ayons contesté le vote, VU nous dirait d'aller en justice avant toute chose.

2 Y aurait-il, selon vous, d'autres raisons de ce coup de théâtre ?

Si ce vote est annulé, Vivendi ne peut pas payer les dividendes. Ce piratage nous renforce dans la conviction qu'il faut diligenter une expertise sur la trésorerie et en particulier sur sa capacité à payer le dividende. De plus, on

nous annonce qu'un piratage a touché les gros actionnaires : pourquoi a-t-il touché les gros et pas les petits ?

À la fin de l'assemblée générale, Jean-Marie Messier a dit qu'il allait devoir convoquer une assemblée générale extraordinaire parce qu'il avait promis des stock-options par contrat et qu'il allait donc devoir les honorer. [La résolution concernant l'attribution de stocks-options à des salariés a été refusée par l'assemblée générale.]

3 Quelles actions pouvez-vous entreprendre ?

Nous pouvons contester cette décision. Nous avons le droit de faire saisir les documents du vote et de les faire vérifier par un huissier. Nous devons pouvoir trouver la trace des voix qui ont été attribuées à chaque boîtier et celle des votes qui sont partis des boîtiers. Si aucune vérification des votes électroniques n'est possible, alors le vote électronique de doit pas pouvoir être utilisé.

Propos recueillis par **Bénédicte Mathieu**

Passation de pouvoirs dans l'émotion à Canal+

que Jean-Marie Messier a données pour mon éviction, a déclaré M. Lescure lors de l'assemblée générale. Mais des limogeages, il y en a partout dans le monde. Dans ce cas, la manière a été plus grave que le fond. Ce fut une manière peu gratifiante à mon égard et à l'égard des actionnaires de Canal+.

« UN CHOIX DE COHÉRENCE »

L'éviction de Pierre Lescure avait provoqué une vive émotion chez les salariés de Canal+, qui ont multiplié les assemblées générales et les manifestations de soutien à leur ancien président. Devant la nomination de Dominique Farrugia, un historique de Canal+, à la tête de la chaîne, M. Lescure s'est refusé à considérer ce choix comme un moyen de trouver une paix armée au sein de la chaîne. « C'est un choix de cohérence, de talent et d'expérience », a-t-il déclaré. Dominique Farrugia a tenu à préciser aux actionnaires qu'il avait obtenu de Vivendi Universal l'assurance de l'indépendance de la chaîne et de ses choix éditoriaux. « Tant que je serai là, on ne touchera pas à la chaîne, sinon, je partirai », a-t-il précisé.

Pour l'heure, M. Farrugia travaille à la grille de rentrée. Il a indiqué à l'assemblée générale qu'il allait « renforcer » les émissions en clair. Il est à la recherche de « plus d'exceptionnel » et de « nouvelles têtes ». « Personne n'est usé à l'antenne », a-t-il précisé.

IL Y A EU l'approbation des comptes, des questions réfléchies ou saugrenues, des requêtes ou des regrets formulés par des actionnaires très attentifs. Il y a eu nombre de boutades, un peu d'ironie amère et beaucoup d'émotion lors de l'assemblée générale des actionnaires de Canal+ qui s'est tenue, vendredi 26 avril, au siège de la chaîne, à Paris : « Ne tournons pas autour du pot, c'est la dernière fois que je m'adresse à vous », a déclaré Pierre Lescure, président de la chaîne pour deux heures encore, devant un parterre de porteurs de titres, des anonymes et de nombreux célébrités de la chaîne, Alain de Greef, Bibiane Godefroy, Michel Denisot ou Bruno Gaccio.

Dix jours après avoir été limogé du groupe Canal+ par Jean-Marie Messier, PDG de Vivendi Universal, M. Lescure a donc aussi quitté la présidence de la chaîne. Les actionnaires se sont prononcés à près de 99 % pour son départ et ont entériné son remplacement par Dominique Farrugia, qui a finalement accepté, jeudi, la proposition de M. Messier : « Si j'accepte, c'est pour continuer le boulot de Pierre », a-t-il expliqué, très ému. Dans l'après-midi, le conseil d'administration (CA) de Canal+ SA devait le porter à sa présidence. Le CA a également fait entrer en son sein Xavier Couture, nouveau président du directoire du groupe Canal+, et l'a nommé vice-président du CA de Canal+ SA.

« Je n'ai toujours pas accepté les motivations

En « marge » de cette passation de pouvoir, Canal+ a présenté ses comptes 2001. « Si j'ai été écarté pour cause de pertes financières sur le groupe, la chaîne, elle, est bénéficiaire », a expliqué M. Lescure. La chaîne a en effet enregistré un résultat net consolidé de 36 millions d'euros et un chiffre d'affaires de 1,530 milliard d'euros, une gageure selon ses dirigeants. En effet, les droits du football ont été multipliés par deux en 2001 : « Nous pouvons espérer que lors de la renégociation des droits il n'y aura pas de nouvelle augmentation, a dit M. Lescure. On a beaucoup dit que trop de football tue le football. » Au 31 décembre 2001, Canal+ comptait 4 550 635 abonnés, contre 4 620 000 fin 2000. « Ce recul provient de deux facteurs essentiels, une baisse du nombre des nouveaux abonnements et une augmentation du taux de résiliation, qui a atteint 10,83 % en 2001 contre 9,88 % en 2000 », a expliqué Virginie Calmels, directrice financière de Canal+ SA.

Au terme de l'assemblée générale, M. Lescure s'en est allé sous les applaudissements. Tous ses mandats ne lui ont pas encore été retirés. Il est encore notamment PDG de StudioCanal France, des Films Alain Sarde, président du conseil de surveillance du club de football PSG ou vice-président des conseils d'administration des sociétés du groupe Canal+ en Espagne.

B. M.

Comment devenir l'ange gardien d'un entrepreneur

Une nouvelle école vient d'être créée pour apprendre à investir dans les jeunes pousses

MELUN

de notre correspondant

La France est riche en créateurs d'entreprise mais pauvre en investisseurs individuels. C'est pour combler ce hiatus qu'une école de *business angels* – ces investisseurs qui veillent sur les jeunes pousses comme des anges gardiens – vient d'être créée à Melun (Seine-et-Marne). L'initiative émane d'un pionnier du capital-risque, Claude Rameau, vice-président de France Angels, qui a été conseiller en innovation avant d'être professeur puis doyen de l'Insead, l'école de management international de Fontainebleau (Seine-et-Marne), dont il est le vice-président.

L'École des Business Angels (EBA) a effectué sa rentrée le 4 avril, avec le soutien de partenaires institutionnels locaux, dont le conseil général de Seine-et-Marne. Un succès : une soixantaine d'élèves ont répondu présent, à parts

égales salariés et chefs d'entreprise, auxquels s'ajoutent quelques professions libérales et des retraités.

« L'intérêt financier est rarement la principale motivation d'un *business angel* », souligne M. Rameau. Le motif bien plus le goût de participer à une activité d'entreprise et à une aventure économique. » A mi-chemin entre l'investisseur de proximité (celui qui fournit le coup de main à son neveu pour créer son propre emploi) et le capital-risqueur (qui, lui, instaure un pacte d'actionariat contraignant en échange de l'argent qu'il investit dans la jeune pousse), le *business angel* prend un risque individuel, en conscience, sur son propre capital, avec un interlocuteur en qui il a confiance.

L'aventure entrepreneuriale n'en comporte pas moins des règles précises que se propose justement d'enseigner l'EBA. Pour son cas personnel, Claude Rameau confesse une dizaine d'échecs cinglants sur

une quarantaine de projets soutenus. « Il faut en finir avec la psychose paralysante de l'échec qui sévit en France où le dépôt de bilan est vécu comme une honte, proclame-t-il.

Un succès : une soixantaine d'élèves ont répondu présent

200 000 entreprises se créent tous les ans, la moitié ne dépasse pas la cinquième année, et à terme, une sur dix gagne de l'argent. Avec 3 000 ou 4 000 *business angels* en France, nous sommes très en retard sur nos voisins, qui en comptent dix fois plus.

Le programme scolaire de l'EBA est un cycle de conférences, qui

seront par ailleurs tenues un peu partout en France pour sensibiliser et informer. Les tables de la loi sont déjà gravées et M. Rameau, en grand prêteur, les diffuse généreusement à ses ouailles. Deux bréviaires recensent « les vingt raisons de l'échec » et « les quatorze règles pour limiter son risque ». Ils recommandent « l'évaluation du marché réel » ou la « vérification de la réputation de l'entrepreneur ». « Environ 30 % des CV sont faux ou inexacts », proclame à cet égard M. Rameau.

Muni de ces viatiques, l'ange peut ensuite déployer ses ailes protectrices au nom du credo selon lequel la meilleure idée du monde ne verra jamais le jour faute du commencement d'un début de financement, car – c'est bien connu – le banquier prêteur sur la foi des provisions d'hier et jamais sur les possibilités du lendemain.

Jean-François Caltot

DÉPÊCHES

■ **RENAULT** : le PDG du constructeur automobile, Louis Schweitzer, a indiqué, vendredi 26 avril, qu'il envisageait de dissocier, à l'horizon 2005, la fonction de président de celle de directeur général. Il confierait alors cette dernière à Carlos Ghosn, actuel patron de Nissan, tout en conservant pour lui-même la présidence du conseil d'administration, ce qui lui permettrait de superviser la bonne marche de l'entreprise.

■ **AFER** : le conseil d'administration de l'Association française d'épargne et de retraite a décidé de se constituer partie civile dans l'instruction en cours visant deux de ses anciens dirigeants et fondateurs. Soupçonnés d'avoir opéré d'importants détournements de fonds au détriment des adhérents, Gérard Athias et André Le Saux, respectivement anciens président et trésorier de l'AFER, ont été mis en examen en décembre 2000 par le juge Philippe Courroye pour « abus de confiance, tromperie sur une prestation de service et publicité de nature à induire en erreur ».

robustiflex

L'ÉVÉNEMENT SUISSE À LA FOIRE DE PARIS

Vous souhaitez en savoir plus sur l'histoire de la Robustiflex ou sur les produits Robustiflex ? Venez nous rencontrer à la Foire de Paris. Les conseils Robustiflex sont gratuits et personnalisés. Les produits Robustiflex sont disponibles à la vente. Les systèmes de literie Robustiflex sont présentés sur le stand pour vous conseiller.

ESPACE LITERIE

Foire de Paris
Paris 12e arrondissement
Hall 2 2 Stand ES

Le conseil de l'Union internationale de patinage (ISU) doit se pencher, lundi 29 et mardi 30 avril, sur « **LE SCANDALE DE SALT LAKE CITY** ». La juge française Marie-Reine Le Gougne, accusée d'avoir faussé l'épreu-

ve de couples des Jeux olympiques, et le président de la Fédération française des sports de glace (FFSG) Didier Gailhaguet, soupçonné d'avoir exercé des pressions sur sa compatriote, sont appelés à comparaître.

Des lettres adressées ces dernières semaines par trois juges — **DEUX FRANÇAIS ET UNE SUISSE** — à l'ISU les mettent gravement en cause. Le président de la FFSG est notamment accusé d'avoir demandé à

plusieurs reprises à des juges de favoriser des patineurs français ou étrangers. Selon le juge français Alain Miquel, le « **SYSTÈME GAILHAGUET** » repose sur « *le secret, la peur et l'intimidation* ».

Didier Gailhaguet est mis en cause par deux juges de patinage

Patinage artistique • A la suite du scandale des Jeux de Salt Lake City, le président de la Fédération française et la juge Marie-Reine Le Gougne doivent comparaître devant la Fédération internationale. Deux juges français lui ont écrit pour dénoncer les méthodes de Didier Gailhaguet

DEPUIS la fin des Jeux de Salt Lake City, en février, le dossier de la commission constituée par l'Union internationale de patinage (ISU) pour enquêter sur le cas de la juge française Marie-Reine Le Gougne et de Didier Gailhaguet, président de la Fédération française des sports de glace (FFSG), s'est considérablement épaissi. Lundi 29 et mardi 30 avril, à Lausanne (Suisse), il va être rouvert à l'occasion d'une réunion du conseil de l'ISU consacrée à cette affaire. Marie-Reine Le Gougne et Didier Gailhaguet y seront entendus. Un certain nombre de témoins, parmi lesquels le juge-arbitre américain Ronald Pfenning, qui officiait lors de l'épreuve de couples des Jeux, et la Britannique Sally-Ann Stapleford, présidente du comité technique de l'ISU, devraient être entendus.

Ce sera également le cas du Français Alain Miquel, l'un des trois juges à avoir adressé ces dernières semaines des courriers à l'ISU dénonçant les agissements de Didier Gailhaguet et Marie-Reine Le Gougne. Celle-ci est soupçonnée d'avoir placé les Russes Elena Berezhnaïa et Anton Sikharulidze à la première place de l'épreuve olympique de couples suite à des pressions exercées par Didier Gailhaguet. La juge française avait dans un premier temps reconnu l'existence de telles pressions, avant de se rétracter et d'accuser le « *lobby anglo-saxon* » d'avoir tout fait pour favoriser la victoire des Canadiens Jamie Salé et David Pel-

letier. Ceux-ci ont été finalement, sur décision de l'ISU, classés premiers ex aequo de la compétition.

Les témoignages d'Alain Miquel et de Francis Betsch, un autre juge français officiant désormais en Grande-Bretagne, sont accablants pour Didier Gailhaguet. Le premier accuse le président de la FFSG de lui avoir demandé à trois reprises — aux championnats du monde 1998 puis aux championnats d'Europe 1999 et 2002 — de surnoter des patineurs français et reconnaît s'être plié par deux fois à cette injonction (voir ci-dessous). « *J'ai arrêté de juger pendant une année entière tellement j'étais dégoûté* », dit-il.

« UN ARGUMENT MASSUE »

Le second affirme que Didier Gailhaguet, alors directeur des équipes de France de patinage, lui avait demandé lors des championnats d'Europe 1994 de surnoter un concurrent allemand. En 1996, pendant les championnats du monde, Didier Gailhaguet lui aurait au contraire demandé de baisser les notes d'une patineuse allemande en raison du non-respect par l'Allemagne d'un « accord » passé avec la France. Francis Betsch dit s'être décidé à écrire à l'ISU en suivant à la télévision le scandale de Salt Lake City. « *Quand j'ai entendu que la juge française accusait le président de la Fédération française, je me suis dit : "Il m'est arrivé la même chose dans le passé." Le lendemain, quand j'ai entendu qu'elle avait changé complètement sa version,*



Réunis à Paris le 7 mars, lors d'une conférence de presse, Marie-Reine Le Gougne, juge aux Jeux de Salt Lake City, et Didier Gailhaguet, président de la Fédération des sports de glace, réfutent les accusations de tricheries émises après l'épreuve des couples en patinage artistique.

j'ai pensé que c'était vraiment le moment d'écrire. »

La juge suisse Christine Blanc a également écrit à l'ISU, mais pour charger sa consœur Marie-Reine Le Gougne, qu'elle dit avoir entendue dès novembre 2001 affirmer qu'elle allait placer le couple russe devant les Canadiens aux Jeux olympiques. Le juge canadien Benoît Lavoie avait auparavant porté des accusations similaires.

Selon Didier Gailhaguet, interrogé vendredi 26 avril par *Le Monde*, Alain Miquel aurait agi par « *vengeance mesquine* » parce qu'il n'aurait pas obtenu auprès de l'ISU une promotion qu'il attendait. « *Je*

n'ai jamais demandé quoi que ce soit à M. Miquel, affirme le président de la FFSG. Quant à M. Betsch, c'est un opposant systématique de la Fédération française et un mauvais juge international. Pourquoi des événements surve-

nus soi-disant en 1994 et 1996 lui seraient-ils ainsi brutalement revenus à la mémoire ? »

Selon Didier Gailhaguet, les deux hommes seraient manipulés par Sally-Ann Stapleford. « *Maintenant, c'est la parole des uns contre*

la parole des autres, poursuit-il. Et j'ai un argument massue : depuis que je suis président de la FFSG, le nombre de juges français avertis pour avoir favorisé un compatriote a diminué de 40 %. » Le dirigeant français dit pouvoir présenter au conseil de l'ISU les témoignages écrits de trente-huit juges français — « *il n'en manque que deux ou trois* » — qui affirment n'avoir jamais subi de pressions de sa part. « *Si cela se passait devant une cour normale, je serais extrêmement serein* », ajoute-t-il.

Quant à Marie-Reine Le Gougne, elle dit ne pas avoir « *l'intention de [se] laisser décapiter* ». Ses deux avocats américains, qui ont adressé à l'ISU un document de 24 pages, affirment que « *le résultat [de l'audition] est déjà déterminé* » et accusent la Fédération internationale de ne respecter ni ses propres règlements ni certains principes élémentaires de justice. Ils envisagent dès à présent de porter l'affaire devant le Tribunal arbitral du sport (TAS).

Gilles van Kote

Alain Miquel, juge international de patinage artistique

« A sa demande, j'ai surnoté les Français »

ALAIN MIQUEL est appelé à témoigner, mardi 30 avril à Lausanne (Suisse), devant le conseil de l'Union internationale de patinage (ISU), dans le cadre de la comparution de Didier Gailhaguet et Marie-Reine Le Gougne. Agé de 33 ans, il exerce une profession libérale à Annecy (Haute-Savoie) et est juge de championnat ISU depuis 1995.

Vous avez adressé à l'ISU, le 15 avril, une lettre mettant en cause Didier Gailhaguet, le président de la Fédération française des sports de glace (FFSG). Pourquoi maintenant ?

Cette démarche est le fruit d'une lente maturation. Après les championnats du monde 1998, j'avais déjà eu envie de révéler les pratiques en cours au sein de la FFSG, mais, pour de multiples raisons — notamment la peur et les échecs des personnes qui ont voulu avant moi dénoncer ces pratiques —, je n'ai rien dit jusqu'à présent. Ce qui est arrivé à Salt Lake City m'a fait penser que c'était le moment. Il y avait un préalable à cela : il fallait que j'accepte l'idée de ne plus exister dans le patinage artistique. Ma démarche tient du suicide : le fonctionnement monarchique de la FFSG fait que la moindre déclaration n'allant pas dans le sens de Didier Gailhaguet est aussitôt sanctionnée. Je faisais jusqu'à maintenant partie des quatre ou cinq juges internationaux français en lesquels Didier Gailhaguet pensait pouvoir avoir confiance, les seuls auxquels il laisse le droit de juger dans les championnats internationaux. Car, pour juger, il faut plaire au roi et montrer que l'on est capable d'entrer dans le système, en favorisant les patineurs français.

C'est ce que vous avez fait lors des championnats du monde de Minneapolis, en 1998...

A Minneapolis, je jugeais l'épreuve de couples. Les Russes, champions olympiques à Nagano le mois précédent, et le meilleur couple américain avaient déclaré forfait. Une médaille devenait envisageable pour les Français Sarah Abitbol et Stéphane Bernadis. Didier Gailhaguet m'a demandé de tout faire pour obtenir cette médaille en surnotant le couple français et en intervenant auprès des autres membres du jury. J'étais jeune, inexpérimenté, terrifié par le système, et j'ai cédé. Je n'ai pas cherché à influencer mes confrères, mais j'ai surnoté Sarah Abitbol et Stéphane Bernadis. Quelque temps avant, j'avais dîné chez un ami entraîneur et il m'avait dit qu'il avait un message de Didier Gailhaguet pour moi. Il m'avait fait comprendre que

c'étaient mes premiers championnats du monde et que Didier Gailhaguet allait essayer de savoir s'il pouvait « travailler » avec moi. C'était une sorte de test : si je ne me montrais pas capable d'exécuter ses ordres, je ne jugerais jamais.

Didier Gailhaguet vous a-t-il aussi demandé de sous-noter les adversaires d'Abitbol-Bernadis ?

Après le programme court, il était furieux de la façon dont j'avais noté le couple russe, qu'il estimait que j'avais sous-noté. Il m'a dit : « *Fais très attention, on ne peut pas noter comme cela un couple russe.* » Il m'a demandé de sous-noter le couple allemand Schwarz-Muller, alors troisième. « *Les Allemands n'acceptent pas ce qu'on leur demande. On va leur montrer qui on est* », m'a-t-il dit.

Lors des championnats d'Europe 1999, le même type de demande vous a été fait.

Après le programme court, le Français Laurent Tobel était huitième, mais la quatrième place était encore accessible. Didier Gailhaguet était venu me voir avec la feuille de classement, car je jugeais cette épreuve, et m'avait dit : « *Tu peux y aller.* » J'ai surnoté Laurent Tobel. J'avais également eu une demande de Marie-Reine Le Gougne, qui faisait partie du jury des couples. Elle m'avait demandé de donner un coup de pouce au patineur azéri Sergueï Rilov. Je ne connais pas la raison de cette demande, mais je n'y ai pas donné suite. Après les championnats d'Europe 1999 comme après les championnats du monde 1998, j'ai reçu un avertissement du conseil de l'ISU pour avoir surnoté les patineurs français. Le premier avertissement était une lettre de conseils, le second une lettre de critiques. Un juge est suspendu au bout de quatre avertissements.

Les échanges de « bons » procédés entre juges de différentes nationalités sont-ils fréquents ?

Mon expérience personnelle me fait penser que ce sont des pratiques en cours à la FFSG. Existe-t-il

une attente ou des réponses des autres pays ? Je ne sais pas. Je n'ai eu de rapports qu'avec Didier Gailhaguet, pas avec des personnes étrangères. Je n'ai été que l'instrument de telles pratiques. Mais ce que l'on m'a demandé de faire était bien dans cet esprit-là.

L'un des arguments de Didier Gailhaguet est d'affirmer que le lobbying est une pratique courante dans le patinage.

Est-ce parce qu'on n'est pas le seul à être coupable que l'on est pour autant innocent ?

Les juges sont désignés par leurs fédérations nationales. Peuvent-ils dans ces conditions rester indépendants ?

A ma connaissance, il existe de nombreux pays dans lesquels les présidents de fédérations n'interviennent pas dans la désignation des juges. Mais, en France, un juge international ne peut exister que si le président de la FFSG le veut bien. Aucune autre personne n'a son mot à dire. Didier Gailhaguet, y compris lorsqu'il était entraîneur, a toujours fonctionné selon les principes du secret, de la peur et de l'intimidation. Déjà, quand j'étais jeune patineur, on m'avait fait comprendre que, si je voulais faire carrière, il fallait que j'aie m'entraîneur avec lui.

Qu'avez-vous pensé de l'« affaire » de Salt Lake City ?

Je n'ai jamais officié aux Jeux olympiques, mais je peux dire que la première version de Marie-Reine Le Gougne correspondait étrangement à des choses que j'avais moi-même vécues. Cette version était crédible. Sa deuxième version fait sourire, car on voudrait conforter la position du président de la FFSG qu'on ne s'y prendrait pas autrement.

Vos affirmations ainsi que celles de certains de vos collègues ne risquent-elles pas d'être fatales à Didier Gailhaguet ?

Je le crois suffisamment intelligent et puissant pour s'en sortir.

Propos recueillis par G. v. K.

UN FILM DE RAJA AMARI

Satin rouge

Subversif et troublant. LE MONDE
Subtil et inattendu. TELERAMA

ZURBAN
www.djaphar.fr
BEUR FM

DÉPÊCHES

■ **BASKET** : l'US Valenciennes-Orchies s'est qualifiée, vendredi 26 avril, à Liévin (Pas-de-Calais), pour sa deuxième finale de l'Euroleague féminine en battant les Slovaques de Ruzomberok (108-60). Les Valenciennes devaient disputer, dimanche 28 avril, à 19 heures, le titre aux Polonaises de Gdynia, victorieuses des Italiennes de Parme (74-58).

■ **FOOTBALL** : l'AC Ajaccio, Le Havre, Strasbourg et Nice seront promus en D1 la saison prochaine. Lors de la 37^e et dernière journée du championnat de France de D2, vendredi 26 avril, l'AC Ajaccio, leader du classement, a battu Beauvais (1-0) ; Le Havre, deuxième, a dominé Laval (4-1) ; Strasbourg, troisième, a battu Martignes (0-1) ; et Nice, quatrième, a vaincu Istres (3-0).

Malades de trop de fer

La génétique moléculaire ouvre de nouveaux espoirs de traitement de l'hémochromatose, maladie génétique fréquente et trop méconnue

LE FER n'a pas toutes les vertus. Contrairement aux publicités récurrentes des firmes de l'agroalimentaire qui vantent les mérites de divers aliments dans lesquels on a ajouté cet élément il faut savoir que ce métal peut, chez certaines personnes, être hautement toxique.

S'il est vrai que des insuffisances d'apport peuvent conduire à différentes formes d'anémie et qu'elles doivent impérativement être corrigées, les surcharges en fer – ou « hémochromatose » – sont des affections aux conséquences d'autant plus graves que le diagnostic est fait tardivement. Parallèlement à celles dues à des lésions hépatiques observées chez des malades de l'alcool (ou encore à celles pouvant, de manière paradoxale, résulter de traitements d'anémies chroniques) c'est l'hémochromatose dite génétique qui représente l'entité clinique la mieux définie et la plus fréquente.

La maladie se caractérise par l'apparition – vers la quarantaine chez l'homme, plus tard chez la femme – d'une série de symptômes. Les plus précoces sont une fatigue chronique, différents troubles des articulations (celles des doigts, mais les poignets et les chevilles peuvent aussi être touchés) ainsi que des lésions hépatiques. Par la suite, en l'absence de traitement, la surcharge en fer induit des anomalies cutanées, touchera gravement le cœur et perturbera le système endocrinien. « En pratique le diagnostic d'hémochromatose est extrêmement simple. Il se fait en deux étapes, résume le professeur Yves Deugnier (service des maladies du foie, hôpital Pontchaillou, Rennes). La première consiste à mesurer le taux de fer dans le sang grâce à un test dénommé "taux de saturation de la transferrine". Une augmentation anormale de ce taux impose, via une prise de sang, de rechercher la présence de la mutation du gène de l'hémochromatose. » (lire ci-dessous l'entretien avec le professeur Pierre Brissot).

Une fois établi et confirmé, le diagnostic d'hémochromatose impose la mise en place de « sous-

tractions sanguines » obtenues par la pratique répétée de saignées (ou phlébotomies) répétées qui permettent de réduire la surcharge en fer qui intoxique l'organisme. Ces saignées (d'un volume de 300 à 500 centimètres cubes) sont d'abord effectuées toutes les semaines puis, lorsque la concentration de fer dans le sang a retrouvé des valeurs normales, sur un rythme qui, selon les malades, va de une toutes les trois semaines à une par trimestre. Aucune recommandation alimentaire autre que celle d'un régime équilibré n'est alors faite au patient dans la mesure où un régi-

Les avancées actuelles dans la compréhension de cette maladie coïncident avec la volonté d'améliorer le dépistage précoce

me pauvre en fer ne permettrait pas de faire l'économie de plus d'une saignée par an. « Lorsque le diagnostic d'hémochromatose génétique est porté avant l'installation des lésions articulaires et des complications viscérales et lorsque ce traitement est correctement mené, la qualité et l'espérance de vie rejoignent celles de la population générale », souligne le professeur Deugnier.

L'hémochromatose génétique est l'une des affections pour laquelle la compréhension de la physiopathologie a grandement bénéficié des acquis de la biologie moléculaire. Cette dernière autorise aujourd'hui de nouveaux espoirs thérapeutiques avec la récente découverte de l'hepcidine, une hormone jouant un rôle essentiel dans le métabolisme du fer (Le Monde du 5 avril). Permise grâce aux travaux préalables de

l'équipe dirigée à Rennes par le docteur Olivier Loral au sein du groupe Fer et foie de l'unité 522 de l'Inserm, cette découverte élargit le champ de la compréhension des mécanismes sous-jacents à cette maladie.

Après les premières descriptions cliniques et pathologiques de Trousseau (1865) et la dénomination proposée par Von Recklinghausen (1889) – hémochromatose ou coloration par le sang – il fallut attendre 1975 pour que la dimension génétique de cette affection soit établie grâce notamment aux travaux conduits à Rennes par les docteurs Simon et Bourrel. Vingt ans plus tard, on isolait le gène dont l'anomalie de structure est à l'origine de la maladie. « L'identification précise du gène situé sur le bras court du sixième chromosome se heurte toujours à la méconnaissance de l'anomalie biochimique responsable de la maladie », soulignent les docteurs J.M. Debonne et O. Blétry dans la dernière édition du *Traité de médecine* de Pierre Godeau, Serge Herson et Jean-Charles Piette (éditions Flammarion). Avec la découverte de l'hepcidine, ce n'est plus vrai. Ainsi, le puzzle de biologie moléculaire se complète en même temps qu'on découvre l'étonnante complexité des mécanismes physiopathologiques. C'est ainsi qu'au-delà de la seule dimension génétique, les spécialistes envisagent aujourd'hui le possible rôle conjoint de facteurs environnementaux et alimentaires. Cette donnée vient une nouvelle fois souligner l'importance qu'il y a à ne pas faire d'amalgames entre la présence d'un trait génétique et le fait d'être un malade en devenir.

Les avancées actuelles dans la compréhension de cette maladie coïncident d'autre part avec la volonté des spécialistes et de l'association Hémochromatose-France d'améliorer au plus vite, dans un souci de santé publique, le dépistage précoce. Un dépistage que les autorités sanitaires n'ont jusqu'à présent jamais voulu rendre systématique.

J.-Y. N.

SYMPTÔMES, COMPLICATIONS ET TRAITEMENTS

L'hémochromatose est une maladie génétique héréditaire qui évolue silencieusement. C'est un excès d'absorption intestinale du fer depuis la naissance dont les premiers symptômes ne se déclarent que vers 35-40 ans.

Les symptômes

Fatigue générale inexplicable
Etat dépressif
Teint bronzé (mélano-dermie)
Diabète
Gros foie avec cirrhose
Troubles cardiaques

Douleurs des articulations des doigts ("poignée de main douloureuse")

Les complications possibles d'excès de fer dans les différents organes

Cœur : myocardiopathies, tachycardie

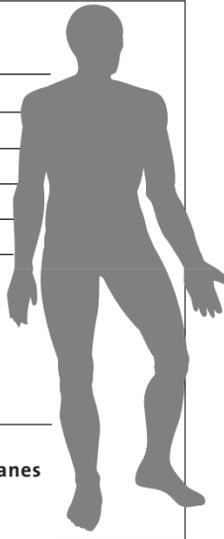
Foie : cirrhose, cancer

Pancréas : destruction progressive du nombre de cellules produisant l'insuline, d'où diabète sucré

Articulations : sur les extrémités des membres (douleurs diffuses, arthrites)

Le rôle du fer dans l'organisme

Il représente un élément essentiel pour capter et fixer les atomes d'oxygène de l'air inspiré dans les poumons et pour les transporter vers toutes les cellules du corps.



1 personne sur 300 est touchée

Le diagnostic

Dosages biologiques suivis, si nécessaires, d'un test génétique

Le traitement

Saignées régulières et répétées (500 ml par semaine au départ)

1 saignée environ tous les trois mois ensuite

Une origine celte ou viking

LA TRANSMISSION de la mutation génétique impliquée dans la forme héréditaire de l'hémochromatose se fait sur le mode dit « autosomal récessif ». La maladie ne survient que chez les personnes qui sont porteuses d'une mutation sur chacun des deux chromosomes n° 6 de leur patrimoine héréditaire (personnes dites homozygotes). Les personnes porteuses de la mutation sur un seul chromosome (personnes dites hétérozygotes) peuvent transmettre le gène mais ne sont pas victimes de la maladie.

En pratique, dans la descendance d'un couple dont chaque membre est hétérozygote, on comptera 25 % d'enfants homozygotes, 25 % d'enfants indemnes de la mutation et 50 % d'enfants hétérozygotes. Le mariage entre un homo-

zygote et un hétérozygote (ou « noces de fer ») donnera une fratrie constituée pour moitié d'hétérozygotes et pour moitié d'homozygotes. Enfin, dans le cas où les deux membres du couple sont homozygotes, tous les descendants le seront également.

Différentes enquêtes ont eu d'autre part à situer la fréquence de la mutation génétique dans différentes populations. Dans la race blanche, la prévalence de l'état homozygote n'est jamais inférieure à 1 sujet sur 1 000. Certaines régions – la Bretagne notamment – sont plus concernées, avec une proportion de 3 à 5 homozygotes pour 1 000 personnes et une population générale qui compte en son sein environ 16 % d'hétérozygotes. Certains spécialistes estiment que la

forme la plus fréquente de mutation observée dans l'hémochromatose pourrait être d'origine celte au vu, notamment, de la superposition à travers le monde de la fréquence de cette maladie et des zones de migration des populations celtiques. D'autres penchent pour une origine viking de cette mutation.

J.-Y. N.

★ Informations générales à l'Association hémochromatose - France, boîte postale 7777, 30912 Nîmes Cedex. Tél. : 04-66-64-52-22 ; fax : 04-66-64-93-87 ; Internet : www.hemochromatose.fr / Des informations médicales peuvent être obtenues au Centre familial de dépistage de l'hémochromatose, CHU Pontchaillou, 35033 Rennes Cedex ; tél. : 02-99-28-41-41.

Pierre Brissot, chef du service des maladies du foie (CHU de Rennes)

« Tout adulte jeune devrait pouvoir, en France, bénéficier d'un dépistage »

Quels seront les apports immédiats des découvertes récentes sur l'hepcidine auxquelles votre équipe de l'unité 522 de l'Inserm a grandement contribué ?

L'importance de ces découvertes se situe à deux niveaux. Du point de vue physiopathologique, l'hepcidine pourrait bien être le peptide « signal » qui informe les cellules localisées dans la partie profonde des villosités intestinales du niveau des réserves en fer de l'organisme, une information qui module le niveau d'absorption du fer par les cellules localisées au sommet de ces villosités. Il est donc très tentant de suggérer que des anomalies de production de l'hepcidine par le foie (ou de réception de cette protéine par les cellules) pourraient jouer un rôle déterminant dans la création d'états de surcharge ou de déficience en fer dans l'organisme humain.

D'autre part, du point de vue clinique, ces découvertes vont conférer une nouvelle actualité à l'hémochromatose, cette maladie génétique due à une hyperabsorption digestive de fer qui demeure trop peu connue du public mais aussi de certains médecins et des autorités chargées de la santé publique. Il est pourtant remarquable de constater combien l'hémochromatose, qui a longtemps eu une connotation

très « médiévale », bénéficie de manière fulgurante des progrès de la génétique moléculaire pour le plus grand bien présent et à venir des malades.

Quels ont été, pour l'essentiel, ces progrès ?

Ils résultent de la découverte, en 1996, par une équipe de la société californienne Mercator Genetics, dirigée par J.N. Feder, du gène dit HFE, dont la mutation C282Y est à l'origine de cette affection. Les conséquences ont été remarquablement rapides et profondes non seulement pour la prise en charge des malades, mais aussi pour celle des membres de leurs familles.

Avant la découverte de 1996, le diagnostic d'hémochromatose nécessitait la réalisation d'une ponction-biopsie hépatique. Seul ce geste permettait d'affirmer la surcharge en fer et de la caractériser (intensité, mode de répartition cellulaire). Depuis que le test génétique est disponible, la biopsie n'est plus réalisée que si une cirrhose est suspectée, la présence de cette dernière modifiant la prise en charge des malades afin de détecter au plus vite l'éventuelle émergence d'un cancer du foie. Pour les membres de la famille, une fois le diagnostic établi, il est indispensable de réaliser une enquête qui porte avant tout dans la fratrie, mais qui doit

concerner aussi les enfants, qui sont, eux aussi, à risque. Le test génétique couplé à l'examen clinique et aux dosages de marqueurs sériques du fer a considérablement facilité l'évaluation du risque dans la famille en permettant de faire la part entre les membres déjà atteints (ou à risque de développer la maladie), ceux qui ne seront pas malades mais qui sont susceptibles de transmettre le gène et ceux qui ne sont pas porteurs de la mutation.

Dans la pratique quotidienne, l'usage du test génétique soulève-t-il des difficultés ?

Simple et fiable, ce test est aujourd'hui réalisé par de nombreux laboratoires et une procédure d'accréditation des structures autorisées à le pratiquer est en cours au plan national. Pour autant, il n'est pas remboursé par les caisses de Sécurité sociale, ce qui freine son usage pour le diagnostic individuel et surtout pour la réalisation d'enquêtes familiales. Ce dossier est à l'étude et il faut espérer, outre une décision positive de remboursement, une réglementation qui précisera l'indication du test. Il existe en effet une dérive d'indication qui consiste à demander d'emblée le test génétique avant même d'avoir évalué les marqueurs biologiques du fer.

Il nous faut aussi compter avec la

dimension éthique de cette question. Il est impératif d'obtenir l'accord écrit des sujets avant de pratiquer le test HFE. Il faut, d'une part, passer par la personne chez qui le diagnostic a été porté pour contacter les membres de la famille. Il faut d'autre part réaliser une consultation personnalisée pour bien expliquer les résultats des examens pratiqués. Ces diverses mesures sont en général très bien reçues par les patients et leur famille, qui en comprennent excellentement l'intérêt. Il faut donc s'élever contre l'attitude qui consiste à mettre en avant les éventuels effets psychologiques délétères des enquêtes familiales.

Parallèlement aux progrès concernant le diagnostic individuel et familial, un dépistage systématique de la population française est-il envisageable ?

Pour l'heure, l'Agence nationale d'accréditation et d'évaluation en santé n'a pas jugé utile de donner une suite favorable à cette demande, qui est très fortement exprimée par les malades dans le cadre de l'Association hémochromatose France et qui est, d'autre part, recommandée par l'OMS depuis cinq ans. Il me paraît essentiel de relancer la dynamique en ce sens. L'hémochromatose génétique répond aux critères requis pour qu'une maladie puis-

se bénéficier d'un tel dépistage : il s'agit d'une maladie fréquente, susceptible non seulement d'altérer sévèrement la qualité de la vie, mais aussi de l'abrèger, dont le diagnostic peut désormais se faire de manière totalement non invasive et bénéficiant d'un traitement simple et efficace, à condition, précisément, que le diagnostic soit porté précocement.

Aucune autre maladie génétique ne remplit de telles conditions, et pourtant certaines bénéficient d'un dépistage systématique. Avec une information claire et dédramatisée, il n'y aurait que des avantages à adopter des mesures de suivi adaptées. Elles permettraient de contrecarrer à temps la moindre émergence de symptômes cliniques et biologiques de surcharge en fer. Aujourd'hui, en France, tout adulte jeune devrait pouvoir bénéficier d'un contrôle des marqueurs sanguins de la concentration en fer avec, en cas d'élévation, la pratique d'un test HFE. Une telle procédure pourrait rapidement être évaluée, d'abord dans quelques régions plus directement concernées – comme la Bretagne –, avant d'être étendue à l'ensemble du pays.

Propos recueillis par Jean-Yves Nau

le 2^e tour en questions
Nicolas Sarkozy
Bruno Gollnisch

invités de france europe express dimanche à 22h50

présidentielle
2002



avec France info

La Ford Thunderbird renaît de ses cendres

L'« Oiseau de tonnerre », né en 1954 et abandonné depuis cinq ans, est de retour. Mais ce modèle mythique ne sera vendu que sur le continent américain

LES PNEUS à flancs blancs ? L'idée est tentante, mais, tout compte fait, cela ne conviendrait pas. Le dessin contemporain des jantes se marierait mal avec le style « American Graffiti ». En revanche, on verrait bien la roue de secours logée dans un coffret installé sur la malle arrière, à l'ancienne, et – pourquoi pas ? – un volant beaucoup plus fin avec commande de boîte automatique installée en haut de la colonne de direction.

Plein de souvenirs passent par la tête lorsqu'on contemple une Ford Thunderbird millésime 2002. Après cinq années d'interruption, ce modèle mythique, apparu en 1954, vient de renaître, sous la forme d'une réinterprétation inspirée du style originel, dotée d'un châssis et d'une mécanique modernes.

Commercialisée depuis l'été pour un peu moins de 36 000 dollars et exclusivement destinée au continent américain, la T-Bird évite la reconstitution historique servile comme l'exotisme superficiel et gratuit. Nostalgique et égoïste, ce roadster, qui nous paraît immense (4,73 m) mais ne l'est pas tellement au regard des proportions moyennes de ses concurrentes américaines, est un strict deux-places et, malgré les apparences, on ne loge pas grand-chose à l'intérieur du coffre.

Aucun constructeur européen ou japonais n'oserait lancer un véhicule proposant un rapport

habitabilité-encombrement aussi extravagant, digne du temps où l'automobile ne paraissait devoir connaître aucune limite.

La première Ford Thunderbird – « l'oiseau de tonnerre » des légendes indiennes, qui amenait la pluie bienfaisante – fut un objet du rêve américain. Les Beach Boys la célébrèrent dans une chanson intitulée *Fun, fun, fun*, et pas

Même loin de la Route 66, mener la T-Bird du bout du volant est un moment de sereine jubilation

moins de cinquante d'entre elles étaient incluses dans le cortège d'intronisation de John Kennedy à la Maison Blanche, début 1961. Sa descendante veut elle aussi incarner les Etats-Unis optimistes et confiants. « Elle est conçue pour regarder vers l'avenir tout en recréant la magie d'une icône américaine », résume J. Mays, le responsable du design chez Ford, qui se fit connaître en concevant la

Volkswagen New Beetle. Une référence. Bien que la Thunderbird soit réservée au marché américain, Ford a eu la bonne idée de lui organiser une rapide tournée européenne. Et de nous proposer de prendre le volant de l'unique exemplaire disponible, jaune pastel à l'extérieur, bicolore jaune noir à l'intérieur. Un choc ! Longue et basse, plus élancée et moins imposante qu'une Chevrolet Corvette ou qu'une Dodge Viper, la Thunderbird accroche tout de suite le regard. Ses proportions inhabituelles, en particulier le coffre aussi long que le capot, en imposent. Pourtant, ce n'est pas une « grosse américaine ».

Fidèle à ce qu'était son ancêtre, l'auto ne manque pas de tempérament, mais elle n'est pas du genre à laisser de la gomme sur le bitume à chaque démarrage. Silencieux et souple, le V8 de 3,9 litres de cylindrée développant 252 chevaux ne peine pas à mouvoir cette voiture dont la carrosserie ne porte pour tout écusson que la signature Thunderbird. Son niveau de consommation est même assez honorable (une quinzaine de litres aux 100 km) compte tenu en particulier du poids (1,7 tonne).

Conçue sur la base d'une Lincoln LS, tout comme la Jaguar S-Type, la T-Bird n'engendre pas de sensation de pesanteur excessive. Sa direction est précise et le rayon de braquage est compatible avec un

La voiture officielle des surfeurs

La nouvelle Thunderbird, roadster deux places, s'inspire étroitement du modèle originel lancé par Ford en septembre 1954 (année modèle 1955). Il s'agissait de faire pièce aux coupés sportifs européens Jaguar, Mercedes et Porsche, mais aussi à la Chevrolet Corvette. Sa silhouette pointue, son pare-brise panoramique évoquant le cockpit d'un avion et ses moulures chromées lui assurèrent un succès foudroyant et le quasi-statut de voiture officielle des surfeurs. Les années suivantes furent introduits un joli hard-top percé de deux ouïes et un superbe couvercle de roue de secours, niché sur le coffre. A partir des années 1960, la T-Bird vendit son âme en se transformant en coupé quatre places et perdit sa grâce en se laissant progressivement gagner par l'embonpoint.

A propos du nouveau modèle, qui ne sera produit qu'à 25 000 unités par an, Ford se plaît à raconter qu'avant toute chose l'équipe chargée de la conception fit l'acquisition d'une T-Bird de 1957. Les designers s'empressèrent de la lustrer au polish, « pour mieux s'imprégner de ses formes, en particulier la ligne de pli, à l'arrière, si subtile qu'on ne la remarque qu'en passant la main ».

PHOTOS D.R.



La Ford Thunderbird 2002. Ci-dessous, de haut en bas, deux de ses prestigieuses devancières : le modèle 1957 et le modèle 1961.

usage urbain, mais la descendante de l'ex-star des sixties ne se conduit pas comme un coupé BMW Z3 ou un Spider Alfa Romeo. Ses suspensions garanties *made in USA* – molles en détente et assez dures en compression – n'en font pas une sportive virevoltante.

La Thunderbird est faite pour voguer tranquillement, décapotée, sur les longues lignes droites des *freeways*, la main droite du passager tapotant la portière au rythme de *Sweet Little Sixteen* par Chuck Berry. Le pare-brise incliné (mais pas suffisamment remontant pour satisfaire aux normes européennes de sécurité en cas de retournement) protège bien des tourbillons à vitesse moyenne. On regrette toutefois l'absence d'un saut-de-vent, petit déflecteur installé derrière les sièges pour « casser » les remous d'air. Un hard-top, pourvu des deux adorables hublots caractéristiques du modèle 1957, peut être installé moyennant un coquet supplément.

Même loin de la Route 66, mener la T-Bird du bout du volant est un moment de sereine jubilation. Par temps frisquet mais ensoleillé, une promenade effectuée voiture ouverte le long des boucles de la Seine, à l'ouest de Paris, aura permis de s'en convaincre. La seule déception provient de l'habitacle, qu'on espérait plus romantique voire légèrement kitsch. Les placages comme les panneaux en

Fiche technique

- **Dimensions** (L x l x h) : 4,73 m x 1,82 m x 1,32 m.
- **Poids** : 1 699 kg.
- **Motorisation** : V8 ouvert à 90 degrés, cylindrée de 3,9 litres pour 252 ch. Transmission aux roues arrière, boîte automatique 5 rapports.
- **Consommation moyenne** : 13,8 l aux 100 km.
- **Emissions CO₂** : n.c.
- **Équipement de série** : climatisation, ABS, deux airbags, capote électrique, sellerie cuir, siège conducteur à réglage électrique.
- **Tarifs** : aux Etats-Unis, de 35 495 à 41 995 dollars (40 000 à 48 000 € environ).

faux alu font souvent « toc » et l'instrumentation est tout sauf originale, en particulier l'autoradio, qui aurait mérité traitement plus chaleureux. Par bonheur, il y a les aiguilles translucides couleur vert d'eau des compteurs (à cause desquelles on a toujours envie de rouler phares allumés), la vue emprenable sur la prise d'air surgissant du capot et puis cette odeur si particulière qu'exhalent les sièges en cuir des voitures américaines.

Les formes tendues de la nouvelle Thunderbird, sa calandre grillagée qui retombe très bas, ses projecteurs écarquillés, son volume imposant à l'avant mais qui s'allège en fuyant vers l'arrière où s'esquisse la naissance d'un aileron ne peuvent laisser de marbre.

Tout comme la fameuse GT-40 victorieuse au Mans, dont Ford proposera bientôt une version actualisée, ou le sémillant et rétro PT-Cruiser de Chrysler. Sans vouloir jouer les rabat-joie, on peut se demander si ces talentueuses exaltations du passé suffiront à endiguer le succès grandissant qu'enregistrent les voitures étrangères aux Etats-Unis.

Jean-Michel Normand

Pour ses scooters, Peugeot s'en remet au freinage intégral

EN ÉQUIPANT son 125 Elystar d'un système de freinage intégral diablement efficace, Peugeot pense viser juste. Selon les enquêtes citées par la marque, près de 70 % des réfractaires au deux-roues hésiteraient encore à chevaucher un scooter par crainte d'une mauvaise chute. A ceux-là, et aux parents qui ne reculent devant aucun sacrifice, Peugeot Motocycles vient de lancer le concept de freinage le plus performant du moment, similaire à celui des automobiles les mieux équipées.

Développé avec la collaboration de l'équipementier allemand FTE/Dana, qui réalise notamment les dispositifs de freinage ABS des BMW, le concept de Peugeot combine un frein intégral gérant la répartition de la puissance sur l'avant et sur l'arrière ainsi qu'une assistance au freinage d'urgence qui amplifie la pression exercée sur le frein pendant que l'ABS (à l'avant, uniquement) évite le blocage de la roue.

Selon les tests du constructeur, il serait possible de diviser la distance d'arrêt par deux et de s'immobiliser avec la même dextérité qu'un pilote expérimenté. Efficace en cas de mauvaise surprise sur la route, l'engin, imperturbable, frei-

ne en ligne sans sourciller, à tel point qu'on se surprend à ne plus avoir le réflexe de sortir la jambe pour parer à tout déficit de stabilité. On peut juste lui reprocher sa hauteur de selle peu avenante pour les petits gabarits alors que les plus gros scooters s'adaptent à toutes les morphologies, y compris à celle des adolescents, toujours plus grands.

Aux lignes résolument classiques de ce scooter « à la française » aux allures de monospace à deux roues s'ajoutera bientôt un toit enveloppant, comme celui de l'Adiva de Benelli ou du Fulltime de Renault, mais non pliable.

DÉMOCRATISER LA SÉCURITÉ

Animé par un moteur quatre temps à injection, le 125 Peugeot Elystar (4 199 €) est le premier à bénéficier de ce surcroît de sécurité proposé en série pour un coût estimé à 610 € par rapport à l'Elyseo 125. Peugeot, qui entend démocratiser cet équipement de sécurité, prévoit d'équiper progressivement le reste de sa gamme du freinage intégral. Au-delà de l'argument technologique, le constructeur français souhaite également promouvoir un mode de conduite plus simple pour libérer

l'esprit de l'utilisateur sur ses trajets quotidiens.

Grâce à ce système de freinage intégral qui gère à la fois les disques avant et arrière à partir d'une seule poignée de freins, la main droite se contente d'accélérer alors qu'une simple pression sur la poignée gauche déclenche le système. Quant au frein de la poignée droite, il officie comme frein de secours pour le simple respect de la loi.

Si ce concept peut rassurer le pilote néophyte et permettre une meilleure prise en main, cela ne préserve en rien du danger, lequel, à deux-roues, provient essentiellement des autres et principalement des automobilistes étourdis. Ce n'est un secret pour personne, les moins téméraires, et notamment nombre de femmes, préfèrent attendre l'arrivée des « trois-roues », tel le Renault Ublo, ou d'autres projets de la même veine, comme l'Italjet Scoop (transformable en scooter des neiges l'hiver !) ou l'Aprilia Los Angeles, aux deux roues avant inclinables en courbe, qui devraient être les premiers à offrir la stabilité que les plus précautionneux espèrent.

Florence Serpette



Reporters sans frontières

YANN ARTHUS-BERTRAND

POUR LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

ACHETER L'ALBUM REPORTERS SANS FRONTIÈRES, C'EST CONTRIBUER À LA LIBÉRATION DES 120 JOURNALISTES EMPRISONNÉS DANS LE MONDE.

6€

En vente chez tous les marchands de journaux et dans les FNAC.

RELAY IREY mac

reporters sans frontières

Le Monde

DOSSIERS & DOCUMENTS

LITTÉRAIRES

1 Voltaire, l'insurgé.

2 L'humanisme est-il mort ?

Avril 2002 - 8 pages - 2,10 €

Chaque jeudi avec

Le Monde

DATÉ VENDREDI

retrouvez

LE MONDE DES LIVRES

AUJOURD'HUI

Retour de la pluie

DIMANCHE 28 AVRIL

Lever du soleil à Paris : 6 h 38

Coucher du soleil à Paris : 21 heures

Après une journée d'accalmie, la pluie fait son retour sur le nord du pays dimanche avec une perturbation qui affecte au cours de la journée les Pays de Loire, le Centre, l'Île-de-France, le Nord-Picardie, la Bourgogne, la Champagne-Ardenne, l'Alsace et la Lorraine.

Bretagne, Pays de Loire, Basse-Normandie. Le ciel reste très chargé avec des précipitations éparpillées dans la journée. Les températures maximales s'échelonnent de 13 à 16 degrés.

Nord-Picardie, Île-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. La matinée est maussade avec un ciel très nuageux à couvert accompagné de pluies ; dans l'après-midi des éclaircies se développent ; quelques averses peuvent encore tomber le long des côtes de la Manche. Le thermomètre affiche au meilleur moment de la journée 12 à 17 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. Les nuages sont nombreux avec un risque de pluies faibles l'après-midi. Les températures sont comprises l'après-midi entre 16 et 19 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. Le ciel reste très nuageux sur le Poitou-Charentes et le nord de l'Aquitaine avec un passage pluvieux en journée. Plus au sud, le ciel est partagé entre nuages et éclaircies. Les températures maximales s'échelonnent de 15 à 20 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. La couverture nuageuse est importante sur le Limousin et le nord de l'Auvergne avec au cours de la journée une période de pluie. Le ciel est nuageux sur le sud de l'Auvergne et sur Rhône-Alpes. Les températures au meilleur moment de la journée s'échelonnent de 14 à 21 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. Le ciel est nuageux avec un voile assez dense de nuages élevés ; quelques gouttes peuvent tomber l'après-midi sur le Languedoc-Roussillon.

28 AVR. 2002 PRÉVISIONS

Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

FRANCE MÉTROPOLITAINE			
Ajaccio	10/21 S	Milan	9/21 S
Biarritz	8/16 P	Moscou	7/16 N
Bordeaux	8/17 P	Munich	6/18 C
Bourges	6/17 P	Naples	12/21 S
Brest	8/13 P	Oslo	3/8 P
Caen	7/12 P	Palma de M.	9/21 C
Cherbourg	7/13 P	Prague	6/15 N
Clermont-F.	5/19 P	Rome	9/20 S
Dijon	5/19 C	Séville	15/30 S
Grenoble	7/21 N	Sofia	8/12 P
Lille	6/13 P	St-Petersb.	9/17 P
Limoges	7/14 P	Stockholm	5/12 N
Lyon	5/22 N	Ténérife	18/23 C
Marseille	9/20 S	Varsovie	6/14 N
Nancy	4/17 P	Venise	10/18 S
Nantes	9/15 N	Vienne	7/16 N
Nice	12/20 S		
Paris	7/16 P		
Pau	6/17 N		
Perpignan	10/21 S		
Rennes	8/15 P		
St-Etienne	3/21 P		
Strasbourg	5/18 C		
Toulouse	6/20 N		
Tours	6/16 P		

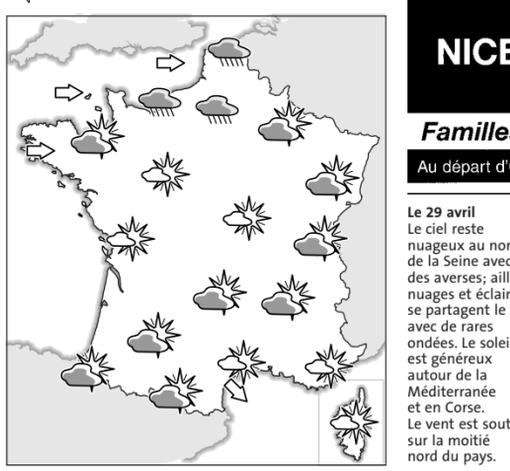
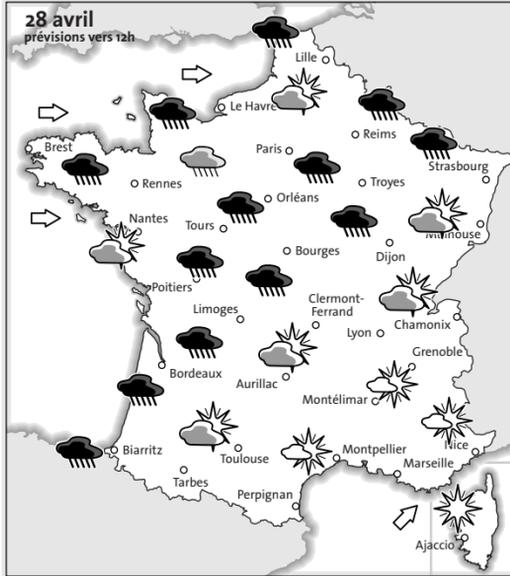
AMÉRIQUES			
Brasilia	17/28 S		
Buenos Aires	8/19 S		
Caracas	24/29 P		
Chicago	7/15 P		
Lima	18/25 S		
Los Angeles	12/17 S		
Mexico	12/29 S		
Montréal	-2/4 P		
New York	9/17 P		
San Francisco	8/14 S		
Santiago Ch.	6/17 P		
Toronto	3/7 P		
Washington DC	16/25 P		

FRANCE OUTRE-MER			
Cayenne	23/28 P		
Fort-de-Fr.	24/30 P		
Nouméa	22/26 S		
Papeete	25/30 P		
Pointe-à-P.	22/29 P		
St Denis Réu.	21/28 S		

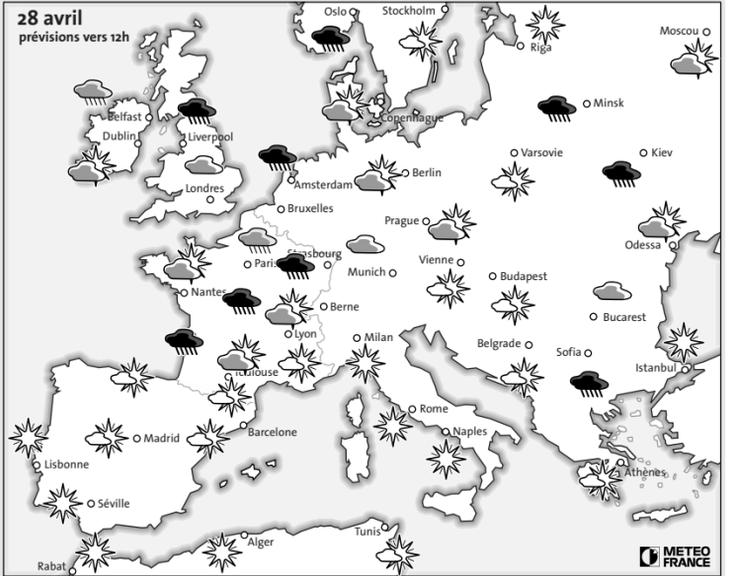
AFRIQUE			
Alger	10/26 S		
Dakar	20/25 S		
Kinshasa	23/28 P		
Le Caire	15/25 S		
Nairobi	16/21 P		
Pretoria	13/28 S		
Rabat	14/23 S		
Tunis	12/26 S		

ASIE-Océanie			
Bangkok	28/33 P		
Beyrouth	14/21 S		
Bombay	25/34 S		
Djakarta	25/31 S		
Dubai	26/35 S		
Hanoï	26/28 P		
Hongkong	25/27 S		
Jérusalem	7/19 S		
New Delhi	25/40 S		
Pékin	7/12 P		
Séoul	10/23 C		
Singapour	27/31 P		
Sydney	16/21 P		
Tokyo	10/18 S		

EUROPE			
Amsterdam	8/13 P		
Athènes	12/21 N		
Barcelone	14/19 N		
Belfast	5/7 P		
Belgrade	10/17 S		
Berlin	7/14 N		
Berne	5/20 S		
Bruxelles	9/13 P		
Bucarest	8/20 C		
Budapest	9/18 S		
Copenhague	4/9 N		
Dublin	5/9 N		
Francfort	10/13 P		
Genève	6/19 S		
Helsinki	4/11 P		
Istanbul	11/19 S		
Kiev	12/17 P		
Lisbonne	12/21 S		
Liverpool	7/11 P		
Londres	9/14 C		
Luxembourg	7/11 P		



PRÉVISIONS POUR LE 29 AVRIL



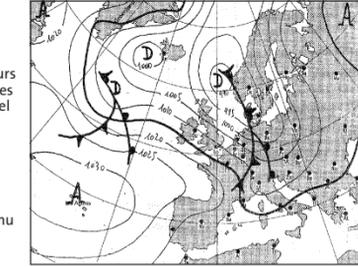
41€ ttc aller simple

NICE TOULOUSE TOULON MARSEILLE PAU

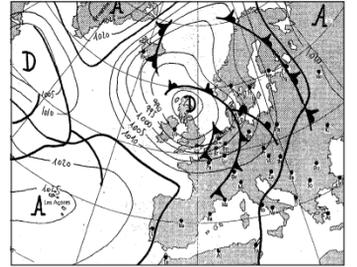
Familles, Couples, Jeunes et Seniors

AIR FRANCE

Au départ d'Orly, tarif soumis à conditions.



SITUATION LE 27 AVRIL À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 29 AVRIL À 0 HEURE TU

Le macaque de Tonkean, primate tolérant et égalitaire



HISTOIRES NATURELLES
Tous les samedis datés dimanche-lundi, curiosités animales

FIN AVRIL, 10 heures du matin : le soleil commence à chauffer. Même pour les lève-tard, il est temps de quitter l'abri. Assises à même le sol, les femelles sont déjà actives, celle-ci toilette celle-là, cette autre explorant les environs avec nonchalance... Les petits se poursuivent et chahutent, avant de se réfugier soudain dans le giron maternel. Entre les mâles, également, ont lieu de brefs échanges. Curieux les uns des autres, les quarante macaques qui occupent cette vaste cage à ciel ouvert le sont aussi de nous : bougeons vivement ou approchons-nous du grillage, et ils nous fixeront aussitôt de leurs grands yeux sombres. Sans crainte apparente, mais avec une intense attention.

Une cage ? En ce début de printemps, les macaques de Tonkean

hébergés au centre de primatologie de Strasbourg ne sont pas encore libres d'aller et venir à leur guise dans les arbres : leur passion pour les bourgeons et les jeunes pousses serait fatale à la végétation naissante. D'ici à quelques semaines, ils retrouveront une semi-liberté. Fort éloignée, certes, de celle qu'ils connaissent sur l'île indonésienne de Célèbes (ou Sulawesi), la seule région au monde où l'espèce existe dans la nature et où se trouve le village qui lui a donné son nom. Mais une vraie liberté de mouvement, dans un parc boisé d'un hectare. Le couvert en prime.

SAVOIR DISTINGUER

Pour Bernard Thierry, qui dirige le laboratoire d'éthologie des primates (CNRS-Université Louis-Pasteur de Strasbourg) et les étudie depuis quinze ans, distinguer un macaque de son frère est devenu un jeu d'enfant. C'est sans hésitation qu'il désigne par leurs petits noms les membres de ce grand

groupe, où cohabitent, en bonne intelligence, deux familles réparties chacune sur cinq générations. « Pour mener une étude de comportement social, il est indispensable de reconnaître chaque individu d'un seul coup d'œil, et de pouvoir les observer tous avec la même acuité que le fait le commentateur d'un match de football », poursuit-il. Indispensable notamment pour étudier les modes de relations sociales, très variables, développées chez les macaques.

Sur la vingtaine d'espèces recensées à ce jour, toutes, en effet, ne se conduisent pas de façon semblable. L'intensité des conflits, la fréquence des conciliations, l'importance des liens de parenté ou des rapports hiérarchiques varient d'une espèce à l'autre, ainsi que les modalités du toilettage (socle de la vie sociale) ou le degré de permisivité de la mère.

« On peut ordonner les espèces de macaques sur une échelle à quatre degrés, qui va d'espèces caractérisées par un strict népotisme et des

rapports de pouvoir hautement asymétriques, à d'autres dont les sociétés sont plus ouvertes et les relations de dominance moins inégales », résume Bernard Thierry. Sur cette échelle, *Macaca tonkeana*, le plus costaud de tous, se situe franchement du côté des tolérants égalitaires. En témoigne, entre autres, ce que les chercheurs nomment « l'expression faciale avec découverte des dents ». Lorsque le macaque rhésus montre ainsi ses redoutables canines, il reconnaît son état de subordination par rapport à celui auquel il s'adresse. Chez le macaque berbère, le message varie en fonction du contexte – mi-soumission, mi-sédution. Chez le macaque de Tonkean, la mimique, observée durant le jeu ou le maternage, n'a d'autre but que d'exprimer l'affection ou la sympathie. Un sourire, ni plus ni moins.

D'autres preuves ? En cas de conflit entre deux individus, il n'est pas rare qu'un troisième intervienne pour les calmer – après quoi, le plus souvent, les

adversaires se réconcilient par des étreintes. Il n'y a pas de hiérarchie stricte concernant le toilettage ou la répartition des ressources alimentaires. Les mères se montrent permissives, et laissent une grande liberté à leurs petits pour entrer en contact avec les autres membres du groupe. Signe de tolérance plus rare encore, les jeunes sont « autorisés » par les mâles à assister aux accouplements.

TENTATIVE DE DISCERNEMENT

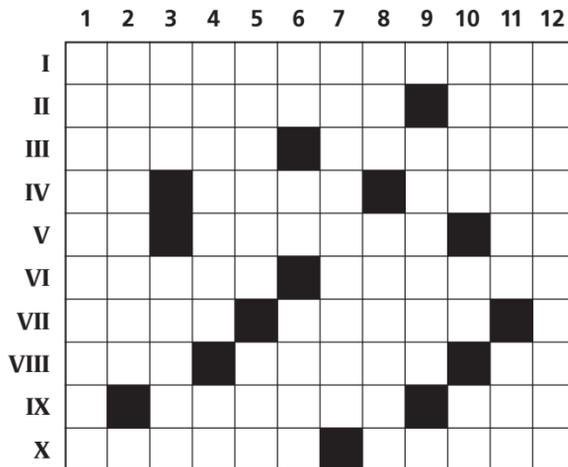
Quelles sont les raisons évolutives qui ont abouti à cette organisation « égalitaire » ? Pourquoi d'autres espèces de macaques, pourtant biologiquement proches, ont-elles développé des règles sociales différentes, allant pour certaines jusqu'au despotisme ? Réunissant ses propres observations et les données disponibles dans le monde, Bernard Thierry tente depuis plusieurs années de cerner les causes et les limites de cette diversité de relations sociales.

Premier constat : il n'y a pas véritablement de corrélation entre l'environnement d'origine des macaques et leur type de société. En revanche, on peut rapprocher celui-ci des données issues de l'arbre phylogénétique, qui répartit l'ensemble des espèces en trois lignées distinctes ayant colonisé l'Asie en trois vagues successives. « Ce qui ne signifie pas que le déterminisme est exclusivement génétique », précise l'éthologue. De la même façon que l'embryon est soumis, tout au long de sa genèse, à des influences environnementales diverses, c'est du côté des mécanismes « épigénétiques » (au sein desquels interviennent aussi bien les caractères individuels que les effets de groupe ou l'héritage familial) qu'il faudra expliquer « la morphogénèse du phénotype social » des macaques. Un beau programme de recherche, qui pourra peut-être un jour être appliqué à d'autres primates.

Catherine Vincent

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 02 - 102

Retrouvez nos grilles sur www.lemonde.fr

HORIZONTALEMENT

I. Va prendre des coups sur les terrains du Japon et de la Corée. - II. Assure la suite. Se suivent avec régularité. - III. Fait de l'effet. Font de l'effet au passage. - IV. Personnel. Roule sur la bande. Dans les bois sans bois. - V. Parti disparu. Bien développé. Au bout des bouts. - VI. Pousse à faire mal. Désagréables pour l'environnement. - VII. Monstre.

A fait fortune grâce au PC. - VIII. Crie en forêt. Vidées à chaque tour. Dévoré. - IX. Restera chez les petites. Dix points sur le tapis. - X. Roi, singe ou facteur. Petit creux en façade.

VERTICALEMENT

1. Agiter les neurones. - 2. Préparation pour la toile. - 3. Toujours dans la poche des Suédois. Mit en place le concile de Nicée.

- 4. Hydrocarbure. Peut faire un carton dans les cartes. - 5. Paresseux ou fourmilier. Mauvais père, mauvais roi. - 6. Militaire. Points. Dépasse la mesure. - 7. Difficilement supportable. - 8. Une fois de plus. Ne manquent pas de malice. - 9. Propositions à développer. - 10. Ouverture sur le large. Préposition. Sur les dents. - 11. Sans activité. Rarement seul. - 12. Accompagnent le président.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 02 - 101

Horizontalement

I. Pudibonderie. - II. Oligo. Auriol. - III. Stentor. Os. - IV. Tr. Otites. PS. - V. Macbeth. Ilot. - VI. Ill. Envi. - VII. Rameaux. Eric. - VIII. Tué. Go. Epi. - IX. Nierait. Et. - X. Mots. Trousse.

Verticalement

1. Post mortem. - 2. Ultra. Au. - 3. Die. Ciment. - 4. Ignoble. Is. - 5. Bottelage. - 6. Oit. Uort (trou). - 7. Narthex. Ar. - 8. Du. Rio. - 9. Erosive. Tu. - 10. Ris. Lire. - 11. Io. Pô. Ipés. - 12. Elasticité.

ÉCHECS

N° 1998

REYKJAVIK (2002)

Blancs : H. A. Gretarsson.

Noirs : J. Ehlvest.

Gambit-D.

1. d4	Cf6	13. Fd4 (e)	Té8 (f)
2. c4	é6	14. cxd5 (g)	é5
3. Cf3	d5	15. Cxé5	Cxé5
4. Cc3	Fé7	16. Fb5 (h)	Cc6 (i)
5. Ff4 (a)	0-0	17. Fxg7 (j)	Rxg7
6. é3	c5	18. dxc6	Dd4!! (k)
7. dxç5	Fxç5	19. Tç1	Txé3+!!
8. a3	Cc6	20. Fxé3	Dxé3+
9. b4 (b)	Cxb4! (c)	21. Rd1 (l)	Fé6!
10. axb4	Fxb4	22. Db2	Td8+
11. Db3	a5	23. Cd5+ (m)	Rg8
12. Fé5 (d)	Cd7	24. abandon	

NOTES

a) A Hastings, en 1895, la suite 4. Ff4 de la défense orthodoxe du gambit-D fit une apparition remarquée et disparut rapidement. Dans les années 1970, elle devient – au cinquième coup – une des branches importantes du gambit-D.

b) 9. Dç2, 9. Tç1, 9. Fé2, 9. çxd5 et 9. b4 sont bien connus.

c) Étonnamment, ce sacrifice est ignoré par les théoriciens, qui n'envisagent que les réponses 9... Fd6, 9... Fé7 et 9... Fb6. Sa découverte est due à quelques parties-blitz récentes...

d) Après 12. Fd3, dxc4 ; 13.

Fxc4, b5! ; 14. Fé2, Cd5 ; 15. Fé5, a4 ; 16. Db2, Da5 ; 17. Tç1, a3 ; 18. Da1, Fxc3+ ; 19. Fxc3, Cxc3 ; 20. Txç3, b4 ; 21. Tb3, Fb7, les Noirs ont une position gagnante (Van Wely-Waganian, en blitz à Dordrecht, 2000).

e) Ou 13. Tç1, f6 ; 14. Fg3, Cç5 ; 15. Db2 (si 15. Dç2, Cç4 ; 16. Db2, é5 avec gain [si 17. çxd5, Dç7], comme dans la partie à l'aveugle Lautier-Topalov, Monaco, 1999), é5 menaçant d4 ; 16. çxd5, Dxd5 ; 17. Fé2, Ca4 ; 18. Da1, Dç6.

f) 13... f6 suivi de é5 est également fort.

g) Empêcher l'avance é6-é5 par 14. Cç5 n'est pas suffisant : 14... Cxé5 ; 15. Fxé5, f6 ; 16. Fg3, d4 ; 17. éxd4, Dxd4 ; 18. Tç1, Dé4+ ; 19. Fé2, Dxc2, etc.

h) 16. Fé2 est préférable, même si les Noirs conservent des perspectives d'attaque par 16... Dh4.

i) Une surprise.

j) Le gain d'un pion est une erreur. 17. 0-0 est nécessaire. Après 17... Cxd4 ; 18. éxd4, Fd7 ; 18. Tfç1, les Blancs peuvent encore résister.

k) Décisif.

l) Si 21. Rf1?, Dxc1+.

m) Un contre-échec sans importance.

SOLUTION DE L'ÉTUDE

N° 1997

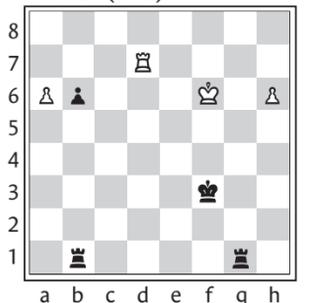
L. KUBBEL (1923)

(Blancs : Rg5, Fh6, Cç5, Pb6, d3, f2 et g3. Noirs : Rh8, Pb7, d4, é2, é6, g4 et h7.)

1. Cf3!! (si 1. Rf6?, é1=D ; 2. Fg7+, Rg8 ; 3. Cxg4, h5!), gxç3 ; 2. Rf6, é1=D (si 2... Rg8 ; 3. Fd2) ; 3. Rf7 menaçant mat, Dç5 ; 4. g4!! avec gain.

ÉTUDE N° 1998

H. RINCK (1929)



Blancs (4) : Rf6, Td7, Pa6 et h6.

Noirs (4) : Rf3, Tb1 et g1, Pb6.

Les Blancs jouent et gagnent.

Claude Lemoine

CULTURE

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Les neuf personnalités qui avaient expliqué au « Monde » les raisons de leur soutien à l'un ou l'autre candidat avant le premier tour expriment aujourd'hui leurs réactions au soir du dimanche 21 avril et les fondements de leur engagement en vue du second tour

Pourquoi le monde des arts choisit de voter Jacques Chirac

ENTRE le 17 mars et le 19 avril, *Le Monde* a publié neuf portraits consacrés à des personnalités du monde artistique qui s'étaient déclarées en faveur de l'un ou l'autre des candidats à l'élection présidentielle. A l'issue du premier tour, nous les avons interrogés à nouveau pour connaître leur réaction au soir du résultat et leur choix pour le 5 mai.

PAUL CHEMETOV
Architecte.

Soutien de Robert Hue.
(Le Monde du 16 mars.)

« A l'annonce des résultats, j'ai ressenti une certaine tristesse mais elle fut la confirmation de ce que je pressentais : le résultat de Robert Hue montre que l'on a dilapidé quelque chose qui me paraît important dans le paysage politique français. Le vote Le Pen n'est pas une surprise, c'est en quelque sorte le retour du refoulé colonial et d'un rapport non réglé à nos populations arabes. Il nous saute à la figure en raison d'un mode de scrutin curieux qui a des effets multiplicateurs et dévastateurs. 11 septembre, guerre en Palestine, jusqu'aux déclarations de Roger Cukierman, on ne compte pas les chiens qui ont été déchainés à propos de l'insécurité ! Ils se sont précipités dans la niche qui leur semblait la plus accueillante. Le 1^{er} mai, je manifesterai pour ne pas abandonner le terrain aux partisans de Jeanne d'Arc. Le 5, je voterai Jacques Chirac, même s'il fait une éruption lepéniste quand il avait l'occasion idéale de devenir gaulliste en une journée. Après, il sera temps de reconstruire. Le PC est un champ de ruines. Face au bloc des droites, il faut le réinventer sur des bases différentes de la période récente. »

JEAN-JACQUES AILLAGON
Président du Centre Pompidou.

Soutien de Jacques Chirac.
(Le Monde daté 17-18 mars.)

« Quand j'ai vu le visage de Le Pen à la télévision, j'ai été pris de nausée. Pour tous les gens qui sont attachés aux valeurs républicaines, la situation est très claire : il faut voter pour Jacques Chirac au second tour parce qu'il a toujours affirmé son total rejet des idées d'extrême droite et qu'il est tout à fait conscient d'une modification radicale du paysage politique. Il en tiendra compte à la faveur de la constitution de son gouvernement après la présidentielle. J'ai proposé à tous les artistes, quel que soit leur camp, de se réunir le 30 mai sur le parvis du Centre Pompidou pour une réunion fraternelle en soutien au président de la République. Cela ne signifie pas que nous voulons donner l'impression de récupérer des gens. Mais, depuis lundi, j'ai reçu des coups de fil de personnalités qui ont soutenu Lionel Jospin et qui voulaient manifester leur soutien à Jacques Chirac. Ce sera l'occasion de le faire. »

DANIEL MERMET
Journaliste, producteur.

Soutien d'Olivier Besancenot.
(Le Monde du 27 mars.)

« Le résultat du premier tour est consternant, même si, à plusieurs reprises dans la semaine qui a précédé, on s'est demandé ce qui se passerait si le pire arrivait. J'ai soutenu Olivier Besancenot dans un souci de lutter contre la politique de dépolitisation qui a triomphé dimanche. Aujourd'hui, les responsabilités s'énoncent : choix du thème de l'insécurité, qui tient du marketing électoral ; absence de projet face à la montée des inquiétudes ; rôle des médias, qui ont tenu les sondages pour des oracles... C'est une très grosse baffe ; ou ça assomme ou ça réveille. Désormais, il faut faire barrage à Le Pen, comme l'a dit Besan-



Jean-Jacques Aillagon.



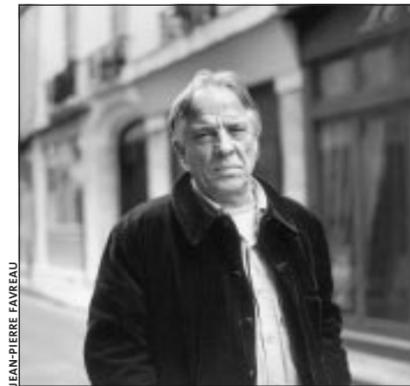
Mario Canonge.



Paul Chemetov.



Frédérique Dumas.



Daniel Mermet.



Bernard Murat.



Monique Nemer.



Guy Pellaert.

cenot. J'irai manifester le 1^{er} mai et, le 5, entre Supermateur et Superfacho, il n'y a pas photo : je voterai Supermateur. La situation française est désormais analogue à celle de l'Italie, où la défaite du centre gauche a amené Berlusconi. Il faut préparer les législatives. Les gens ne se foutent pas de la politique mais ils voudraient qu'elle soit différente. Leurs attentes sont un peu atmosphériques, difficiles à saisir par les politiques ou par les journalistes. Mais elles ont été abondamment décrites par les sociologues. Il faut les prendre en compte. »

GUY PELLAERT

Plasticien.

Soutien de Jean-Pierre Chevènement.
(Le Monde du 30 mars.)

« Dimanche, à titre amical, j'étais à la permanence de campagne de Jean-Pierre Chevènement. Quand j'ai vu apparaître les visages des deux candidats arrivés en tête à la télévision, j'ai cru que c'était un mauvais photomontage... Le vote survient une surprise, on cherche un coupable. Le coupable, c'est l'abstention. Moi, je suis un travailleur immigré ; si j'avais le droit de voter en France, je voterai Chirac, en me pinçant le nez. Désormais, je vais retrouver la solitude de mon atelier car je ne suis pas un professionnel des réunions publiques. Mais je comprends que certains manifestent. Quand on a 20 ans et

« Quand j'ai vu le visage de Le Pen à la télévision, j'ai été pris de nausée. Pour ceux qui sont attachés aux valeurs républicaines, la situation est très claire : il faut voter pour Jacques Chirac au second tour parce qu'il a toujours affirmé son total rejet des idées d'extrême droite »

Jean-Jacques Aillagon

que l'on a l'impression d'être floué, il est logique de s'exprimer. »

MARIO CANONGE
Pianiste.

Soutien de Christiane Taubira.
(Le Monde daté 31 mars-1^{er} avril.)

« A l'annonce des résultats, j'étais en train de déjeuner dans un restaurant en Guadeloupe. Je suis aussitôt rentré me carrer devant la télévision. Ce fut un choc, comme pour tout le monde. Le résultat n'est pas dû à une adhésion massive au Front national, ni au nombre de voix des petits candidats, comme Christiane Taubira, mais à la déroute du Parti socialiste. Pourtant, je suis admiratif du courage de Lionel Jospin et de l'annonce de son retrait. Je ne regrette rien sinon le score de Le Pen. Moi, je ne suis pas

un politique : j'ai simplement donné mon sentiment avant le premier tour. Au second, je pense qu'il faut voter Jacques Chirac et que les abstentionnistes se réveillent et agissent. »

BERNARD MURAT
Metteur en scène.

Soutien de Lionel Jospin.
(Le Monde du 5 avril.)

Dans un point de vue publié par *Le Monde* le 25 avril, cosigné par le mathématicien Michel Broué, Bernard Murat affirme que, le 1^{er} mai, « il est impossible de laisser la rue aux fascistes » et que « le 5 mai sera un référendum contre Le Pen, pour la défense de la République et des libertés, et en aucun cas un vote pour "Chirac président". Pas d'abstention, votons contre Le Pen ; plus

le score de Chirac sera massif, moins il pourra s'en prévaloir, et plus claire en sera la signification. »

MONIQUE NEMER
Editrice.

Soutien de Lionel Jospin.
(Le Monde du 11 avril.)

« Ce n'est pas en m'endormant que je rentre dans le cauchemar, c'est en me réveillant ; ce qui a été infligé à Lionel Jospin me bouleverse comme une intolérable injustice. Pis, une offense, quasi au sens dostoevskien de *Humiliés et offensés*. Battu par Chirac, ce serait la démocratie. Mais par Le Pen ! J'aurai du mal à pardonner à ceux qui, par une sorte d'afféterie de petits marquis, ont jugé "exotique" de voter pour des candidats "amusants". Je respecte et comprends le retrait de

Jospin. Pour autant, j'imagine mal que nous puissions nous passer de son autorité morale et intellectuelle. Ah !, il était austère, trop vertueux, pas assez rigolo pour donner goût à la politique. Parce que c'est sûrement très éducatif, civiquement, d'avoir mis nos gamins en situation de défilé avec des pancartes "Votez escroc, pas facho". J'ai hésité mais je voterai Chirac. Pour lamener Le Pen, bien sûr, mais plus encore pour qu'il se retrouve avec un score de république bananière qui lui interdise de s'en prévaloir comme d'un critère d'adhésion à son programme. Maintenant, il faut reconstituer au plus vite une gauche redevenue responsable. Car il ne faut jamais oublier que c'est aussi la "haine de soi" qui fait le lit du fascisme. »

FRÉDÉRIQUE DUMAS
Productrice.

Soutien de François Bayrou.
(Le Monde du 17 avril.)

« Je suis aujourd'hui habitée par un sentiment contradictoire. Si lors de la campagne nous avons dénoncé l'impuissance, l'arrogance, l'indifférence des appareils parisiens face à ce qui se passe dans la société, le 5 mai il faut voter Chirac et empêcher que l'extrême droite ne vienne au pouvoir. C'est un gros gâchis. Il faut comprendre le message ainsi envoyé et émettre, d'ici au second tour, des signaux pour indiquer comment on va changer les choses demain. Or les appels lancés depuis lundi par le camp du président de la République méprisent cette réalité. François Bayrou a rencontré Jacques Chirac et lui a proposé d'être le chef de file d'un gouvernement au-delà des camps car les enjeux ne sont plus idéologiques mais concrets, somme de problèmes urgents à résoudre. Chirac a refusé et nous propose un parti unique, Sarkozy, une droitisation, qui ne répondent pas à l'angoisse des Français. Après avoir occulté le premier tour, on occulte le deuxième pour passer aux législatives. Il faudrait pourtant penser à ce qui va se passer le 5 mai et à rien d'autre. »

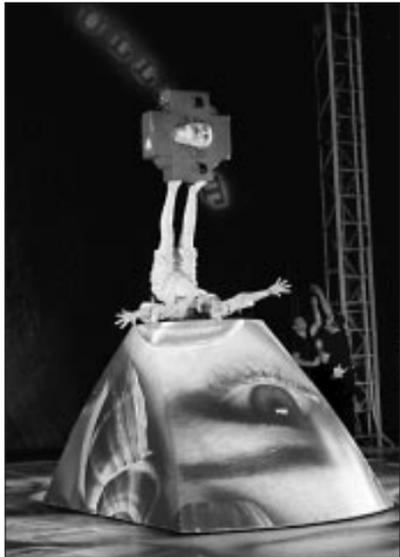
PHILIPPE TORRETTON
Acteur.

Soutien de Noël Mamère.
(Le Monde du 19 avril.)

« D'abord, j'ai été consterné. Tout de suite après, je me suis dit que la catastrophe pouvait être salutaire et forcer la gauche à se repenser. La multiplication des candidats était une chance pour la démocratie et la campagne beaucoup plus intéressante qu'on ne l'a dit. Il y a eu une foison d'idées, à droite comme à gauche ; elles ont été occultées par un état d'esprit calamiteux qui a empêché tout vrai débat. On paie les absurdités de l'organisation du scrutin (vacances scolaires, rigidité des moyens de voter). Le 1^{er} mai, je serai dans la rue. Le 5 mai, il faut que Chirac fasse le plus gros score possible afin qu'il ne puisse parler de victoire de la droite et qu'il montre ses talents de rassembleur. Comme Noël Mamère ou Dominique Strauss-Kahn dès dimanche, les responsables politiques auraient dû dire "Je vais voter Chirac" plutôt que d'appeler à "faire barrage à Le Pen", une expression qui fait fulminer des millions de Français. Aux législatives, la gauche doit faire un raz-de-marée pour éviter une cohabitation molle ou rester dans l'opposition pour se restructurer. Je préfère le raz de marée qui force-rait Chirac à la démission. La boue a envahi les urnes ; les artistes, comme les autres, doivent se mobiliser. »

Propos recueillis par
Olivier Schmitt

Cirque-opéra La ménagerie chantante de Carles Santos



PARIS Par temps de contrition, une seule solution : la révolution (surréaliste). Celle de Carles Santos. Fouetteur de pianos en rut (*Pantera Imperial*, au Festival Exit à Créteil en 1998) et crucifère de chorales familiales (*Ricardo y Elena*, au Théâtre de l'Odéon en 2000), le musi-

ciën-librettiste catalan n'a pas à changer un mot de son programme pour obtenir un visa du chapiteau de La Villette. *Sama Samaruck Suck Suck*, mano à mano du cirque et de l'opéra, drapé les genres dans les mêmes oripeaux du bizarre, et délivre son suc et sa bave sans besoin de traduction, pourvu qu'il soit chanté par une voluptueuse mezzo-soprano (Claudia Schneider) suspendue entre deux aires et trois élastiques.

Sur l'affiche de *Sama Samaruck Suck Suk*, une figure maquillée et peignée de frais, les mains aux oreilles, dans l'attente d'un appel lointain, est véritablement figée, stupéfiée, recouverte par une colonie de gastéropodes agglutinés, apparemment décidés à ne pas céder un pouce de si bonne chair. L'image forme tapis de sol à La Villette. Elle est également déclinée par fragments sur un podium, où l'œil ouvert et chaviré de l'interprète interpelle désespérément le ciel, parcouru de planètes en forme de têtes mises sur orbite par une antipodiste.

L'hermaphrodisme escargotesque inspire-t-il le grotesque impossible du deux-en-un, de la fusion refusée, de l'accouplement contrarié ? Le ténor (Antonio Comas) geint comme lion saucissonné dans les rets, tandis que la contorsionniste arpente son corps millimètre par millimètre, jouant les succubes moulés de cuir. La contralto (Mariona Castelar), accroupie sur le trampoline, tente de maintenir l'harmonie de son chant, tandis que son partenaire la secoue d'inlassables bonds raidement menés.

Mouvements et ahancements ne parlent que de ça : l'engendrement du cirque par l'opéra. Ou l'inverse. Rideau de scène explicite, qui manifeste l'évidence d'une autre *Origine du monde* (Orsay), par où passerait, comme chez Almodovar, la plate réalisation du désir. Une coquille (marine) rend allusif l'explicite, et fait sortir de son berceau marin un bernard-l'ermite assez féminin. Devant ce bestiaire, l'opéra, quoique garanti sur livret, ne cherche plus à démêler la tête d'avec la queue. Au besoin, les chefs tombent du ciel et disparaissent sous la robe des dames. La contorsionniste joue au palindrome charnel, prenant sa tête au pied de la lettre.

Le chameau à une bosse, ailleurs nommé dromadaire, tente de se faire une place dans cette ménagerie délirante. A une condition : que les hommes veuillent bien le porter. Lui aussi réclame un renversement du vieux monde. Et plus vite que ça : plus encore que la « tyrannie de la gravité », Carles Santos déteste les longueurs.

Jean-Louis Perrier

« *Sama Samaruck Suck Suck* », de Carles Santos. Mise en scène et musique : Carles Santos. Avec Benjamin Bernard, Olivier Roustan, Valérie Salon, Angela Laurier... Parc de La Villette, espace chapiteau, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris-19°. Tél. : 01-40-03-75-75. M° Porte-de-Pantin. De 14 € à 17 €. Durée : 1 h 10. Du mercredi au samedi à 20 h 30 ; dimanche à 16 heures. Jusqu'au 19 mai. Photo : © Philippe Cibille.

GALERIES

Des Viallat plus sévères

ON NE SAIT ce qu'il faut admirer d'abord : sa constance ou son inventivité. Claude Viallat expose des travaux récents et, sans surprise, ces toiles libres, juste fixées au mur, portent, répétée en lignes obliques, la forme propre à Viallat, celle qu'il peint depuis un peu moins de quatre décennies, depuis la fondation du groupe Supports/Surfaces. De nombreuses fois il s'est expliqué sur cette pratique, sur sa volonté déterminée d'employer systématiquement une forme qui ne soit ni figurative ni symbolique, mais la plus neutre possible, afin qu'elle accueille sans les affecter toutes les expériences matérielles, affaires de toiles, de pigments, de fluidités, d'épaisseurs.

Une contrainte si stricte devrait l'avoir condamné depuis longtemps à la plus fastidieuse des répétitions. C'est l'inverse : il semble ne s'être enfermé dans une cage que pour mieux montrer toutes les manières de s'en échapper. Dans les travaux les plus récents, après des phases proches du baroque et des chromatismes qui faisaient songer à ceux de Matisse, de Dufy ou de Stella, la tonalité est bien plus sombre et grave. Sur des bâches d'étoffe épaisse et brunâtre viennent se placer des bleus éteints, des couleurs à reflets métalliques, des rouges noirs. On dirait que ces peintures ont traversé un feu violent et qu'elles en sortent roussies et durcies. A cette épreuve elles gagnent une expressivité nouvelle, qui n'est plus celle de la pure jubilation de peindre que Viallat a si souvent célébrée, mais celle d'une humeur plus sévère.

Philippe Dagen

Galerie Catherine Issert, Saint-Paul-de-Vence (Alpes-Maritimes). Tél. : 04-93-32-96-92. Du lundi au samedi, de 11 heures à 13 heures et de 15 heures à 19 heures. Jusqu'au 20 mai.

Les figures silencieuses de Djamel Tatah

LES TABLEAUX les plus récents de Djamel Tatah sont à l'image de la société contemporaine : à première vue, tout à l'air normal et vite tout se trouble et devient inquiétant. Ils sont peuplés de femmes et d'hommes jeunes, presque uniformément vêtus de noir ou de brun sombre, le visage blême, les gestes engourdis ou suspendus, les regards vagues ou perdus. Terriblement impressionnants par leur taille et leur simplicité, trois grandes toiles figurent des dormeurs ou des morts disposés en cercles.

D'une version à l'autre, ces cercles semblent croître et repousser vers l'extérieur le bleu opaque qui les cerne. Dans une autre peinture, un homme solitaire se dresse, seul, au-dessus de corps masculins allongés, dont on ne peut déterminer, là non plus, s'ils sont assoupis ou sans vie. Sommeil général ou fosse commune ? Derrière eux et derrière le veilleur se dresse une surface de rouge, un rouge sanguin contre lequel les chairs crayeuses contrastent durement.



Il y a aussi des groupes immobiles, des face-à-face taciturnes et des figures isolées, profils penchés en avant, bouches muettes. Le silence, dans ces œuvres, est d'autant plus fort que la peinture est, dans son exécution, impassible. A ses débuts, Tatah tendait la toile sur des planches assemblées de façon approximative. Depuis quelques années, il a abandonné cette manière, qui aurait pu tourner à l'artifice. La toile est tendue sur un châssis, simplement. Les couleurs la couvrent en nappes fluides et minces, figures et fonds traités avec la même légèreté. Pas de trace des gestes, pas d'effets de matière. La composition est affirmée grâce à un dessin légèrement stylisé, d'un réalisme elliptique. Il ne montre que le strict nécessaire. Il ne se passe rien dans ces peintures. Elles ne contiennent rien qui permette de les tenir pour narratives, rien non plus qui établisse leur caractère symbolique. Sans doute peut-on les interpréter en termes sentimentaux, les juger mélancoliques ou endeuillées. Sans doute peut-on vouloir y reconnaître des références aux pires événements récents et actuels. Mais ce ne sont pour autant ni des allégories ni des allusions. Elles n'appellent aucun décryptage précis. Elles accueillent plusieurs significations possibles. Dont celle-ci : la présence inlassablement répétée de la figure humaine, de la figure pensive et isolée, qui se refuse à faire nombre, qui ne veut pas se fondre dans une masse et ne veut pas plus de ce destin pour les autres. Voilà pourquoi ces tableaux ressemblent si fortement à l'époque actuelle.

Ph. D.

Galerie Liliane et Michel Durand-Dessert, 28, rue de Lappe, Paris-11°. Tél. : 01-48-06-92-23. Du mardi au samedi, de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 15 juin. Photo © Courtesy Galerie Durand-Dessert.

Jean-Marie Perdrix, sculpteur de matière violente

SA PREMIÈRE exposition personnelle à Arlogos le montre sous diverses formes : Jean-Marie Perdrix est un sculpteur qui ne mâche ni ses mots ni ses figures, et n'a pas à s'en excuser : l'époque n'est pas particulièrement tendre. La première pièce qu'il nous balance est une sorte de jeu de marionnettes tragicomiques insupportable. L'ensemble consiste en six

têtes monstrueuses en latex hissées sur des trépiéds de bois, dont on tire d'épouvantables bruits, beuglements et flatulences obtenus mécaniquement en actionnant une ventouse.

Pour un peu, on en oublierait cette chose faussement reposante que l'artiste compte parmi ses *Insaisissables*, ses pièces les plus anciennes. Celle-ci date de 1987, du temps où l'artiste posait, en préliminaire, sa sculpture en termes de poids et d'énergie de la matière. Il s'agit d'un volume en fonte, faussement minimal, plus que primaire, qui ne laisse en effet aucune prise, fait masse sur le sol et rien de plus. Mais c'est là.

Perdrix aime couler la fonte en masses étranges, en cube déstabilisé avec ses événements d'animal marin, ou bien, on ne sait par quel procédé, dans des néons de couleur, pour plomber des écritures comme « corruption permanente », « colonisation mentale » ou « liberté totale », posées sur des cubes de mousse. On passe du rouge au noir par la chauffe du gaz pris dans les tubes éclairant des agrandissements d'autocollants africains : *Pauvre à tort et L'avenir est sanglant*. La cohérence de ce travail est à chercher dans cette matière à violence.

Geneviève Breerette

Jean-Marie Perdrix. Galerie Arlogos, 6, rue du Pont-de-Lodi, Paris-6°. Tél. : 01-44-07-33-50. Jusqu'au 25 mai. Photo © Courtesy Galerie Arlogos.

Vidéo danse

PARIS Grand Prix international vidéo danse

C'est l'heure de la remise des prix. Durant plusieurs mois, 27 chaînes de télévision de 35 pays ont concouru au onzième Grand Prix international vidéo danse, créé en 1988 à Nîmes afin d'« encourager les productions audiovisuelles consacrées à la danse ». L'édition 2002, sous la houlette de Milorad Miskovitch, président d'honneur du Conseil international de la danse (CID), s'est enrichie de deux nouveaux prix : Nouvelles technologies et Danse tradition du monde, prix CID-Unesco pour la paix. Les huit élus recevront leurs récompenses entre une ouverture avec de jeunes danseurs solistes et la projection du film *Alicia Markova, la légende*, de Dominique Delouche, en présence de l'étoile. Maison de l'Unesco, salle IV, 125, avenue de Suffren, Paris-7°. M° Ségur. Tél. : 01-45-68-49-53. Le 29, de 16 heures à 21 heures. Entrée libre.

Classique

ARLES Alexandre Tharaud

Le jeune pianiste est l'invité,

le temps d'un récital, du théâtre rénové d'Arles. A son programme, la *Suite en la* de Jean-Philippe Rameau (disponible sur CD chez Harmonia Mundi), la *Sonate K 333* de Wolfgang Amadeus Mozart et *Gaspard de la nuit*, de Maurice Ravel.

Théâtre d'Arles, boulevard Clemenceau, Arles (Bouches-du-Rhône). Tél. : 04-90-93-38-00. Le 4, à 20 h 30. 15 €.

Jazz

PARIS Misja Fitzgerald Michel trio

A 28 ans et toutes ses cordes, le guitariste Misja Fitzgerald Michel fête la sortie du premier CD sous son nom (*Le Monde* du 26 avril) en se produisant au Sunside. Aucune précipitation, donc, chez ce jeune homme au jeu parfaitement équilibré, fluide et qui sait se faire sobre, une qualité à souligner. Cela n'a rien d'étonnant chez un disciple de Jim Hall, qui travaille aussi bien Ornette Coleman que Jean-Sébastien Bach. Comme ce superbe instrumentiste se double d'un talentueux compositeur, ce concert en compagnie de Gilles Naturel (contrebasse) et Andrea Michelutti (batterie) est à ne pas manquer.

Sunside, 60, rue des Lombards, Paris-1°. M° Châtelet. Le 29, à 21 heures.

Folk

PARIS Cristina Branco

Depuis son premier passage à Paris en novembre 1998 à la Maison des cultures du monde, Cristina Branco est devenue la nouvelle étoile du fado. Une reconnaissance méritée pour cette jeune chanteuse fascinante de vérité, de pudeur et d'émotion dans son expression des mots et des non-dits du fado. Elle les chante avec une grâce idéale, accompagnée de musiciens emmenés par le stupéfiant guitariste Custodio Castelo, que l'on avait découvert aux côtés de Misia. Une plongée envoiante dans le tumulte du vague à l'âme.

Maison de Radio France, 116, avenue du Président-Kennedy, Paris-16°. M° Passy. Le 28, à 20 heures. Tél. : 01-56-40-15-16. Entrée libre.

Photographie

PARIS La photographie et le rêve américain, 1840-1940

L'hôtel de Sully accueille jusqu'à la mi-juin « La photographie et le rêve américain, 1840-1940 », une exposition qui retrace l'histoire du premier siècle de la photographie aux Etats-Unis, alors jeune

république fédérale en pleine croissance. 180 tirages originaux réalisés par des photographes plus ou moins célèbres sont présentés. Issues de la collection de Stephen White, un expert, ces images illustrent en un prologue et six étapes les « différentes composantes du rêve américain » : de l'immigrant venu d'Europe en quête d'un eldorado au développement des villes tentaculaires, en passant par les icônes nationales (Buffalo Bill, Thomas Edison...) ou encore la lutte des classes populaires pour l'égalité et la liberté...

Hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine, Paris-4°. M° Bastille. Tél. : 01-42-74-47-75. Ouvert tous les jours sauf le lundi, de 10 heures à 18 h 30. Jusqu'au 16 juin. 2,5 € et 4 €.

Cinéma

RENNES Versions originales

Après la projection de *71 fragments d'une chronologie du hasard*, de Michael Haneke (1994), Robert Fleck, directeur de l'Ecole régionale des beaux-arts de Nantes, invite les spectateurs à un débat sur le thème « Artistes et résistants en Autriche aujourd'hui ». Ce rendez-vous s'inscrit dans le cadre d'une manifestation intitulée « Versions originales – panorama des cinémas européens ».

Cinéma Arvor-Rennes, 29, rue d'Antrain, Rennes (Ille-et-Vilaine). Le 28, à 17 h 45. Tél. : 02-99-38-78-04. 4,60 €.

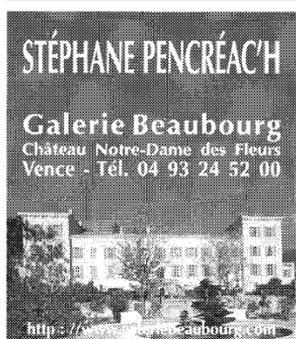
Sélection disques classiques par Renaud Machart

JAKE HEGGIE

Dead Man Walking

Susan Graham (Sister Helen Prejean), John Packard (Joseph de Rocher), Frederica von Stade (Mrs Patrick de Rocher), Orchestre et chœurs de l'Opéra de San Francisco, Patrick Summers (direction).

Le texte de présentation le dit carrément, mais imprudemment : les Européens doutent de la capacité du continent nord-américain à faire du neuf dans le domaine de la création lyrique. Erreur : non seulement on n'en doute pas, mais on y croit. Le jeune Jake Heggie a fait tout, en tout cas, pour qu'on croie à la musique qu'il a conçue pour le livret cousu main que lui a



livré Terrence McNally, excusez du peu. *Dead Man Walking* est une histoire de condamné à mort dans la mouvance de la série télévisée *Oz*, une sorte de *Fidelio* qui finirait mal. Créé et enregistré live en octobre 2000 à l'Opéra de San Francisco, *Dead Man Walking* est une œuvre qui ne bouleversera probablement ni l'histoire de la musique américaine ni celle de l'opéra dans son entier. La musique, habilement troussée, variée et bien entendue, est plutôt moins bonne que celle de *The Great Gatsby*, de John Harbison – la dernière création marquante en ce domaine –, mais nettement meilleure que ce que le reste de la production outre-Atlantique nous a permis d'entendre depuis quelques années, à la scène ou sur disque.

Dans *Dead Man Walking*, il y a du sentiment, un duo amoureux (non déclaré), des climats, une fin poignante, des emprunts stylistiques tellement nombreux qu'on renonce à les recenser. Cela dit, un compositeur d'opéra n'a-t-il pas le droit de convoquer ce que le siècle a livré de réussites homologuées, de « lieux communs », dans le meilleur sens du terme ? N'a-t-il pas le droit de susciter des réflexes émotifs cent fois éprouvés ? Servie par des stars (Susan Graham, au rôle un peu trop haut pour elle, Frederica von Stade), cette œuvre devrait être promise à un bel avenir. Au moins au disque.

2 CD Erato.

JEAN-SÉBASTIEN BACH

Le Six Suites françaises

Blandine Rannou (clavecin).

Il y a quelques mois, la jeune claveciniste française Blandine Rannou n'était connue que du public spécialisé de la musique ancienne, et plus volontiers encore de ceux qui l'entendaient dans le rôle discret mais déterminant du continuo, notamment au sein de l'ensemble instrumental Il Seminario musicale, au côté de l'alto Gérard Lesne. Mais depuis l'intégrale de la musique pour clavier de Jean-Philippe Rameau qu'a éditée le petit label Zig-Zag Territoires, les curieux savent qu'il faut compter avec un nouveau nom, un nouveau ton. Les Rameau de Blandine Rannou étaient fondamentalement différents de ce que la discographie nous a légué, depuis Marcelle Meyer au piano : larges, respirés, repensés au miroir d'une influence chorégraphique sublimée plutôt que suée. Ses *Suites françaises*, de Bach, empruntent le même chemin, calmes, simples, d'une grande évidence poétique et structurelle, bellement phrasées à partir des lignes de basses. Blandine Rannou, après avoir beaucoup réfléchi – et l'avoir fait savoir dans son texte d'accompagnement – a mis de côté sa réflexion pour laisser parler son cœur et chanter ses doigts. Le résultat est superbe, étonnant de maturité, et place cette version nouvelle

dans les régions les plus estimées de la discographie.

2 CD Zig-Zag Territoires.

JOSEPH HAYDN

Symphonies

The Hannover Band, Roy Goodman (direction).

Les connaisseurs se souviennent peut-être que Roy Goodman était le petit garçon soprano au son irréal de la version planante et à tout jamais mythique du *Miserere* d'Allegri du King's College de Cambridge. Mais peu savent qu'ensuite le jeune homme a mué, n'est pas devenu chanteur mais a poursuivi des études d'orgue et de violon. Tantôt violoniste leader d'orchestres baroques, tantôt dirigeant l'orchestre d'instruments anciens The Hannover Band du clavecin ou du piano-forte, Roy Goodman fait entendre une intelligence musicale qui parle avec une éloquence communicative. A l'écoute de quelques-uns de ces volumes anthologiques consacrés aux symphonies de Haydn on pourra toujours préférer telle ou telle autre version de la discographie, sur instruments anciens ou non, mais il sera difficile de résister à l'extraordinaire fraîcheur de cette approche dynamique et ultra-articulée. Et cette collection est rééditée dans le cadre de la série économique « Helios » : pourquoi s'en priver ?

16 CD économiques séparés Hyperion coll. « Helios ».

Serge Assier, la photographie pour identité

Le reporter marseillais, dévoreur de faits divers devenu artiste avec ses images légendées par René Char ou Michel Butor, expose à Venise

C'EST PEU DIRE que Serge Assier est un autodidacte : il ne cesse de rappeler qu'il n'a « pas fait les écoles » et de proclamer sa soif de revanche. Au début des années 1980, quand il assurait dix-sept correspondances de photojournalisme entre Menton et Perpignan, il « faisait carton plein de chez carton plein » du point de vue financier, se souvient-il dans un grand sourire. Un accident cardiaque, en 1982, lui fait prendre conscience que ce travail de « rouleau compresseur de la photo » n'est pas son seul chemin. Il veut un autre contact avec « l'être humain, un contact avec son âme ». Naïvement, il demande à Lucien Clergue, le pape de la photographie arlésienne de l'époque, comment exposer : « Tu veux jouer l'artiste ? », s'entend-il répondre. Assier est mortifié.

Un an plus tard, en juillet 1984, il tient sa revanche : en légendant ses photos, René Char lui a ouvert les portes d'Arles. Onze expositions suivront, jusqu'à cette année 2002 où il montre ses « Couloirs de Venise » depuis le 19 avril dans la cité des Doges. Ses photos de Vénitiens au travail sont légendées par des quatrains de son fidèle compagnon, Michel Butor, qui fera le déplacement. Voué à ses passions maniaques, Serge Assier escortera lui-même ses caisses de photos, surveillera l'accrochage, restera près de son exposition, remballera son matériel avant de retrouver Marseille et son travail de reporter pour *La Provence*. Jamais il ne laisse une exposition sans sa surveillance, jamais il ne vend une photo, et jamais il ne remonte une exposition légendée par un de ses grands hommes disparu : « Je ne suis pas un profiteuseur de morts », dit-il.

Serge Assier est à la fois reconnu – le nombre de ses expositions en témoigne – et légèrement méprisé, sans qu'on sache très bien si c'est son travail photographique qu'on dédaigne ou cet homme qui affiche si fort ses origines populaires.

Les photos d'abord : noir et blanc, grain net, contrastes et noirs puissants, cadrage traditionnel, jeu de premiers et d'arrière-plans impeccables, avec souvent une belle profondeur, sans aventure. Du classique, du rigoureux, pas de l'avant-garde. Mais des sujets aimés pour des regards à hauteur d'homme. L'univers vénitien de Serge Assier, qui ressemble à ses univers marseillais, lorrain, grec ou corse, c'est un livreur portant de lourdes bouteilles d'eau, une femme de ménage balayant le café Florian, deux ouvriers chargeant des fenêtres sur une barge, un cafetier main sur une bonbonne. Butor décrit ainsi ce cafetier : « Devant le peigne des bouteilles/Le dispensateur des boissons/

BIOGRAPHIE

► **1946**
Naissance à Cavaillon (Bouches-du-Rhône).

► **1963**
Dans les rues, à Paris.

► **1976**
Reporter photographe pour Gamma puis pour « La Provence ».

► **1984**
Première exposition à Arles, préface de René Char.

► **2002**
Douzième exposition : « Les coulisses de Venise », à Marseille, Venise et Arles.

Consulte les dernières nouvelles/ Rapport à la conversation ». Ça vous a un petit côté Prévert qui convient assez à Assier. D'ailleurs, quand on lui dit que les légendes de Michel Butor, pour Venise comme pour l'Estaque (*Nombrils tétons et tatouages/ Accroche-cœurs bijoux toisons/ Espadrilles trépieds lanières/ Fourches des grilles flammes des volutes*), ont un côté enfantin, il cite encore son maître Char : « Les gens qui aimeront ton travail se mettront toujours à ta hauteur. »

L'homme maintenant : blouson de toile sans manches siglé *La Provence*, cheveux de crin ébouriffés et courts, œil noisette, Serge Assier parle inlassablement, comme pour recouvrir les peurs qui subsistent d'une enfance de détresse. Ce qu'il dit est fort et lourd. Mais il y a d'abord la façon de le dire : Assier parle marseillais avec cet accent des rues qui sied mal à la reconnaissance officielle. Il parle avec des mots simples et carrés, mais il parle surtout avec un cœur ouvert et blessé. Quand il raconte sa première rencontre avec René Char, les larmes menacent, avant que le sourire l'emporte : « J'ai pris les photos de lui qu'on m'avait demandées, je suis parti... et je suis revenu. J'ai sonné et je lui ai demandé qui il était. Pour faire la légende ! Il m'a filé un livre de poésie que j'ai envoyé à l'agence. Ils m'ont juste dit qu'ils savaient qui c'était... » Mais quand il

explique que ses photos inédites du poète, et des autres artistes qu'il accumule depuis, iront à la Bibliothèque nationale et ne seront ni montrées avant ni vendues, les larmes approchent : il pense à des amitiés défuntes.

Les larmes coulent et lui coupent le souffle quand, à regret, il doit entrer dans les détails d'une vie qui faillit tourner au désastre. Enlevé à des parents qu'il n'a jamais voulu revoir, confié à une famille qui le déclare berger (« Je pleurais tous les soirs comme un minot »), l'enfant de Cavaillon fuit vers Paris pour faire le chanteur. Il ne fait que le clochard.

« HAINE CONTRE LES BOURGEOIS »

Rafé par la police, rongé de maladies, le jeune homme est exhibé devant des étudiants en médecine qui doivent nommer ses maux. On est en 1963 dans un hôpital parisien... « J'avais une haine... Les mecs te regardent comme une bête. » Serge Assier fonde en larmes, fixe le mur du petit restaurant. Un silence, il balbutie : « J'ai presque crié, j'ai dit : "Vous êtes en train de me manquer de respect" », et il s'interrompt. Sa « haine contre les bourgeois » s'est forgée là. Assier, qui n'est pas un modeste, a alors mis une énergie effroyable pour « réussir ». Quittant la capitale et les restaurants où il commençait à travailler, il redescend vers Marseille. Il est

docker, mécanicien automobile, taxi de nuit.

Happé par la photographie, qu'il découvre en traversant par hasard la foule du Festival de Cannes, il se lance dans le fait divers. Ses collègues taxis l'avertissent par radio, langage codé : « Un gros client boulevard National. » Il abandonne son passager, fonce prendre la photo du cadavre avant l'arrivée de la police. Et il inonde les rédactions de ses images. Obs-tiné jusqu'à l'obsession, il obtient une carte de presse alors qu'il est encore taxi, au grand dam de ses confrères d'aujourd'hui. La suite n'est pas plus tendre : paparazzi ou fait-diversier, usant de toutes les ruses et stratagèmes d'une profession souvent féroce, Serge Assier finit par s'imposer – et se poser. Le miracle est qu'après tant de batailles il n'ait pas perdu son âme d'enfant triste. Une âme qui donne à ses images d'exposition, celles qu'il invente tout seul et loin de son travail quotidien, cette charge nostalgique et hivernale.

Michel Samson

« Les coulisses de Venise ». Exposition à l'Istituto di Cultura Rumena. Palazzo Correr, strada Nuova n° 2214, cannarageo 30211, Venise. Tél. : 041-524-23-09. Du lundi au vendredi, de 10 heures à 12 heures et de 16 heures à 19 heures. Michel Butor vient parler des photos le 30 avril.



STÉPHANIE TÉTU

MOTS D'ARTISTES AVANT LE 5 MAI

■ **Jérôme Bel**, chorégraphe, chef de file des conceptuels : « Nous sommes actuellement en tournée en Belgique, mais nous n'arrivons pas à travailler, nous ne parlons que de ça. Nous serons à Turin lors du deuxième tour, et je m'assure que les danseurs, qui ont tous voté dimanche dernier, ont tous donné procuration. Je ne voudrais pas porter la responsabilité de leur abstention ! » « Certains assurent qu'il est au-dessus de leur force de voter Chirac. Ce qui me semble absolument inadmissible, je trouve ça d'un romantisme très mal venu. Cet idéalisme est totalement obsolète, les résultats du premier tour en sont la preuve. Il n'est plus question de faire passer ce soi-disant message à la gauche. Nous nous sommes totalement fourvoyés par manque de vigilance, aveuglés par nos certitudes. C'est maintenant, les yeux exorbités d'effroi, qu'il faut froidement voter contre Le Pen. Un point c'est tout. »

■ **Agnès Jalais**, chanteuse lyrique : « Bien sûr, j'ai été stupéfaite, puis extrêmement inquiète. J'ai voté pour Corinne Lepage afin de défendre les idées sur l'environnement, et je me suis fait agonir par mes amis. Le mollasse "gloubi-boulga" des candidats autour de l'insécurité n'avait rien d'enthousiasmant, même si je m'apprêtais à voter Jospin-Chirac a annoncé immédiatement les 40 % de votes supplémentaires dont bénéficierait Chirac contre Le Pen. C'est terrible, car ce dernier, en arrivant au deuxième tour, a désormais sa place dans la vie politique française. Les électeurs lepénistes se sentent décuplés. »

■ **D'origine algérienne, Hamé est l'un des membres de La Rumeur, l'un des groupes de rap français les plus engagés politiquement, auteur récemment de l'album L'Ombre sur la mesure** : « J'ai été choqué, mais pas si étonné que ça. Après vingt ans de concession aux idées lepénistes, les gens préfèrent tout à coup l'original. Si Le Pen n'est pas au pouvoir, certaines lois concernant, par exemple, l'immigration auraient pu être votées par lui. Mon premier réflexe a été de penser aux franges les plus fragilisées de ce pays, aux gens en situation irrégulière. Etudiant, j'ai eu une activité très militante au sein de l'Association générale des étudiants de Nanterre, fondée par des étudiants étrangers, suite à la lutte des sans-papiers. »

» Si je n'ai pas voté au premier tour, c'est par conviction. Je ne me suis reconnu dans aucun des candidats. Je ne pourrai pas aller glisser dans l'urne un bulletin Chirac. Mon bulletin de vote, c'est mon disque, mes activités citoyennes. Je crois plus aux rapports de forces sociaux qu'à ces élections. »

TÉLÉVISION

M6 dans la bataille électorale

Tablant sur un face-à-face Chirac-Jospin, les responsables des chaînes avaient évidemment programmé plusieurs émissions concernant les deux hommes. L'un des projets les plus ambitieux était de mettre au crédit de M6, chaîne pour laquelle Emmanuel Chain avait concocté deux émissions spéciales au titre explicite : « Cinq ans avec lui ? ». Tout était bien calé, les deux candidats s'étant même mis d'accord sur les dates de diffusion. Mardi 23, Jacques Chirac devait ouvrir le bal, suivi, dimanche 28 par Lionel Jospin. Mais, en raison de la « remise à plat » de son programme d'interventions télévisuelles, le candidat RPR annulait ce rendez-vous. « Il nous a paru nécessaire de trouver en urgence une autre solution pour être présent sur cet événement hors du commun », précise Philippe Labi, directeur de l'information et des magazines. Ce n'est que mercredi soir aux alentours de 21 h 30, dans le bureau de Thomas Valentin, l'un des patrons de M6, que le projet fut finalisé. Un spécial « Zone interdite » d'environ une heure quarante minutes a été construit autour de ce deuxième tour inattendu. Au programme : des reportages dans les QG de campagne, tournés dimanche dernier vers 18 h 40, une enquête à Calais, un retour sur la folle semaine d'entre deux tours et un document intitulé « J'ai 20 ans et je m'engage ». Un sommaire prometteur. – A. Ct

« La France sous le choc », dimanche 28 avril, 20 h 50, M6.

DIMANCHE 28 AVRIL

► Arrêt sur images

12 h 30, France 5
Comment débattre avec le leader du Front national ? Quels sont les mécanismes médiatiques du « nouveau » Le Pen ? Pourquoi les instituts de sondage n'ont-ils rien annoncé ? Afin de répondre à ces questions, Daniel Schneidermann reçoit Jean-Marc Lech, coprésident d'Ipsos, Gérard

Grizbec, président du Syndicat des journalistes de France 2, et Eric Zemmour, journaliste au *Figaro*.

► Ripostes

18 h 5, France 5
Les élections en France vues par les journalistes et intellectuels étrangers. Avec Laurence Steven Kaplan, universitaire américain, Octavi Martí (*El País*), Nadia Bouzaghrane (*El Watan*), Claudio Pagliara (RAI2), Jean-Michel Apathie (France Inter), Gérard Legall (sondeur à Matignon)

et Perico Legasse, coauteur de *Nos amours de la France : République, identité, régions* (Ed. Textuel).

► Sept à huit

18 h 55, TF1
Quatre reportages au sommaire, dont « Le Pen au village », un sujet signé Jean-Pierre Montanay. Sur les 246 suffrages exprimés du Masegros, petit village situé aux confins de la Lozère et de l'Aveyron, 61 voix se sont portées sur le leader du Front national. En 1995, ils n'étaient que 35 à avoir fait ce choix. Depuis sept ans pourtant, rien n'a changé : pas de délinquance, peu de chômage, une seule famille immigrée dont tout le monde s'accorde à juger l'intégration réussie.

► Maestro

19 heures, Arte
Alfred Brendel joue Mozart (*Sonate pour piano en do mineur K 457*) et Haydn (*Sonate pour piano en mi bémol majeur Hob. XVI*). Concert enregistré en 2000 au Snape Maltings Concert Hall. ►

► Les Oscars du football

20 h 45, Canal +
Créés à l'initiative de l'Union nationale des footballeurs professionnels, les Oscars sont aujourd'hui considérés comme une référence dans le milieu du foot. L'originalité des Oscars tient dans le mode du scrutin : les lauréats sont élus par leurs pairs, et non par le public ou des spécialistes. Onze trophées seront

remis, dont celui du meilleur joueur de D1 (à choisir entre Mikel Arteta, Jean-Claude Darcheville, Pauleta et Stéphane Pedron).

► L'Alambic

20 h 55, France 3
Rediffusion d'un téléfilm de Jean Redbouff qui avait connu un succès mérité à sa sortie, en 1997. Avec Victor Lanoux et Bernard Haller, épatants.

► Poussières de guerre

21 heures, Histoire
Documentaire de Frédéric Laffont et Christophe de Pontfily réalisé en 1990. Sans doute l'un des films les plus lucides sur l'absurdité de la guerre. 27 décembre 1979 - 15 février 1989 : dix ans d'horreur en Afghanistan.

► La Femme du président

22 h 30, Arte
Documentaire inédit de Marie Mandy. Six femmes de chef d'Etat (d'Éliane Karp de Toledo, belge et femme du président péruvien, à Simone Gbagbo, épouse du président ivoirien, en passant par la Malienne Adama Ba Konaré) évoquent leur rôle.

► Double je

22 h 40, France 2
Bernard Pivot reçoit Sha Sha, peintre et romancière d'origine chinoise à laquelle les lycéens ont décerné leur Goncourt, Gaston-Paul Effa, professeur de philosophie à Sarrebourg, et Lio, chanteuse et comédienne.

RADIO

DIMANCHE 28 AVRIL

► Interception

9 h 10, France-Inter
L'arrivée de la fée électricité au Mali. Un reportage de Nathalie Fontrel.

► La diagonale du psy

11 h 40, RFI
Patrice Huerre, psychiatre et spécialiste des adolescents, auteur de *Ni anges, ni sauvages. Les jeunes et la violence* (Ed. Anne Carrière), est l'invité de Vicky Sommet.

► Les livres ont la parole

13 h 15, RTL
Bernard Lehtu et Thierry Gandillot reçoivent Alain Rémond pour *Un jeune homme est passé* (Seuil).

► La Machine Tchekhov

13 h 50, France-Culture
Matéi Visniec, dramaturge, poète et journaliste, a créé cette pièce qui bénéficie d'une distribution de choix (Catherine Samie, Alain Pralon). « Pourquoi une pièce sur Tchekhov, avec Tchekhov comme personnage ? Parce que Tchekhov est un auteur incontournable pour tous les acteurs du théâtre moderne. Il est le premier à avoir dynamité le langage théâtral du XIX^e siècle... »

► Isabelle Morizet

15 heures, Europe 1
Jean Piat est l'invité du jour.

► For intérieur

18 h 35, France-Culture
L'émission est consacrée

au photographe Carlos Freire.

Né à Rio de Janeiro et vivant aujourd'hui à Paris, il s'est d'abord spécialisé dans les portraits d'écrivains avant de parcourir le monde. Il vient de publier avec Jacques Laccarière *Le Mont Athos* (Ed. de l'Imprimerie nationale).

► Stereopress

20 heures, OUI FM
Cette revue de presse musicale constitue l'un des rendez-vous les plus originaux de la bande FM.

► Soirée lyrique

20 heures, Radio Classique
Trois œuvres au programme. A 20 heures, *Le Vaisseau fantôme*, de Richard Wagner, par le Chœur de la BBC et le New Philharmonia Orchestra, sous la direction d'Otto Klemperer. A 22 h 37, la *Sonate op. 10 n° 5* de Weber. A 22 h 43, *Zaïde* de Mozart par The Academy of Ancient Music sous la direction de Paul Goodwin.

► Entretien avec Bryan Ferry

21 heures, OUI FM
Une heure d'interview en compagnie du mythique chanteur de Roxy Music devenu un crooner apprécié.

► Equinoxe

0 h 5, France-Culture
Aux sources de la musique jamaïcaine : les Jamaica All Stars. En quarante ans, les Jamaïcains ont inventé le mento, le ska, le rock steady, le reggae, le dub, le ragga et le dance hall...

RADIO-TÉLÉVISION

SAMEDI 27 AVRIL

TF1

15.40 Ouh chérie ! Série **16.05** Dawson Le cinéma, c'est pas paradisaïte. Série **17.00** Angel Le grand bilan. Série **17.50** Sous le soleil Un bonheur impossible. Série **18.55** Le Maillon faible **19.55** Météo, Journal, Tiercé, Météo.



20.50 ZÉRO DE CONDUITE ! Divertissement présenté par Pascal Bataille et Laurent Fontaine. 77273517 *Des membres du public, piégés à leur insu par des proches, reçoivent un zéro de conduite et une punition sympathique pour leur comportement passé.*

23.10 NEW YORK UNITÉ SPÉCIALE Evidences trompeuses O 4205468. Monogamie O 98770. Série. Avec Chris Meloni, Mariska Hargitay, Armand Schultz, Dann Florek, Richard Blezer.

1.00 Formule F1 Essais du Grand Prix d'Espagne 8928515 **1.35** Les Coups d'humour Invité : Tex 28021683 **2.10** La Nuit celtique au Stade de France 84871138 **4.25** Histoires naturelles Saumon de minuit **4.55** Musique (85 min).

CÂBLE ET SATELLITE

FILMS

14.15 Les Mauvaises Fréquentations ■ ■ Jean Eustache (France, 1963, 45 min) O **CineClassics**
15.25 Le Père Noël à les yeux bleus ■ ■ Jean Eustache (France, 1966, N., 45 min) O **CineClassics**
16.10 La Rosière de Pessac ■ ■ Jean Eustache (France, 1968, N., 70 min) O **CineClassics**
16.40 Drôle de drame ■ ■ Marcel Carné. Avec Loui (France, 1937, N., 95 min) O **cinétoile**
18.50 La Toile d'araignée ■ ■ Stuart Rosenberg. Avec Paul Newman (Etats-Unis, 1975, 115 min) O **TCM**
20.45 L'Homme aux colts d'or ■ ■ Edward Dmytryk (Etats-Unis, 1959, 120 min). **RTL 9**
22.20 Mad Max ■ ■ George Miller (Australie, 1979, v.m., 100 min). **TCM**
23.00 La Planète des singes ■ ■ Franklin J. Schaffner (Etats-Unis, 1967, v.m., 110 min). **CineCinemas 1**
0.00 Mad Max 2, le défi ■ ■ George Miller (Australie, 1981, v.m., 95 min) O **TCM**
0.20 Ailleurs, l'herbe est plus verte ■ ■ Stanley Donen. Avec Cary Grant (Etats-Unis, 1960, 105 min) O **CineClassics**
0.25 La Règle du jeu ■ ■ Jean Renoir (France, 1939, N., 105 min) O **cinétoile**
1.05 A mort l'arbitre ! ■ ■ Jean-Pierre Mocky (France, 1984, 80 min) O **CineCinemas 2**

FRANCE 2

14.40 Rugby Coupe d'Europe. Demi-finale. Castres (Fr.) - Munster (Irl.) **16.45** Gymnastique Championnats d'Europe messieurs. A Patras (Grèce) **18.05** Waikiki Ouest Coupable. Série **18.55** Union libre **20.00** Journal, Météo.



20.55 C'EST SHOW Divertissement présenté par Patrick Sébastien. Invités : Gilbert Montagné, Dany, Etienne Daho, Titiyo, Thierry Obadia, Michèle Torr, Billy Crawford, Marianne James, Nicolas Canteloup, Denis Maréchal, Gustave Parking, Didier Benureau, Patricia Levy, Gérard Hernandez, Bruno Salomone, Pierre Bellemare. 1860973

23.05 TOUT LE MONDE EN PARLE Présenté par Thierry Ardisson. Invités : Bryan Ferry ; Tiffot ; Nadia Farès ; Elisabeth Levy ; Bernard-Henri Levy ; Claire Keim ; Michèle Torr ; Anna Thomson. 18145195

1.40 Journal de la nuit, Météo. **2.05** Union libre **3.05** Premier rendez-vous. **3.40** Live for Love United **3.45** Thé ou café René Frydman 9183157 **4.20** La Pleuvre Enquête sur la mort du commissaire Cattani O. Série (50 min).

FRANCE 3

15.25 Côté maison **16.00** La Vie d'Ici **18.15** Un livre, un jour **18.20** Questions pour un champion **18.50** Le 19-20 de l'information, **18.50** Tout le sport Magazine **20.20** Euro millionnaire Jeu.



20.55 LES SARMENTS DE LA RÉVOLTE Téléfilm. Christian François. Avec Patrick Fiery, Chrystelle Labaude, Gaëla Le Dévéhat, Zuriel Onara, Sylvie Joly (France, 2002). 7683331 *Un viticulteur endetté voit ses terres confisquées par la justice et se retrouve en prison.*

22.35 FAUT PAS RÊVER En Grèce. Magazine présenté par Laurent Bignolas. Invité : Titos Patrikos. Au sommaire : Les pèlerins de Tinos ; Les fourreurs de Kastoria ; Les Météores, etc. 4489114

23.45 Météo **23.50** Soir **3.10** Les Hommes oubliés de la Vallée des Rois **1.10** Saga-Cités **1.35** Sorties de nuit Cycle cuivres. Invité : Dany Brillant **2.45** Une nuit en Normandie Une balade nocturne et normande (180 min).

CANAL+

15.00 Belle arnaqueuse Téléfilm. Steven Schachter (EU - All., 1998) **16.30** Making of « 3 zéros » **16.55** L'Odysée du Pôle Nord Téléfilm. Kevin Hooks (EU, 1998) O ► *En clair jusqu'à 20.00* **18.30** Journal **18.40** + clair.



20.00 FOOTBALL Championnat de France D1 [33^e journée]. Multiplex. 20.45 Coup d'envoi en direct. 33398114 *Pour cette 33^e et avant-dernière journée, Lens reçoit Guingamp. A suivre également les rencontres Paris-SG - Metz, Monaco - Auxerre et Sochaux - Lille, etc.*

22.45 SAMEDI SPORT Magazine présenté par Nathalie Iannetta. Au sommaire : Jour de foot ; D2 Max. 641640 **0.00** La Secte sans nom Film. J. Balaguero. Avec E. Vilarasou. *Suspense* (Esp., 1999) O.

1.35 Le Retour des Mousquetaires ■ Film. R. Lester. *Cape et épée* (Fr. - GB, 1989, v.o.) O **3.25** Te quiero Film. M. Poirier. *Aventures* (Fr., 2001) O **4.45** Surprises **4.50** Les Expéditions sous-marines de Franck Goddio (45 min).

FRANCE 5 / ARTE

17.30 Sur les chemins du monde Gaïa **18.05** Le Magazine de la santé **19.00** Le Forum des Européens L'Europe sans Nucléaire ? **19.45** Arte info **20.00** Le Dessous des cartes **20.15** Voyages avec Turner [6/6].



20.45 L'AVENTURE HUMAINE - AKHENATON ET NÉFERTITI Documentaire. Michael Gregor (All., 2000). 6471466 *Akhenaton et Néfertiti, un couple mythique de l'histoire de l'Égypte.* **21.35** Metropolis Au sommaire : Le cercle des poètes réparés ; Gérard Haddad ; Les années punk 2314379.

22.30 LA PASSION SCHLIEMANN Téléfilm. Bruno Gantillon. Avec Hans-Peter Hallwachs, Julie Beres, Frédéric Andrau, Mikhael Dontchev, Denis Braccini (France, 1999). 2008176

23.55 La Lucarne le Bocal. Documentaire. R. Billingham (GB, 1998) **0.45** Domicile conjugal ■ Film. F. Truffaut. Avec C. Jade, J.-P. Léaud. *Chronique* (Fr., 1970) 835138 **2.20** La Quatrième Dimension Documentaire (30 min).

M6

16.40 Chapeau melon et bottes de cuir Faux témoins. Série **17.35** Turbo **18.15** Warning **18.20** Caméra Café Série **19.00** Loft Story **19.54** Le Six Minutes, Météo **20.05** Plus vite que la musique **20.40** CinéSix.



20.50 LA TRILOGIE DU SAMEDI **20.50** Charmed Prémonitions O 6461089. Série. Avec Holly Marie Combs, Alyssa Milano, Rose McGowan, Brian Krause, Richard McGregor. **21.40** Le Caméléon Réunion de famille O 2304992. Série. Avec Michael T. Weiss, Andrea Parker.

22.35 LE LOFT DU SAMEDI SOIR Divertissement présenté par Max. 9226398

0.00 Profiler La source de tous les maux O 78428. Série. Avec Ally Walker, Robert Davi. **0.54** Météo **0.55** M6 Music Emission musicale (435 min) 63042913.

RADIO

FRANCE-CULTURE

19.30 Désir d'Europe. Invité : Jacques Rupnik. **20.00** Electrophonie. Invité : Eric Neveux. **20.50** Mauvais genres. Dashiell Hammet. **22.10** Le Monde en soi.

FRANCE-MUSIQUES

20.00 Figures de femmes. *Horaces et Curiaes*. Opéra de Cimarosa. Par le Chœur de Radio France et l'Orchestre philharmonique de Radio France, dir. Fabio Luisi, Henriette Bonde-Hansen (Curiazio), Gaële Le Roi (Sabina). **23.00** Le Bel aujourd'hui. Œuvres de Haydn, Bach, Pauset.

RADIO CLASSIQUE

19.00 Intermézzo. Œuvres de De Boismortier, Couperin, Rameau, Corrette. **20.00** Les Rendez-Vous du soir. Le mythe de Don Juan. Œuvres de Gluck, Boccherini, Mozart, Clementi, Mozart et Triebensee, Chopin, Hoffmann, etc. **22.00** Da capo. Les frères Busch et Rudolf Serkin. Œuvres de R. Schumann, Mendelssohn, Schubert, Dvorak.

DÉBATS

12.10 ET 17.10 Le Monde des idées. Thème : Culture et politique. Invité : Jean-Jacques Aillagon. **LCI**
21.40 Israël-Palestine : Promesses ? **Planète**

MAGAZINES

13.35 Courts particuliers. Contre l'oubli. La Mouette. La Forêt. Poitiers, voiture 11. Bertrand Tavernier. **Paris Première**
15.10 La Vie des médias. **LCI**
16.00 « J'y étais ». Best of. **Match TV**
17.10 Les Lumières du music-hall. Michel Berger. **LCI**
18.15 Une histoire de spectacle. Invité : Anthony Kavanagh. **Paris Première**
19.00 Explorer. Volcans d'Islande. L'ours des Andes. Déluge au Brésil. **National Geographic**
19.10 i reportage. **i Télévision**
20.00 Open club. Invitée : Evane Hanska. **CineClassics**
20.45 Comme à la télé. Invités : Alexandre Devoise ; Michel Field. **Match TV**
20.45 Temps présent. La phénomènes disco. **Canal Jimmy**
22.20 Une histoire de spectacle. Elie Semoun. **Paris Première**

DOCUMENTAIRES

17.15 Biographie. Sigmund Freud, analyse d'une pensée. **La Chaîne Histoire**

18.30 Massoud, l'Afghan. **Histoire**
19.10 Les Mystères de l'Histoire. Hitler et les sciences occultes. **La Chaîne Histoire**

20.00 A la mémoire de Massoud, un homme de paix dans la guerre [3, 4 et 5/5]. **Histoire**
20.05 Cinque, le combattant de la liberté. **Chaîne Histoire**
20.10 Légendes. Diane Keaton. **Téva**
20.30 Brésil, le football au cœur. **Paris Première**
20.45 Citizen Bishara. **Planète**
20.55 Les Blacks : briser les chaînes. **Odyssee**
21.50 La Dernière Eclipse totale. **Odyssee**
22.45 Un jour mon prince viendra. **TV 5**
23.15 Corée, la guerre oubliée. [1/2]. **La Chaîne Histoire**
0.25 Guillaume Aretos. **Planète**

SPORTS EN DIRECT

14.30 Gymnastique. Championnats d'Europe messieurs. A Patras (Grèce). **Eurosport**
15.00 Tennis. Fed Cup (8^e de finale) : Argentine - France. Les deux simples. **Pathé Sport**
16.00 Haltérophilie. Championnats d'Europe. 94 kg messieurs. **Eurosport**
18.00 Handball. Championnat D1 masculine (25^e journée) : Dunkerque - Toulouse. **Eurosport**
20.00 Volley-ball. Pro A masculine. Finale. Match aller. Play-offs. **Eurosport**

DIMANCHE 28 AVRIL

TF1

12.00 Champions de demain **12.03** Météo **12.05** Attention à la marche ! **12.55** Météo, Journal **13.15** Fi à la une Magazine **13.55** Formule 1 Grand Prix d'Espagne. La course ; 15.45 le podium. En direct **16.00** Les Experts Le juge était presque parfait. Série **16.55** Vidéo gag **17.55** Le Maillon faible **18.50** Sept à huit Magazine **19.50** Météo, Journal, Tiercé, Météo.



20.50 COUVRE-FEU Film. Edward Zwick. Avec Denzel Washington, Annette Bening, Bruce Willis, Tony Shalhoub, Sami Bouajila. *Policier* (Etats-Unis, 1998) O. 10023634 *Un agent du FBI tente d'entraîner une vague d'attentats terroristes sur les Etats-Unis, alors qu'un général en charge de l'ordre public utilise des méthodes contraires aux droits...*

23.00 T'EMPÊCHES TOUT LE MONDE DE DORMIR Film. Gérard Lauzier. Avec Daniel Auteuil, Catherine Alric, Anne Jousset, Philippe Khorsand, Tanya Lopert. *Comédie* (France, 1982) O. 1055616 *Un jeune homme insouciant se fait héberger chez une belle blonde qu'il a abordée. S'ensuit une série de situations vaudevillesques. Adaptation par Lauzier de sa propre pièce.*

0.35 La Vie des médias **0.55** Reportages Quand je serai grand, je serai flic **1.20** Très pêche Documentaire **2.10** ET 3.55 Histoires naturelles Documentaire **3.05** Notre XX^e siècle Documentaire **4.25** Musique (35 min).

CÂBLE ET SATELLITE

FILMS

14.50 Le Père Noël à les yeux bleus ■ ■ Jean Eustache (France, 1966, N., 45 min) O **CineClassics**
18.00 Camille Claudel ■ ■ Bruno Nuytten (France, 1988, 170 min) O **CineCinemas 2**
18.10 La Machine à explorer le temps ■ ■ George Pal (Etats-Unis, 1960, v.m., 100 min) O **CineCinemas 1**
18.10 La Passion Béatrice ■ ■ Bertrand Tavernier (France - Italie, 1987, 130 min) O **Cinéfraz**
20.45 Le Kid de Cincinnati ■ ■ Norman Jewison (Etats-Unis, 1965, v.m., 105 min). **TCM**
20.45 Le Dëshonneur d'Elizabeth Campbell ■ ■ Simon West (All. - EU, 1999, 115 min) O **TPS Star**
20.50 Les Trois Mousquetaires ■ ■ George Sidney (Etats-Unis, 1948, v.m., 125 min). **Canal + Vert**
20.55 Trois places pour le 26 ■ ■ Jacques Demy (France, 1988, 100 min). **TMC**
21.00 Le Carrosse d'or ■ ■ Jean Renoir (France - Italie, 1952, 100 min) O **cinétoile**
22.10 La Maman et la Putain ■ ■ Jean Eustache (France, 1973, N., 210 min) O **CineClassics**
22.15 Possession ■ ■ Andrzej Zulawski (France - Allemagne, 1981, 120 min) O **CineCinemas 1**
22.30 A Scene at the Sea ■ ■ Takeshi Kitano (Japon, 1992, 100 min) O **Cinéfraz**
22.30 La Horde sauvage ■ ■ Sam Peckinpah (Etats-Unis, 1969, v.m., 140 min) O **TCM**
1.40 Mission to Moscow ■ ■ Michael Curtiz (Etats-Unis, 1943, N., 120 min) O **CineClassics**

FRANCE 2

13.00 Journal **13.15** J'ai rendez-vous avec vous Magazine **13.40** Météo **13.45** Vivement dimanche Invitée : Céline Dion **15.45** Viper Chasse à l'homme. Série **16.30** Nash Bridges Les fous du volant. Série **17.20** Le Numéro gagnant **18.00** C'est ma tribu **18.05** Stade 2 Magazine **19.20** Vivement dimanche prochain Invitée : Céline Dion **20.00** Journal, Météo.



20.50 TOUT SUR MA MÈRE ■ ■ Film. Pedro Almodóvar. Avec Cecilia Roth, Marisa Paredes, Candela Peña, Antonia San Juan, Penélope Cruz. *Comédie dramatique* (France - Espagne, 1999) O. 266206 *Une femme dont le fils vient de mourir dans un accident de voiture tente de retrouver le père de celui-ci, un homme qu'elle a aimé il y a dix-sept ans.*

22.40 DOUBLE JE Magazine présenté par Bernard Pivot, avec la participation d'Anne-Marie Bourgnon. Invités : Lio, Shan Sa, Gaston-Paul Effa. 8631480

0.35 Contre-courant Une ombre dans les yeux 3236542 **1.30** Automobilsisme Super série FFSA. Championnat de France de Supertourisme (2^e manche). En différé 7471900.

2.10 Vivement dimanche prochain **2.45** Savoir plus santé Sexualité : plaisir, souffrances et solutions **3.35** 24 heures d'info **3.50** Live for Love United **3.55** Les Fontaines de Paris Documentaire **4.30** Stade 2 (70 min).

FRANCE 3

13.20 Les Animaux, rois de la piste **15.00** Le Sport du dimanche Cyclisme. Coupe du monde de 5^e manche. Amstel Gold Race ; 16:50 Gymnastique. Championnats d'Europe messieurs. Finales par appareil. A Patras (Grè). En direct **18.00** Explore Voyages dans l'espace. Survivre **18.50** Le 19-20 de l'information, Météo **20.15** Tout le sport **20.25** Les Nouvelles Aventures de Lucky Luke.



20.55 L'ALAMBIC Téléfilm. Jean Marboeuf. Avec Victor Lanoux, Pierre Cognon, Wioletta Michalczuk, Bernard Haller, André Penvern (Fr., 1997). 7650003 *Parcourant la campagne avec leur alambic, un homme et son fils se déchirent par femme interposée.*

22.35 Météo **22.40** Soir 3.

22.55 FRANCE EUROPE EXPRESS Magazine présenté par Christine Ockrent, Gilles Leclerc et Serge Juy. Invités : Nicolas Sarkozy, Bruno Gollnisch. 8287770 *Les résultats du premier tour de l'élection présidentielle ont conduit Christine Ockrent à programmer une édition spéciale de son magazine, tout en respectant les recommandations du CSA.*

0.05 Cinéma de minuit Cycle Julien Duvivier. Panique ■ ■ Film. Julien Duvivier. Avec Michel Simon. *Drame* (Fr., 1946, N.) 5740097 **1.40** Soir 3 **2.05** Thalassa **3.30** Faut pas rêver En Grèce **4.40** Explore (50 min).

CANAL+

► *En clair jusqu'à 15.00* **13.35** La Semaine des Guignols **14.10** Le Zapping **14.25** La Grande Coupe **15.00** Basket-ball NBA San Antonio Spurs - Seattle SuperSonics **16.30** Cavale australe Téléfilm. Rowan Woods. Avec Kate Ashfield (Austr., 2001) O **18.00** Restons groupés Film. Jean-Paul Salomé. Avec Judith Henry. *Comédie* (Fr., 1998) O ► *En clair jusqu'à 20.45* **19.35** Journal **19.50** Ça Cartoon Magazine.



20.45 FOOTBALL Les Oscars du foot. Cérémonie présentée par Thierry Gilardi. En direct de l'Olympia. 167935 *Pour leur onzième édition, les Oscars du football de l'Union nationale des footballeurs professionnels (UNFP) distinguent le meilleur d'une année de football.*

22.30 L'ÉQUIPE DU DIMANCHE Magazine présenté par Philippe Bruet. 24428

0.00 Intimité ■ Film. Patrice Chéreau. Avec Mark Rylance, Kerry Fox. *Drame* (France, 2000, v.o.) O 124078 *Un homme et une femme, que ne relie que des rendez-vous furtifs et purement sexuels, se laissent prendre aux pièges des sentiments.*

2.00 90 minutes Magazine 4805417 **3.30** Surprises 1391875 **3.40** Un duo parfumé de meurtre Téléfilm. Carl-Friedrich Koschick et Oliver Berben. Avec Iris Berben, Michael Mendl (Allemagne, 2000, 90 min) O 2866097.

FRANCE 5 / ARTE

12.30 Arrêt sur images Le Pen : pourquoi la surprise ? **13.30** Le Monde d'Etienne **14.05** Les Sept Merveilles du monde [1/2] **15.10** Cette mémoire qui se tait **16.05** Histoire en musique **17.05** Les Refrains de la mémoire **17.30** Va savoir **18.05** Ripostes les élections en France vues par les journalistes et intellectuels étrangers **19.00** Maestro Alfred Brendel joue Mozart et Haydn **19.45** Arte info **20.15** Danse.



20.45 THEMA - ELISEZ LA FEMME DU PRÉSIDENT ! LE BON PLAISIR Film. Francis Girod. Avec Catherine Deneuve, Jean-Louis Trintignant, Michel Serrault, Michel Auclair. *Comédie dramatique* (Fr., 1983). 100432751 *Un voleur dérobe une lettre dans laquelle le président de la République demandait à sa maîtresse de se faire avorter.*

22.30 THEMA (SUITE) - ELISEZ LA FEMME DU PRÉSIDENT ! LA FEMME DU PRÉSIDENT. Documentaire. Marie Mandy (France, 2002). 826283 *Des épouses d'hommes politiques du monde entier évoquent leurs engagements, leurs rôles et les limites de leur pouvoir.* **23.30** Théma Hillary Clinton en campagne. Documentaire. John Bridcut (2001) 6370198.

0.30 Mic Mac Magazine 9223558 **1.00** Music Planet 2Nite Oasis 8045962 **1.55** Metropolis le cercle des poètes réparés ; Gérard Haddad ; Les années punk (50 min) 7320813.

M6

13.20 Zoya, les chemins du destin Téléfilm. Richard A. Colla. Avec Melissa Gilbert, Bruce Boxleitner (EU, 1995) [1 et 2/2] O **16.35** Drôle de scène Divertissement **16.50** Bugs Bombe au mercure. Série **17.45** Loft Story Best of **18.55** Sydney Fox, l'aventurière Danger sur le campus. Série **19.50** Belle et zen Magazine **19.54** Le Six Minutes, Météo **20.05** E = M6 Spécial sports de l'extrême **20.40** Sport 6.



20.50 SPÉCIAL ZONE INTERDITE - LA FRANCE SOUS LE CHOC Magazine présenté par Bernard de la Villardière. Au sommaire : Dimanche 18h40 : stupeur dans les états-majors ; Pourquoi ils ont voté Le Pen ; J'ai vingt ans et je m'engage ; Ces 8 jours qui ont changé la France.460190

22.49 Météo

22.50 CULTURE PUB Magazine présenté par Christian Blachas et Thomas Hervé. Au sommaire : Extension du domaine de la marque ; Eloge de la paresse. 1369138

23.20 Intimes connections Téléfilm. Bruno Costes. Avec Alexandre Hai, Maud Kennedy (France) O 1667683.

0.55 Sport 6 **1.04** Très sport **1.10** Turbo **1.40** M6 Music Emission musicale (320 min) 55475146.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.30 Le Concert. Transcontinentales. **21.40** Passage à l'acte. Invité : Nicolas Roméas. Cassandra met le feu aux poudres. **22.05**

Quand les forces de la croissance sont celles de l'insécurité

ALAIN LOMPECH

Réfléchir avant

« RIEN NE SERT de penser, il faut réfléchir avant. » Comment dire les choses plus simplement que Pierre Dac ? Résistant de la première heure, émigré à Londres au côté du général de Gaulle, par conviction patriotique et du fait de sa judaïté, l'inoubliable humoriste, qui a fait plier de rire la France des années 1950 et 1960 avec ses aphorismes, ses feuilletons radiophoniques, son goût si français de l'absurde, nous manque, comme Coluche.

Coluche, droit dans les yeux de son public, faisait lui aussi rire la France entière, une France vive, colorée, généreuse, si prompte à venir en aide aux démunis, qui s'éloignent insensiblement du cœur de la société pour le désespoir d'une insécurité sociale meurtrière. Coluche tuait les idées du front national (que les correcteurs nous permettent l'usage des minuscules) en ridiculisant leur fondement même avec plus de pertinence et d'efficacité que les hommes politiques les plus affûtés et sincères. Sa voix, ses petits cris haut perchés, sa salopette rayée, son gros nez rouge manquant à la France.

« Quand on veut dîner avec le diable, il faut se munir d'une longue cuiller », Bertolt Brecht dit cela quelque part dans *Mère Courage*. Et l'on comprend Jacques Chirac dans son refus de débattre avec un Le Pen qui modifie les règles du jeu à mesure que la partie avance, ne respecte rien ni personne, pas même ce drapeau tricolore qu'il tente de voler à la vestale qui veille sur la flamme de la République. Bertolt Brecht, un auteur qui ne figure pas au programme culturel du front national, qui lui préfère l'opérette, sauf celles d'Offenbach évidemment, les danses et chants folkloriques, la notion de civilisa-

tion à celle de culture, la reconstitution des grands événements historiques qui ont jalonné une histoire de France à la création.

On l'a lu, ce programme culturel. Et l'on y aura trouvé quantité d'idées sur l'art contemporain, la musique, le cinéma développées ces dernières années dans des ouvrages d'hommes et de femmes respectables, parfois de gauche, qui n'auront pas réfléchi au fait qu'ils alimentaient l'idéologie du repli sur soi, du retour à la tribu.

La convergence de leurs brûlots avec les idées et projets du front national rejoint cette mise en cause permanente des élites, du savoir, depuis de nombreuses années. Depuis que l'Ecole nationale d'administration est devenue le lieu de tous les maux d'un pays malade non de ses énarques, non de ses hauts fonctionnaires, mais du retour de la bête immonde, surgie de l'ombre où le souvenir de la Shoah, de la collaboration, la parole des résistants l'avaient maintenue.

Comme le nazisme était l'ennemi du peuple allemand, de tous les peuples, le frontisme est l'ennemi de la France. Le Pen en photo bras sur l'épaule avec David Duke, le raciste, l'antisémite américain... Il faut l'avoir vue cette photo et lire les diatribes du beau jeune homme blond pour savoir ce que ses références récentes à de Gaulle sont émetiques.

Ont-ils lu les idées de Le Pen sur la nationalité, ses électeurs du premier tour ? Il récuse le droit du sol instauré par Clovis, fondement même d'une France réelle sur laquelle l'ami des dictateurs bâtit sa France mystico-nostalgique. Savent-ils qu'il sera quasi impossible à certains d'entre eux de faire renouveler leur carte d'identité ? Qu'ils lisent, ses électeurs, ils n'auront pas à penser après.

TOUS LES ABSTENTIONNISTES ne sont pas contre la démocratie, et tous les votes protestataires ne signifient pas une adhésion aux thèses de l'extrême droite ou de l'extrême gauche. Mais il reste que, sans doute, pas loin d'un Français sur trois rejette aujourd'hui la vie politique et le système économique de la France. Une proportion qui sidère. Perdus dans les changements accélérés du monde, insécurisés dans leur vie quotidienne par la violence, mais aussi dans leur vie professionnelle, ils sont ou se sentent exclus. La croissance retrouvée, la baisse du chômage, la réduction de la durée du travail ne les concernent pas. Pour eux, tout va dans le mauvais sens, et ce sera pire pour leurs enfants. On savait que la machine d'intégration française avait des ratés, on ignorait que c'était dans de telles proportions.

On ne savait pas, non plus, que la crainte touchait à ce point toutes les catégories sociales, ce que démontre le vote pour Jean-Marie Le Pen. Il n'y a pas que les petits commerçants ou les ouvriers déqualifiés qui perdent pied. Employés, paysans, artisans, patrons de PME : dans tous les métiers, une partie de la population décroche.

« JOBS ! JOBS ! JOBS ! »

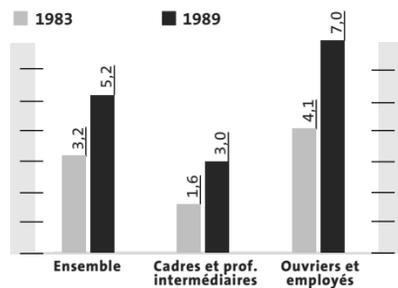
L'Amérique a connu ça. Au début des années 1990, avant que les Etats-Unis trouvent un régime de forte croissance à la fin du mandat de George Bush père, les analystes évoquent les victimes de la crise, qui sont devenues *politically homeless* (« sans parti fixe »). Les salaires ouvriers régressent. Les inégalités ont doublé depuis vingt ans. Les licenciements de restructuration (*downsizing*) se multiplient dans les entreprises. Wall Street (l'économie) et Main Street (la société) ne conduisent plus au même endroit. Le populiste d'extrême droite Pat Buchanan essaie, avec son talent de tribun, d'en profiter lors des primaires de 1992. C'est Bill Clinton, candidat démocrate, qui gagnera la Maison Blanche avec pour slogan : « *Jobs ! Jobs ! Jobs !* » Il promet de recoudre les filets sociaux, ce qu'il ne pourra faire, mais qu'importe : les emplois sont créés par millions. L'économie américaine trouve le chemin vertueux, et les salaires repartent vers le haut.

L'emploi revient, mais pas la stabilité. La nouvelle société ressemble aux marchés financiers : les forces de la croissance sont celles de l'insécurité. Les deux sont indissociablement liées. La richesse va avec la peine. Dans la nouvelle dyna-

CHRONIQUE DE L'ÉCONOMIE

LA MONTÉE GÉNÉRALE DES RISQUES

Probabilité pour les salariés de perdre leur emploi dans l'année, en %



Source : Eric Maurin, Insee

mique, il n'est pas bon de n'avoir aucun diplôme ou aucun savoir-faire. Mais l'économie va tellement bien qu'elle résout le problème. Et puis, aux Etats-Unis, l'absence de protection motive. En France, elle inhibe.

LE PLAN DÉJOUÉ

Lionel Jospin avait, au fond, la même politique que Bill Clinton : l'intégration passe par le retour à l'emploi. Priorité donc à la croissance et à la lutte contre le chômage : rigueur sur les salaires que les 35 heures ont renforcée, baisse du coût de l'emploi comme ses prédécesseurs Edouard Balladur et Alain Juppé. Cette stratégie a été couronnée de succès : 1,8 million d'emplois créés en cinq ans, une moisson historique. Ces emplois sont-ils précaires ? sont-ils des contrats intérimaires ? des emplois-jeunes ? Sans doute. Mais ils vont se transformer avec le temps, répond Lionel Jospin. Il a raison : en effet, 70 % des CDD sont transformés en CDI (si l'on ne tient pas compte des emplois purement saisonniers d'un mois). La stratégie des partis de gouvernement, de droite comme de gauche, est tracée : la croissance crée des emplois qui sont au début fragiles mais qui se solidifient dans un second temps.

Mais...

Mais les résultats de l'élection présidentielle déjouent le plan. Un Français sur trois refuse d'y croire. Pourquoi ?

La première explication tient au mensonge de

la gauche gouvernante sur le but du voyage : elle continue de croire, en tout cas de faire croire, qu'elle saura « corriger » le capitalisme et revenir aux bonheurs keynésiens des « trente glorieuses » : emplois stables, salaires croissants. Elle se trompe ou trompe les salariés en faisant croire qu'elle « résiste » à la mondialisation alors qu'elle lui cède. En refusant d'assumer sa politique social-démocrate, en alimentant en permanence la flamme d'une « autre politique » qui serait possible, elle rend les gens ou furieux ou désespérés et prépare le terrain des extrêmes, qui ont beau jeu de dénoncer la supercherie et de proposer, eux, des véritables politiques alternatives.

LA NATURE DES EMPLOIS

La seconde raison est plus complexe. Elle tient à la fragilisation de l'emploi non pas de certaines catégories (la classe exploitée) mais de toutes. L'économiste Eric Maurin, dans un petit livre très éclairant (*L'Egalité des possibles*, Seuil), souligne la montée dans tous les métiers des risques de perdre sa place (voir le graphique). Il réfute l'analyse en termes de classes, en soulignant que, avec l'avènement d'une économie de services, c'est la nature même des emplois qui se modifie. Le travail fait appel à chacun « comme une personne à part entière et de moins en moins comme une unité élémentaire de production, de moins en moins comme un travailleur ou une travailleuse ». Transformation fondamentale, car elle accroît l'efficacité économique mais elle isole et efface peu à peu toutes les références de l'individu à une catégorie sociale. Surtout, elle renvoie chacun à ses propres difficultés et au jugement, par lui et par les autres, de ce qu'elles relèvent « ses propres limites personnelles ». Voilà le noeud : ceux qui peinent sont mis devant « leur souffrance d'être une personne limitée ». Le revers des gains d'autonomie et de liberté.

Pour Eric Maurin, il faut redéfinir les politiques sociales pour lutter moins contre les inégalités de fait que contre les inégalités des potentiels de chacun. Un combat pour l'intégration à mener pas seulement à l'école mais sur le terrain. Le message est riche. A la droite, il dit que la répression ne suffit pas. A la gauche traditionnelle, il déclare que reprendre la lutte des classes est à côté de la vérité. A la gauche moderne, il affirme que la création d'emplois ne suffit pas.

Eric Le Boucher

IL Y A 50 ANS, DANS *Le Monde*

Le boom du caravaning

AU SALON DES SPORTS et du camping, les sections les plus importantes sont celles du camping et de cette variété nouvelle de la randonnée qui répond au nom assez rébarbatif de caravaning. Elles témoignent de cet effort constant de recherche et d'amélioration qui a permis à l'industrie française spécialisée d'atteindre la classe internationale, en satisfaisant le pique-niqueur dominical comme l'explorateur de l'Himalaya. Deux faits sont à

l'origine de la large extension du camping : d'une part, la hausse constante du coût de la vie, d'autre part, la maturité d'une génération qui, la première sans doute, goûta aux alentours de 1930 les joies de la nuit à la belle étoile. Un homme de 40 ans, devenu commerçant, industriel, chef de service, avocat ou professeur, conserve la nostalgie des marches joyeuses sac au dos dans un sentier fleuri, mais il a davantage souci de son confort. Il est marié,

chargé de famille. Le simple duvet à même le sol ne lui suffit plus. En outre, pourquoi dépenser 60 000 ou 80 000 francs par mois pour louer pendant l'été une villa au bord de la mer quand une remorque accrochée à une auto, et dont le prix sera amorti en une ou deux saisons, permet de concilier ce confort qu'il exige et ce dépaysement qu'il souhaite ?

André Chassaignon
(29 avril 1952.)

EN LIGNE SUR lemonde.fr



■ Résistances. Un recueil d'images réunit les actes de résistance graphique à la montée de l'extrême droite.

■ En séquence France, un dossier (réservé aux abonnés du site) consacré à la Géorgie et au difficile accouchement d'un Etat démocratique depuis l'éclatement de l'URSS.

■ Retrouvez les nouvelles actualisées en continu pendant le week-end sur le site du Monde.

CONTACTS

► RÉDACTION

21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris
Cedex 05. Tél : 01-42-17-20-00 ;
télécopieur : 01-42-17-21-21 ;
téléc : 202 806 F

► ABONNEMENTS

Par téléphone : 01-42-17-32-90
Sur Internet : <http://abo.lemonde.fr>
Par courrier : bulletin p. 12
Changement d'adresse et suspension :
0-825-022-021 (0,15 euro TTC/min)

► INTERNET

Site d'information : www.lemonde.fr
Site finances : <http://finances.lemonde.fr>
Site nouvelles technologies :
<http://interactif.lemonde.fr>

Guide culturel : <http://aden.lemonde.fr>

Marché de l'emploi : <http://emploi.lemonde.fr>

Site éducation : <http://educ.lemonde.fr>

Marché de l'immobilier : <http://immo.lemonde.fr>

► TÉLÉMATIQUE

3615 lemonde

► DOCUMENTATION

Sur Internet : <http://archives.lemonde.fr>

► COLLECTION

Le Monde sur CD-ROM :

01-44-88-46-60

Le Monde sur microfilms

03-88-71-42-30

► LE MONDE 2

Abonnements : 01-42-17-32-90

En vente : « Election présidentielle : qui ? ».

■ Tirage du Monde daté samedi 27 avril 2002 : 611 195 exemplaires.

1-3

Le Monde



SPÉCIAL
PRESIDENTIELLE

Le vote Front national dans le monde du travail, pourquoi ?

Employés, ouvriers, petits patrons, commerçants, artisans :
pourquoi une partie d'entre eux a voté Le Pen



Lundi 29 avril avec *Le Monde* daté mardi 30 avril